

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1863

II

PREMIÈRE PARTIE.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

PRÉSENTÉS AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF, LE 14 NOVEMBRE 1863.

**Discours prononcé par l'Empereur, le 5 novembre 1863,
à l'ouverture de la session législative.**

Messieurs les sénateurs,
Messieurs les députés,

La réunion annuelle des grands corps de l'État est toujours une occasion heureuse qui rapproche les hommes dévoués au bien public, et permet de manifester la vérité au pays. La franchise de nos communications mutuelles calme les inquiétudes et fortifie mes résolutions. Soyez donc les bienvenus!

Le Corps Législatif a été renouvelé pour la troisième fois depuis la fondation de l'Empire, et pour la troisième fois, malgré quelques dissidences locales, je n'ai qu'à m'applaudir du résultat des élections. Vous m'avez tous prêté le même serment; il me répond de votre concours.

Notre devoir est de faire promptement et bien les affaires du pays, en restant fidèles à la Constitution qui nous a donné onze années de prospérité et que vous avez juré de maintenir.

L'exposé de la situation intérieure vous montrera que, malgré la stagnation forcée du travail dans certaines branches, le progrès ne s'est pas ralenti. Notre industrie a lutté avec avantage contre la concurrence étrangère, et, devant des faits irrécusables, les craintes suscitées par le traité de commerce avec l'Angleterre se sont évanouies.

Nos exportations dans les huit premiers mois de l'année 1863, comparées à celles des mois correspondants de l'année 1862, se sont accrues de 233 millions.

Pendant la même période, le mouvement de la navigation maritime a surpassé le chiffre de l'époque précédente de 175,000 tonneaux, dont 136,000 sous pavillon français.

La récolte abondante de cette année est un bienfait de la Providence qui doit assurer à meilleur marché la subsistance de la population ; elle constate aussi la prospérité de notre agriculture.

Les travaux publics ont été poursuivis avec activité. Environ 1,000 kilomètres nouveaux de chemins de fer ont été livrés à la circulation. Nos ports, nos rivières, nos canaux, nos routes ont continué à s'améliorer.

La session ayant lieu plus tôt que de coutume, le rapport du ministre des finances n'a pas encore été publié. Il le sera prochainement. Vous y verrez que si nos espérances ne se sont pas complètement réalisées, les revenus ont suivi une marche ascendante, et que, sans ressources extraordinaires, nous avons fait face aux dépenses occasionnées par la guerre au Mexique et en Cochinchine.

Je dois vous signaler plusieurs réformes jugées opportunes, entre autres le décret relatif à la liberté de la boulangerie, celui qui rend l'inscription maritime moins onéreuse à la population des côtes, le projet qui modifie la loi sur les coalitions, et celui qui supprime les privilèges exclusifs pour les théâtres. Je fais également étudier une loi destinée à augmenter les attributions des conseils généraux et communaux, et à remédier à l'excès de la centralisation.

En effet, simplifier les formalités administratives, adoucir la législation applicable aux classes dignes de toute notre sollicitude, ce sera là un progrès auquel vous aimerez à vous associer.

Vous aurez aussi à vous occuper de la question des sucres, qui demande à être enfin résolue par une législation plus stable. Le projet soumis au Conseil d'État tend à accorder aux produits indigènes la facilité d'exportation dont jouissent les sucres des autres provenances. Une loi sur l'enregistrement fera disparaître le double décime, et remplacera cette surtaxe par une répartition plus juste.

En Algérie, malgré l'anomalie qui soumet les mêmes populations, les unes au pouvoir civil, les autres au pouvoir militaire, les Arabes ont compris combien la domination française était réparatrice et équitable, sans que les Européens aient moins de confiance dans la protection du gouvernement.

Nos anciennes colonies ont vu disparaître les barrières gênantes pour leurs transactions ; mais les circonstances n'ont pas été favorables au développement de leur commerce. L'établissement récent d'institutions de crédit viendra, je l'espère, améliorer leur sort.

Au milieu de ces soins matériels, rien de ce qui touche à la religion, à l'esprit et au moral n'a été négligé. Les œuvres religieuses de bienfaisance, les arts, les sciences et l'instruction publique, ont reçu de nombreux encouragements. Depuis 1848 la population scolaire s'est accrue d'un quart. Aujourd'hui près de cinq millions d'enfants, dont un tiers à titre gratuit, sont reçus dans les écoles primaires ; mais nos efforts ne doivent pas se ralentir, puisque six cent mille encore sont privés d'instruction.

Les hautes études ont été ranimées dans les écoles secondaires, où l'enseignement spécial se réorganise.

Tel est, Messieurs, le résumé de ce que nous avons déjà fait et de ce que nous voulons faire encore.

Certes, la prospérité de notre pays prendrait un essor plus rapide, si des préoccupations politiques ne venaient la troubler, mais dans la vie des nations se produisent des événements imprévus, inévitables, qu'elles doivent envisager sans crainte et supporter sans défaillance. De ce nombre sont la guerre d'Amérique, l'occupation obligée du Mexique et de la Cochinchine, l'insurrection de Pologne.

Les expéditions lointaines, objet de tant de critiques, n'ont pas été l'exécution d'un plan prémédité : la force des choses les a amenées, et cependant elles ne sont pas à regretter.

Comment, en effet, développer notre commerce extérieur si, d'un côté, nous renoncions à toute influence en Amérique, et si, de l'autre, en présence des vastes territoires occupés par les Anglais, les Espagnols et les Hollandais, la France restait seule sans possession dans les mers d'Asie ?

Nous avons conquis en Cochinchine une position qui, sans nous astreindre aux difficultés du gouvernement local, nous permettra d'exploiter les ressources immenses de ces contrées et de les civiliser par le commerce.

Au Mexique, après une résistance inattendue, que le courage de nos soldats et de nos marins a surmontée, nous avons vu les populations nous accueillir en libérateurs. Nos efforts n'auront pas été stériles, et nous serons largement dédommagés de nos sacrifices lorsque

les destinées de ce pays, qui nous devra sa régénération, auront été remises à un prince que ses lumières et ses qualités rendent digne d'une aussi noble mission.

Ayons donc foi dans nos entreprises d'outre-mer ; commencées pour venger notre honneur, elles se termineront par le triomphe de nos intérêts, et si des esprits prévenus ne devinent pas ce que renferment de fécond les germes déposés pour l'avenir, ne laissons pas dénigrer la gloire acquise, pour ainsi dire, aux deux extrémités du monde, à Pékin comme à Mexico.

La question polonaise exige plus de développements.

Quand éclata l'insurrection de Pologne, les gouvernements de Russie et de France étaient dans les meilleures relations ; depuis la paix, les grandes questions européennes les avaient trouvés d'accord, et, je n'hésite pas à le déclarer, pendant la guerre d'Italie, comme lors de l'annexion du comté de Nice et de la Savoie, l'empereur Alexandre m'a prêté l'appui le plus sincère et le plus cordial. Ce bon accord exigeait des ménagements, et il m'a fallu croire la cause polonaise bien populaire en France pour ne pas hésiter à compromettre une des premières alliances du continent, et à élever la voix en faveur d'une nation, rebelle aux yeux de la Russie, mais, aux nôtres, héritière d'un droit inscrit dans l'histoire et dans les traités.

Néanmoins, cette question touchait aux plus graves intérêts européens ; elle ne pouvait être traitée isolément par la France. Une offense à notre honneur ou une menace contre nos frontières nous imposent seules le devoir d'agir sans concert préalable. Il devenait dès lors nécessaire, comme à l'époque des événements d'Orient et de Syrie, de m'entendre avec les puissances qui avaient pour se prononcer des raisons et des droits semblables aux nôtres.

L'insurrection polonaise, à laquelle sa durée imprimait un caractère national, réveilla partout des sympathies, et le but de la diplomatie fut d'attirer à cette cause le plus d'adhésions possible, afin de peser sur la Russie de tout le poids de l'opinion de l'Europe. Ce concours de vœux presque unanime nous semblait le moyen le plus propre à opérer la persuasion sur le cabinet de Saint-Petersbourg. Malheureusement nos conseils désintéressés ont été interprétés comme une intimidation, et les démarches de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France, au lieu d'arrêter la lutte, n'ont fait que l'envenimer. Des deux côtés se commettent des excès qu'au nom de l'humanité on doit également déplorer.

Que reste-t-il donc à faire ? Sommes-nous réduits à la seule alternative de la guerre ou du silence ? Non.

Sans courir aux armes comme sans nous taire, un moyen nous reste ; c'est de soumettre la cause polonaise à un tribunal européen.

La Russie l'a déjà déclaré : des conférences où toutes les autres questions qui agitent l'Europe seraient débattues ne blessaient en rien sa dignité.

Prenons acte de cette déclaration. Qu'elle nous serve à éteindre, une fois pour toutes, les ferments de discorde prêts à éclater de tous côtés, et que, du malaise même de l'Europe, travaillée par tant d'éléments de dissolution, naisse une ère nouvelle d'ordre et d'apaisement !

Le moment n'est-il pas venu de reconstruire sur de nouvelles bases l'édifice miné par le temps et détruit pièce à pièce par les révolutions ?

N'est-il pas urgent de reconnaître par de nouvelles conventions ce qui s'est irrévocablement accompli, et d'accomplir d'un commun accord ce que réclame la paix du monde !

Les traités de 1815 ont cessé d'exister. La force des choses les a renversés ou tend à les renverser presque partout. Ils ont été brisés en Grèce, en Belgique, en France, en Italie, comme sur le Danube. L'Allemagne s'agite pour les changer ; l'Angleterre les a généreusement modifiés par la cession des îles Ioniennes, et la Russie les foule aux pieds à Varsovie.

Au milieu de ce déchirement successif du pacte fondamental européen, les passions ardentes se surexcitent, et, au Midi comme au Nord, de puissants intérêts demandent une solution.

Quoi donc de plus légitime et de plus sensé que de convier les puissances de l'Europe à un Congrès où les amours-propres et les résistances disparaîtraient devant un arbitrage suprême ?

Quoi de plus conforme aux idées de l'époque, aux vœux du plus grand nombre, que de s'adresser à la conscience, à la raison des hommes d'État de tous les pays, et de leur dire :

« Les préjugés, les rancunes qui nous divisent n'ont-ils pas déjà trop duré ?

« La rivalité jalouse des grandes puissances empêchera-t-elle sans cesse les progrès de la civilisation ?

« Entretiendrons-nous toujours de mutuelles défiances par des armements exagérés ?

« Les ressources les plus précieuses doivent-elles indéfiniment s'épuiser dans une vaine ostentation de nos forces ?

« Conserverons-nous éternellement un état qui n'est ni la paix avec sa sécurité, ni la guerre avec ses chances heureuses ?

« Ne donnons pas plus longtemps une importance factice à l'esprit subversif des partis extrêmes, en nous opposant par d'étroits calculs aux légitimes aspirations des peuples.

« Ayons le courage de substituer à un état maladif et précaire une situation stable et régulière, dût-elle coûter des sacrifices.

« Réunissons-nous sans système préconçu, sans ambition exclusive, « animés par la seule pensée d'établir un ordre de choses fondé désormais sur l'intérêt bien compris des souverains et des peuples. »

Cet appel, j'aime à le croire, sera entendu de tous. Un refus ferait supposer de secrets projets qui redoutent le grand jour ; mais, quand même la proposition ne serait pas unanimement agréée, elle aurait l'immense avantage d'avoir signalé à l'Europe où est le danger, où est le salut. Deux voies sont ouvertes : l'une conduit au progrès par la conciliation et la paix ; l'autre, tôt ou tard, mène fatalement à la guerre par l'obstination à maintenir un passé qui s'écroule.

Vous connaissez maintenant, Messieurs, le langage que je me propose de tenir à l'Europe. Approuvé par vous, sanctionné par l'assentiment public, il ne peut manquer d'être écouté, puisque je parle au nom de la France.

Exposé de la Situation de l'Empire.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Affaires politiques.

A l'ouverture de la dernière session des grands corps de l'État, le Gouvernement de l'Empereur se félicitait de la situation générale de l'Europe. Si quelques difficultés subsistaient sur plusieurs points du continent, rien ne faisait prévoir des complications prochaines ; rien surtout n'annonçait que la question polonaise fût à la veille de s'imposer de nouveau à l'attention des cabinets.

Depuis deux ans, une certaine agitation régnait en Pologne. Mais aucun projet de soulèvement ne se manifestait ; tout semble, au contraire, attester que le recours aux armes n'entraîne pas plus dans les calculs des hommes investis de la confiance du pays que dans les vœux des populations.

Le recrutement, transformé en une mesure de proscription, poussa au désespoir ceux qu'il menaçait d'atteindre, et des conflits éclatèrent simultanément sur plusieurs points.

La question, cependant, ne se présentait encore que sous l'aspect d'un mouvement purement local, provoqué par un grief déterminé. La convention signée à Saint-Petersbourg le 8 février, par laquelle, sous le prétexte de maintenir la police de la frontière, la Prusse s'engageait envers la Russie à coopérer, dans une certaine mesure, à la répression, vint donner à cette lutte un caractère international, et mit les cabinets dans l'obligation de s'en occuper.

La question polonaise est essentiellement européenne, car elle ne

saurait se poser sans mettre en cause les plus grands intérêts. La France est signataire des actes sous la protection desquels la Pologne a été placée. Enfin, les sympathies françaises n'ont jamais fait défaut à cette nation dans ses épreuves antérieures. C'est une tradition à laquelle le Gouvernement de l'Empereur pouvait manquer moins qu'aucun autre.

L'Angleterre avait les mêmes droits et les mêmes raisons d'intervenir. Le Gouvernement Impérial s'adressa donc à cette puissance, afin de s'entendre pour représenter de concert au cabinet de Berlin les dangers de son immixtion dans une affaire dont elle étendait si malheureusement la portée. Nous savions, en outre, que l'Autriche jugeait comme nous les engagements conclus à Saint-Pétersbourg. Le Gouvernement de l'Empereur lui fit part de ses intentions. Déjà le cabinet de Vienne avait exprimé son sentiment à la Prusse et à la Russie, lorsqu'elles avaient sollicité son adhésion à ces arrangements. Les démarches faites près de la cour de Prusse eurent pour résultat d'obtenir d'elle des explications qui atténuèrent la crainte que l'on avait eue de la voir participer activement aux hostilités.

Lorsque nous avons dû manifester notre manière de voir à Berlin, nous avons tenu à éviter une action isolée et à prévenir ainsi toute fausse interprétation. Mais la nature de nos rapports avec la Russie nous autorisait et nous invitait à la fois à tenter auprès d'elle la voie des efforts personnels et des conseils amicaux, avant d'en venir à des communications officielles et à une action combinée.

Le Gouvernement de l'Empereur n'avait pas attendu, pour faire entendre de sages avis, d'y être contraint par une urgente nécessité. Dès 1857, Sa Majesté, désirant mettre à profit, dans un intérêt d'ordre et de paix, la confiance qui unissait si heureusement les deux cabinets, s'était sentie portée, par la sincérité même de son estime et de son amitié pour l'empereur Alexandre, à recommander l'état de la Pologne à la sollicitude de la cour de Russie. Ce langage était digne d'être compris par le souverain qui allait donner, en émancipant les serfs, un témoignage éclatant de sa sagesse. Les faits n'ont que trop montré depuis l'opportunité de ces suggestions, et ils témoignent chaque jour combien on doit regretter qu'elles n'aient pas été écoutées.

En présence des conjonctures qui venaient justifier ses prévisions, le Gouvernement de sa Majesté regarda comme un devoir de ne point dissimuler ses préoccupations à la Russie. Il lui exposa, avec une franchise sans réserve, nos perplexités au milieu d'événements dont l'opinion du pays, aussi bien que les intérêts généraux de l'Europe, ne nous permettaient pas de rester les spectateurs indifférents. L'ambassadeur de l'Empereur avait pour instructions de faire ressortir, dans les termes les plus conformes aux relations amicales des deux

gouvernements, les avantages d'une politique de réparation et de progrès.

Le gouvernement anglais, dans une dépêche adressée, dès lors, à son représentant à Saint-Petersbourg, avait conseillé une amnistie générale et la restitution des privilèges accordés aux Polonais par l'empereur Alexandre I^{er}. Le cabinet français ne pouvait qu'approuver des demandes qui rentraient, jusqu'à un certain point, dans l'ordre d'idées plus général où il s'était placé lui-même; mais, pour laisser à la Russie le mérite d'une entière spontanéité, il s'abstint de les appuyer directement. Le cabinet de Londres, ayant proposé ensuite d'inviter les signataires du traité général de Vienne à exprimer des vœux analogues, le Gouvernement de Sa Majesté annonça l'intention de n'adhérer à cette proposition que dans le cas où elle obtiendrait l'assentiment des autres puissances.

Nous avons signalé au cabinet russe l'intérêt qu'il avait à prévenir, en prenant résolûment l'initiative, les représentations diplomatiques. Mais nous n'avons obtenu aucune promesse, aucune assurance qui nous permît d'espérer un résultat satisfaisant d'une plus longue insistance personnelle. Il devenait nécessaire de suivre une autre voie.

Le gouvernement de Sa Majesté Britannique nous avait devancés dans ses communications officielles au cabinet russe. L'Autriche sans envisager les événements du même point de vue que l'Angleterre, continuait d'observer, à l'égard des Polonais, une neutralité bienveillante. Le Gouvernement de l'Empereur se flattait donc de l'espoir de former entre les trois cours une entente qui assurerait à leurs démarches le caractère européen que comportait la nature des intérêts en jeu, et qui réunirait à la fois toutes les garanties de modération et de force.

Le cabinet de Londres, dans sa première communication, avait pris pour point de départ les traités de 1815. La Russie venait précisément de répondre, en contestant l'interprétation que le principal secrétaire d'État y avait donnée; elle se bornait, comme moyen de pacification, à parler d'amnistie après la guerre, et à promettre de ne retirer aucune des concessions qu'elle avait faites.

Le Gouvernement impérial doutait du succès de toute démarche qui serait basée exclusivement sur les traités. Suivant lui, les choses devaient être envisagées de plus haut. Les actes de 1815 ont concédé assurément aux Polonais de précieux avantages, en faisant revivre le nom de la Pologne, en stipulant pour elle des institutions nationales, en établissant certains liens entre toutes les parties du royaume tel qu'il existait antérieurement au premier partage. Mais ces arrangements n'ont point prévenu le retour de commotions qui menacent périodiquement le repos de l'Europe. Sans méconnaître que les traités

offraient aux cabinets un motif légal d'intervention, le Gouvernement de Sa Majesté pensait donc que l'on devait invoquer principalement les intérêts d'ordre européen communs à toutes les puissances.

Les deux cabinets apprécièrent ces considérations, et le Gouvernement de l'Empereur en fit le sujet d'une dépêche à l'ambassadeur de France à Saint-Petersbourg. Elle concluait en signalant l'opportunité d'aviser aux moyens de placer la Pologne dans les conditions d'une paix durable.

L'Autriche, tout en alléguant ses intérêts spéciaux, comme puissance limitrophe plus exposée au contre-coup de ces troubles, tint un langage semblable au nôtre. L'Angleterre, sans abandonner son argumentation première sur les traités, reproduisit, en les résumant, les idées développées par nous. La plupart des États de l'Europe y donnèrent leur adhésion, et imprimèrent ainsi aux communications des trois cours le caractère d'une manifestation véritablement européenne.

La Russie parut accueillir favorablement ces ouvertures. Bien qu'elle s'efforçât de rejeter sur les encouragements du dehors et sur les menées révolutionnaires la responsabilité du mouvement polonais, elle reconnaissait la profondeur du mal et l'inefficacité des moyens employés jusqu'alors pour y porter remède. Elle ne contestait ni les intérêts généraux engagés dans l'affaire de Pologne, ni les intérêts particuliers des États limitrophes. Elle ne déclinait point la compétence des Gouvernements signataires de l'acte final de Vienne, et semblait, au contraire, accepter leur concours à une délibération dont elle convenait les trois puissances à lui faire connaître les bases.

L'Angleterre fut d'avis que les négociations devraient être précédées d'un armistice, malgré les difficultés que pouvait rencontrer l'exécution de cette mesure. La pensée d'arrêter le plus tôt possible l'effusion du sang était trop conforme aux sentiments du Gouvernement français pour ne point obtenir son approbation, et, en même temps qu'il y acquiesçait lui-même, il la recommandait à la cour d'Autriche.

De son côté, le cabinet de Vienne, rédigea un programme divisé en six articles, dont le principal avait pour objet de réclamer en faveur de la Pologne des institutions semblables à celles de la Gallicie. Jugeant ces données insuffisantes, le Gouvernement de Sa Majesté y fit apporter de notables modifications, et consentit, dans l'intérêt de l'entente, à admettre ce programme, mais simplement comme point de départ des conférences. Nous eussions, en outre, attaché du prix à ce que l'Europe entière fut appelée à participer aux négociations. La France a constamment déclaré qu'on la trouverait toujours prête à aborder au grand jour toutes les discussions de cette nature.

Les trois cours, dans les communications dont elles chargeaient pour

la seconde fois leurs ambassadeurs, n'étaient pas parvenues à éviter des nuances de forme qui ne pouvaient échapper à l'attention de la Russie. On devait prévoir que cette puissance chercherait à tirer parti de l'apparente diversité de vues. Afin de parer autant qu'il était possible à ce danger, le Gouvernement impérial fit aux cabinets de Vienne et de Londres la proposition de consolider l'entente en prenant, sous la forme d'une convention ou d'un protocole, l'engagement de poursuivre de concert le règlement de l'affaire de Pologne, par les voies diplomatiques ou autrement, s'il était nécessaire. Cet engagement, outre l'avantage immédiat de rehausser l'autorité du langage des cours alliées, eût offert à celle d'entre elles dont la position réclamait le plus de ménagements les garanties d'une solidarité complète dans toutes les éventualités.

Nous étions persuadés que le plus sûr moyen de prévenir les complications est de se montrer disposé à y faire face avec toute la fermeté qu'elles exigent, et que les conflits entre les gouvernements naissent moins souvent des résolutions hardies que des atermoiements et des hésitations qui laissent les difficultés s'aggraver. Notre proposition ne fut pas accueillie.

La cour de Russie répondit au programme des trois puissances par une fin de non-recevoir absolue. Elle promettait de tenir compte des six points, mais seulement lorsque l'insurrection serait comprimée. Elle écartait toute idée d'une suspension d'armes, et, déclinant la compétence des signataires de l'acte général de 1815, qu'elle avait reconnue précédemment, elle proposait d'entamer avec l'Autriche et la Prusse, à titre de puissances copartageantes une négociation séparée.

Le cabinet de Vienne repoussa sans hésiter cette proposition comme contraire à ses devoirs envers les deux autres puissances, et il s'en expliqua à Saint-Petersbourg avec une spontanéité et une franchise qui faisaient honneur à sa loyauté.

Le Gouvernement de l'Empereur exposait en même temps à Londres et à Vienne la vive impression qu'il avait éprouvée en recevant les réponses de la Russie.

Les trois cabinets adressèrent à Saint-Petersbourg de nouvelles communications, dont les conclusions étaient conçues en termes identiques. Ils déclaraient unanimement la Russie responsable des conséquences que pouvaient entraîner le refus de tenir compte de leurs représentations et la prolongation des troubles de la Pologne.

On connaît les dernières dépêches de M. le prince Gortchakoff.

Malgré le peu de succès de l'intervention diplomatique des trois puissances, le Gouvernement de l'Empereur peut se rendre le témoin que du moment où la question polonaise a été posée, il n'a,

dans la mesure de ses droits et de ses devoirs envers l'Europe, rien négligé pour la résoudre.

Toujours attentif au spectacle douloureux de la lutte qui se poursuit en Pologne, il ne perd de vue aucun des grands intérêts qui s'y rattachent. Il maintiendra son entente avec l'Angleterre et l'Autriche, et il se refuse à croire que l'union des cabinets, dans une affaire si digne de leur sollicitude, doive demeurer stérile.

Nous ne prétendons pas, toutefois, imposer nos solutions aux puissances qui sont intéressées, autant ou même plus directement que nous, au règlement des difficultés pendantes. Dans une question essentiellement Européenne, il n'est conforme ni à nos obligations ni à nos droits d'aller seuls au-devant d'une responsabilité qu'il appartient à tous de partager.

L'affaire des duchés de l'Elbe, a continué d'être un sujet de discussion entre la Cour de Copenhague et la Confédération Germanique. Le Gouvernement danois ayant adopté, pour la réorganisation constitutionnelle de la monarchie, des dispositions que la Diète de Francfort n'a pas jugées conformes à ses résolutions antérieures et aux engagements pris par le Danemarck, les cabinets allemands se sont entendus pour recourir à une occupation militaire du duché de Holstein par les troupes fédérales. Sans contester en principe le droit d'ingérence de l'Allemagne dans les affaires du Holstein et du Lauenbourg, qui font partie de la Confédération Germanique, le cabinet de Copenhague soutient qu'ayant donné aux prétentions des États holsteinois toutes les satisfactions compatibles avec les droits de la couronne, l'exécution fédérale ne se justifie par aucun motif légitime. Dès lors, cette mesure n'aurait en réalité pour objet que de contraindre le Danemark à placer le duché de Sleswig, province danoise, sous un régime politique et administratif qui porterait atteinte à l'intégrité de la monarchie.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas vu sans regret s'envenimer un différend que ses conseils avaient toujours tendu à aplanir. Guidés à la fois par nos sympathies traditionnelles à l'égard du Danemark et par les sentiments de bon voisinage qui président à nos relations avec l'Allemagne, nous avons redoublé d'efforts pour faire prévaloir les conseils de la prudence et pour détourner une crise imminente. Un conflit ne pourrait éclater sans que les États scandinaves, plus directement intéressés au maintien de l'équilibre dans le nord de l'Europe, fussent amenés à prendre part à la lutte, et sans faire naître des complications graves dans lesquelles les puissances signataires du traité de Londres de 1852 se trouveraient impliquées. Notre concours est d'avance assuré à toute combinaison qui aurait pour effet de prévenir de pareilles éventualités, et nous voulons encore espérer que la sagesse des deux parties prévaudra contre de regrettables entraînements.

D'autres soins, d'ailleurs, occupent l'Allemagne. Les souverains réunis à Francfort ont donné la plus haute sanction aux efforts tentés pour modifier le régime intérieur de la Confédération, en s'associant eux-mêmes à l'étude des meilleurs moyens d'y parvenir. Tout ce qui peut contribuer au développement et au bonheur d'un grand pays voisin, avec lequel nous entretenons les meilleurs rapports, ne peut nous être indifférent. Nous suivons donc ces tentatives avec une attention amicale, dans le désir de voir l'Allemagne en retirer les avantages qu'elle s'en promet et qu'elle saura concilier avec les intérêts européens et les droits internationaux qui se rattachent à la constitution de la Confédération Germanique.

Au commencement de cette année, le Gouvernement de l'Empereur constatait avec satisfaction le calme qui avait succédé en Italie aux émotions causées par la question romaine. Cependant les esprits ne paraissent pas encore assez disposés à se prêter aux concessions réciproques qu'exigent, d'une part, le respect des droits, et, de l'autre, les nécessités du temps, pour que l'œuvre de conciliation ait pu être reprise avec chance et succès. Dans la position particulière que les événements lui avaient faite, le plus grand service que le Gouvernement de l'Empereur pouvait rendre aux Italiens était de rester inaccessible aux passions diverses qui s'agitaient autour de lui. Il a la conscience d'avoir travaillé ainsi, autant qu'il était en son pouvoir, à préparer l'avenir.

Ces ajournements n'ont pas été sans profit pour la Péninsule. S'inspirant des intentions généreuses du Souverain Pontife, le Gouvernement romain s'est efforcé de réaliser quelques-unes des réformes réclamées dans l'administration des États de l'Église. Nous avons lieu d'espérer que cette tâche sera poursuivie.

Le gouvernement italien, de son côté, s'est appliqué à organiser le nouveau royaume, à développer ses ressources, à constituer son état militaire, à réprimer le brigandage avec notre loyal concours, et à décourager les impatiences auxquelles il était résolu à ne pas céder. On peut croire que ces heureuses influences tendront à dissiper les préventions et feront naître des dispositions plus favorables à un rapprochement.

La conclusion du traité destiné à mettre fin aux difficultés relatives à la délimitation de notre frontière du côté de la vallée des Dappes, avait excité quelques inquiétudes parmi nos populations de la frontière. Le Gouvernement a tenu compte, avec le plus grand soin, de toutes les observations qui lui ont été adressées. Les instructions de nos commissaires démarcateurs ont été rédigées en vue d'y donner satisfaction, et le résultat des opérations, aujourd'hui terminées, est aussi favorable qu'on pouvait l'espérer.

En outre, le ministre des finances a consenti, sur la demande du

département des affaires étrangères, à accorder aux Français qui ont des propriétés sur le territoire attribué à la Suisse toutes les facilités nécessaires pour l'exploitation de leurs terres et la vente de leurs produits.

Les trois Cours protectrices de la Grèce s'étaient mises d'accord, à la fin de l'année dernière, pour maintenir les stipulations du protocole signé par elles en 1830, et qui exclut du trône hellénique les membres de leurs maisons régnantes. La seule cause vraiment sérieuse de complications ayant été ainsi écartée, les trois puissances se sont préoccupées de la désignation d'un prince qui pourrait être recommandé aux suffrages des Grecs. Le Gouvernement de sa Majesté n'a apporté dans cette recherche d'autre intérêt que celui de la Grèce elle-même. Il avait déjà répudié les traditions d'une politique recherchant ses succès dans les luttes d'influence exclusive, politique dont la Grèce a trop longtemps souffert, et qui n'a jamais procuré que des triomphes illusoires et des compromissions réelles. Il s'est donc déclaré prêt à accueillir la candidature de tout Prince qui, par ses aptitudes personnelles, offrirait les garanties désirables. Dès que le nom du Prince Georges de Danemark a été prononcé, nous avons fait savoir à Athènes et à Copenhague que l'Empereur verrait avec plaisir une élection qui devait être également agréable à chacune des trois Cours garantes. Nous nous sommes félicités du vote de l'Assemblée nationale hellénique, et nous avons annoncé que nous étions prêts à coopérer aux arrangements destinés à le consacrer. Une conférence s'est ouverte à Londres, et elle a recherché les moyens de concilier l'avènement d'un nouveau règne avec les traités sur lesquels repose l'existence de la monarchie grecque. La royauté nouvelle a accepté les obligations contractées par la dynastie bavaroise. De leur côté, les trois Cours n'ont décliné aucune de celles qui résultent de leur protectorat collectif, tel qu'il a été réglé lors de la fondation de l'indépendance hellénique. Elles ont, en même temps, consenti à ce que la garantie sous la sauvegarde de laquelle le royaume est placé fût étendue au territoire de l'archipel Ionien, dont les déclarations du cabinet de Londres impliqueraient l'abandon.

Les puissances ont, d'autre part, maintenu les arrangements financiers conclus précédemment avec la Grèce, tout en facilitant en faveur du Souverain la création d'une dotation annuelle. Les conditions principales de l'établissement de la nouvelle dynastie sont consignées dans le traité signé à Londres le 13 juillet 1863.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'est engagé en même temps à souscrire à l'annexion des Sept-Iles, si elle était d'accord avec les vœux du parlement ionien et si elle obtenait l'assentiment de la France, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. Le vote du parle-

ment de l'État septinsulaire a été unanime, et sa décision sera sanctionnée par un acte international.

Étrangers aux incidents qui ont amené la chute de la dynastie de Bavière, nous avons vainement tenté d'éclairer par nos conseils un gouvernement que nous voyions se perdre, et nous n'avions d'autre devoir, l'événement arrivé, que celui d'aviser avec nos alliés. Nous l'avons fait, libres de tout engagement dans le passé, et sans aucun intérêt particulier à faire prévaloir dans le présent. Préoccupés surtout de remédier à une situation qui pouvait n'être pas exempte de danger, nous n'entendions assumer dans les arrangements à prendre que la part de responsabilité restreinte qui nous appartient comme puissance protectrice de la Grèce. Nous nous félicitons de voir heureusement dénouée une crise dont le développement pouvait amener en Orient de sérieuses complications. Si elle est sage, la Grèce, qui en sort agrandie, peut en faire dater sa régénération. Nous y applaudirons d'autant plus qu'elle aura à sa tête un souverain appartenant à un pays que de vieilles et cordiales traditions rattachent à la France.

Le Gouvernement de l'Empereur entretient avec celui du sultan les relations les plus amicales.

Sur aucun point de l'Orient la paix n'a été sérieusement troublée.

Sous le gouvernement du Prince éclairé qui a succédé à Saïd-Pacha, la prospérité de l'Égypte ne pourra que s'accroître par la protection qui continuera d'être assurée, nous l'espérons, à tout ce qui peut contribuer à développer les ressources du pays en y appelant le concours de l'activité européenne.

Dans les questions où nous avons eu à intervenir en vertu des traités, de concert avec les autres puissances, nous nous sommes efforcés de faire prévaloir les solutions conformes aux intérêts des populations chrétiennes, en tenant compte des droits souverains du gouvernement ottoman.

La situation des Principautés unies de Moldavie et de Valachie ne répond pas jusqu'ici, nous le disons avec regret, aux espérances que l'on avait fondées sur l'ordre nouveau constitué dans ces provinces par la Convention du 19 août 1858. De graves dissentiments ont éclaté entre le prince régnant et l'assemblée législative, quand l'union et le concours de tous eussent été indispensables pour organiser le pays auquel l'Europe avait remis le soin de préparer lui-même son avenir. S'il devient nécessaire qu'elle intervienne de nouveau pour modifier la constitution des Principautés unies, le Gouvernement de l'Empereur sera disposé à s'entendre avec la Porte et avec les autres puissances garantes pour faciliter les réformes dont on aurait reconnu l'opportunité.

La guerre qui avait éclaté en 1862 entre la Turquie et le Montenegro

n'aura rien changé à la situation territoriale et politique de ce dernier pays, telle qu'elle résulte des arrangements qui ont eu lieu en 1858. Toutefois, des blockhaus militaires ayant été construits par la Turquie sur le territoire monténégrin, plusieurs cabinets, et celui de Vienne en particulier, se sont joints à nous pour représenter à Constantinople que le maintien de ces retranchements serait en contradiction avec l'état de choses établi en 1858, et l'Ambassade de l'Empereur a reçu l'assurance que le commissaire de la Porte serait muni des instructions nécessaires pour ordonner la démolition de ces blockhaus.

Au mois de septembre 1862, les puissances signataires du Traité de Paris étaient convenues avec le Gouvernement du Sultan d'un arrangement destiné à assurer l'exécution du firman de 1830 relatif au séjour des musulmans en Serbie, et à placer dans des conditions réciproquement plus favorables la ville et la forteresse de Belgrade. Une Commission mixte s'est réunie pour rechercher les moyens de mettre cet arrangement en pratique. Le rapport de cette Commission, composée de délégués de toutes les Cours signataires du Traité de Paris, a été accepté dans l'ensemble de ses conclusions, à Constantinople comme à Belgrade. Ainsi se trouvent écartées les complications auxquelles les événements de 1862 auraient pu donner lieu. L'accord ne s'est pas encore établi sur quelques points secondaires entre les parties intéressées. Le Gouvernement de l'Empereur a conseillé à celui du Sultan, comme au prince Michel, de mettre fin à ces difficultés par un système équitable de compensations sur les diverses questions que la Commission mixte n'avait pas pour mission de trancher formellement.

Dans toutes ces affaires, le Gouvernement de l'Empereur s'est appliqué à assurer, de concert avec les autres puissances, la paix de l'Orient par le respect des stipulations internationales. En restant scrupuleusement fidèles aux traditions de la politique française, nous aidons au progrès normal et régulier des populations chrétiennes, et la tranquillité qui en résulte, lorsque nos conseils sont écoutés, permet en même temps au gouvernement turc de se consacrer à l'amélioration de son état administratif et au développement de ses ressources intérieures.

Les tristes prévisions que nous inspirait l'acharnement de la lutte engagée depuis trois ans aux États-Unis ne se sont que trop réalisées. Le sang a continué de couler, sans que la situation respective des belligérants laisse pressentir encore le terme de cette crise redoutable. En présence de tant de ruines accumulées et de tant d'existences sacrifiées dans une lutte jusqu'à présent stérile, nous avons dû profondément regretter que la proposition que nous avons faite à Londres et à Pétersbourg, de provoquer de concert un armistice, n'ait point été accueillie. Contraints par un double refus de renoncer à ce dessein, nous avons ce-

pendant déclaré que notre désir de contribuer, sous quelque forme que ce fût, au rétablissement de la paix, n'en serait ni moins vif ni moins sincère. Nous l'avons prouvé en suggérant l'idée de substituer au projet d'une intervention amicale des puissances maritimes l'expédient de pourparlers directs entre le gouvernement des Etats-Unis et les confédérés du Sud. Cette nouvelle tentative n'a pas été plus heureuse que la précédente.

Dès lors, nous n'avions plus qu'à suivre la ligne de conduite adoptée dès le début de cette guerre par le gouvernement de l'Empereur. C'est ce que nous nous sommes attachés à faire en toute circonstance, avec le soin le plus scrupuleux. Nous sommes restés neutres et bienveillants, quoique souvent il nous ait été difficile de concilier ce rôle avec nos devoirs envers nos nationaux. Indépendamment des souffrances qui, dans nos départements, sont la conséquence de la crise américaine, les hostilités ont, sur le territoire même de l'Union, entraîné des pertes et des dommages considérables pour les résidents français. Ils ont eu souvent l'occasion d'élever de justes plaintes contre les procédés abusifs des autorités civiles et militaires. Nos nationaux doivent comprendre que leurs intérêts, comme ceux des autres étrangers, ne sauraient prétendre, au milieu du tumulte des armes, à une sécurité exceptionnelle, et que toutes les garanties ordinaires perdent forcément, en pareil cas, quelque chose de leur efficacité. L'état de guerre impose d'ailleurs au commerce des neutres d'inévitables entraves. Si le progrès des doctrines libérales tend à les relâcher, il ne saurait les supprimer entièrement.

Aussi le cabinet de Washington a pu se convaincre que, dans nos réclamations, nous avons tenu grand compte de ces difficultés. Mais le Gouvernement de l'Empereur ne doit pas dissimuler ce qu'il y a de pénible pour lui à voir tant d'intérêts lésés et dignes de sa sollicitude faire vainement appel à sa protection.

Le Gouvernement impérial touche au but qu'il s'était proposé en portant le drapeau de la France sur les rivages du Mexique. Les succès de nos armes, en rendant à ce pays la libre disposition de lui-même, ont confirmé les espérances que nous avions fondées sur le bon sens de la nation mexicaine. La prise de Puebla est devenue un nouveau titre de gloire pour notre héroïque armée, et les acclamations qui ont accueilli son entrée à Mexico ont témoigné assez hautement qu'on y recevait nos soldats en libérateurs. L'Assemblée des notables a prononcé que le Mexique ne pouvait attendre sa régénération que d'une institution monarchique. Elle a désigné en même temps au peuple mexicain le Prince que les convenances politiques nous paraissaient à nous-mêmes indiquer de préférence. L'expression de ces vœux, inspirés par une juste confiance dans les hautes et bril-

lantes qualités de ceux à qui ils s'adressaient, a été favorablement accueillie, sous la seule réserve que la nation tout entière serait appelée à ratifier l'élan patriotique et spontané qui a décidé l'envoi de la mission chargée d'offrir la couronne du Mexique à l'archiduc Maximilien. C'est ainsi que, de notre côté, nous avons compris la portée des résolutions de l'Assemblée de Mexico.

Quelle que fût l'autorité des hommes considérables qui la composaient, leurs décisions devaient, selon nous, pour devenir définitives, recevoir encore des populations une consécration plus explicite. Nous nous félicitons de voir nos idées partagées par le Prince éminent que le Mexique appelle à inaugurer ses nouvelles destinées.

La fortune de la France et le sang de ses soldats n'appartiennent qu'à la France. Un intérêt français évident et impérieux pouvait donc seul déterminer le Gouvernement de l'Empereur à s'engager dans une entreprise dont il avait pesé d'avance les sacrifices et les difficultés. Il avait entrevu, en outre, le salut du Mexique comme une conséquence possible de l'expédition militaire à laquelle il était contraint. Les dispositions du pays et la sagesse de l'archiduc Maximilien autorisent à cet égard toutes les espérances.

Nous attendons, dans un avenir prochain, du nouveau Gouvernement du Mexique les garanties qui ont fait défaut à nos intérêts sous tous les régimes qui l'ont précédé. Pour le moment, d'importantes questions restent nécessairement à régler en ce qui nous concerne; car le dénoûment militaire de notre expédition n'a pu que préparer le terrain pour les négociations ultérieures. Le Gouvernement de l'Empereur y consacrera tous ses soins.

Dans l'ensemble de ses rapports avec les États de l'Amérique du centre et de l'Amérique méridionale, le Gouvernement de l'Empereur signale avec plaisir, comme ayant eu un caractère plus particulièrement satisfaisant, ses relations politiques avec le Brésil, le Guatemala et le Gouvernement haïtien. Il aurait aimé à constater que, sur d'autres points, ses réclamations en faveur de nos Nationaux, réclamations que le dernier exposé de la situation de l'Empire mentionnait déjà, avaient obtenu enfin un règlement équitable. Les instances répétées de ses agents pour amener la réparation d'injustices et d'actes de spoliation nouveaux ou anciens, n'ont abouti le plus souvent qu'à des promesses et à des assurances illusoires. Le Gouvernement de l'Empereur ne se découragera pas dans la poursuite ferme et calme de satisfactions auxquelles il a un droit incontestable. S'il ne devait pas retirer de sa patience et de ses ménagements les résultats qu'il en attend, il serait du moins bien établi qu'il a fait tout ce que lui permettait sa dignité pour ne pas recourir à des moyens de protection plus efficaces.

Sa conduite, en ce qui touche nos intérêts dans les mers de l'Inde et dans l'extrême Orient, lui a été dictée par le même esprit de modération.

Une Révolution inattendue est venue surprendre à Madagascar les effets immédiats du Traité signé l'année dernière et qui devait rouvrir cette grande île au commerce étranger. De quelque sentiment que soit animé le parti qui a provoqué le meurtre de Radama, il semble comprendre la valeur des engagements contractés envers nous, et nous n'avons pas voulu tout d'abord employer contre lui les moyens de contrainte que ses procédés eussent autorisés. Nous attendons que la situation se soit plus nettement dessinée et nous soit mieux connue pour arrêter, selon les circonstances, nos résolutions.

Les nouveaux rapports que notre expédition dans la Cochinchine a créés entre la France et ces lointaines régions appelaient de la part du Gouvernement de l'Empereur un examen attentif. Le séjour en France de l'ambassade annamite fournit l'occasion d'étudier de plus près ces questions, et de résoudre celles qui se rattachent à la Constitution définitive de notre établissement. Le Gouvernement de l'Empereur apporte le plus grand soin à déterminer les conditions auxquelles il sera possible d'assurer à notre commerce les avantages qu'il attend de nos nouvelles possessions, sans nous imposer des charges disproportionnées avec les résultats que nous nous promettons.

La rébellion qui continue à désoler une partie de la Chine, s'oppose toujours à ce qu'on retire des derniers Traités tout le bénéfice qu'on en espérait. Nous constatons néanmoins que nous n'avons qu'à nous louer des dispositions du Cabinet de Pékin, tout en regrettant que son bon vouloir soit parfois rendu inefficace par les difficultés qu'il éprouve lui-même à faire respecter son autorité.

Au Japon, nos relations, ou plutôt celles de tous les pays qui sont entrés en rapport avec lui, traversent en ce moment une phase critique. Plusieurs conflits ont même éclaté déjà avec certains Princes, feudataires à peu près indépendants de l'Empire. Il est juste de reconnaître qu'il ne semble pas avoir dépendu du Gouvernement central de prévenir ces collisions, et qu'il a paru en ressentir un sincère déplaisir. La Constitution particulière du Japon explique ce qu'il y a souvent de contradictoire entre le langage et les actes du Cabinet de Jeddo. Une féodalité puissante oppose à ses tendances plus libérales des résistances qu'il n'est pas assez fort ou assez résolu pour briser. De là une attitude indécise et équivoque plutôt que déloyale, et que des exigences trop sévères ne parviendraient pas sans doute à modifier. Aussi le Gouvernement de l'Empereur ne se départira-t-il pas, sans une nécessité bien démontrée, de l'esprit de conciliation dont la mission japonaise avait emporté la preuve en quittant la France.

AFFAIRES COMMERCIALES.

Il appartient à un autre Ministère de faire ressortir par des chiffres le progrès de notre commerce extérieur sous l'impulsion d'une politique sagement libérale. Dans les relevés comparatifs des importations et des exportations de la France, depuis et avant notre réforme économique, le Gouvernement de l'Empereur trouve la justification de son initiative. En 1860 il avait pour lui les principes, il a aujourd'hui les résultats.

Le succès incontesté de cette grande épreuve n'a pu qu'encourager le département des Affaires étrangères à poursuivre activement les négociations commencées et à en préparer de nouvelles. S'il n'a point à signaler en 1863, des actes aussi considérables que ceux qu'il a eu la satisfaction d'enregistrer dans les exposés diplomatiques des deux années précédentes, il lui est permis du moins de constater que ses efforts n'ont pas été infructueux et de faire pressentir la conclusion prochaine de Traités importants qui fortifieront notre système d'alliances commerciales.

Les conventions signées avec l'Italie au commencement de cette année sont à la veille de recevoir leur consécration définitive. Si l'échange des ratifications s'est fait attendre, c'est que le parlement italien, auquel doivent être soumis les actes destinés à régler nos rapports avec les États réunis sous la souveraineté du roi Victor-Emmanuel, a été, pendant sa session dernière, absorbé par les grandes questions de réorganisation intérieure qu'il avait à résoudre. Mais nous avons tout lieu d'espérer que notre Traité de commerce sera mis, le mois prochain, à l'ordre du jour de ses premières séances, et pourra, s'il obtient, comme nous n'en doutons pas, l'approbation législative, être appliqué le 1^{er} janvier 1864. Il sera certainement accueilli avec une égale satisfaction dans les deux pays, les réductions réciproques de tarifs qu'il consacre ne pouvant manquer, d'une part, d'accroître l'importation en France des matières premières nécessaires à notre industrie et des denrées alimentaires que produisent en abondance les provinces italiennes; et, de l'autre, de développer dans la Péninsule le goût des articles si variés de la fabrication française, qui vont se trouver dégrevés, dans une notable mesure, des taxes qui les rendaient peu accessibles à un grand nombre de consommateurs.

La Convention maritime signée le 18 juin 1863 par les Plénipotentiaires de l'Empereur et du roi Victor-Emmanuel, et conçue dans le même esprit libéral que le Traité de commerce qu'elle complète, entrera, selon toute probabilité, en vigueur à la même époque.

Avant de quitter l'Italie, mentionnons la récente proposition faite

au Cabinet de Turin d'apporter d'un commun accord, à la Convention sanitaire du 3 février 1852, des modifications destinées à adoucir la rigueur actuelle du régime des quarantaines applicables aux arrivages des pays où règne la fièvre jaune, tout en maintenant les garanties indispensables dans l'intérêt de la santé publique. Un arrangement conforme à ces vues permettrait à l'Administration française d'étendre aux ports de la Méditerranée, au grand avantage du commerce, le bénéfice du décret impérial du 7 septembre dernier, dont l'application se trouve provisoirement limitée à nos ports de l'Océan et de la Manche. Les tendances éclairées de l'Administration italienne nous autorisent à espérer un accueil favorable pour nos propositions.

C'est avec regret que le Gouvernement de l'Empereur se voit encore obligé de signaler les résistances qui retardent la mise à exécution des Traités signés par la Prusse le 2 août 1862, et prolongent un état d'incertitude funeste aux relations commerciales de la France et de l'Allemagne. Le Gouvernement prussien, hâtons-nous de le dire, n'en est pas responsable, et nous ne faisons que lui rendre justice en constatant ici la loyale persévérance de ses efforts pour obtenir l'adhésion de ses coassociés aux engagements qu'il a contractés en leur nom; mais les démarches de sa diplomatie ont échoué jusqu'à ce jour. Il va faire un dernier appel à la conciliation, et, dans une conférence générale spécialement convoquée à Berlin, chercher à ramener les membres dissidents à une plus saine appréciation des intérêts, soit de l'Allemagne tout entière, soit des États considérés isolément.

Nous avons confiance dans cette suprême tentative, de laquelle dépend le sort du Zollverein; nous en souhaitons vivement le succès, tout en restant fidèles à la conduite que le Ministre des Affaires étrangères traçait en ces termes, dans sa dépêche du 23 mars dernier, à M. le comte de Gabriac, chargé d'affaires de France à Munich, siège principal de l'opposition au pacte franco-prussien :

« Je ne crois pas nécessaire de vous recommander, en même temps qu'une observation attentive, la réserve que comporte la nature du débat qui s'agite autour de vous. Nous pouvons le suivre, mais nous n'avons pas le droit d'y intervenir. Ce sont des questions d'intérieur, pour ainsi dire, auxquelles ne doit se mêler aucun élément étranger... Le Gouvernement de l'Empereur a la ferme intention de remplir, aux échéances et dans les conditions fixées par le Traité du 2 août, ses engagements vis-à-vis de la Prusse et de ses coassociés; mais il est également résolu à n'admettre, pour atteindre ce résultat, que l'emploi de moyens compatibles avec les égards qu'il doit à des États indépendants. Il attend le succès, non d'une ingérence ou d'une pression contraire à ses propres sentiments, mais d'une conviction libre et éclairée. »

C'est avec le même esprit de ménagement que le Cabinet impérial procède dans les négociations engagées entre la France et la Suisse. De ce côté aussi il rencontre de très-grandes difficultés dans la constitution particulière du pays avec lequel il traite, dans l'autonomie des cantons et la diversité des législations respectives; mais il conserve l'espoir de les aplanir, et les Plénipotentiaires de l'Empereur et du Gouvernement helvétique sont mutuellement animés de dispositions trop conciliantes pour que nous ne devions pas considérer comme prochaine la conclusion d'un arrangement qui donnera satisfaction, non-seulement aux besoins du commerce et de l'industrie, mais encore à des intérêts d'un ordre plus élevé.

Nous ne comptons pas moins sur l'heureuse issue des conférences qui vont s'ouvrir à Paris avec les délégués du Gouvernement de Suède et de Norvège. L'état d'isolement commercial dans lequel se trouvent encore aujourd'hui, l'une vis-à-vis de l'autre, la France et la Péninsule scandinave, est aussi contraire à leurs intérêts matériels que peu conforme à l'intimité de leurs rapports politiques. Étroitement unies sur ce dernier terrain, elles ne sauraient rester en désaccord dans le domaine des idées et des faits économiques. C'est une contradiction que repoussent leurs sympathies mutuelles et que leurs Gouvernements sont également désireux de faire cesser. La réforme de nos tarifs, particulièrement favorable à la Suède et à la Norvège comme à tous les pays producteurs de matières premières, a préparé ce rapprochement que facilitent, d'un autre côté, les tendances plus libérales dont paraissent animées les Diètes des deux Royaumes.

Une Convention additionnelle au Traité du 1^{er} mai 1861 vient de compléter nos arrangements avec la Belgique. A ce nouvel acte se rattache la solution, depuis longtemps désirée par le Cabinet de Bruxelles, d'une importante question, celle du rachat des péages de l'Escaut. Aux termes du Traité signé le 19 avril 1839 entre la Belgique et les Pays-Bas, la navigation de ce fleuve était grevée de taxes perçues au profit du Trésor néerlandais, et que le Gouvernement belge, préoccupé des intérêts du port d'Anvers, avait consenti jusqu'à ce jour à rembourser aux navires étrangers; mais cette disposition, on le conçoit, ne pouvait être que temporaire; il devenait d'autant plus difficile de la maintenir que la navigation de l'Escaut, en se développant davantage, imposait aux finances de la Belgique une charge chaque année plus considérable. Aussi, profitant de la consécration que le principe de la liberté des fleuves avait reçue par l'abolition des péages du Sund et de Stade, le Gouvernement du roi Léopold a demandé à la France et aux autres États maritimes intéressés, de concourir, proportionnellement à l'importance de leur pavillon respectif, au rachat du péage par voie de capitalisation.

Le Gouvernement de l'Empereur a eu à se louer de l'empressement avec lequel, à sa demande, la Hollande, ainsi que la Belgique et l'Angleterre, qui forment les principaux pays producteurs de sucres raffinés, ont consenti à rechercher ensemble les moyens de supprimer la prime de sortie généralement comprise dans le *drawback* accordé à l'exportation de ces produits, et qui leur impose à tous, au profit des consommateurs étrangers, de lourds sacrifices de trésorerie. Cette pensée a reçu un commencement de réalisation. Des délégués désignés par les Gouvernements précités se sont réunis en conférence internationale à Paris, sous la présidence de M. le directeur général des douanes et des contributions indirectes. La mission qui leur était confiée consistant uniquement à élucider les questions complexes que soulève la divergence des législations étrangères sur les sucres, les travaux auxquels ils se sont livrés ne pouvaient aboutir à un résultat immédiat et pratique; mais du moins ont-ils préparé les voies à un rapprochement et facilité l'entente ultérieure, qui ne saura manquer de s'établir lorsque le moment sera venu de faire de cette importante matière l'objet d'une négociation définitive.

Le Traité du 25 juillet 1840, dont un illustre homme d'État, si justement regretté par la France entière, M. Billault, fut un des négociateurs, continue de régler les relations commerciales et maritimes de la France et des Pays-Bas. A l'époque où il fut conclu, il pouvait être accueilli comme un progrès; mais, depuis la transformation opérée dans le système économique des deux pays, il a naturellement cessé d'être en rapport avec leurs besoins et leurs aspirations. Aussi le Gouvernement de l'Empereur et le Cabinet de la Haye sont-ils tombés d'accord sur la nécessité de le reviser dans un sens libéral. Malheureusement, ce travail de remaniement soulève, dans l'application, des difficultés qui tiennent au régime financier même des Pays-Bas, et dont la solution peut se faire attendre. Toutefois, en accédant dès à présent à la modification d'une des clauses du Traité de 1840, nous avons facilité au Gouvernement néerlandais le moyen de procéder à la réforme de son système de droits d'accise, qui constituait un des principaux obstacles à une entente avec la France. En vertu d'une déclaration échangée le 1^{er} février 1863, la surtaxe de consommation intérieure que nos alcools avaient à supporter en Hollande a été remplacée par un droit de douane inférieur à cette surtaxe, et, de leur côté, les alcools d'origine néerlandaise ont été admis en France au bénéfice du tarif conventionnel applicable aux produits similaires anglais et belges.

Le Gouvernement de l'Empereur ne pouvait refuser d'accueillir une proposition qui avait pour elle la double autorité des principes et des faits, et qui répondait d'ailleurs aux dispositions générales de son

nouveau régime économique; mais, en même temps qu'il déferait au vœu qui lui était exprimé par une Puissance amie, il n'a pas cru pouvoir souscrire, sans compensation, au sacrifice de trésorerie qui devait être la conséquence de son acquiescement, et il a saisi cette occasion pour résoudre, au profit du commerce français, un certain nombre de questions restées en suspens. C'est ainsi qu'indépendamment de la réduction des droits de pilotage et des taxes locales établies par la ville d'Anvers, de la suppression des droits de tonnage et de divers dégrèvements sur les droits de douane, il a obtenu deux concessions importantes, la franchise d'entrée pour les sels bruts importés par les voies navigables, et la faculté, pour les importateurs de tissus de laine, d'opter entre la taxe *ad valorem* de 15 pour 100 et un droit spécifique de 200 francs par 100 kilogrammes, qui, pour la presque totalité de nos tissus, pour nos draps notamment, constitue une notable amélioration du régime antérieur.

La jonction très-prochaine des chemins de fer français avec les lignes espagnoles doit rendre encore plus fréquentes et plus étroites nos relations avec la Péninsule. Il est donc à désirer que ces rapports naturels ne soient point entravés par les obstacles que le tarif des douanes d'Espagne a opposés jusqu'ici à leur développement. Nous regrettons de ne pouvoir annoncer la réalisation des espérances que nous avait fait concevoir le progrès si remarquable qui se manifeste, de l'autre côté des Pyrénées, dans l'étude des questions économiques. Invoquant tout à la fois le pacte de famille et les droits qu'il nous confère, notre fidèle observation des engagements du passé et les titres nouveaux que de récentes concessions nous ont créés à un traitement plus libéral, nous avons vivement insisté auprès du Cabinet de Madrid, soit pour obtenir des facilités plus grandes en faveur de nos services de navigation internationaux, soit pour amener la révision d'un régime qui soumet à des surtaxes élevées ou à des formalités onéreuses la plupart des produits importés sous pavillon français. Nos réclamations ont été d'autant plus pressantes que, dans notre conviction, l'Espagne serait la première appelée à recueillir le bénéfice d'une réforme douanière. Bien que ces démarches n'aient point amené de résultats immédiats, nous nous plaisons à croire qu'elles ne resteront pas sans effet. Déjà, des projets de dégrèvement ont été préparés par le Gouvernement de Sa Majesté Catholique. L'adoption de ces mesures faciliterait la négociation si désirable d'arrangements commerciaux entre la France et l'Espagne. En attendant, nous demandons, dans un intérêt commun, un adoucissement au régime actuel de l'importation par terre, dont le maintien aurait pour conséquence d'annuler en grande partie les avantages que les deux pays doivent se promettre de la réunion de leurs voies ferrées.

Nous pouvons signaler, comme un premier pas fait vers des réformes profitables au mouvement des relations internationales, la suppression des passe-ports entre la France et l'Espagne, à partir du mois de janvier dernier.

Notre commerce avec l'Orient continue de se développer à la faveur des Conventions conclues avec la Turquie et la Perse. Nos sériculteurs commencent à s'adresser à ce dernier pays pour les approvisionnements de graines de vers à soie, dont la libre exportation a été consentie par le Gouvernement persan, à la suite des démarches de la légation de l'Empereur à Téhéran.

En Turquie nous nous plaisons à constater le progrès d'entreprises dans lesquelles de grands intérêts français se trouvent engagés. L'administration des phares ottomans, sous l'habile direction d'un ancien capitaine de notre marine, poursuit, sur les côtes de la mer Noire et de l'Archipel, l'organisation de services d'éclairage qui assurent, dans ces parages, à la navigation de toutes les nations une sécurité inconnue jusqu'ici.

En Égypte, le mouvement d'affaires que favorisent la facilité et la rapidité des communications avec cette contrée prend des proportions chaque jour plus considérables ; le développement de ces intérêts et l'accroissement continu de la population française n'ont pu que rendre plus évidente la nécessité déjà signalée de pourvoir, à Alexandrie notamment par l'adjonction au tribunal consulaire d'un magistrat spécial, à toutes les exigences d'une bonne administration de la justice. Sur le rapport que le Ministre des affaires étrangères a soumis à l'Empereur pour lui exposer les résultats de l'enquête à laquelle son département avait déjà procédé à ce sujet, Sa Majesté a bien voulu déférer à une Commission, composée de membres des grands corps de l'État et de fonctionnaires des ministères de la justice et des affaires étrangères, l'étude des modifications qu'il semblait utile d'apporter à l'exercice de la juridiction consulaire en Orient. Cette Commission, à la suite d'un examen approfondi, a préparé un projet de règlement consacrant, en principe, l'institution d'un magistrat qui, en cas d'absence ou d'empêchement du Consul, pourra remplir les fonctions judiciaires attribuées par la loi à cet agent dans les Échelles du Levant et de Barbarie. Ce projet de règlement, d'après les ordres de l'Empereur, a été renvoyé au Conseil d'État.

Pendant que la lutte intestine qui épuise les États-Unis y restreint chaque jour la consommation des produits français, et que nos agents diplomatiques et consulaires s'efforcent, avec un dévouement qui ne se décourage pas, de faire atténuer la rigueur des mesures dont peuvent avoir à souffrir leurs nationaux, le Gouvernement de l'Empereur travaille activement à procurer, dans une région voisine, une

ample compensation à notre commerce si cruellement éprouvé de l'autre côté de l'Atlantique. Le rétablissement de l'ordre au Mexique ne peut manquer d'imprimer aux échanges du nouvel Empire avec l'Europe un essor dont nos négociants et nos industriels devraient être les premiers à profiter. Pour leur en faciliter les moyens, le département des affaires étrangères, guidé par les utiles indications du Ministère du commerce, fait recueillir en ce moment un ensemble d'informations propres à répandre dans nos centres manufacturiers la connaissance des besoins et des goûts des consommateurs mexicains. Ces notions spéciales et le remaniement probable du tarif actuel, qui déjà, du reste, a été provisoirement modifié dans un sens libéral, permettront au commerce français d'exploiter avec avantage un marché qui se rouvre à ses spéculations sous des auspices exceptionnellement favorables.

La situation intérieure de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela n'a pu que nuire au développement de nos échanges avec ces deux républiques. Nous avons eu à réclamer, dans l'une, contre d'injustifiables entraves apportées à l'entrée en fonctions de nos consuls; dans l'autre, contre des aggravations de tarif préjudiciables à nos importations.

Notre traité consulaire avec le Brésil continue à porter ses fruits, et l'utilité des clauses qu'il renferme est si généralement appréciée, que les puissances étrangères le prennent pour modèle des arrangements analogues qu'elles négocient avec cet Empire. Il rencontre bien sur quelque point, particulièrement dans les provinces éloignées de la capitale, des résistances intéressées; mais l'esprit éclairé et conciliant, que le cabinet de Rio apporte dans l'interprétation de cette convention, contribue à faciliter la solution amiable des questions restées indécises et l'introduction dans la pratique des améliorations suggérées par l'expérience.

Les événements politiques qui sont venus troubler inopinément la prospérité de l'État de l'Uruguay ont fait suspendre la négociation commencée d'un traité complet et définitif de commerce et de navigation entre la France et cette République. Le plénipotentiaire de l'Empereur a dû se borner à signer un acte qui remet en vigueur la convention préliminaire du 8 avril 1836.

Les circonstances ne se sont pas prêtées davantage à la conclusion d'un arrangement commercial avec la République Argentine. Mais nous ne renonçons pas à l'espoir de faire accepter dans un terme assez prochain, par le Gouvernement de Buenos-Ayres, un ensemble de stipulations qui assurera des garanties efficaces à nos nationaux et aux agents chargés de les protéger.

Un accord récemment intervenu avec le Chili élargit le cercle des opérations permises aux navires français et chiliens faisant l'inter-

course entre les deux pays. Les uns et les autres pourront désormais, sans perdre leur droit au traitement national, prendre ou décharger des marchandises dans les ports étrangers intermédiaires.

Le Gouvernement de l'Empereur, dont on connaît la sollicitude pour les besoins de l'agriculture, ne perd point de vue le juste intérêt qu'elle attache à obtenir une réduction dans le prix de vente du guano en France. Il a soumis dans ce but au Gouvernement Péruvien une combinaison qui, tout en conservant à ses finances une ressource nécessaire, favorise, par le stimulant du bon marché, l'emploi d'un engrais de plus en plus apprécié dans l'économie rurale.

L'introduction au Pérou d'un système monétaire semblable au nôtre promet d'être particulièrement avantageux à notre commerce; mais une des mesures d'exécution qui ont accompagné cette utile réforme a soulevé, de la part de nos nationaux, des réclamations que le Gouvernement de l'Empereur, plein de confiance dans l'équité du cabinet de Lima, s'est empressé de déférer à son examen.

Il a fait également appel à ses sentiments de justice pour obtenir la répression d'abus odieux dont avaient été victimes des canaques, sujets ou protégés français, enlevés par fraude ou par violence dans les îles de la Polynésie et transportés dans les exploitations agricoles du Pérou, où leur misérable situation n'a pas tardé à être connue de notre charge d'affaires. Ces actes de traite et de piraterie, mal dissimulés sous le nom de recrutement de travailleurs, nécessitaient une réparation. Le général Pezet a honorablement inauguré son administration par la mise en jugement des principaux coupables, et par le renvoi des canaques survivants dans leur pays, aux frais du Trésor péruvien.

Frappé de l'importance progressive de nos relations commerciales avec l'extrême Orient, le Gouvernement de l'Empereur n'a rien négligé pour en seconder le développement. Il s'occupe aujourd'hui de régler l'emploi de notre pavillon dans la navigation côtière et fluviale de la Chine, et d'établir sur les terrains affectés dans les principales villes chinoises à la résidence de nos nationaux, un régime qui, sans porter atteinte aux droits de souveraineté du Gouvernement territorial, affermira la juridiction de nos consuls et fera jouir chaque communauté française de la liberté d'action nécessaire pour s'administrer elle-même.

Au Japon, l'attente d'un dénouement favorable à la reprise des affaires n'empêche pas notre administration d'aviser dès à présent aux moyens de consolider nos rapports avec cette intéressante contrée, où notre industrie des soies trouve un si précieux approvisionnement. Le département des affaires étrangères et celui des finances étudient une combinaison qui permettra d'étendre jusqu'aux ports japonais le réseau de notre navigation à vapeur dans les mers de l'Indo-Chine.

Un traité de paix et d'amitié signé l'année dernière à Saïgon a posé les bases générales de notre droit conventionnel avec la Cochinchine. Il reste à développer les conséquences de cet acte et à le compléter par une convention de commerce et de navigation. Le séjour des ambassadeurs annamites à Paris est mis à profit pour la négocier.

Les tristes événements survenus à Madagascar ont jusqu'à ce jour privé notre commerce des avantages que lui promettait le traité du 12 septembre 1862. Ce retard est d'autant plus regrettable que toutes les nations civilisées étaient appelées à concourir à l'accomplissement des projets de colonisation tentés sous les auspices de la France. Le Gouvernement de l'Empereur a voulu, en effet, donner à cette grande entreprise un caractère international qui exclut toute idée de monopole.

L'administration française s'est prêtée avec empressement à toutes les mesures qui lui ont paru pouvoir contribuer au développement des relations entre les divers peuples du monde. C'est ainsi qu'il a échangé le 11 avril dernier avec le cabinet de Bruxelles, le 31 août avec le Gouvernement néerlandais deux déclarations qui ont abaissé les taxes des correspondances télégraphiques entre la France d'une part, et, de l'autre, la Belgique et le grand-duché de Luxembourg.

Enfin, il n'a pas hésité à accueillir avec faveur un projet de télégraphe sous-marin destiné à effectuer par la voie, relativement facile, des îles du cap Vert et du Brésil, une communication électrique entre l'Europe et le continent américain. L'adhésion donnée à la proposition dont il avait pris l'initiative, par les puissances les plus directement intéressées à l'établissement de cette ligne, lui a permis de réunir à Paris une conférence qui a été présidée par le Ministre des affaires étrangères, et dans laquelle se sont fait représenter le Brésil, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la république d'Haïti. La conférence après avoir reconnu que le projet offrait des chances sérieuses de réussite, a rédigé les clauses d'une convention déterminant la nature et les conditions du concours que chaque puissance s'engagerait à prêter à l'entreprise. Cet acte est en ce moment soumis à l'approbation des gouvernements respectifs.

Le développement considérable du mouvement maritime sur tous les points du globe, les changements apportés dans la construction et les dimensions des navires, l'application de plus en plus générale de la vapeur à la navigation, ont fait reconnaître la nécessité de reviser les règles suivies jusqu'à présent pour prévenir les abordages en mer, et surtout de leur donner l'uniformité qui seule peut les rendre efficaces. Préoccupés de ce grand intérêt d'humanité, les deux Gouvernements de France et d'Angleterre ont chargé les services compétents d'élaborer un projet de règlement général, qu'ils ont fait pré-

senter de concert, par leurs agents diplomatiques, à l'approbation de toutes les puissances maritimes. La plupart d'entre elles ont déjà fait connaître leur acquiescement à ce règlement, qui aura désormais le caractère et la force d'une loi internationale.

Lettre de l'Empereur aux Souverains de l'Europe.

.... En présence des événements qui, chaque jour, surgissent et se pressent, je crois indispensable de dire toute ma pensée aux Souverains auxquels est confiée la destinée des peuples.

Toutes les fois que de profondes secousses ont ébranlé les bases et déplacé les limites des États, il est survenu des transactions solennelles, pour coordonner les éléments nouveaux et consacrer, en les revisant, les transformations accomplies. Tel a été l'objet du traité de Westphalie, au dix-septième siècle, et des négociations de Vienne en 1815. C'est sur ce dernier fondement que repose aujourd'hui l'édifice politique de l'Europe ; et cependant, Votre Majesté ne l'ignore pas, il s'écroule de toutes parts.

Si l'on considère attentivement la situation des divers pays, il est impossible de ne pas reconnaître que, presque sur tous les points, les Traités de Vienne sont détruits, modifiés, méconnus ou menacés. De là, des devoirs sans règle, des droits sans titre et des prétentions sans frein. Péril d'autant plus redoutable, que les perfectionnements amenés par la civilisation, qui a lié les peuples entre eux par la solidarité des intérêts matériels, rendraient la guerre plus destructive encore.

C'est là un sujet de graves méditations. N'attendons pas pour prendre un parti que des événements soudains, irrésistibles, troublent notre jugement et nous entraînent, malgré nous, dans des directions contraires. Je viens donc proposer à Votre Majesté de régler le présent et d'assurer l'avenir dans un Congrès.

Appelé au trône par la Providence et par la volonté du peuple français, mais élevé à l'école de l'adversité, il m'est peut-être moins permis qu'à un autre d'ignorer et les droits des souverains et les légitimes aspirations des peuples. Aussi je suis prêt, sans système préconçu, à porter dans un conseil international l'esprit de modération et de justice, partage ordinaire de ceux qui ont subi tant d'épreuves diverses.

Si je prends l'initiative d'une semblable ouverture, je ne cède pas à un mouvement de vanité ; mais, comme je suis le Souverain auquel on a prêté le plus de projets ambitieux, j'ai à cœur de prouver, par cette démarche franche et loyale, que mon unique but est d'arriver sans secousse à la pacification de l'Europe. Si cette proposition est

accueillie, je prie Votre Majesté d'accepter Paris comme lieu de réunion.

Dans le cas où les Princes alliés ou amis de la France jugeraient convenable de rehausser par leur présence l'autorité des délibérations, je serais fier de leur offrir une cordiale hospitalité. L'Europe verrait peut-être quelque avantage à ce que la capitale d'où est parti tant de fois le signal des bouleversements devînt le siège de conférences destinées à jeter les bases d'une pacification générale.

Le saisis cette occasion, etc., etc.

Écrit à Paris, le 4 novembre de l'an de grâce 1863.

NAPOLÉON.

Contre-signé : DROUYN DE LHUYS.

AFFAIRES DE POLOGNE¹.

N^o 1. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros à Londres, en date du 4 mars 1863.

Monsieur le Baron, lord Cowley m'a communiqué une dépêche, en date du 2 mars², destinée à l'ambassadeur de S. M. Britannique à Saint-Pétersbourg. Elle l'invite à appeler l'attention de la Cour de Russie sur les causes de l'insurrection actuelle, qui, dans l'opinion du cabinet de Londres, dérive surtout de la condition politique faite au Royaume de Pologne depuis 1832. En qualité de partie contractante aux Traités de 1815 et de grande Puissance européenne, l'Angleterre se considère comme autorisée à manifester son sentiment à ce sujet. Elle conseille, en conséquence, à l'empereur Alexandre de proclamer une amnistie immédiate et de remettre le Royaume de Pologne en possession des privilèges politiques et civils qui lui ont été accordés en exécution des stipulations de Vienne. Nous avons déjà, depuis que la convention du 8 février nous est connue, exprimé à Saint-Pétersbourg des pensées

1. Voir les Documents relatifs aux Affaires de Pologne publiés dans les précédents volumes des *Archives diplomatiques* :

Année 1861, tome II, pages 149, 239 à 246, 394.

— — tome III, pages 408 à 429.

— — tome IV, pages 148, 274.

Année 1863, tome II, pages 57 à 71, 81 à 85, 325 à 492.

— — tome IV, pages

Voir aussi les documents relatifs à la Pologne, antérieurs à la crise actuelle, dans *Angeberg*, Recueil des Actes diplomatiques concernant la Pologne. 1 vol. in-8, et Recueil des Actes du Congrès de Vienne et des Traités de 1815. 2 vol. gr. in-8.

2. Voir *Archives* (1863), t. II, p. 402.

analogues à celles qui sont développées dans la dépêche de lord Russell, et l'ambassadeur de Sa Majesté en Russie continuera à tenir le même langage.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

N° 2. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros à Londres, en date du 7 mars 1863.

Monsieur le Baron, M. Grey, chargé d'affaires d'Angleterre pendant l'absence momentanée de lord Cowley, m'a fait une communication dont voici la substance.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a été profondément affligé des actes de violence dont la Pologne est le théâtre. Il a recherché la cause de ces calamités, et, dans sa conviction, elles doivent être attribuées au mécontentement produit par le retrait des droits stipulés en faveur des Polonais au Congrès de Vienne. Le plus sûr moyen d'arrêter l'effusion du sang et de prévenir des événements qui pourraient mettre en danger la paix de l'Europe, serait de donner au Royaume de Pologne une diète et une administration nationales. Ces mesures ne feraient que répondre au vœu des Traités. Il appartient donc aux Puissances qui les ont signés d'agir en ce sens à Saint-Petersbourg, et, suivant lord Russell, une représentation, qui serait rédigée d'ailleurs en termes dont la dignité de la Russie ne saurait être blessée, pourrait exercer la plus heureuse influence sur les résolutions de cette Cour.

En conséquence, le cabinet anglais se propose d'adresser une dépêche conçue dans cet esprit à ses agents diplomatiques auprès des Gouvernements signataires du Traité du 9 juin 1815.

Vous connaissez, Monsieur le Baron, la manière de voir du Gouvernement de l'Empereur. Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, M. le duc de Montebello a été invité dès le principe à recommander à la Cour de Russie une politique de réparation et de progrès. Je lui ai en outre transmis la communication dont M. l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg est chargé de laisser copie entre les mains de M. le prince Gortschakoff. Le représentant de Sa Majesté en Russie continuera donc de s'exprimer dans un sens conforme au langage que le cabinet de Londres, de son côté, a jugé opportun de faire entendre.

Quant à la forme à donner à la démarche proposée par lord Russell, l'initiative que nous avons prise lorsque nous avons été informés de la Convention du 8 février prouve l'importance que nous attachons à une entente avec les autres Cours. L'affaire de Pologne est une question d'ordre public européen qui intéresse à ce titre tous les cabinets, et nous ne pourrions que nous féliciter de les voir s'associer aux vues

qui dirigent notre politique. La pensée du Gouvernement anglais ne soulève donc, de notre part, aucune objection, et si les Puissances adhéraient à ses ouvertures, nous serions prêts nous-mêmes à donner notre assentiment à une manifestation collective.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 3. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello,
à Saint-Pétersbourg, en date du 9 mars 1863.**

Monsieur le Duc, depuis mon expédition du 3 de ce mois qui renferme la communication que lord Napier est chargé de remettre à M. le prince Gortschakoff, le Gouvernement anglais a insisté avec nous sur les affaires de Pologne. Il est d'avis qu'une démarche basée sur les stipulations des Traités aurait plus d'autorité, si elle était accomplie collectivement par les Puissances qui les ont signés. La dépêche ci-jointe¹ que j'ai adressée à M. le baron Gros, en date du 7 de ce mois, vous instruira de la réponse que j'ai faite à cette proposition. Je n'ai pas pensé que vous dussiez donner à vos conseils la forme d'une communication officielle ; mais le cabinet de Saint-Pétersbourg comprendra que dans le cas où les Puissances qui ont concouru au Traité général de Vienne adhéreraient à la proposition du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, nous ne pourrions refuser de nous y associer. Si donc, ainsi que nous en avons l'espoir, la Cour de Russie est disposée à entrer dans la voie des concessions, elle jugera peut-être opportun de ne pas attendre cette manifestation, et nous serions les premiers à la féliciter de l'usage qu'elle ferait de son initiative pour rendre superflue toute représentation de la nature de celle que le cabinet anglais se propose de provoquer.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 4. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello,
à Saint-Pétersbourg, en date du 16 mars 1863.**

Monsieur le Duc, aussitôt que la signature de la convention de Saint-Pétersbourg est venue saisir les cabinets de la question polonaise, je me suis empressé de vous instruire des réflexions que les événements nous suggéraient, et de vous indiquer le langage que vous aviez à tenir à M. le prince Gortschakoff. Depuis ma dépêche du 18 du mois

1. Voir ci-dessus, N° 2.

dernier ¹, je suis, à diverses reprises, revenu avec vous sur ce sujet, en vous invitant à recommander au Gouvernement russe une politique réparatrice et à le pressentir sur les concessions qu'il serait disposé à faire à l'intérêt général.

Mes entretiens avec M. le baron de Budberg ne donnent malheureusement que bien peu d'espoir d'obtenir de la Russie des concessions de nature à calmer les esprits. L'intention de l'Empereur Alexandre serait, après avoir vaincu l'insurrection, de proclamer une amnistie dont les chefs seuls seraient exclus. Sa Majesté ne retirerait aucune des concessions qu'elle a faites aux Polonais, et elle se proposerait de leur accorder une certaine part dans la direction de leurs intérêts matériels, avantages qui seraient susceptibles d'une extension ultérieure.

Nous devons prendre acte de ces dispositions bienveillantes ; mais il y a lieu d'appréhender qu'elles ne soient pas suffisantes pour apaiser les troubles actuels. En effet, lorsque les Polonais se sont soulevés, ils étaient déjà en possession des institutions que l'on promet de leur conserver. Le maintien de ces institutions, avec la perspective même d'une participation plus étendue aux affaires du pays, dans l'ordre des intérêts matériels, est très-loin de répondre aux nécessités présentes, et je ne saurais vous cacher combien nous regretterions que la cour de Russie n'apportât pas un remède plus efficace à un mal aussi profond.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

P.-S. J'apprends à l'instant que le prince Gortschakoff a répondu à la dépêche de lord Russell du 2 mars. Cette réponse a été verbale. Le cabinet de Saint-Petersbourg réfute les assertions du principal secrétaire d'État et repousse les conseils qui sont donnés à la Russie au nom du Gouvernement anglais.

N° 5. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, à Londres, en date du 24 mars 1863.

Monsieur le Baron, j'ai eu hier avec lord Cowley un nouvel entretien au sujet des événements de Pologne. Lorsque M. l'ambassadeur d'Angleterre m'avait parlé du désir du cabinet de Londres de s'entendre avec nous sur ce qu'il pouvait convenir de faire remplir les devoirs qui incombent aux Puissances, je m'étais attaché à faire ressortir l'intérêt que nous avons, si nous voulons rendre notre action véritablement efficace, à obtenir le concours de l'Autriche, et je vous ai exposé, en substance, les considérations que j'avais fait valoir. Lord

1. Voy. *Archives* (1863), t. II, p. 66

Cowley a reconnu avec moi toute l'importance qu'il y a lieu d'attacher à la participation du cabinet autrichien. Le Gouvernement anglais incline à penser qu'il conviendrait d'abord à Vienne de simples représentations que les trois Puissances adresseraient au cabinet de Saint-Pétersbourg. Je n'ai point repoussé l'idée qui m'était suggérée.

Il serait aisé, au surplus, de trouver les éléments d'une communication également acceptable pour les trois puissances. Les observations qui se présentent d'elles-mêmes, si l'on envisage la question polonaise du point de vue européen, en feraient le sujet. Nous pourrions constater que l'insurrection actuelle vient une fois de plus démontrer la gravité de la situation créée au royaume de Pologne. Ces convulsions périodiques sont le symptôme d'un mal invétéré et tiennent évidemment à des causes permanentes. Les conséquences en sont d'ailleurs fâcheuses pour l'Europe comme pour les contrées elles-mêmes qui ont à souffrir plus directement de ces conflits. Lorsqu'ils éclatent, ils ont inévitablement pour effet d'agiter partout l'opinion, d'inquiéter les cabinets, de troubler leurs rapports et de faire naître de regrettables complications. En signalant cet état de choses au Gouvernement russe, les trois Cours appelleraient son attention sur l'opportunité d'aviser aux moyens d'y mettre un terme et de replacer la Pologne dans les conditions d'un paix durable.

Telles sont, monsieur le Baron, les idées principales sur lesquelles devrait porter, à mon sens, la démarche que la France, l'Autriche et la Grande-Bretagne seraient appelées à accomplir de concert. Je les ai indiquées à lord Cowley. Vous remarquerez que je me suis abstenu de rappeler les Traités de 1815, et que je ne propose pas d'insister dans la note que nous ferions parvenir à la Cour de Russie sur un retour à l'exécution des actes du Congrès de Vienne. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, par sa dépêche du 2 mars, a abordé ce sujet à Saint-Pétersbourg. L'accueil fait à sa communication ne saurait nous laisser de doutes sur les objections qui nous seraient opposées. Le cabinet russe ne manquerait pas de s'en référer à l'argumentation que M. le prince Gortschakoff a développée dans sa réponse à lord Napier. D'autre part, nous connaissons également les dispositions du cabinet de Vienne sur ce point; nous savons qu'il a décliné les ouvertures faites par le gouvernement anglais aux Puissances signataires des Traités de 1815, et sa position lui rend difficile, en effet, de s'associer à une démarche qui serait expressément motivée sur ces stipulations.

Signé : DROUYN DE LUY.

N^o 6. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, en date du 24 mars 1863.

M. . . . on a beaucoup parlé du voyage que vient de faire le prince de Metternich. M. l'ambassadeur d'Autriche s'est, en effet, rendu à Vienne sur l'appel spontané de son Souverain. Les événements de Pologne, qui intéressent si immédiatement l'Autriche, ont produit en Europe une émotion générale; et l'on comprend que le cabinet de Vienne ait voulu faire connaître plus intimement à son représentant à Paris, en conférant directement avec lui, la pensée qui dirige sa politique, en même temps qu'il pouvait désirer recueillir, de la bouche même de son ambassadeur, les impressions du Gouvernement de l'Empereur. M. le prince de Metternich est de retour, et ses premières paroles répondent à ce que nous pouvions attendre de la sagesse de sa Cour et de ses dispositions amicales. Le Gouvernement autrichien maintient l'attitude qu'il a prise et à laquelle nous avons sincèrement applaudi. Décidé à ne pas dévier de la ligne de conduite qu'il a adoptée et qui distingue cette attitude de celle de la Russie et de la Prusse, sa position particulière à l'égard de la Pologne lui impose cependant une circonspection dont il est certainement du droit d'un gouvernement prévoyant de ne pas se départir, et, sans devancer les événements, il s'en remet à eux du soin de lui inspirer ses résolutions ultérieures.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

N^o 7. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Gramont, à Vienne, en date du 8 avril 1863.

Monsieur le duc, M. le prince de Metternich m'avait remis le projet de dépêche que le cabinet de Vienne se propose d'adresser au chargé d'affaires d'Autriche à Saint-Pétersbourg. Vous avez très-justement apprécié les observations que ce document devait nous suggérer. Tout en reproduisant les idées que nous avons indiquées d'une manière générale, il ne répondait pas entièrement à notre attente. Nous lui reprochions surtout de paraître destiné à servir simplement de thème à des observations verbales; mais M. le comte de Rechberg ayant reconnu la convenance d'en faire l'objet d'une communication officielle, notre principale objection se trouve écartée.

Je vous envoie la dépêche du Gouvernement de l'Empereur. Je vous prie d'en donner connaissance à M. le comte de Rechberg. Notre

intention est de l'adresser à Saint-Pétersbourg par un courrier que j'expédierai le 10 de ce mois.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N^o 8. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello,
en date du 10 avril 1863.**

Monsieur le duc, l'insurrection dont le Royaume de Pologne est en ce moment le théâtre a éveillé en Europe de vives préoccupations au milieu d'un repos qu'aucun événement prochain ne semblait devoir altérer. La déplorable effusion de sang dont cette lutte est l'occasion et les douloureux incidents qui la signalent excitent en même temps une émotion aussi générale que profonde.

Le Gouvernement de Sa Majesté obéit donc à un devoir en exprimant à la Cour de Russie les réflexions que cet état de choses est de nature à suggérer, et en appelant sa sollicitude sur les inconvénients et les dangers qu'il entraîne.

Ce qui caractérise les agitations de la Pologne, monsieur le duc, ce qui en fait la gravité exceptionnelle, c'est qu'elles ne sont pas le résultat d'une crise passagère. Des effets qui se reproduisent presque invariablement à chaque génération ne sauraient être attribués à des causes purement accidentelles. Ces convulsions devenues périodiques sont le symptôme d'un mal invétéré; elles attestent l'impuissance des combinaisons imaginées jusqu'ici pour réconcilier la Pologne avec la situation qui lui a été faite.

D'autre part, ces perturbations trop fréquentes sont, toutes les fois qu'elles éclatent, un sujet d'inquiétudes et d'alarmes. La Pologne, qui occupe sur le continent une position centrale, ne saurait être agitée sans que les divers États placés dans le voisinage de ses frontières souffrent d'un ébranlement dont le contre-coup se fait sentir à l'Europe entière. C'est ce qui est arrivé à toutes les époques où les Polonais ont pris les armes. Ces conflits, comme on peut en juger par celui dont nous sommes en ce moment témoins, n'ont pas seulement pour conséquence d'exciter les esprits d'une manière inquiétante; en se prolongeant ils pourraient troubler les rapports des cabinets et provoquer les plus regrettables complications. Il est d'un intérêt commun à toutes les Puissances de voir définitivement écarter des périls sans cesse renaissants.

Nous aimons à espérer, monsieur le duc, que la Cour de Russie accueillera, dans le sentiment qui nous les a dictées, des considérations aussi dignes de son attention. Elle se montrera animée, nous en avons la confiance, des dispositions libérales dont le règne de

S. M. l'Empereur Alexandre a déjà donné de si éclatants témoignages ; et elle reconnaîtra, dans sa sagesse, l'opportunité d'aviser aux moyens de placer la Pologne dans les conditions d'une paix durable.

Vous voudrez bien remettre une copie de cette dépêche à Son Exc. M. le prince Gortschakoff. Signé : DROUYN DE LHUYS.

N° 9. Dépêche du comte Russell à lord Napier, à Saint-Petersbourg, en date du 10 avril 1863.

Voir *Archives diplomatiques*, 1863, tome II, page 454.

N° 10. Dépêche du comte de Rechberg à M. de Thun, à Saint-Petersbourg, en date du 12 avril 1863.

Voir tome II du présent Recueil, année 1863, page 458.

N° 11. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, en date du 16 avril 1863.

Monsieur le duc, l'amnistie qui vient d'être promulguée par S. M. l'Empereur Alexandre et les promesses dont elle est accompagnée ont fourni à M. le baron de Budberg l'occasion de revenir avec moi, il y a quelques jours, sur les dispositions de la Cour de Russie envers la Pologne. M. de Budberg a reproduit les explications qu'il m'avait déjà données à ce sujet et sur lesquelles, de mon côté, je vous ai exprimé mon opinion. M. l'ambassadeur de Russie a en même temps amené l'entretien sur la démarche concertée entre la France, l'Angleterre et l'Autriche.

A ce moment, les communications simultanées n'étaient pas encore parvenues à Saint-Petersbourg. J'ai cru pressentir la pensée de mon interlocuteur, et je lui ai dit que les résolutions annoncées par le Gouvernement russe, tout en méritant assurément l'approbation, ne pouvaient nous empêcher de donner suite aux instructions qui vous étaient adressées. Lorsque nous avons arrêté les termes de notre communication, nous n'ignorions point les intentions que le manifeste du 12 avril a rendues publiques. Le cabinet de Saint-Petersbourg avait bien voulu nous les faire connaître antérieurement. Ses assu-

1. Voir le décret d'amnistie, *Archives*, 1863, t. II, p. 474.

rances avaient pour nous toute la valeur d'une certitude. Nous n'en avons pas moins jugé nécessaire de présenter à la Cour de Russie nos observations. L'état des choses n'a pas changé pour le Gouvernement de l'Empereur; et les communications qui nous ont paru opportunes avant cet incident n'ont malheureusement pas cessé de l'être.

Il y a trois mois, les Polonais étaient en possession des institutions que le Gouvernement russe s'engage à leur maintenir. Ainsi qu'aujourd'hui, elles leur étaient représentées comme renfermant les germes de développements futurs. Ces promesses n'ont pas suffi pour prévenir l'insurrection, et l'on s'explique que les Polonais soient peu portés à rattacher des espérances sérieuses à des institutions sous le régime desquelles la mesure du recrutement a pu être adoptée.

M. l'ambassadeur de Russie m'a objecté que notre communication, d'après ce qu'il en savait, ne paraissait pas préciser ce que nous désirons pour la Pologne; que nous nous bornions à invoquer les lois de l'humanité et les intérêts européens; enfin, que les Traités de 1815 pouvaient offrir un point de départ pour la discussion, mais que les vues générales dans lesquelles nous nous renfermions n'indiquaient aucune solution déterminée.

J'ai répondu en exposant à M. le baron de Budberg les raisons de diverse nature auxquelles nous avons obéi. Nous avons été guidés par un sentiment de déférence pour le cabinet de Saint-Petersbourg comme par les convenances de notre propre position. Nous avons pensé que plus notre langage accorderait de latitude à l'initiative de la Russie, mieux il témoignerait de nos égards pour cette Puissance. L'accueil fait à la dépêche du Gouvernement anglais du 2 mars, basée sur les Traités de 1815, ne nous encourageait pas à nous placer sur ce terrain. Le cabinet de Londres a pu y revenir dans sa nouvelle communication pour ne pas paraître adhérer par son silence aux fins de non-recevoir qui lui avaient été opposées; nous n'avions pas les mêmes motifs de nous engager dans cet ordre d'idées.

Nous nous sommes donc abstenus d'invoquer les stipulations de 1815. Mais le cabinet de Saint-Petersbourg serait-il fondé à nous blâmer aujourd'hui de n'avoir pas imité ce que, dans le commencement du mois dernier, il reprochait au Gouvernement anglais d'avoir fait?

Ne voulant donc ni rouvrir un débat que la Russie n'avait pas accepté, ni prendre sur nous de lui tracer un plan de conduite explicitement formulé, nous nous sommes bornés à signaler les souffrances invétérées de la Pologne, en constatant l'urgence de mesures propres à y mettre définitivement un terme, et à écarter les dangers qui en résultent pour l'Europe.

M. le baron de Budberg m'a déclaré que la Russie reconnaissait

comme nous l'existence du mal. Nous ne pouvons que nous en féliciter sincèrement, Monsieur le duc, car la reconnaissance du mal est le premier pas vers la recherche du remède; mais c'est surtout à ce but que doivent tendre tous les efforts du cabinet de Saint-Petersbourg. Les communications des trois Cours ont pour principal objet de l'y convier. Nous voulons espérer que leurs vœux n'auront pas été inutiles et que la Russie puisera ses résolutions dans ces principes immuables de justice et d'équité qui sont aujourd'hui la loi commune des gouvernements.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

N° 12. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, en date du 7 avril 1863.

Monsieur. . . . les événements de Pologne ont éveillé en Europe des préoccupations communes à tous les Cabinets. Soit en effet que l'on envisage du point de vue de l'humanité ou de celui des intérêts politiques la lutte qui a éclaté, elle devait fixer la sollicitude des Puissances. Ces perturbations, qui se renouvellent périodiquement, attestent la permanence de difficultés que le temps n'a pas aplanies, et démontrent, une fois de plus, les dangers qu'elles renferment.

Également pénétrées de ces considérations, les Cours de France, d'Angleterre et d'Autriche ont ouvert des pourparlers, en vue de faire parvenir de concert au cabinet de Saint-Petersbourg les réflexions que suggère cet état de choses, et elles sont tombées d'accord pour adresser à leurs représentants auprès de S. M. l'Empereur Alexandre des dépêches qu'ils ont remises simultanément au Gouvernement russe. Je vous envoie copie de notre communication; celles de l'Angleterre et de l'Autriche sont conçues dans le même sens.

En rédigeant ce document, notre but a été de nous rendre, autant que possible, les interprètes fidèles de l'opinion générale. Nous nous sommes abstenus de tout ordre d'idées qui nous eût été particulier; nous n'avons présenté aucune observation que les autres Cours ne pussent s'approprier. Nous croyons donc avoir lieu d'espérer que les vues développées par le Gouvernement de l'Empereur obtiendront l'assentiment de tous les Cabinets. Leur intervention diplomatique se justifie d'elle-même dans une question d'intérêt européen, et ils ne sauraient douter de l'influence salutaire à tous égards qu'exercerait certainement une manifestation unanime de l'Europe. Je vous invite donc à donner lecture de la présente dépêche à M..., en laissant en même temps entre ses mains une copie de celle que je vous envoie. Nous serions heureux de pouvoir compter sur l'adhésion officielle et

explicite du Gouvernement de..., et j'aime à me persuader qu'il voudra bien déférer au vœu que vous lui en exprimerez, soit en adressant à la Cour de Russie une communication semblable à la nôtre, soit en lui présentant des considérations analogues.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

N° 13. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris, en date de Saint-Petersbourg, le 14/26 avril 1863.

Voir *Archives*, tome II (1863), page 483.

N° 14. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunnow, à Londres, en date de Saint-Petersbourg, le 14/26 avril 1863.

Voir *Archives*, tome II (1863), page 485.

N° 15. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine, à Vienne, en date de Saint-Petersbourg, le 14/26 avril 1863.

Voir *Archives*, tome II (1863), page 490.

N° 16. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, à Londres, et au duc de Gramont, à Vienne, en date du 4 mai 1863.

Monsieur, le 1^{er} de ce mois, M. le baron de Budberg m'a remis la dépêche qui lui a été adressée par M. le prince Gortschakoff, en réponse à la communication que M. le duc de Montebello avait été chargé de faire au cabinet de Saint-Petersbourg relativement aux affaires de Pologne. J'ai l'honneur de vous envoyer copie de cette dépêche ainsi que de celle que M. le vice-chancelier de Russie a adressée, à la même date, à M. le baron de Brunnow. Cette seconde dépêche, à laquelle d'ailleurs la première se réfère, était annexée à la communication qui m'a été faite par M. le baron de Budberg. Je ne connais pas encore le texte de la réponse du prince Gortschakoff au cabinet de Vienne.

Ainsi que nous pouvions nous y attendre, Monsieur, le cabinet de Saint-Petersbourg ne s'est pas mépris sur le sentiment qui avait inspiré aux trois puissances la démarche qu'elles ont simultanément accomplie auprès de lui, et nous sommes heureux, en ce qui nous con-

cerne, d'en trouver la preuve dans la forme conciliante et amicale qu'il s'est plu à donner à la réponse qui nous est personnellement adressée. Nous nous en félicitons d'autant plus sincèrement, que l'accueil fait en même temps par M. le prince Gortschakoff à notre pensée sur le fond même de la question nous permet de croire qu'un accord préalable ne tardera pas à s'établir sur la meilleure marche à suivre pour atteindre promptement la solution qu'appellent nos vœux et nos espérances.

Le cabinet de Saint-Petersbourg, en effet, n'hésite pas à reconnaître, en constatant qu'il est le premier à en souffrir, le caractère anormal de la situation de la Pologne; il admet l'intérêt qu'ont les puissances limitrophes et celles qui ont concouru à régler le sort de l'Europe (autant vaut dire aujourd'hui, en tenant compte des changements que la marche du temps a amenés, tous les cabinets) à rechercher les moyens de faire cesser un état de choses si menaçant pour le repos du continent. C'est sur le choix de ces moyens qu'il serait, selon lui, désirable de s'entendre, et il croit que des explications des trois cours peuvent conduire à un résultat utile. Il écarte seulement à l'avance, ainsi que ses premières réponses à lord Napier le faisaient prévoir, toute référence aux textes du traité du 9 juin 1815, déclarant n'être pas disposé à recommencer des expériences qui ont été une source de malheurs pour la Pologne et pour la Russie, et une cause de troubles pour l'Europe. Nous étant placés nous-mêmes au point de vue plus étendu de l'intérêt général, nous n'avons aucune objection à suivre M. le prince Gortschakoff sur le terrain moins circonscrit qu'il nous indique, et à rechercher dans de nouvelles combinaisons, le remède qu'il appelle lui-même de ses vœux, et qu'il déclare ne s'être pas trouvé dans les arrangements de 1815.

Je me demande seulement, Monsieur, quelle forme il serait opportun d'adopter pour assurer aux délibérations des puissances l'activité et l'efficacité que réclame l'urgence de la situation, et pour remédier aux délais inévitables qu'entraînerait l'échange écrit des idées entre tant de cabinets séparés par de longues distances.

Je vous invite à entretenir de cette question M. le comte Russell (de Rechberg), en leur disant que nous serions prêts, quant à nous, à adopter tel mode de conférer qui paraîtrait aux diverses puissances le plus prompt et le plus pratique.

Nous attachons d'ailleurs le plus grand intérêt à maintenir, dans la conduite des négociations, l'unité d'intentions qui a présidé à notre première démarche auprès de la cour de Russie, et, autant que possible, à conformer notre langage à celui des deux puissances dont nous avons partagé l'initiative.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 17. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, à Londres,
en date de Paris, 29 mai 1863.**

Monsieur le baron, le cabinet de Vienne a répondu aux observations que nous lui avons présentées, et ses vues se sont, dans une certaine mesure, rapprochées des nôtres sur les divers points de son programme. Le gouvernement de Sa Majesté britannique doit aujourd'hui en être informé comme nous, et lord Russell aura sans doute reçu une communication analogue à celle dont M. le prince de Metternich m'a donné lecture. Le moment était donc venu de préciser les propositions sur lesquelles les trois cours ont à s'entendre, et j'ai, dans cette pensée, préparé la dépêche que nous destinons au représentant de l'Empereur à Saint-Petersbourg. Si le gouvernement anglais en approuvait les termes, nous porterions de concert ces propositions à Vienne, où les efforts communs de nos ambassadeurs parviendraient aisément, nous le croyons, à les faire accepter.

Je vous envoie le projet du gouvernement de Sa Majesté, et je vous prie de le remettre, aussitôt que vous l'aurez reçu, au principal secrétaire d'État pour les affaires étrangères.

Lord Russell verra que nous nous sommes attachés à fortifier le programme de l'Autriche, en le combinant avec les vues exprimées par le gouvernement anglais dans sa dépêche à lord Bloomfield. Autant que possible, nous avons emprunté les expressions mêmes des deux cabinets, et lord Russell reconnaîtra celles dont il s'est servi lui-même, notamment en ce qui concerne les attributions de l'assemblée représentative dont la Pologne serait dotée, ainsi que la liberté de conscience, que nous voulons comme lui pleine et entière.

Il serait désirable que la communication des trois cours fût identique, et nous serions disposés, pour notre part, à nous y prêter, en tenant compte des observations du cabinet anglais. Dans tous les cas, une identité complète pour le fond comme pour la forme est indispensable en ce qui regarde les six points que nous avons à présenter à la Russie comme base des négociations.

Nous aurions également désiré, comme vous le savez, que l'Europe entière fût appelée à y prendre part. Nous nous rallions cependant à l'opinion qui défère l'examen de la question aux puissances signataires de l'acte général de Vienne.

D'un autre côté, le gouvernement de S. M. Britannique remarquera que nous insistons sur la nécessité d'une pacification préalable. Il reste d'ailleurs entendu que ces propositions devront être prises uniquement comme point de la discussion, et que la mission des plénipotentiaires sera d'y donner la précision et les développements qu'elles

comportent. C'est ainsi que le cabinet de Vienne le comprend lui-même, et je ne doute pas que telle ne soit la manière de voir du gouvernement de S. M. Britannique. Il importe, toutefois, qu'il ne puisse exister sur ce point aucune équivoque, et je vous prie de vous en expliquer avec lord Russell, en lui communiquant la dépêche que je me propose d'adresser à M. le duc de Montebello.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

N° 18, Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, ambassadeur de l'Empereur à Saint-Petersbourg, en date de Paris, le 17 juin 1863.

Monsieur le duc, la réponse du cabinet de Saint-Petersbourg aux communications simultanées que les trois cours de France, d'Angleterre et d'Autriche lui ont fait parvenir au sujet des événements de Pologne, n'a point trompé notre attente. Rendant pleine justice aux sentiments qui nous ont guidés et qui, suivant ses expressions mêmes, ne peuvent être étrangers à aucun gouvernement ami de l'humanité, il n'a pas hésité à nous assurer de l'affliction profonde qu'il ressent en présence de cet état de choses, ainsi que de son désir ardent de pouvoir en hâter le terme. Nous avons fait appel à la sagesse en même temps qu'aux vues libérales de l'empereur Alexandre, en signalant l'opportunité de rechercher les conditions auxquelles la tranquillité et la paix pourraient être rendues à des contrées si éprouvées par le sort et si dignes d'intérêt. La cour de Russie nous déclare que rien ne saurait mieux répondre à ses vœux, et, d'accord avec les puissances sur la profondeur du mal, elle admet qu'il serait désirable de s'entendre sur les moyens d'y porter remède. Elle nous convie, en outre, à nous en expliquer avec elle.

Le moment était donc venu pour le Gouvernement de l'Empereur et pour les cabinets de Londres et de Vienne d'échanger leurs idées sur la voie à suivre afin d'atteindre le but de leurs communs efforts, et animés de l'esprit de conciliation qui a présidé à leurs premières démarches, ils sont convenus de présenter au gouvernement russe, comme base des négociations, les six points suivants :

1° Amnistie complète et générale;

2° Représentation nationale avec des pouvoirs semblables à ceux qui sont déterminés par la charte du 15-27 novembre 1815 ;

3° Nominations de Polonais aux fonctions publiques, de manière à former une administration distincte et nationale, et inspirant de la confiance au pays ;

4° La liberté de conscience pleine et entière, et suppression des restrictions apportées à l'exercice du culte catholique ;

5° Usage exclusif de la langue polonaise comme langue officielle de l'administration, de la justice et de l'enseignement ;

6° Établissement d'un système de recrutement régulier et légal ;

Plusieurs des dispositions que ce programme renferme, monsieur le duc, font déjà partie du plan de conduite que le cabinet de Saint-Pétersbourg s'est tracé ; les autres dépassent à peine les avantages qu'il a promis ou laissé espérer ; elles ne sont toutes que l'expression la plus simple des lois élémentaires de la justice et de l'équité, et n'ont rien que de conforme aux stipulations des traités qui lient le gouvernement russe à l'égard de la Pologne. Nous aimons donc à nous persuader que ces propositions ne soulèveront, de la part du cabinet de Saint-Pétersbourg, aucune objection, et qu'il n'hésitera pas à les prendre pour base des délibérations.

D'un autre côté, vous le savez, monsieur le duc, si les cabinets, en s'adressant à la Russie, obéissent à des motifs d'intérêt général, les considérations d'humanité ont leur part dans le sentiment qui les guide. La Pologne présente en ce moment un douloureux spectacle. A mesure que la lutte se prolonge, l'animosité et les ressentiments réciproques la rendent de plus en plus sanglante. C'est assurément le vœu de la cour de Russie de voir cesser des hostilités qui portent la désolation et le deuil dans les anciennes provinces polonaises comme dans le royaume. La continuation de ces calamités pendant les négociations pourrait irriter un débat qui doit demeurer calme, si l'on veut qu'il soit utile. Il y aurait donc lieu de pourvoir à une pacification provisoire fondée sur le maintien du *statu quo* militaire qu'il appartiendrait à l'empereur de Russie de promulguer, et que les Polonais devraient, de leur côté, observer sous leur propre responsabilité.

Quant à la forme que les négociations devraient prendre, le Gouvernement russe a laissé lui-même pressentir sa pensée dans ses communications aux trois cabinets. Il a pleinement reconnu, dans sa dépêche à M. le baron de Budberg, le droit des puissances appelées naguère à régler le système politique de l'Europe de s'occuper de complications qui pourraient le troubler. Il a été plus explicite encore en s'adressant à M. le baron de Brunnow : « Sa Majesté, a dit M. le prince Gortschakoff à M. l'ambassadeur de Russie à Londres, admet que dans la position particulière du royaume, les troubles qui l'agitent peuvent affecter la tranquillité des États limitrophes entre lesquels ont été conclus le 3 mai 1815 les traités séparés destinés à régler le sort du duché de Varsovie, et qu'ils peuvent intéresser les puissances signataires de la transaction générale du 9 juin où ont été insérées les principales stipulations de ces traités séparés. »

Ainsi, le cabinet de Saint-Pétersbourg a d'avance et spontanément donné à entendre qu'il accepterait le Concours des huit Puissances qui ont participé à l'acte général du congrès de Vienne. Voulant lui-même répondre à des dispositions dont il apprécie le caractère conciliant, le Gouvernement de Sa Majesté est prêt, en ce qui le concerne, à s'associer à ces délibérations et à se faire représenter dans la conférence qu'il sera opportun de réunir, si, comme nous en avons l'espoir, la Russie adhère aux bases proposées à son acceptation par les trois cabinets. Nous serons heureux que la résolution à laquelle s'arrêtera l'empereur Alexandre soit en harmonie avec les grands intérêts que des considérations à la fois légitimes et puissantes nous ont portés à recommander à sa sollicitude éclairée; car cette question, soustraite au jugement de la force qui la trancherait peut-être une fois de plus sans la résoudre, entrerait dès à présent dans la voie d'une discussion amiable, seule propre à préparer enfin une solution vainement cherchée jusqu'à ce jour, et qui serait digne des lumières de cette époque comme des sentiments généreux dont tous les cabinets sont animés.

Vous voudrez bien donner lecture de cette dépêche à S. Exc. M. le prince Gortschakoff et lui en laisser copie.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

N° 19. Dépêche du comte Russell à lord Napier, à Saint-Pétersbourg, en date du 17 juin 1863.

Mylord, le gouvernement de Sa Majesté a considéré avec la plus profonde attention la dépêche du prince Gortschakoff en date du 26 avril que M. le baron de Brunnow m'a remise le 2 mai.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas désireux de continuer une discussion stérile. Je passerai donc sur toute la controverse relative à ma dépêche précédente; je n'entreprendrai point, dans la communication présente, de fixer le sens précis de l'article qui concerne la Pologne dans le traité de Vienne, et je ne prétendrai pas, ainsi que le prince Gortschakoff semble l'attendre de moi, qu'il n'y a qu'une seule forme sous laquelle puisse être établi un bon gouvernement. Encore moins essayerai-je de mettre en question les intentions bienveillantes de l'empereur éclairé qui a déjà, dans un court espace de temps, opéré de si merveilleux changements dans la condition légale de ses sujets russes.

Le Gouvernement de Sa Majesté désire, avec l'empereur de Russie, trouver une solution pratique à un problème très-difficile et très-important.

En me présentant la dépêche du prince Gortschakoff, le baron de

Brunnow m'a dit : « Le cabinet impérial est prêt à entrer en échange d'idées sur le terrain et dans les limites des traités de 1815. »

Ainsi, le Gouvernement de Sa Majesté est invité à un échange d'idées sur la base du traité de 1815, en vue de la pacification et de la tranquillité permanente de la Pologne.

Avant de faire des propositions définies, il est essentiel de remarquer qu'il y a deux principes dirigeants sur lesquels, d'après le gouvernement de Sa Majesté, le gouvernement de la Pologne devrait reposer. Le premier principe, c'est l'établissement de la confiance dans le gouvernement de la part des gouvernés.

Les vues originelles de l'empereur Alexandre I^{er} ont été conservées par lord Castlereagh qui, dans une longue conversation, avait appris des lèvres mêmes de l'Empereur le plan qu'il avait formé.

Le plan de l'Empereur, voici comment lord Castlereagh le résume : « Retenir la totalité du duché de Varsovie, à l'exception de la petite partie à l'ouest de Kalisch, qu'Alexandre I^{er} se proposait de donner à la Prusse, en érigeant le reste, avec les provinces polonaises autrefois démembrées, en un royaume sous la domination de la Russie, avec une administration nationale conforme aux sentiments du peuple. »

Toute la force de ce plan consiste dans ces derniers mots.

Que le pouvoir soit entre les mains d'un seul, comme dans l'ancienne monarchie de la France, ou divisé entre les membres d'un corps aristocratique comme dans la république de Venise, ou bien encore qu'il soit partagé entre le souverain, une chambre des pairs et une assemblée représentative, comme en Angleterre, sa qualité vitale c'est d'être « une administration conforme aux sentiments du peuple. »

L'empereur Alexandre II, en parlant des institutions qu'il a données, dit : « Quant à l'avenir, il dépend nécessairement de la confiance avec laquelle ces institutions seront reçues par le royaume. »

Cette administration telle que la projetait Alexandre I^{er}, et cette confiance telle que l'attendait Alexandre II, n'existent malheureusement point en Pologne.

Le second principe d'ordre et de stabilité doit être la suprématie de la loi sur l'arbitraire. Partout où cette suprématie existe, le sujet ou le citoyen peut jouir de sa propriété ou exercer son industrie en paix, et la sécurité qu'il éprouve comme individu doit être éprouvée à son tour par le gouvernement sous lequel il vit.

Des tumultes partiels, des conspirations secrètes, l'intervention d'étrangers cosmopolites ne sauraient ébranler le solide édifice que constituerait un semblable gouvernement.

L'élément de stabilité manque à la Pologne. La liberté religieuse garantie par les déclarations solennelles de l'impératrice Catherine,

et la liberté politique accordée par une charte de l'empereur Alexandre I^{er}, ont été abrogées par les gouvernements qui leur ont succédé, pour n'être ressuscitées qu'en partie sous l'empereur actuel.

Ce n'est point chose aisée que de rétablir la confiance qui s'est perdue et la paix qui de toutes parts est rompue maintenant.

Le gouvernement de Sa Majesté se regarderait comme coupable d'une grande présomption s'il exprimait l'assurance que de vagues déclarations d'intentions bienveillantes ou même la mise à exécution de quelques lois sages pourrait produire sur l'esprit des Polonais un effet suffisant pour ramener la paix et l'obéissance.

Dans les circonstances présentes le gouvernement de Sa Majesté croit qu'il ne faut adopter rien moins que le projet suivant de mesures comme bases de la pacification :

- 1^o Amnistie complète et générale ;
- 2^o Représentation nationale avec des pouvoirs semblables à ceux qui avaient été déterminés par la charte du 15/27 novembre 1815 ;
- 3^o Nomination des Polonais aux emplois publics, de manière à former une administration nationale distincte, ayant la confiance du pays ;
- 4^o Entière et parfaite liberté de conscience, abrogation des entraves mises au culte catholique ;
- 5^o Adoption de la langue polonaise comme langue officielle, et son usage en matière judiciaire aussi bien que dans les maisons d'éducation ;
- 6^o Établissement d'un système de recrutement régulier et légal.

Ces six points pourraient servir d'indication aux mesures qu'il s'agirait d'adopter après délibération calme et profonde.

Mais il est difficile, il est même presque impossible d'obtenir la confiance et la tranquillité nécessaires, tant que les passions vont de jour en jour augmentant, que les haines deviennent mortelles, et que la détermination de vaincre ou de périr s'affermir avec une opiniâtreté de plus en plus grave.

Vous m'avez envoyé, mylord, un extrait de la *Gazette de Saint-Petersbourg* en date du 7/19 mai. Je pourrais à mon tour vous expédier des extraits empruntés à des journaux de Londres, rendant compte d'atrocités également horribles commises par des agents de la Russie.

Il n'appartient pas au gouvernement de Sa Majesté de distinguer ce qu'il y a de réel ou d'exagéré dans le dire des parties hostiles.

Plusieurs des allégations de l'une et l'autre partie n'ont probablement pas de fondement, mais quelques-unes sont vraies sans aucun doute. Comment donc espérer de mener à bonne fin une négociation entre des ennemis si exaspérés ?

Dans une guerre ordinaire, les succès des flottes et des armées qui

combattent avec courage, mais sans haine, peuvent être pesés dans une négociation qui se poursuit au milieu des hostilités. Une île de plus ou de moins à céder, une frontière à étendre plus ou moins, voilà ce qui sert à exprimer la valeur de la dernière victoire ou de la dernière conquête. Mais quand il s'agit d'obtenir la paix civile, d'engager les populations à vivre sous la puissance de ceux qu'elles combattent avec ressentiment et désespoir, le cas est différent.

La première chose à faire est donc, dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté, d'établir une suspension des hostilités. Cette suspension pourrait être produite au nom de l'humanité, par une proclamation de l'empereur de Russie, sans dérogation à sa dignité. Les Polonais, tout naturellement, n'auraient droit au bénéfice de cet acte, que si eux-mêmes ils s'abstenaient des hostilités, en toute matière, pendant la suspension.

Une fois la tranquillité momentanément obtenue, il faudrait ensuite consulter les puissances qui ont signé le traité de Vienne. La Prusse, l'Espagne, la Suède et le Portugal devraient être interrogés sur ce qui, selon leur avis, donnerait effet au traité pour lequel ces puissances étaient parties contractantes.

Les propositions du gouvernement de Sa Majesté reviennent donc aux trois suivantes :

- 1° L'adoption des six points énumérés comme base de négociation ;
- 2° Une suspension d'armes provisoire à proclamer par l'empereur de Russie ;
- 3° Une conférence des huit puissances qui ont signé le traité de Vienne ;

Votre Excellence voudra bien lire cette dépêche au prince Gortschakoff, et lui en donner copie.

Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

N° 20. Dépêche du comte de Rechberg au comte de Thun, à Saint-Petersbourg, en date de Vienne, le 18 juin 1863.

Monsieur le Comte, ma dépêche du 12 avril dernier, n° 2, vous chargeait d'appeler, sous la forme la plus amicale, l'attention du cabinet de Saint-Petersbourg sur les dangers des convulsions périodiques qui agitent la Pologne, et sur l'influence fâcheuse que les troubles de ce pays excitent dans les provinces limitrophes de l'empire d'Autriche. Nous vous disions que le Gouvernement russe lui-même reconnaissait l'opportunité d'aviser aux moyens de mettre un terme à un état de choses aussi regrettable, en remplaçant le royaume de Pologne dans les conditions d'une paix durable.

En répondant à cette communication par une dépêche adressée à M. de Balabine, sous la date du 24/26 avril, M. le Prince Gortschakoff nous a fait savoir que Sa Majesté l'Empereur Alexandre comprenait les préoccupations qu'inspirent au Cabinet de Vienne les déplorable événements qui se passent dans le voisinage immédiat de ses frontières, et le prix qu'il doit attacher à les voir cesser.

En nous assurant que rien ne saurait dépasser, sous ce rapport, la sollicitude de son auguste maître, M. le Vice-chancelier nous donnait connaissance des dépêches qu'il adressait en même temps au Baron Budberg et au Baron Brunnow, en réponse à des communications françaises et anglaises, remises simultanément avec les nôtres, et contenant des conditions analogues. M. le Prince Gortschakoff nous désignait ces deux pièces, et surtout la dernière, comme renfermant d'amples détails sur les vues de sa cour, et qui s'y trouvaient consignées avec tous les développements comportés par la question.

Nous avons été ainsi naturellement amenés à examiner, d'accord avec les cabinets de Londres et de Paris, les déclarations de la cour de Russie. Elles nous ont paru répondre à ce que nous attendions de la sagesse et des intentions libérales de l'Empereur Alexandre. Le cabinet de Saint-Petersbourg semblait, en effet, témoigner lui-même du désir de procéder à un échange d'idées sur les moyens les plus propres à atteindre le but commun de nos vœux. L'Autriche, la France et la Grande-Bretagne se trouvaient donc invitées, en quelque sorte, à formuler leurs vœux d'une manière plus précise et à s'en expliquer avec le Gouvernement russe.

Animés de l'esprit de conciliation qui a présidé à notre première démarche, nous n'avons pas hésité à suivre la voie qui nous était indiquée. Nous avons, en conséquence, recherché les conditions auxquelles, selon nous, la tranquillité et la paix pouvaient être rendues au Royaume de Pologne, et nous sommes arrivés à résumer ces conditions dans les six points suivants, que nous recommandons à la considération du cabinet de Saint-Petersbourg :

- 1° Amnistie complète et générale ;
- 2° Représentation nationale, participant à la législation du pays, et possédant des moyens de contrôle efficaces ;
- 3° Polonais nommés aux fonctions publiques, de manière à former une administration distincte, nationale et inspirant de la confiance au pays ;
- 4° Libéré de conscience pleine et entière, et suppression des restrictions apportées à l'exercice du culte catholique ;
- 5° Usage exclusif de la langue polonaise comme langue officielle de l'administration, de la justice et de l'enseignement ;
- 6° Établissement d'un système de recrutement régulier et légal.

Plusieurs des dispositions de ce programme font déjà partie du plan de conduite que le cabinet de Saint-Petersbourg s'est tracé; d'autres contiennent des avantages qu'il a promis ou laissé espérer; aucune, enfin, ne dépasse la mesure de ce qu'ont stipulé les traités en faveur des Polonais.

Nous aimons donc à nous persuader que ces propositions seront accueillies par la Cour de Russie comme des bases pouvant servir de point de départ à cet échange d'idées auquel elle s'est montrée disposée.

A en juger par un passage de la dépêche du prince Gortschakoff au baron Brunnow, le cabinet de Saint-Petersbourg semble admettre l'intérêt qu'auraient toutes les Puissances signataires de l'acte général du Congrès de Vienne à participer à des délibérations concernant le pays désigné dans cet acte sous le nom de duché de Varsovie.

Nous n'aurions point d'objection, pour notre part, contre une pareille forme de négociations, et nous serions prêts à accepter des pourparlers ou des conférences entre les huit Puissances signataires de l'acte général du Congrès de Vienne, si la Russie en reconnoît l'opportunité, afin de discuter le développement et l'application du programme que nous avons formulé plus haut.

Lorsque nous vous adressions, Monsieur le Comte, notre dépêche du 12 avril, nous nous affligions des effets d'une lutte sanglante, dont le contre-coup se faisait sentir sur le territoire autrichien, et qui devenait ainsi une source de calamités pour les sujets de l'Empereur, notre auguste Maître.

Nous éprouvons une vive douleur de la prolongation de semblables conflits. Guidés par des considérations d'humanité, non moins que par les intérêts spéciaux de l'Autriche, nous formons des vœux sincères pour que la sagesse du Gouvernement russe et les efforts conciliants des Puissances, qui lui offrent leur concours, parviennent à arrêter une déplorable effusion de sang. Nous aimons à croire que les sentiments généreux de l'Empereur Alexandre aideront puissamment à atteindre ce résultat qui, s'il pouvait être obtenu, faciliterait beaucoup la tâche des cabinets dans les conférences.

Nous serons heureux que la résolution à laquelle s'arrêtera la cour de Russie soit en harmonie avec les grands intérêts que de puissants motifs nous ont portés à recommander à sa sollicitude éclairée.

En faisant entrer une question aussi épineuse que celle qui nous occupe aujourd'hui dans la voie d'une discussion amiable, on lui préparera une solution à la fois pacifique et digne des sentiments dont s'inspirent les cabinets.

Vous voudrez bien, monsieur le Comte, donner lecture de cette

dépêche à M. le prince Gortschakoff, et je vous autorise même à lui en laisser copie.

Recevez, etc.

Signé : RECHBERG.

N° 24. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, en date de Paris, le 29 juin 1863.

Monsieur, les cours de France, d'Angleterre et d'Autriche, aussitôt après avoir reçu les réponses du cabinet de Saint-Petersbourg à leurs communications du 10 avril dernier, ont échangé leurs idées sur les nouvelles démarches qu'elles avaient à concerter ensemble. Guidées par le sincère désir de maintenir l'entente établie entre elles, et d'ouvrir le plus tôt possible la voie à une discussion amiable de la question polonaise, elles sont tombées d'accord pour proposer à la Russie un programme qui pourrait immédiatement servir de point de départ à une négociation, s'il était accepté par cette puissance.

Les dépêches où il est retracé sont maintenant parvenues à Saint-Petersbourg, et je vous envoie, uniquement d'ailleurs pour votre information, une copie de celle que j'ai adressée à M. le duc de Montebello. Les six points qui formeraient le sujet du débat, et qui devraient recevoir tous les développements qu'ils comportent, sont reproduits en termes entièrement identiques dans la dépêche du principal secrétaire d'État de S. M. Britannique à son ambassadeur à la cour de Russie. La même identité existe à cet égard entre le langage de la France et de l'Angleterre et celui du cabinet de Vienne, sauf une nuance de forme, en ce qui concerne la rédaction du second point.

Les Puissances, dans un sentiment d'humanité et dans l'intérêt des négociations elles-mêmes, ont pensé qu'il importait de voir cesser l'effusion du sang. La violence croissante de la lutte et les calamités dont le récit nous arrive chaque jour n'ont pas seulement pour effet d'émouvoir profondément l'Europe; elles réagiraient sur les délibérations, elles en troubleraient le calme et pourraient en compromettre le résultat. Les cabinets se sont donc entendus pour suggérer l'idée d'une trêve dont l'initiative serait laissée à l'Empereur de Russie et que les Polonais devraient observer sous leur responsabilité. Si le Gouvernement autrichien n'appuie pas sur ce point aussi fermement que le cabinet de Londres et nous, il exprime la même pensée sous la forme d'un vœu.

Enfin, les trois cours demandent unanimement la réunion d'une conférence. Ayant considéré, dès le principe, l'affaire de Pologne comme une question d'intérêt européen, nous eussions désiré qu'elle

fût traitée dans un Congrès de toutes les puissances; mais, l'Autriche et la Grande-Bretagne étant d'avis que les gouvernements signataires de l'acte général de Vienne soient seuls appelés à prendre part à ces négociations, nous nous sommes ralliés à leur opinion pour faciliter l'entente. Nous proposons d'un commun accord à la Russie une conférence formée des huit puissances qui ont participé au Traité du 9 juin 1815.

Les bases résumées dans les six points de notre programme sont le témoignage incontestable de l'esprit de conciliation des trois cabinets. Notre unique crainte est que les concessions qu'elles impliquent ne répondent pas assez aux nécessités d'une situation de jour en jour plus grave. Quel que soit, toutefois, notre sentiment sur les véritables conditions du rétablissement de l'ordre et de la paix en Pologne, nous n'avons pas voulu, en insistant pour obtenir une solution plus conforme à notre manière de voir, retarder le bien qui peut se faire, dès à présent, si la Russie consent à déférer au vœu des Puissances, et il ne dépendra pas de nous, dans ce cas, que les conférences qui s'ouvriront ne conduisent à des arrangements acceptables pour toutes les parties. Nous avons, au surplus, la confiance que l'Europe, qui a rendu justice à notre première démarche, trouvera dans notre dernière communication, lorsqu'elle lui sera connue, une nouvelle preuve de la modération du Gouvernement de l'Empereur ainsi que de la sollicitude de Sa Majesté pour les grands intérêts qui sont liés au règlement des affaires de Pologne.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

N° 22. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, à Londres, et au duc de Grammont, à Vienne, en date de Paris, le 20 juin 1863.

Monsieur, dès que nous avons été appelés à nous occuper des affaires de Pologne, l'Empereur a pensé que le point de départ de toute action officielle devait être une entente préalable entre les cours de France, d'Angleterre et d'Autriche. Cette entente, aux yeux de Sa Majesté, était à la fois un gage de modération et de force. Et en effet, en même temps qu'elle place les trois cabinets dans la nécessité de procéder par voie de transaction entre les idées qui leur sont propres, elle ajoute à l'autorité de leur langage en les montrant unies dans la poursuite d'un même but. La Russie peut, d'ailleurs, déférer plus facilement aux vœux des trois Puissances qu'aux représentations d'une seule. Enfin cet accord est par lui-même la garantie d'une solution conforme aux vues d'intérêt général, qu'il importe de faire prévaloir dans les arrangements définitifs.

Ce concert a présidé à la première démarche des cabinets à Saint-Petersbourg. Il vient de se manifester de nouveau dans leurs dernières communications. A mesure que nous approchons du moment d'entrer en délibération avec la cour de Russie, nous devons attacher plus de prix à maintenir cette solidarité nécessaire au succès de nos efforts, et qui est, d'autre part, une condition de sécurité pour celle des trois Puissances que sa situation géographique expose plus directement au contre-coup des événements.

Nos propositions arrivent en ce moment à Saint-Petersbourg. Rien ne nous assure qu'elles y seront agréées. Elles peuvent éprouver un refus ou recevoir une adhésion incomplète. Fussions-nous certains d'un assentiment sans réserves, nous aurions encore à prévoir le cas où, accueillant d'abord notre programme, le cabinet russe soulèverait dans le cours de la délibération des difficultés qui la rendraient stérile ou qui en retarderaient indéfiniment l'issue.

La dignité des Puissances et la gravité des intérêts dont elles sont chargées leur font un devoir de se préoccuper dès à présent de cette éventualité. En ce qui nous concerne, il nous a semblé qu'il y aurait lieu pour elles de s'entendre sur la conduite à tenir dans la prévision d'un refus immédiat de la cour de Russie ou d'un résultat négatif des conférences.

Si les délibérations amenaient une solution satisfaisante, nous n'aurions qu'à nous féliciter de voir les précautions que notre prévoyance nous aurait dictées, rendues désormais inutiles. Si, au contraire, les résistances auxquelles il est sage de s'attendre venaient à se produire, elles nous trouveraient préparés à faire face, sans perte de temps, à toutes les nécessités de la situation. L'Empereur a donc jugé qu'il serait utile et opportun de resserrer encore les liens qui nous unissent, et de donner à notre entente un caractère en rapport avec les circonstances dans lesquelles nous sommes exposés à nous trouver d'un moment à l'autre.

La France, l'Angleterre et l'Autriche pourraient, à cet effet, convenir de la rédaction d'un acte diplomatique auquel elles donneraient la forme d'une convention ou d'un protocole. Elles en puiseraient les éléments dans les considérations d'intérêt général qui les dirigent. Animées d'un égal désir de régler la question de Pologne en concourant à placer ce pays dans les conditions d'une paix durable, elles déclareraient qu'elles unissent leurs efforts afin d'arriver à ce but. Elles ajouteraient qu'elles attendent l'aplanissement des difficultés actuelles d'une discussion amiable et du seul emploi des moyens diplomatiques : en se réservant, toutefois, d'examiner d'un commun accord les résolutions qu'elles auraient à prendre dans le cas où elles ne parviendraient point, par les seules voies de la persuasion, à provoquer de la

part de la Cour de Russie les concessions nécessaires pour rétablir un ordre de choses stable et régulier en Pologne.

Si les cabinets de Londres et de Vienne, comme nous aimons à l'espérer, partageaient notre manière de voir, nous serions disposés à nous concerter sans retard pour la rédaction de cet acte. Je vous invite à en informer lord Russell et M. le comte de Rechberg, en insistant auprès de lui sur la force morale que cet accord donnerait à l'action des Puissances et sur les nouvelles garanties de paix qu'il renfermerait pour l'Europe comme pour chacun des cabinets alliés. Vous voudrez bien me faire connaître le plus tôt possible l'accueil que cette proposition aura rencontré auprès du Gouvernement de S. M. Britannique et de celui de S. M. I. et R. Apostolique.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

N^o 25. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris, en date de Saint-Petersbourg, le 1^{er}/13 juillet 1863.

Monsieur le Baron, j'ai reçu de M. le Duc de Montebello communication de la dépêche ci-jointe en copie de M. le Ministre des Affaires étrangères de France.

Nous avons apprécié les sentiments qui avaient porté le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français à nous faire parvenir ses vœux en faveur d'un prompt apaisement des troubles qui agitent le royaume de Pologne. Nous nous félicitons de voir que le cabinet des Tuileries rend également justice à la pensée dont nous nous sommes inspirés en répondant à sa première démarche.

Cette pensée, Monsieur le Baron, ne partait pas seulement du désir de satisfaire à un vœu qui nous était exprimé sous la forme la plus amicale. Elle nous était, en outre, dictée par le sentiment de la solidarité morale qui existe entre les grandes Puissances, en face de l'action de plus en plus évidente des éléments révolutionnaires de tous les pays qui se concentre aujourd'hui dans le Royaume de Pologne et constitue le caractère européen de la question.

Nous devons d'autant plus fixer sur cet objet l'attention du Gouvernement de l'Empereur Napoléon, que l'un des principaux foyers de cette émigration se trouve à Paris même. L'émigration polonaise, profitant de ses relations sociales, y a organisé une vaste conspiration, destinée d'un côté à égarer l'opinion publique en France par un système de diffamation et de calomnies sans exemple, de l'autre à alimenter les désordres dans le Royaume, soit par des secours matériels, soit par la terreur d'un comité occulte, soit surtout en propa-

geant la conviction d'une intervention active du dehors en faveur des aspirations les plus insensées de l'insurrection.

Cette influence est aujourd'hui la principale source d'une agitation qui, sans elle, se serait éteinte sous l'action des lois, devant l'indifférence ou la répulsion des masses. C'est donc là qu'il faut chercher la cause morale qui tend à prolonger le pénible état de choses dont, comme nous, le Gouvernement français appelle de ses vœux la prompte cessation au nom de la paix et de l'humanité. Nous aimons à croire qu'il ne permettra pas qu'on fasse abus de son nom au profit de la révolution en Pologne et en Europe.

Ces considérations, monsieur le Baron, déterminent le caractère de l'invitation que nous avons adressée au cabinet des Tuileries; elles définissent également l'objet et la portée de l'échange d'idées auquel nous l'avons convié. Lorsque l'ordre est gravement troublé dans un pays, les États voisins ne sauraient y rester indifférents, les autres Puissances peuvent sans aucun doute s'y intéresser en vue de la sécurité générale. Mais un droit positif à cet égard ne saurait se fonder que sur les stipulations des traités existants. C'est pourquoi nous devons exclure même d'un échange d'idées amical, que nous sommes disposés à poursuivre, toute allusion à des parties de l'Empire russe auxquelles ne s'applique aucune stipulation particulière d'un acte international quelconque.

En ce qui concerne le royaume de Pologne, M. le Ministre des Affaires étrangères est entré dans nos vues en nous communiquant ses idées sur les moyens qui, à son avis, pourraient amener la pacification du pays. Nous constatons avec satisfaction que ces idées sont dans la direction des intentions de S. M. l'Empereur, telles que je les ai exposées dans ma dépêche du 14/26 avril, adressée à M. le baron Brunnow, et dont Votre Excellence a été chargée de remettre une copie à M. Drouyn de Lhuys.

M. le Ministre des Affaires étrangères de France reconnaît lui-même que plusieurs de ces mesures font partie du plan que notre auguste Maître s'est tracé. J'ajouterai que la plupart se trouvent déjà ou décrétées par les ordres de l'Empereur, ou préparées par les développements ultérieurs que Sa Majesté s'est réservés et dont la pensée a été nettement indiquée.

Je dois néanmoins rappeler que l'expérience a démontré jusqu'à l'évidence combien il serait illusoire de compter sur l'efficacité de ces combinaisons pour pacifier moralement le royaume de Pologne, avant que l'ordre matériel et le respect de l'autorité n'aient été rétablis.

Aussi longtemps que dureront les désordres actuels, aussi longtemps surtout que subsistera l'espoir d'une intervention du dehors, qui est le plus puissant mobile de l'insurrection, cette situation aura

inévitablement pour effet, d'une part, d'entraver sérieusement l'application de toutes les mesures prises par le Gouvernement impérial, et, d'autre part, de les faire rejeter par les insurgés polonais, lors même qu'elles recevraient toute l'extension indiquée par M. le Ministre des Affaires de France. Ce ne sont certainement pas les nuances plus ou moins prononcées que les six articles mentionnés dans la dépêche de M. Drouyn de Lhuys apportent dans l'amnistie, l'autonomie administrative et la représentation nationale déjà introduites en partie dans le Royaume, qui feront tomber les armes des mains des insurgés. Ils y verront plutôt un pas de plus vers le but constant de leurs espérances et de leurs efforts, qui est d'amener les sympathies qu'on leur témoigne au dehors à une intervention active en faveur de leurs aspirations les plus exagérées. Ils y verront, par conséquent, un encouragement à persévérer dans leur attitude actuelle. La conclusion qu'ils en tireront serait diamétralement contraire au résultat qu'on se propose. Elle tendrait à prolonger et à envenimer la situation pénible à laquelle la sollicitude du Gouvernement français, comme celle du cabinet impérial, aspire à mettre promptement un terme.

Nous trouvons, en outre, dans la dépêche de M. Drouyn de Lhuys deux autres idées : celle d'une pacification provisoire fondée sur le maintien du *statu quo* militaire, et celle d'une conférence des huit Puissances signataires de l'acte général de Vienne du 27 mai/9 juin 1815.

Quant à la première, quelque ardent que soit notre désir de voir cesser l'effusion du sang, nous avons quelque peine à nous rendre un compte exact de la valeur pratique de cette combinaison. Nous croyons que le Gouvernement français n'éprouverait pas moins de difficulté que nous à préciser le caractère, la portée et le mode d'exécution d'une négociation quelconque ayant pour but de déterminer un *statu quo* militaire qui ne saurait évidemment exister entre un Gouvernement légalement constitué, appuyé sur une armée régulière, et un comité occulte fondé sur le terrorisme procédant par des crimes et servi par des bandes de rebelles, dispersées dans les forêts. Entre de semblables éléments, il n'y a qu'une transaction qui soit compatible avec les nécessités de l'ordre, la dignité de l'Empereur et les sentiments de la nation et de l'armée russes, c'est la soumission des insurgés. Lorsqu'elle aura eu lieu, notre auguste Maître consultera les inspirations de sa clémence, sans autres limites que les plus stricts devoirs du souverain.

Quant à la seconde combinaison, celle d'une conférence, nous ne contestons nullement aux Puissances signataires de l'acte général de Vienne du 27 mai/9 juin 1815 le droit d'interpréter, selon leur propre conviction, les termes de la sanction à laquelle elles ont concouru.

Bien que tout ait été dit sur l'article 1^{er} de ce traité sans amener de résultat pratique, nous sommes toujours disposés à accueillir dans un esprit de conciliation et d'égards les idées qui nous seraient communiquées dans la voie ordinaire des relations diplomatiques.

Mais l'appel d'une conférence dépasserait de beaucoup les bornes de ce droit d'interprétation. Une pareille réunion ayant pour objet l'examen de questions qui se rattachent aux détails les plus intimes de l'administration intérieure, constituerait une ingérence directe qu'une grande Puissance pourrait d'autant moins admettre qu'elle n'est ni dans l'esprit ni dans la lettre des traités existants. Bien loin, dès lors, de pouvoir contribuer au but de pacification quel'on se propose, elle ne ferait que rendre les insurgés plus intraitables, et le Gouvernement moins respecté.

La marche qui a été suivie en 1815 nous semble indiquer assez clairement la nature des délibérations qui peuvent s'établir sur des questions touchant, d'un côté, à un intérêt général, et, de l'autre, à des détails administratifs du domaine exclusif des États souverains limitrophes. A cette époque, une distinction a été pratiquement établie entre ces deux catégories d'intérêts. Les derniers ont fait l'objet de négociations séparées de la part des cours de Russie, d'Autriche et de Prusse, entre lesquelles les traditions de l'histoire, un contact permanent et un voisinage immédiat créaient une étroite solidarité. Tous les arrangements destinés à régler l'administration intérieure et les rapports mutuels des territoires polonais placés, lors du Congrès de Vienne, sous leur dénomination respective, ont été consignés dans des traités séparés conclus directement entre ces trois cours le 21 avril-3 mai 1815. Ils ont été successivement complétés par une série de conventions spéciales toutes les fois que les circonstances l'ont exigé. Les principes généraux mentionnés dans ces traités et qui pouvaient intéresser l'Europe ont seuls été insérés dans l'acte du Congrès de Vienne, revêtu le 27 mai/9 juin de la signature de toutes les Puissances appelées à y concourir.

Aujourd'hui ces principes généraux ne sont pas en question. Mais les détails administratifs et les arrangements intérieurs fourniraient utilement matière à des pourparlers entre les trois Cours, afin de mettre la position respective de leurs possessions polonaises, auxquelles s'étendent les stipulations des traités de 1815, en harmonie avec les nécessités présentes et les progrès du temps. Le cabinet impérial se déclare dès aujourd'hui prêt à entrer dans une semblable entente avec les cabinets de Vienne et de Berlin.

Vous ne sauriez assez le répéter, monsieur le Baron, l'issue de la douloureuse situation qui nous préoccupe, non moins que le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français, doit être cherchée, d'une

part, et surtout dans les vues bienveillantes et éclairées inspirées à notre auguste Maître par la sollicitude que Sa Majesté voue au bien-être du royaume de Pologne, comme à celui du reste de son Empire ; et d'autre part dans l'action solidaire que les grandes Puissances exerceraient moralement, afin de déconcerter les menées du parti qui aspire au bouleversement du continent européen.

En dehors de ces éléments indispensables d'une solution pratique, il ne peut y avoir que des malentendus dangereux pour l'avenir du royaume de Pologne et pour la paix générale, ou bien les coupables manœuvres d'un parti prêt à sacrifier le repos de sa patrie et celui de l'Europe à la réalisation de ses projets chimériques.

Rien ne serait plus préjudiciable à l'œuvre d'ordre et de conciliation qui appelle l'attention des cabinets qu'un désaccord entre eux ; rien ne saurait mieux la servir que leur entente.

C'est pourquoi nous avons exprimé au Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français le désir d'arriver à cette entente par des explications amicales. Les nuances qui séparent nos mutuelles appréciations ne sont pas tellement prononcées que nous devions renoncer à cet espoir. Nous nous plaçons à en trouver un gage de plus dans la sagacité avec laquelle S. M. l'Empereur des Français sait apprécier les intérêts de la France et de l'Europe, non moins que dans la confiance que M. le Ministre des Affaires étrangères de France témoigne à l'égard des dispositions révélées par tous les actes du règne de notre auguste Maître.

Vous voudrez bien donner lecture de la présente dépêche à M. Drouyn de Lhuys, et en laisser une copie entre les mains de Son Excellence.

Recevez, monsieur le Baron, l'assurance de ma haute considération.

Signé : GORTSCHAKOFF.

**N° 24. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunnow,
à Londres, en date de Saint-Petersbourg, 1^{er}/13 juillet.**

Monsieur le Baron, lord Napier a été chargé de me donner lecture et copie de la dépêche ci-jointe de M. le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique.

Nous voyons avec plaisir que, comme nous, lord Russell reconnaît la stérilité d'une controverse prolongée sur la signification de l'article 1^{er} du Traité de Vienne, et que, comme nous aussi, il désire placer la question sur un terrain qui offrirait plus de chances d'arriver à une solution pratique.

Avant d'aborder ce terrain, nous croyons utile d'éclaircir les positions respectives.

Le Cabinet impérial admet en principe le droit de chaque Puissance signataire d'un Traité d'en interpréter le sens selon son point de vue, en tant du moins que cette interprétation reste dans les limites du sens possible d'après le texte même.

En vertu de ce principe, le Cabinet impérial ne conteste ce droit à aucune des huit Puissances qui ont concouru à l'acte général de Vienne de 1815. L'expérience a, il est vrai, démontré que l'exercice de ce droit n'aboutit à aucun résultat pratique. Les essais déjà faits en 1831 n'ont réussi qu'à constater des divergences d'opinion.

Néanmoins, ce droit existe. Il se renferme dans les limites que je viens d'indiquer, et ne saurait recevoir une plus grande extension que du consentement exprès de la partie contractante la plus directement intéressée.

Il dépendait donc du Cabinet impérial de maintenir la stricte application de ce principe, en présence de la démarche faite auprès de lui dans le courant du mois d'avril dernier au sujet des événements du Royaume de Pologne.

Si, en réponse à cette démarche, il a fait un pas de plus, c'est uniquement de son plein gré, dans des vues de conciliation, et pour répondre avec courtoisie à une démarche qui portait le même caractère.

J'ajouterai que c'est aussi parce que, dans les intentions dont S. M. l'Empereur est animé envers ses sujets polonais, il n'y avait aucun motif qui pût nous engager à écarter la lumière.

Cette pensée a été parfaitement définie par Votre Excellence, lorsqu'elle a déclaré à M. le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique que le Cabinet impérial était prêt à entrer dans un échange d'idées sur la base et dans les limites des Traités de 1815.

Cette déclaration, nous la maintenons, et ma dépêche du jour offrira la meilleure preuve que nous persévérons dans les mêmes dispositions.

Ayant ainsi rétabli le véritable et seul caractère de l'invitation que nous avons adressée au Cabinet anglais, nous nous permettrons, à l'exemple de lord Russell, de faire précéder les observations que nous avons à communiquer à Son Excellence, par quelques réflexions en réponse aux questions qu'il a abordées et posées.

Le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique dit que la base de tout Gouvernement est la confiance qu'il inspire aux gouvernés, et que l'ascendant de la loi sur l'arbitraire doit être le fondement de l'ordre et de la stabilité.

Nous souscrivons, *à priori*, à ces principes. Nous rappellerons seulement qu'ils ont pour corollaire indispensable le respect de l'autorité. La confiance qu'un Gouvernement inspire aux gouvernés ne dépend

pas seulement de ses bonnes intentions, mais aussi de la conviction qu'il a le pouvoir de les réaliser.

Si lord Russell affirme que des tumultes partiels, des conspirations secrètes et l'ingérence d'étrangers cosmopolites n'ébranleront pas un Gouvernement fondé sur la confiance et le respect des lois, il reconnaîtra aussi qu'il n'y aurait ni confiance ni légalité possibles si ce Gouvernement admettait qu'une fraction du pays fût induite à chercher en dehors de l'autorité légitimement constituée, dans la rébellion armée avec l'appui de partis hostiles ou étrangers, le bien-être et la prospérité qu'il avouerait ne pas pouvoir réaliser sans les inspirations du dehors.

Lord Russell nous signale six articles qu'il considère comme de nature à préparer la pacification du Royaume de Pologne.

En nous les communiquant, le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique entre partiellement dans le point de vue exposé par ma dépêche du 14 avril.

C'est un échange d'idées, et sous cette forme nous n'avons pas d'objections à y faire.

J'ai clairement indiqué, dans la dépêche à laquelle je me réfère, les germes pratiques posés par notre auguste Maître et les développements que sa pensée se réservait d'y donner quand Sa Majesté en jugerait le moment venu.

En les comparant avec ses propres idées, lord Russell se convaincra que la plupart des mesures qu'il indique sont déjà ou décrétées ou préparées par l'initiative de notre auguste Maître.

M. le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique énonce l'espoir que l'adoption de ces mesures conduirait à une pacification complète et permanente du Royaume de Pologne.

Nous ne saurions partager cet espoir que sous certaines réserves. A notre point de vue, toute réorganisation du Royaume doit être précédée du rétablissement de l'ordre dans le pays. Ce résultat est subordonné à une condition sur laquelle nous avons appelé l'attention du Gouvernement de S. M. Britannique, et qui non-seulement n'est pas remplie, mais n'est pas même abordée dans la dépêche de lord Russell : nous voulons parler de l'assistance matérielle et des encouragements moraux que l'insurrection puise au dehors.

Nous ignorons d'après quels renseignements le Gouvernement de S. M. Britannique s'est formé un jugement sur l'état des choses en Pologne. Nous devons présumer que la source n'en est pas impartiale. Nous voyons, en effet, Lord Russell lui-même établir une espèce de parité entre les nouvelles que le *Journal de Saint-Petersbourg* publie d'après des données fournies sous le contrôle et la responsabilité des agents reconnus du Gouvernement et les informations de tout genre

que les journaux de Londres empruntent, sans discernement ni garantie aucune, aux publications les plus suspectes de la presse révolutionnaire polonaise.

La confiance qu'inspirent ces publications a plus d'une fois donné lieu à des déclarations qui, malgré les démentis formels que les événements leur donnent journellement, ont contribué à fausser l'opinion en Angleterre.

C'est ainsi que se sont propagés, à l'égard des braves soldats russes qui remplissent en Pologne un pénible devoir avec dévouement et abnégation, des calomnies et des outrages que toute la Russie a ressentis avec une profonde indignation.

Si lord Russell était exactement informé de ce qui se passe dans le Royaume de Pologne, il saurait comme nous que, partout où la rébellion armée a cherché à prendre un corps, à se donner une tête visible, elle a été écrasée. Les masses y sont restées étrangères; la population rurale s'y montre même hostile, parce que les désordres qui font vivre les agitateurs ruinent les classes laborieuses. L'insurrection ne se soutient que par un terrorisme sans précédent dans l'histoire. Les bandes se recrutent principalement d'éléments étrangers au pays. Elles se rassemblent dans les bois, se dispersent au premier choc pour se réunir ailleurs. Lorsqu'elles sont serrées de trop près, elles passent la frontière pour rentrer dans le pays sur un autre point.

Politiquement, c'est une mise en scène destinée à agir sur l'Europe. Le mot d'ordre des comités directeurs du dehors est de maintenir à tout prix l'agitation, afin d'alimenter les déclamations de la presse, d'abuser l'opinion publique et de peser sur les Gouvernements, en fournissant l'occasion et le prétexte d'une intervention diplomatique qui amènerait une action militaire.

Tout l'espoir de l'insurrection armée est là; c'est le but auquel elle travaille depuis son origine.

Lord Russell reconnaîtra que dans cette situation les mesures qu'il nous recommande trouveraient difficilement une application pratique. La plupart, je le répète, sont déjà décrétées; l'état du pays en a jusqu'à présent paralysé l'exécution. Tant que cet état subsistera, les mêmes causes produiront les mêmes effets. La présence de bandes en armes, le terrorisme du comité central et l'apparence d'une pression directe du dehors ôteraient d'ailleurs à ces mesures l'opportunité, la dignité et l'efficacité qu'on avait pu se promettre de leur adoption spontanée.

Nous irons plus loin. Lors même qu'elles pourraient être mises à exécution avec toute l'extension que leur attribue la pensée du principal secrétaire de S. M. Britannique, elles n'auraient aucune chance d'atteindre le résultat qu'il a en vue, celui de pacifier le pays.

Si lord Russell suit attentivement les productions de la presse dévouée aux intérêts de la rébellion polonaise, il doit savoir que les insurgés ne demandent ni une amnistie, ni une autonomie, ni une représentation plus ou moins complète. L'indépendance absolue du Royaume ne serait même pour eux qu'un échelon pour arriver au but final de leurs aspirations. Ce but, c'est la domination sur des provinces où l'immense majorité est russe de race et de croyance; en un mot, c'est la Pologne jusqu'aux deux mers, qui entraînerait inévitablement la revendication des Provinces polonaises appartenant à d'autres Puissances voisines.

Nous ne voulons porter aucun jugement sur ces aspirations. Il nous suffit de constater qu'elles existent, et que les insurgés polonais ne les dissimulent point. Le résultat final auquel elles aboutiraient ne saurait être douteux. Ce serait une conflagration générale, que viendraient compliquer les éléments de désordre répandus dans tous les pays, et qui cherchent une occasion favorable pour bouleverser l'Europe.

Nous avons trop de confiance dans la droiture du principal secrétaire d'État de S. M. Britannique pour admettre qu'il puisse approuver un but aussi inconciliable avec la paix et l'équilibre européen, auxquels sont liés les intérêts de la Grande-Bretagne, qu'avec le maintien des Traités de 1815, qui sont la seule base et le seul point de départ de la démarche qu'il vient de faire auprès de nous.

Lord Russell cite un passage, rapporté par lord Castlereagh, d'un entretien que cet homme d'État eut avec l'Empereur Alexandre I^{er} en 1815, et qui mentionne le plan formé par ce souverain de réunir le duché de Varsovie « avec les provinces polonaises anciennement démembrées en un royaume sous la souveraineté de la Russie, avec « une administration nationale sympathique aux sentiments du « peuple¹ »

1. Dans un volumineux recueil que vient de publier, en 2 volumes de 2200 pages, le comte d'Angeberg, sous ce titre : *Le Congrès de Vienne et les Traités de 1815*, se trouvent toutes les pièces relatives à la formation du royaume de Pologne, ainsi que les discussions auxquelles la question polonaise a donné lieu.

Voici la Nomenclature de ces pièces avec l'indication des pages du Recueil.

1814.		1815.	
Oct. 4.	Memorandum Castlereagh.. 265	Janv. 3.	Conférence des quatre
— 12.	Lettre Castlereagh à Alexandre..... 280	— —	Cours..... 1874
— 12.	Memorandum Castlereagh.. 283	— 9.	Conférence des quatre
— 14.	<i>Id.</i> 291	—	Cours..... 1879
— 30.	Lettre Alexandre à Castlereagh..... 350	—	Réponse de la Russie au
— 30.	Memorandum russe..... 352	— 12.	contre-projet autrichien.. 1880
Nov. 2.	Note Metternich à Hardenberg..... 379	— 19.	Note-circulaire Castlereagh 794
— 4.	Lettre Castlereagh à Alexandre..... 393	— 30.	Réponse de la Russie à
— 7.	Memorandum Hardenderg à	—	Castlereagh..... 797
		—	Réponse Hardenberg à Castlereagh..... 801
		Fév. 11.	Conférence des 5 Puissances 772

Cette pensée était une disposition passagère de l'Empereur Alexandre I^{er}, et que ce souverain n'a pas réalisée lorsqu'il a pu peser plus mûrement les intérêts de son Empire. En tous cas, cette question doit rester exclue même d'un échange d'idées renfermé dans les limites des traités de 1815.

La seule stipulation de ces traités qui ait pu faire mettre en doute que l'Empereur de Russie possédât le royaume de Pologne au même titre que ses autres possessions, la seule qui ait pu faire rattacher ses droits à une condition quelconque et qui explique la possibilité d'un échange d'idées avec des Cours étrangères sur ses rapports avec cette partie de ses domaines, est la phrase vague de l'article 1^{er}, exprimant :

« Que l'Empereur de Russie se réserve de donner à cet État, jouissant d'une administration distincte, l'extension intérieure qu'il jugera convenable. »

Et celle exprimant :

« Que les Polonais sujets respectifs des Hautes Parties contractantes obtiendront une représentation et des institutions nationales, réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des Gouvernements auxquels il appartient jugera utile et convenable de leur accorder. »

Mais l'histoire de cette époque n'est pas assez reculée pour qu'on ait perdu la mémoire de la position que la Russie occupait au sortir de la crise européenne terminée par le traité de Vienne.

Dès lors, nous ne serions pas éloignés de la vérité si nous affirmions que la rédaction de l'article 1^{er} du traité de Vienne est émanée de l'initiative personnelle de S. M. l'Empereur Alexandre I^{er}. L'entretien avec lord Castlereagh cité par lord Russell en est un indice de plus.

1814.		1815.		
	Castlereagh.....	40	— 21. — — 795	
— 12.	Metternich à Hardenberg, propositions à la Russie..	41	— 21. Réponse Autriche aux notes du 12 et 19 janvier.....	799
— 21.	Lettre d'Alexandre à Castlereagh.....	450	Avril 3. Conférence des 5 Puissances	1012
— 21.	Memorandum russe.....	450	— 10. — —	1054
Déc. 2.	Note Hardenberg à Metternich.....	1941	Réponse de la Russie à la Saxe sur Varsovie.....	1059
— 10.	Metternich à Hardenberg sur Cracovie.....	505	Mai 3. Autriche, Russie. Traité..	1146
— 16.	Hardenberg à Alexandre sur Varsovie.....	531	— 3. Prusse, Russie. Traité.....	1154
— 16.	Note Hardenberg à Metternich.....	1952	— 3. Autriche, Prusse, Russie. Traité pour Cracovie....	1165
— 30.	Conférence des quatre Cours.....	1869	— 3. Constitution de Cracovie..	1171
— —	Projet de convention Rasoumofsky.....	1869	— 15. Prise de possession de Posen par la Prusse.....	1189
			— 22. Renonciation de la Saxe au duché de Varsovie.....	1215
			— 25. Proclamation d'Alexandre.	1224
			Juin 9. Art. I. Acte final du Congrès. — Varsovie.....	1389
			Art. II. Acte final du Congrès. — Posen.....	1391

D'après ce qui précède, M. le principal secrétaire d'Etat de S. M. Britannique nous dispensera de répondre à la combinaison d'une suspension d'hostilités. Elle ne résisterait pas à un examen sérieux des conditions nécessaires pour sa mise en pratique. Si l'on voulait définir entre qui elle serait négociée, de quelle nature serait le *statu quo* qu'elle aurait à garantir, et qui veillerait à son exécution, on s'apercevrait bientôt que les prévisions du droit public ne sauraient s'appliquer à une situation qui en est la violation flagrante.

S. M. l'Empereur doit à sa fidèle armée, qui lutte pour le maintien de l'ordre; à la majorité paisible des Polonais, qui souffrent de ces déplorables agitations; à la Russie, à laquelle elles imposent des sacrifices pénibles, de prendre des mesures énergiques pour les faire cesser. Si désirable qu'il soit de mettre promptement un terme à l'effusion du sang, ce but ne peut être atteint que si les insurgés mettent bas les armes en se confiant à la clémence souveraine. Toute autre combinaison serait incompatible avec la dignité de notre auguste Maître et avec les sentiments de la nation russe.

Elle aboutirait d'ailleurs à un résultat diamétralement opposé à celui que recommande lord Russell.

Quant à l'idée d'une conférence des huit Puissances signataires du traité de Vienne, qui aurait à délibérer sur les six articles adoptés comme bases, elle nous présente des inconvénients sérieux, sans que nous puissions en déduire aucune utilité.

Si les mesures dont il s'agit sont suffisantes pour la pacification du pays, une conférence serait sans objet. Si ces mesures devaient être soumises à des délibérations ultérieures, il en résulterait une ingérence directe des Puissances étrangères dans les détails les plus intimes de l'administration, ingérence qu'aucune grande Puissance ne pourrait admettre, et que certainement l'Angleterre n'accepterait pas dans ses propres affaires.

Une pareille ingérence ne serait ni dans l'esprit ni dans la lettre des traités de Vienne, sur la base desquels nous avons convié les Puissance à un échange d'idées amical. Elle aurait pour résultat d'éloigner encore d'avantage le but qu'elles se proposent, en dépouillant le Gouvernement de son prestige et de son autorité, et en accroissant d'autant plus les prétentions et les illusions des agitateurs polonais.

La marche qui a été suivie en 1815 nous semble indiquer assez clairement la nature des délibérations qui peuvent s'établir sur des questions touchant d'un côté à l'intérêt général, et de l'autre à des détails administratifs du domaine exclusif des États souverains limitrophes. A cette époque, une distinction a été pratiquement établie entre ces deux catégories d'intérêts : les premiers ont fait l'objet de négociations séparées de la part des cours de Russie, d'Autriche et de

Prusse, entre lesquelles les traditions de l'histoire, un contact permanent et un voisinage immédiat créaient une étroite solidarité. Tous les arrangements destinés à régler l'administration intérieure et les rapports mutuels des territoires placés, lors du Congrès de Vienne, sous leur domination respective, ont été consignés dans des traités séparés conclus directement entre ces trois Cours, le 21 avril/3 mai 1815. Ils ont été successivement complétés par une série de conventions spéciales toutes les fois que les circonstances l'ont exigé. Les principes généraux mentionnés dans ces traités, et qui pouvaient intéresser l'Europe, ont seuls été insérés dans l'acte du Congrès de Vienne, revêtu, le 27 mai/3 juin, de la signature de toutes les Puissances appelées à concourir.

Aujourd'hui ces principes généraux ne sont pas en question ; mais les détails administratifs et les arrangements intérieurs fourniraient utilement matière à des pourparlers entre les trois Cours, afin de mettre la position respective de leurs provinces polonaises, auxquelles s'étendent les stipulations des traités de 1815, en harmonie avec les nécessités présentes et les progrès du temps. Le cabinet impérial se déclare, dès aujourd'hui, prêt à entrer dans une semblable entente avec les cabinets de Vienne et de Berlin.

Dans tous les cas, le rétablissement de l'ordre est une condition indispensable, qui doit précéder toute application sérieuse des mesures destinées à la pacification du royaume.

Cette condition dépend beaucoup de la résolution des grandes Puissances de ne point se prêter aux calculs que les fauteurs de l'insurrection polonaise fondent ou accréditent sur une intervention en faveur de leurs aspirations exagérées.

Un langage net et catégorique de la part des Puissances contribuerait à dissiper ces illusions et à déjouer ces calculs qui tendent à prolonger le désordre et l'excitation des esprits.

Elles accéléreraient par là le moment que nous appelons de nos vœux, celui où l'apaisement des passions et le retour de l'ordre matériel permettront à mon auguste Maître de travailler à la pacification morale du pays en mettant à exécution les mesures que Sa Majesté maintient, et dans les germes déjà posés, et dans les développements qu'elle a fait pressentir.

Votre Excellence voudra bien donner lecture et laisser copie de la présente dépêche à M. le principal secrétaire de Sa Majesté Britannique.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

**N° 25. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine, à Vienne,
en date de Saint-Petersbourg, 1^{er}/13 juillet 1863.**

D'ordre de son gouvernement, M. le chargé d'affaires d'Autriche m'a donné lecture et laissé copie de la dépêche ci-jointe de M. le comte de Rechberg.

Dès le début des troubles du royaume de Pologne, nous avons compris le juste intérêt que le gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique devait prendre à des faits qui se passaient dans son voisinage immédiat et pouvaient réagir sur la tranquillité de ses provinces polonaises. Quoique jusqu'à présent l'insurrection ait concentré tous ses efforts dans le royaume et que ce soient plutôt les éléments de désordre renfermés dans les provinces limitrophes appartenant à d'autres puissances qui ont reflué vers ce foyer d'incendie et y ont apporté de nouveaux aliments, la plus simple prévoyance suffisait pour indiquer que ces déplorables événements ne pouvaient recevoir aucune solution qui n'intéressât à un égal degré les États voisins.

Aussi nous sommes-nous empressés de convier le cabinet de Vienne à un échange d'idées. Nous voyons avec une vive satisfaction qu'il ne s'est pas mépris sur ce désir d'une entente amicale fondée sur nos intérêts communs en face d'éventualités prévues par les auteurs de l'insurrection, et qui, malgré le voile transparent dont ils couvrent leurs menées, tendent à des conséquences qui pourraient affecter finalement l'intégrité même des États de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

M. le comte de Rechberg recommande à la considération du cabinet Impérial quelques mesures qui, à son avis, pourraient amener la pacification du royaume de Pologne. Son Excellence est trop au courant de l'état actuel des choses dans ce pays pour que j'aie besoin de signaler à son attention que plusieurs de ces mesures existent déjà et que les autres renferment des principes généraux qui ne sont pas contraires, dans leurs traits essentiels, aux développements que notre auguste maître s'est réservé de donner aux institutions actuelles du royaume lorsque Sa Majesté en jugera le moment venu.

M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche constate d'ailleurs lui-même que la plupart de ces idées rentrent dans le plan que S. M. l'Empereur s'est tracé ; mais Son Excellence reconnaîtra sans doute aussi qu'elles ne sauraient être appliquées avec quelque chance de succès avant que l'ordre matériel ne soit établi, M. le comte de Rechberg comprendra certainement qu'aussi longtemps que cette condition indispensable à l'action salutaire du gouvernement n'aura pas été remplie, toute tentative d'organisation du royaume échouera, d'une

part, devant les mêmes obstacles que les désordres actuels y ont opposés jusqu'ici, et, d'autre part, devant l'encouragement moral que l'espoir d'une intervention active du dehors doit nécessairement apporter aux aspirations les plus insensées de l'insurrection.

Il dépend beaucoup des grandes puissances de dissiper ces illusions, de déjouer ces calculs et d'accélérer le terme de cette situation, en prenant en sérieuse considération ce côté essentiel de la question, qui en constitue, à notre avis, le danger européen.

Nous serons toujours disposés à échanger nos idées sur cet objet avec chacune d'elles, dans la voie de nos rapports diplomatiques et avec le désir sincère d'arriver à une entente.

Quant à des délibérations en conférence auxquelles participeraient toutes les puissances signataires de l'acte général de Vienne du 27 mai/9 juin 1815, nous ne méconnaissions pas l'intérêt que ces puissances doivent prendre à la situation actuelle de ce pays, en tant qu'elle peut troubler le repos général et l'équilibre fondé par le traité auquel elles ont concouru, nous ne leur contestons pas le droit d'interpréter le sens de cet acte selon leurs propres vues, mais nous ne saurions reconnaître ni l'opportunité, ni l'utilité pratique de soumettre à leurs délibérations des questions qui se rattacheraient aux détails les plus intimes de l'administration du royaume.

Aucune grande puissance ne pourrait accepter cette ingérence directe dans ses affaires intérieures. Elle n'est d'ailleurs ni dans l'esprit ni dans la lettre des traités existants, et ne ferait même que reculer le but de pacification auquel tendent les vœux et les efforts des puissances en accroissant les prétentions des agitateurs polonais de tout ce qu'elle enlèverait de prestige à l'autorité souveraine.

M. le comte de Rechberg, en subordonnant son adhésion éventuelle à une pareille combinaison au consentement préalable du cabinet Impérial, a pressenti lui-même, avec un sentiment d'équité que notre auguste maître a pleinement apprécié, l'impossibilité où nous serions de l'admettre. Nous nous plaçons à reconnaître, dans cette réserve, une nouvelle preuve des dispositions amicales du cabinet de Vienne et un témoignage de la justesse avec laquelle M. le comte de Rechberg apprécie la situation.

La marche qui a été suivie en 1815 nous semble indiquer assez clairement la nature des délibérations qui peuvent s'établir sur des questions touchant d'un côté à un intérêt général, et de l'autre à des détails administratifs du domaine exclusif des États souverains limitrophes. A cette époque, une distinction a été pratiquement établie entre ces deux catégories d'intérêts. Les derniers ont fait l'objet de négociations séparées de la part des Cours de Russie, d'Autriche et de Prusse, entre lesquelles les traditions de l'histoire, un contact per-

manent et un voisinage immédiat créaient une étroite solidarité. Tous les arrangements destinés à régler l'administration intérieure et les rapports mutuels des territoires polonais placés, lors du Congrès de Vienne, sous leur domination respective, ont été consignés dans des traités séparés conclus directement entre ces trois Cours le 21 avril/3 mai 1815.

Ils ont été successivement complétés par une série de conventions spéciales toutes les fois que les circonstances l'ont exigé. Les principes généraux mentionnés dans ces traités, et qui pouvaient intéresser l'Europe, ont seuls été insérés dans l'acte du Congrès de Vienne, revêtu le 27 mai/9 juin, de la signature de toutes les puissances appelées à y concourir.

Aujourd'hui, ces principes généraux ne sont pas en question ; mais les détails administratifs et les arrangements intérieurs fourniraient utilement matière à des pourparlers entre les trois Cours, afin de mettre la position respective de leurs possessions polonaises, auxquelles s'étendent les stipulations des traités de 1815, en harmonie avec les nécessités présentes et les progrès du temps. Le cabinet impérial se déclare dès aujourd'hui prêt à entrer dans une semblable entente avec les cabinets de Vienne et de Berlin.

Notre auguste maître a trop de confiance dans les sentiments et les vues conciliantes de S. M. l'Empereur d'Autriche pour ne pas être persuadé qu'une entente sur ses bases conduirait à des résultats également satisfaisants pour les intérêts mutuels des trois Cours, la prospérité de leurs sujets polonais et les considérations générales qui rattachent ces questions au repos et à l'équilibre de l'Europe.

Veuillez donner lecture de la présente dépêche à M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche et en laisser une copie entre les mains de Son Excellence.

Signé : GORTSCHAKOFF.

N° 26. Dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich, à Paris, et au comte Apponyi, à Londres, en date de Vienne, le 19 juillet 1863.

Voir plus bas, page 319.

N° 27. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, à Londres, en date de Paris, le 20 juillet 1863.

Monsieur le Baron, ainsi que vous le savez déjà, nous avons pensé qu'il serait désirable que les trois Cours s'entendissent pour répondre en termes identiques aux dernières communications de la Russie. Chacun des Cabinets pourrait réfuter, dans une dépêche distincte, les passages des dépêches russes qui le touchent particulièrement. J'ai donc rédigé un projet où j'ai reproduit les observations qui seraient com-

munes aux trois Puissances. Je lui ai donné la forme d'une dépêche ; mais, dans le cas où les deux autres Gouvernements le jugeraient préférable, nous serions disposés à adopter celle d'une Note qui serait signée collectivement par les représentants de la France, de l'Autriche et de la Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 28. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Gramont,
à Vienne, en date de Paris, le 3 août 1863.**

Monsieur le Duc, je n'ai pas à revenir aujourd'hui sur les considérations qui plaident en faveur d'une complète identité de langage dans les réponses des trois Cours aux communications de la Russie. Nos raisons, je le constate avec plaisir, ont été très-bien comprises à Vienne, et je me fais un devoir de reconnaître qu'il n'a pas dépendu du Gouvernement autrichien que notre proposition ne fût adoptée. Elle nous avait été inspirée non-seulement par le désir de rehausser l'autorité de nos démarches en donnant au Cabinet russe une preuve de l'unité de vues qu'il a semblé mettre en doute, mais aussi par le sentiment de la situation particulière de l'Autriche, à laquelle nous jugions équitable de garantir que nous entendions rester solidaires des conséquences d'une politique commune.

Notre proposition n'ayant point été acceptée à Londres, j'ai préparé la dépêche séparée que notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg sera chargé de remettre à M. le prince Gortschakoff. Je la joins à cet envoi, en même temps que le projet anglais qui m'a été communiqué par lord Cowley. Ainsi que je vous l'ai mandé par le télégraphe, la fin de ces deux documents reproduit les derniers paragraphes du projet rédigé d'abord par le Cabinet de Vienne. Adopté par les deux Puissances, il sera certainement, nous devons le croire, conservé dans la réponse définitive de la Cour d'Autriche. Nous désirons que cette identité partielle soit du moins maintenue.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 29. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, à
Saint-Pétersbourg, en date de Paris, le 3 août 1863.**

Monsieur le Duc, lorsque le Gouvernement de l'Empereur, d'accord avec les cabinets de Londres et de Vienne, a résolu d'adresser ses communications du 10 avril et du 17 juin à la cour de Russie, il était guidé par des considérations d'intérêt général d'humanité que nous avons exposées avec une entière franchise. Il avait pour but

d'amener cette Puissance à rechercher les moyens de rétablir la tranquillité sur des fondements durables et de prévenir le retour de perturbations qui n'ont jamais éclaté sans porter le trouble dans tous les esprits en Europe et sans mettre la paix en péril. Le Gouvernement russe avait d'abord semblé reconnaître la légitimité de nos observations. Il nous avait, en quelque sorte, invités à lui présenter nos vues, et nous devons le croire disposé à accepter les délibérations que nous jugions opportun d'ouvrir.

Cette situation nous étant commune avec les Cours d'Angleterre et d'Autriche, nous avons arrêté de concert les bases qui pouvaient servir de point de départ pour les négociations, et le programme sur lequel nous nous sommes entendus, conforme aux principes les plus élémentaires de l'équité, offre un témoignage éclatant de modération.

Aussi avons-nous vu avec autant de surprise que de regret le cabinet de Saint-Petersbourg, modifiant son attitude première, décliner formellement nos ouvertures et y substituer des propositions inadmissibles.

Quel est, en effet, son langage dans les communications par lesquelles il a répondu aux démarches simultanées des trois Puissances?

Suivant M. le Prince Gortschakoff, l'état de la Pologne n'est que la conséquence d'excitations du dehors, sans lesquelles l'agitation serait éteinte sous l'action des lois, devant l'indifférence et la répulsion des masses. C'est uniquement ce caractère révolutionnaire qui donne à la question un intérêt européen et qui détermine l'objet de l'échange d'idées auquel la Russie consentait à se prêter.

Le cabinet de Saint-Petersbourg déclare que les six points indiqués comme renfermant le germe de résolutions propres à pacifier la Pologne n'ont rien de contraire aux intentions de S. M. l'empereur Alexandre envers les Polonais; mais il exige, avant d'en tenir compte, que l'ordre matériel et le respect de l'autorité aient été rétablis. Une suspension d'armes serait impraticable. La seule transaction qui soit compatible avec la dignité de la cour de Russie comme avec les sentiments de la nation et de l'armée, c'est la soumission préalable des Polonais. Le Gouvernement russe ne conteste point aux signataires du traité de Vienne le droit d'en interpréter les termes suivant leur propre conviction; mais tout a été dit sur ces clauses sans amener de résultat pratique, et la réunion d'une conférence dépasserait de beaucoup les bornes du droit d'interprétation. La marche à adopter est indiquée par celle qui a été suivie dans les négociations de Vienne. Les principes généraux intéressant l'Europe ont seuls été insérés dans l'acte général du Congrès.

Aujourd'hui ces principes ne sont pas en question; mais les détails administratifs et les arrangements intérieurs fourniraient utilement

matière à des pourparlers entre les trois Cours qui ont conclu les traités séparés du 3 mai 1815.

L'argumentation que je viens de résumer aussi exactement que possible, monsieur le Duc, est en désaccord complet avec les faits les plus certains, et ne s'éloigne pas moins de la lettre que de l'esprit des traités.

La question polonaise, selon M. le Prince Gortschakoff, n'est européenne que par ses tendances révolutionnaires, et les événements actuels sont uniquement l'œuvre d'une démagogie cosmopolite. Notre temps a vu les sociétés agitées de trop de mouvements divers pour confondre sous une même appellation les efforts désespérés d'un peuple défendant sa nationalité, et les aspirations désordonnées d'esprits malades s'attaquant aux bases mêmes de l'ordre social. Les agitations de la Pologne tiennent à des causes qui n'ont rien de factice ni d'accidentel. Elles sont le résultat d'une situation qui date bientôt d'un siècle, et qui a plus contribué peut-être qu'aucune autre conjoncture à faire naître et à entretenir la révolution en Europe. Le soulèvement dont nous avons le spectacle, annoncé par des symptômes évidents, a été provoqué par une mesure qui, dans l'état des esprits, ne pouvait manquer d'avoir les plus fâcheuses conséquences. La Pologne y a répondu en faisant appel non aux passions révolutionnaires, mais à ce qu'il y a de plus élevé dans le cœur des hommes, aux idées de justice, de patrie et de religion. (N'est-ce pas un fait d'une notoriété incontestable que la nation polonaise tout entière, chacun et chaque classe selon ses moyens, activement ou passivement, selon les lieux et les circonstances, est acquise corps et âme à l'insurrection.)

Que sont, en présence d'une manifestation semblable, les agitations de quelques comités d'émigrés? Aussi les cabinets ne se sont pas mépris sur le véritable caractère de cette insurrection. Ils en ont signalé la portée à la Cour de Russie. Dans les Chambres françaises, dans le Parlement d'Angleterre, dans le Reichsrath d'Autriche, l'opinion des trois pays s'est fait entendre par ses organes les plus accrédités pour encourager les Gouvernements à persévérer dans la voie où ils étaient entrés. Partout en Europe où il existe des corps délibérants, les mêmes accents ont retenti. En dehors des pouvoirs constitutionnels, partout des démonstrations libres et spontanées ont témoigné de la vivacité des impressions publiques, dont la presse constate chaque jour l'unanimité. Tenus, par le sentiment de leur responsabilité, à plus de réserve et de circonspection, presque tous les cabinets, depuis la cour de Rome jusqu'à la Porte ottomane, depuis Stockholm jusqu'à Lisbonne, ont consigné dans des dépêches dont le cabinet russe connaît la teneur l'expression d'opinions conformes à celles dont les trois Cours se sont faites plus particulièrement les interprètes auprès de lui.

Les Gouvernements, loin de devancer l'opinion, l'ont suivie en la modérant. C'est ce qu'a fait, en ce qui le concerne, le Gouvernement de l'Empereur, et, ce devoir accompli, il n'hésite pas à affirmer que ce serait s'obstiner dans une illusion fatale que de continuer à s'expliquer, par des raisons aussi peu en harmonie avec le témoignage de l'histoire et avec les faits contemporains, les redoutables convulsions qui ensanglantent la Pologne.

Le cabinet de Saint-Petersbourg est disposé, nous dit-il, à prendre en considération les six points qui lui ont été recommandés comme base des délibérations; mais il y met pour condition que la révolte sera préalablement réprimée. Nous croyons, au contraire, monsieur le Duc, que le plus sûr moyen d'apaiser les esprits serait l'application et le développement immédiat d'un large système de concessions vraiment propres à donner satisfaction au sentiment national. Des conflits de chaque jour, dans lesquels tant de sang a déjà coulé, ne peuvent, en se perpétuant, que rendre les ressentiments plus implacables et fermer toute voie à la conciliation.

Profondément ému de ce spectacle, les trois Cours s'étaient flattées que, dans le silence des armes, des arrangements acceptables pour les deux parties pourraient être conclus et que la suspension provisoire des hostilités ne ferait que précéder une pacification définitive. Le cabinet de Saint-Petersbourg écarte cette suggestion, au nom de la nation et de l'armée russes; mais la dignité d'un grand empire est-elle donc intéressée à la continuation d'une lutte inégale? Nous ne pensions pas non plus, qu'en fait, l'idée d'un armistice destiné à faciliter l'œuvre des négociations fût impraticable. Les adversaires les plus irréconciliables de la Russie n'auraient point osé refuser ou rompre cette trêve. Dans le cas contraire, la responsabilité aurait pesé sur eux. Une telle épreuve méritait d'être faite, et, lors même qu'elle eût échoué, il y aurait eu, à notre avis, honneur et profit pour qui l'aurait tentée.

Nous ne saurions attendre les mêmes résultats d'une amnistie qui serait subordonnée aux convenances politiques du Gouvernement russe, et dont S. Exc. le prince Gortschakoff fait entrevoir la perspective après l'entière soumission des insurgés. On est en mesure de juger, par la dernière amnistie, de l'influence que peut avoir sur les dispositions des Polonais une simple promesse de clémence.

Entin, le cabinet de Saint-Petersbourg substitue à l'acquiescement que, dans ses précédentes déclarations, il semblait avoir donné à la réunion d'une conférence des puissances signataires des actes de Vienne, la proposition de pourparlers entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, sur les questions d'administration intérieure soulevées par l'état de choses en Pologne. Les puissances n'auraient d'ailleurs qu'un

droit d'interprétation qui ne pourrait engager la Russie, et il n'y aurait rien à attendre d'utile d'une discussion nouvelle sur des stipulations tant de fois débattues, sans que l'on soit parvenu à s'entendre.

Je ne me propose point, monsieur le Duc, d'entrer en ce moment dans un examen approfondi de la doctrine professée par le cabinet de Saint-Pétersbourg sur les négociations dont les affaires de Pologne ont été l'objet en 1815, et sur les clauses du traité du 9 juin de la même année par lesquelles le Congrès crut régler le sort de la nation polonaise. Je joins à cette dépêche un mémoire qui rappelle les faits et précise la pensée des plénipotentiaires. Je m'y réfère et je me borne à constater ici les données essentielles qui me paraissent en ressortir avec évidence.

La signature de l'acte général de Vienne a été précédée, il est vrai, de la conclusion de traités spéciaux entre les trois puissances limitrophes de la Pologne; mais ces traités avaient été préparés par de longues et laborieuses négociations, dont il est impossible de méconnaître le caractère véritablement européen. En outre, le Congrès n'a pas établi une distinction aussi absolue que le cabinet de Saint-Pétersbourg le suppose, entre les stipulations générales et les dispositions particulières. Si les unes sont introduites textuellement dans l'acte final, les autres y sont expressément annexées. La tâche des puissances n'est pas, au reste, de reviser les détails des règlements d'administration et de les mettre en harmonie avec les progrès du temps. Les principes généraux eux-mêmes sont en cause, et le but des cabinets est de rendre la paix à la Pologne, soit en déterminant l'application que comportent les stipulations de Vienne, soit en suggérant les modifications qu'elles pourraient recevoir, afin de mieux satisfaire aux nécessités de l'avenir. Les puissances signataires des actes du Congrès sont donc compétentes pour délibérer, de concert avec la Russie, sur les questions de droit public et d'intérêt général que l'insurrection polonaise met en quelque sorte à l'ordre du jour.

La cour d'Autriche, que le Gouvernement russe invitait à concourir à cette négociation séparée, dont nous eussions été exclus, ainsi que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, l'Espagne, le Portugal et la Suède, la cour d'Autriche a été la première à reconnaître que cette proposition ne pouvait être accueillie, et elle l'a repoussée sans hésitation, comme contraire à sa dignité.

Le Gouvernement de l'Empereur, de son côté, monsieur le Duc, ne saurait souscrire ni à la combinaison présentée par le cabinet de Saint-Pétersbourg, ni aux considérations exposées à l'appui dans la dépêche de M. le prince Gortschakoff.

Nous sommes persuadés qu'en suivant la voie où elle est entrée, la cour de Russie s'éloigne autant des conseils d'une sage politique que

des stipulations des traités. Mais n'ayant pas réussi à lui faire partager la conviction dont nous sommes pénétrés, nous ne pouvons que constater aujourd'hui l'inutilité de nos efforts. Il n'aura pas dépendu des puissances que la solution de la question polonaise, si étroitement liée au repos de l'Europe, ne fût discutée dès à présent avec la réflexion et la maturité nécessaires. Dégagées de toute vue d'ambition particulière, sans passion comme sans idées préconçues, elles étaient dirigées par le seul désir de contribuer à l'apaisement des troubles actuels et d'aider la Russie, par un examen approfondi de l'état de la Pologne, à faire disparaître la cause de complications toujours renaissantes. Nous devons supposer que le Gouvernement russe, animé de dispositions conformes à celles des puissances, ne refuserait pas de s'associer à leur pensée. Après leur avoir donné cet espoir, il lui a convenu de repousser leurs ouvertures et de contester leur compétence. En revendiquant l'indépendance absolue de ses résolutions et le plein exercice de sa souveraineté, le cabinet de Saint-Pétersbourg nous rend à nous-mêmes l'entière liberté de nos jugements et de notre conduite, et nous ne pouvons moins faire que d'en prendre acte.

Il reste, en même temps, au Gouvernement de l'Empereur un devoir impérieux à remplir : c'est d'appeler l'attention la plus sérieuse de S. Exc. M. le prince Gortschakoff sur la gravité de la situation et sur la responsabilité qu'elle impose à la Russie.

La France, l'Autriche et la Grande-Bretagne ont signalé l'urgence de mettre fin à un état de choses déplorable et plein de périls pour l'Europe. Elles ont, en outre, désigné les moyens qui leur paraissent devoir être employés pour arriver à ce but, et elles ont offert leur concours pour l'atteindre plus sûrement. Si la Russie ne fait pas tout ce qui dépend d'elle pour réaliser les intentions modérées et conciliantes des trois puissances, si elle n'entre pas dans la voie qui lui a été indiquée par des conseils amicaux, elle est responsable des graves conséquences que la prolongation des troubles de la Pologne peut entraîner.

Vous voudrez bien, monsieur le Duc, donner lecture de cette dépêche à M. le prince Gortschakoff et lui en laisser une copie, ainsi que du document officiel que vous y trouverez annexé.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**Annexe à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc
de Montebello.**

3 août 1863.

Dans la discussion à laquelle la question polonaise a donné lieu, le Gouvernement de l'Empereur s'est abstenu jusqu'ici d'insister sur

les stipulations de 1815. Nous nous sommes demandé, dès l'origine, si les arrangements dont elles ont été le point de départ étaient de nature à assurer aujourd'hui à la Pologne la tranquillité qu'elles ne lui ont pas donnée dans le passé. D'autre part, nous jugions prématuré d'engager une controverse sur la véritable signification de ces clauses. Il appartenait, selon nous, aux puissances signataires d'en déterminer le sens ; et soit que l'on dût revenir à l'exécution du traité, soit que l'on reconnût la nécessité d'y substituer d'autres combinaisons, nous désirions agir de concert avec les Cours qui, en 1815, ont participé à la rédaction de l'acte général de Vienne, ou même avec l'Europe entière, s'il était possible.

Le cabinet de Saint-Petersbourg ayant toutefois, dans ses dernières dépêches, attribué aux dispositions qui constituent son titre sur la Pologne une interprétation qui ne nous paraît pas exacte, nous croyons nécessaire d'expliquer en peu de mots comment le Gouvernement de l'Empereur les comprend.

On sait que les plénipotentiaires, pour qui le sort des Polonais semble avoir été le premier et le plus important des intérêts, ont placé en tête de l'acte où sont résumées les différentes résolutions du Congrès les clauses relatives à la Pologne. Elles avaient été préalablement débattues de la même manière que les diverses questions soumises au Congrès. Les documents échangés à cette époque en font foi. Aucune délibération n'a présenté un caractère plus incontestablement européen. De même aussi que dans toutes les autres questions, une fois l'entente formée au sein du Congrès sur les principes généraux, des actes particuliers ont été signés entre les Cours plus directement intéressées. Mais les dispositions fondamentales des traités spéciaux conclus entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, ont été reproduites dans le traité du 9 juin 1815, et, en outre, celles qui ont été laissées en dehors comme secondaires ont été rattachées par l'article 118 de l'acte final aux arrangements du Congrès. Il a été établi qu'elles auraient même force et même valeur que si elles y étaient insérées mot pour mot. Peu importe à ce point de vue le degré d'influence que la cour de Russie ait alors exercé sur l'adoption de ces clauses ; peu importe que la forme même sous laquelle elles ont été rédigées soit due à l'initiative de l'empereur Alexandre, ainsi que le dit M. le prince Gortschakoff dans la communication remise au Gouvernement anglais.

Ces stipulations font partie intégrante de l'acte général de Vienne ; les puissances signataires ont le droit positif d'en surveiller l'exécution. Il ne saurait exister d'incertitude sur leur compétence.

Voici donc ce qui résulte de l'article 1^{er} de ce traité ; il est ainsi conçu :

« Le duché de Varsovie, à l'exception des provinces et districts dont il a été autrement disposé dans les articles suivants, est réuni à l'empire

de Russie. Il y sera lié irrévocablement par sa Constitution pour être possédé par S. M. l'empereur de toutes les Russies, ses héritiers et ses successeurs, à perpétuité. Sa Majesté Impériale se réserve de donner à cet État, jouissant d'une administration distincte, l'extension intérieure qu'elle jugera convenable. Elle prendra, avec ses autres titres, celui de czar, roi de Pologne, conformément au protocole usité et consacré par les titres attachés à ses autres possessions.

« Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales, réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des Gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder. »

En d'autres termes, le Congrès de Vienne a décidé que la plus grande partie de l'ancien duché de Varsovie formerait un État lié par sa Constitution à l'empire russe, que ce même État posséderait une administration distincte, et qu'il recevrait l'extension intérieure que le souverain jugerait convenable. Ces expressions qui se dégagent nettement du paragraphe 1^{er} de l'article que nous venons de rappeler, signifiaient, pour les négociateurs de 1815, que le royaume de Pologne serait annexé à la Russie par un lien personnel, que ces rapports seraient consacrés par une Constitution, que l'administration de ce royaume n'aurait rien de commun avec l'administration russe; en un mot, que le nouvel État dont le Congrès avait tracé les limites jouirait d'une existence vraiment nationale sous la sauvegarde des puissances et sous la garantie de la Charte qui lui était promise. Si ces dispositions avaient besoin d'éclaircissements, nous les trouverions dans les paroles mêmes de l'empereur Alexandre, lorsque, ouvrant la première Diète de Varsovie, le 27 mars 1818, il disait aux Polonais : « Votre restauration est définie par des traités solennels : elle est sanctionnée par la Charte constitutionnelle. L'inviolabilité de ces engagements extérieurs et de cette loi fondamentale assure désormais à la Pologne un rang honorable parmi les nations de l'Europe. »

Comme conséquence naturelle du régime politique concédé à la Pologne, l'empereur Alexandre lui donnait une armée polonaise. Si la forme de la Charte, si l'institution d'une armée nationale ne sont pas expressément stipulées dans le traité de Vienne, si, sous ce rapport, la Russie n'a pas contracté d'obligations positives envers l'Europe, elle a pris des engagements moraux qui n'ont pas moins de force devant l'opinion publique. Les intentions manifestées par l'empereur Alexandre, les assurances données tant aux Polonais qu'aux plénipotentiaires des puissances n'ont pas été sans influence sur la conclusion des arrangements par lesquels la souveraineté de la Pologne lui a été accordée. Les cabinets auraient plus difficilement consenti à y prêter leur con-

cours, les Polonais auraient eu plus d'objections à s'y rallier, s'ils n'avaient été autorisés par les promesses de l'empereur Alexandre à compter sur une application vraiment large et libérale des dispositions du traité.

Ce souverain avait aussi fait entendre que la création d'un royaume de Pologne dans ces conditions n'était pas le dernier mot de sa politique à l'égard des Polonais, qu'il voulait une restauration plus complète de leur patrie, que l'État formé de ses débris par les traités n'était que le centre d'une agglomération plus vaste et qu'une portion des anciennes provinces polonaises pourrait y être réunie par ses mains. Cette pensée a été elle-même consignée dans le 1^{er} paragraphe de l'article 1^{er}. C'est la seule interprétation que comportent les expressions d'extension intérieure. La cour de Russie, il est vrai, demeurerait juge de l'étendue qu'il conviendrait de donner à l'accroissement de territoire qu'elle faisait entrevoir; mais le principe était posé, et les signataires des actes de Vienne l'ont également enregistré.

Le même article qui, dans son paragraphe 1^{er}, fait du royaume de Pologne un État constitutionnel en possession d'une administration nationale et destiné à s'étendre dans une certaine mesure, établit par un deuxième paragraphe que les Polonais, sujets respectifs de la Russie de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales. Sous le nom de Polonais, les cabinets ont entendu ici les habitants de l'ancien territoire de la Pologne qui restait en dehors des limites du nouveau royaume. Conformément à ce vœu, la Galicie a obtenu du Gouvernement autrichien une Diète investie des attributions ordinaires de ces sortes d'assemblées. Cette province est en même temps représentée dans le Conseil de l'Empire par des députés appelés à participer au vote des lois et du budget pour l'ensemble de la monarchie autrichienne. Le traité de Vienne comportait également des institutions analogues pour les provinces polonaises de la Russie non rattachées au royaume. A cet égard, comme pour ce qui concernait l'extension territoriale, l'article 1^{er}, nous le reconnaissons, laisse une grande latitude d'appréciation. La Russie s'est réservée de décider du mode d'existence de ses provinces polonaises, et de régler d'après ce mode la forme de leurs institutions, mais elles doivent avoir un caractère représentatif et national.

Telle est, en résumé, la signification de l'article sur lequel porte le débat. Elle n'a rien d'obscur ni d'incertain, surtout si l'on rapproche ces dispositions du langage tenu à l'époque de leur conclusion par l'empereur Alexandre et des intentions bien connues de ce souverain. Les vues élevées sous l'influence desquelles il agissait en 1815 sont un témoignage irrécusable en faveur de l'interprétation la plus libérale.

Quelle qu'ait pu être d'ailleurs sa pensée, celle de la plupart des

plénipotentiaires n'était pas douteuse. Les représentants de la France et de l'Angleterre s'étaient prononcés ouvertement au début des négociations pour la reconstitution d'une Pologne indépendante dans les limites de 1772. L'Autriche, de son côté, avait déclaré à plusieurs reprises, dans des documents officiels, que cette solution était celle qu'elle eût préféré comme la plus conforme aux grands principes de justice et aux intérêts généraux de l'Europe. Les puissances, en prêtant les mains à une combinaison qui répondait imparfaitement aux sentiments de bienveillance qu'elles professaient pour la Pologne, en voulaient du moins l'application sincère. Les expressions du traité avaient pour elles le sens le plus étendu et le plus favorable aux Polonais.

Au surplus, s'il y avait réellement ambiguïté ou équivoque, ne serait-ce point le cas de recourir au principe tutélaire admis par les publicistes modernes comme par les jurisconsultes romains en matière d'interprétation ?

Lorsqu'il y a doute, l'interprétation, dit Watel, se fait contre celui qui a donné la loi dans le traité ; car, ajoute le même auteur, c'est lui en quelque façon qui l'a dictée, c'est sa faute s'il ne s'est pas énoncé plus clairement, et en étendant ou en resserrant la signification des termes dans le sens qui lui est le moins favorable, on ne lui fait aucun tort, on ne lui fait que celui auquel il a bien voulu s'exposer ; mais, par une interprétation contraire, on risquerait de tourner des termes vagues ou ambigus en pièges pour le plus faible contractant, qui a été obligé de recevoir ce que le plus fort a dicté ? Bien que les Polonais, à proprement parler, n'aient pas été partie contractante au Congrès de Vienne, ces considérations s'appliquent parfaitement à la position où ils se trouvaient dans les négociations dont le sort de leur pays a été l'objet ; et si l'on se place sur le terrain des traités, les cabinets qui avaient pris en main les intérêts de la Pologne sont en droit de réclamer pour elles le bénéfice d'une maxime empruntée aux règles souveraines de l'équité et consacrée par la jurisprudence de tous les pays et de tous les temps.

N° 30. Dépêche du comte Russell à lord Napier, à Saint-Pétersbourg, en date de Londres, le 11 août 1863.

Mylord, le 18 du mois dernier, le baron Brunow m'a communiqué une dépêche qu'il avait reçue la veille au soir, du prince Gortschakoff. Cette dépêche, dont la copie est ci-jointe, est loin d'être une réponse satisfaisante à la représentation que le Gouvernement de Sa Majesté a, de concert avec la France et l'Autriche, adressée au cabinet de Saint-Pétersbourg.

La dépêche commence, en effet, par déclarer que le cabinet Impé-

rial admet que chaque puissance d'un traité a le droit d'en interpréter le sens à son point de vue, pourvu que l'interprétation reste dans les limites de la signification qu'il est possible de donner au traité, conformément au texte même. Le prince Gortschakoff ajoute : « En vertu de ce principe, le cabinet Impérial ne conteste pas ce droit de la part d'aucune des huit puissances qui ont participé à l'acte général de Vienne en 1815. »

Cependant le prince Gortschakoff, s'écartant beaucoup de la question de l'interprétation du traité de Vienne, attribue toujours la continuation de l'insurrection en Pologne à l'assistance morale et matérielle qu'elle reçoit au dehors ; il admet vaguement les six points : il rejette la suspension des hostilités ainsi qu'on l'a proposée ; il refuse d'accepter une conférence des huit puissances, et enfin il déclare que le rétablissement de l'ordre doit précéder l'application sérieuse de toutes les mesures destinées à opérer la pacification de la Pologne.

Le Gouvernement de Sa Majesté examinera maintenant les principaux arguments de la réponse du prince Gortschakoff aux considérations qui sont exposées dans ma dépêche.

En admettant que la confiance de la part des gouvernés et l'autorité de la loi supérieure au pouvoir arbitraire doivent être le fondement de l'ordre et de la stabilité ; le prince Gortschakoff ajoute que l'indispensable corollaire de ces principes est le respect dû à l'autorité. Mais le cabinet russe ne saurait ignorer que la clémence et la conciliation sont souvent plus efficaces pour établir le respect de l'autorité que la force matérielle.

Ce serait une déplorable erreur que de chercher à y ramener les esprits par la seule force des armes, sans ajouter quelque garantie suffisante pour les droits politiques et religieux des sujets du roi de Pologne. Cette garantie, les propositions des trois puissances l'offraient également à la Russie et à la Pologne.

Il a plu au cabinet de Saint-Pétersbourg de ne pas user de ce moyen de rétablir le respect de l'autorité.

Le prince Gortschakoff affirme, et c'est par là qu'il commence et termine sa dépêche, que le rétablissement de l'ordre en Pologne dépend d'une condition sur laquelle il avait appelé l'attention du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, et qui non-seulement n'est pas remplie, mais dont il n'est pas même question dans la dépêche de lord Russell : il s'agit de l'assistance morale et matérielle obtenue du dehors par les insurgés.

Le Gouvernement de Sa Majesté eût été heureux d'éviter ce sujet, et, au lieu de revenir sur le passé, de ne s'occuper que des mesures réparatrices pour l'avenir.

Mais, forcé ainsi par le prince Gortschakoff de parler sur ce point,

le Gouvernement de Sa Majesté n'hésite point à déclarer qu'il est convaincu que le principal obstacle au rétablissement de l'ordre en Pologne est non pas dans le concours que les insurgés ont obtenu du dehors, mais dans la conduite du Gouvernement russe lui-même.

L'impératrice Catherine, en 1772, promit aux Polonais le maintien de leur religion. L'empereur Alexandre I^{er}, en 1815, promit aux Polonais une représentation nationale et une administration nationale.

Ces promesses n'ont pas été accomplies. Pendant bien des années, la religion des Polonais a été attaquée, et, à l'heure qu'il est, ils ne jouissent point des droits politiques à eux assurés par le traité de 1815 et la Constitution de la même année.

La violation de ces engagements solennels de la part du Gouvernement russe a produit la désaffection, et le soudain envahissement des maisons de Varsovie, dans une nuit de janvier dernier, a été la cause directe de la présente insurrection.

Si la Russie ne s'était point généralement aliéné les esprits en Pologne, l'assistance morale et matérielle du dehors eût peu servi aux insurgés. Il est vrai pourtant qu'une vive sympathie a été excitée en Europe en faveur des Polonais. Dans tous les grands États où il existe une représentation nationale, en Angleterre, en France, en Autriche, en Prusse, en Italie, en Espagne, en Portugal, en Suède, en Danemark, cette sympathie s'est manifestée. Partout où il y a une représentation nationale, l'administration a partagé, bien qu'avec prudence et réserve dans son langage, les sentiments de la législature et de la nation.

La Russie devrait tenir compte de ces sympathies et profiter de la leçon qu'elles lui donnent. Le prince Gortschakoff insiste beaucoup sur le fait qui ne peut être dénié, c'est-à-dire que les insurgés ne demandent ni une amnistie, ni une autonomie, ni une représentation plus ou moins complète.

Mais ce serait une erreur de supposer qu'en des cas de ce genre il n'y ait que deux partis, le Gouvernement occupé à réprimer l'insurrection, et les insurgés travaillant à la fomenter et à la propager. Outre ces partis, il y a toujours, en pareils cas, une grande masse flottante qui serait heureuse de voir les personnes et la propriété assurées sous une juste et bienfaisante administration.

La confiance de cette grande masse n'a point été obtenue, et l'on ne peut guère compter qu'elle restera toujours dans l'inaction.

Le Gouvernement de Sa Majesté doit représenter de nouveau qu'il y a urgence extrême à entreprendre l'œuvre de conciliation qui importe tant aux intérêts généraux. En profitant de l'assistance loyale et désintéressée que lui offre l'Autriche, la France et la Grande-Bre-

tagne, la cour de Russie s'assure à elle-même les plus puissants moyens de faire prévaloir en Pologne les idées de modération, et de poser ainsi les fondements d'une paix durable.

Au sujet du traité de Vienne, le prince Gortschakoff dit que « nous ne serions pas loin de la vérité en affirmant que le premier article du traité de Vienne a été préparé par l'empereur Alexandre et qu'il est directement émané de Sa Majesté Impériale. »

Le Gouvernement de Sa Majesté admet volontiers la probabilité de cette supposition. En 1815, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France et la Prusse eussent préféré à l'arrangement définitivement fait une restauration de l'ancien royaume de Pologne tel qu'il existait avant le premier partage de 1772, ou même l'établissement d'un nouveau royaume de Pologne indépendant avec les mêmes limites que le royaume actuel.

La grande armée que l'empereur Alexandre avait alors en Pologne, les services importants que la Russie avait rendus à l'Alliance, et surtout la crainte d'un renouvellement de la guerre en Europe, concoururent à faire accepter à la Grande-Bretagne, à la Prusse et à l'Autriche l'arrangement proposé par l'empereur Alexandre, quoique à leurs yeux il fût l'un des trois arrangements projetés qui parût devoir le moins produire une paix durable et une sécurité permanente en Europe.

Mais plus le Gouvernement de Sa Majesté voit dans la décision adoptée l'influence dominante de la Russie, plus il est profondément convaincu que de tous les souverains, l'Empereur de Russie devrait être le plus désireux d'observer les conditions de cet arrangement.

Il ne serait pas juste que la Russie jouît de tous les avantages d'un accroissement considérable de ses États, et qu'elle rejetât les conditions du document en vertu duquel elle en a la possession.

En exposant ces conditions, le prince Gortschakoff dit que la seule stipulation qui puisse avoir fait douter que l'Empereur de Russie possédât le royaume de Pologne au même titre que celui auquel il possède ses autres provinces, la seule enfin qui pût faire dépendre ses droits d'aucune condition quelconque, est contenue dans deux passages qu'il cite.

Mais il est un autre passage qu'il ne cite pas. Il se trouve au commencement de l'article et dit : « A l'exception des provinces et districts dont il est disposé autrement par les articles suivants, le Duché de Varsovie est uni à l'empire russe, auquel il sera irrévocablement attaché par la Constitution, et possédé par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ses héritiers et ses successeurs à perpétuité. »

Si ce n'était pas une représentation nationale qu'avait en vue cet article, il eut suffi de dire : « auquel il sera irrévocablement attaché, » sans faire nulle mention d'une Constitution.

Il est dès lors évident que la Constitution est l'anneau par lequel la Pologne était attachée à la Russie. Il importe de connaître cette Constitution qui rattachait la Pologne à la Russie. Elle ne fut pas prescrite par le traité, elle ne fut pas promulguée par les puissances européennes : sa rédaction fut abandonnée entièrement à l'empereur Alexandre. Néanmoins, une fois promulguée, elle doit être réputée la Constitution qu'avaient en vue les rédacteurs du traité de Vienne.

Voilà pourquoi le Gouvernement de la Reine proposa comme le deuxième des six points soumis au Gouvernement de Russie la représentation nationale, avec des pouvoirs semblables à ceux qui sont fixés par la Charte du 15/27 novembre 1815.

Passant aux propositions spéciales du Gouvernement de la Reine, le prince Gortschakoff dit, relativement aux six points, que « la majeure partie des mesures signalées par les trois Puissances ont été déjà décrétées ou préparées d'après l'initiative de notre auguste Maître! »

Vers la fin de la dépêche, une allusion est faite aux mesures « auxquelles le czar adhère dans les germes déjà déposés et dans leur développement, qu'il a permis de prévoir. »

Ce passage, loin d'être une assurance définie, soit d'une représentation nationale avec des moyens efficaces de contrôle, soit d'une administration nationale, donne quelque espoir qu'en dernière analyse l'empereur Alexandre écouterait les inspirations de sa bienveillance naturelle et les conseils de l'Europe.

La proposition d'une suspension d'hostilités est rejetée « par justice, pour la fidèle armée de l'Empereur, pour la majorité pacifique des Polonais et pour la Russie, à qui ces agitations imposent des sacrifices pénibles. »

La proposition d'une conférence des Puissances qui ont signé le traité de Vienne est rejetée, et avec elle la chance d'un accord immédiat et amical.

Au lieu de cette loyale et équitable proposition, le cabinet russe suggère que les trois Puissances qui ont proposé les traités distincts entre l'Autriche et la Russie et la Prusse et la Russie, antérieurement au traité général de Vienne, se réunissent ensemble, et que la France et l'Angleterre soient ensuite informées du résultat de leurs délibérations.

Il y a deux raisons (et l'une d'elles suffirait) pour réprouver cette suggestion :

1° Les traités en question, pris isolément des dispositions insérées dans le traité général de Vienne, n'ont trait qu'à des objets matériels, l'usage des bords des rivières, les règlements relatifs au remorquage, le libre transit de marchandises d'une province à l'autre, et d'autres

questions encore de convenance et de commerce. Il ne s'y trouve ni développements ni détails politiques ;

2^o Il est évident qu'une telle conférence placerait l'Autriche dans une fausse position, et qu'elle serait incompatible avec ses relations vis-à-vis de la France et de l'Angleterre.

S. M. l'empereur d'Autriche, en conséquence, avec un juste sentiment de sa dignité personnelle, a rejeté la proposition russe.

En communiquant ses vues au prince Gortschakoff, il reste au Gouvernement de la Reine à remplir un devoir impérieux.

Il doit appeler l'attention la plus sérieuse de Son Excellence sur la gravité de la situation et la responsabilité qu'elle impose à la Russie.

L'Angleterre, l'Autriche et la France ont signalé l'urgente nécessité de mettre un terme à un déplorable état de choses qui est gros de dangers pour l'Europe. Elles ont en même temps indiqué les moyens qui, à leur sens, devraient être employés pour arriver à cette conclusion, et elles ont offert leur coopération pour atteindre le but avec plus de certitude.

Si la Russie ne fait pas tout ce qui dépend d'elle pour seconder les vues de modération et de conciliation des trois Puissances, si elle n'entre pas dans la voie qui lui est ouverte par des conseils amicaux, elle se rend elle-même responsable des sérieuses conséquences que peut entraîner la prolongation des troubles de la Pologne.

Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

N^o 31. Dépêche du comte de Rechberg au comte de Thun, à Saint-Petersbourg, en date de Vienne, le 12 août 1863.

Vous connaissez déjà le texte de la dépêche du prince Gortschakoff, dont M. de Balabine m'a donné lecture et remis copie, le 17 juillet dernier.

Ainsi que je vous l'ai fait savoir, le Gouvernement impérial regrette vivement que la Russie n'ait pas répondu d'une manière plus satisfaisante aux ouvertures que l'Autriche, de concert avec la France et la Grande-Bretagne, avait faites à Saint-Petersbourg.

Le prince Gortschakoff n'adhère, en effet, que vaguement aux six points proposés comme bases des négociations. Il conteste l'opportunité de procéder à leur application immédiate, avant le rétablissement complet de l'ordre matériel. M. le Vice-chancelier paraît croire que la seule discussion de ces bases pourrait entraver la vigueur des mesures prises pour rasseoir l'autorité du Gouvernement en Pologne. La coopération des Puissances donnerait d'ailleurs aux résolutions qui seraient adoptées le caractère d'une ingérence dans les affaires

intérieures de la Russie que le cabinet de Saint-Pétersbourg ne voudrait pas admettre. La cour de Russie refuse donc d'accepter une conférence des huit Puissances signataires de l'acte général du Congrès de Vienne.

Considérant comme hors de cause les principes généraux mentionnés dans cet acte, le Gouvernement russe consentirait seulement à une entente directe avec les cours d'Autriche et de Prusse pour mettre la position respective de leurs possessions polonaises, auxquelles s'étendent les stipulations de 1815, en harmonie avec les nécessités présentes et les progrès du temps. M. le prince Gortschakoff nous fait en outre observer que cette manière d'agir serait conforme à la marche suivie en 1815.

Le Gouvernement impérial doit constater qu'il diffère d'avis avec le Gouvernement russe sur la plupart de ces points.

D'abord nous pensons qu'il serait, au contraire, fort urgent de tenter dès à présent une œuvre de conciliation si nécessaire dans l'intérêt général. En profitant du concours loyal et désintéressé que lui offrent l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne, la cour de Russie s'assure du plus puissant moyen de succès pour faire prévaloir en Pologne les idées de modération et jeter ainsi les fondements d'une paix durable.

Il se peut que les organes des partis les plus extrêmes rejettent comme insuffisant le programme recommandé par les trois Puissances. Mais ce serait une erreur de croire qu'il n'y a en pareil cas que deux partis en présence. D'un côté le Gouvernement occupé à réprimer l'insurrection, et de l'autre les chefs des insurgés fomentant le désordre et élevant les prétentions les plus exagérées. En dehors de ces deux camps se trouve une nombreuse masse flottante qui serait satisfaite de voir la sécurité des personnes et de la propriété placée sous la sauvegarde d'une administration juste et bienfaisante. En gagnant la confiance de cette portion de la population, la Russie ferait un grand pas vers la pacification du pays.

Le prince Gortschakoff signale comme un des principaux obstacles à tout essai de conciliation l'encouragement moral que les aspirations les plus insensées de l'insurrection puisent dans l'espoir d'une intervention active du dehors. Il est vrai que les événements de Pologne ont excité une vive sympathie en Europe. Cette sympathie s'est manifestée dans presque tous les États où existe une représentation nationale. De pareilles manifestations, jointes même à l'assistance matérielle que les insurgés ont pu, malgré la stricte surveillance des Gouvernements, recevoir des pays limitrophes, ne constituent pas cependant le seul obstacle au rétablissement de l'ordre en Pologne.

Si l'insurrection, comme le dit le prince Gortschakoff, a concentré tous ses efforts dans le royaume de Pologne, c'est qu'elle y a trouvé

aussi un terrain propice, où il lui était facile d'évoquer des griefs fondés, et où il existait des causes de mécontentement que nous conseillons précisément de faire disparaître. Si la cour de Russie avait tenu plus de compte des engagements pris en 1772 et en 1815 en faveur de la liberté religieuse et des institutions nationales, les excitations du dehors n'auraient pas si facilement provoqué ces troubles, dont le retour fréquent inquiète, non sans raison, les pays voisins et l'Europe toute entière.

Nous ne comprenons pas très-bien les objections que présente le prince Gortschakoff contre la réunion d'une conférence formelle appelée à discuter les affaires de Pologne.

Dès que le cabinet de Saint-Petersbourg admet que les autres Puissances ont le droit d'interpréter le sens de certaines stipulations concernant le royaume de Pologne, il reconnaît par là implicitement à ces mêmes Puissances un droit d'examen, les amenant à faire entendre leur avis sur l'exécution de mesures qui ne sont que la conséquence directe de ces stipulations.

Nous ne saurions trouver à la participation des huit Puissances signataires des actes de Vienne à des délibérations sur la situation du royaume de Pologne, le caractère d'une ingérence directe dans les affaires intérieures de la Russie, puisqu'il est évident que le traité de Vienne place ce royaume dans une position spéciale fort différente de celle des provinces de l'empire russe. Nous ne voyons donc pas ce qui, même au point de vue du prince Gortschakoff, rend inacceptable pour la Russie la réunion d'une conférence des huit Puissances.

Nous avons déjà protesté contre l'interprétation que le cabinet de Saint-Petersbourg semblait donner, à cet égard, à un passage de notre dépêche du 18 juin.

Le cabinet impérial n'avait fait alors que constater une vérité élémentaire. Il est clair, en effet, que la réunion d'une conférence, dans le but de négocier avec la Russie, devient impossible si la partie la plus directement intéressée, celle avec laquelle il s'agit précisément de négocier, décline d'y paraître. Mais nous n'avons point entendu indiquer par cette réserve que nous approuverions le refus de la Russie de prendre part à une conférence.

Quant à la proposition d'une entente directe entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, le Gouvernement impérial ne saurait, en ce qui le concerne, regarder cette combinaison comme admissible. Nous ne pouvons que répéter ici, à cet égard, que le concert établi entre les cabinets de Vienne, Londres et Paris, en vue de solliciter une solution pacifique de la question polonaise, forme entre ces trois cabinets un lien dont l'Autriche ne peut se dégager aujourd'hui pour négocier séparément avec la Russie et la Prusse.

Nous avons dû de plus repousser l'assimilation que cette proposition paraissait établir entre des territoires purement et simplement incorporés à l'empire d'Autriche, et la portion de l'ancienne Pologne constituée en 1815 en un État uni à l'empire de Russie, mais jouissant d'une administration distincte. L'Empereur, notre auguste Maître, n'a pas hésité à doter spontanément ses possessions polonaises d'institutions en harmonie avec les nécessités présentes et les progrès du temps.

Pour sa part, le Gouvernement impérial n'avait donc point à se concerter à ce sujet avec les Gouvernements limitrophes, et les mesures qu'il avait recommandées à la Russie n'étaient point en contradiction avec les exemples qu'il a donnés chez lui. Nous nous empressons d'ailleurs de prendre acte avec satisfaction de la déclaration contenue dans la dépêche du 15/27 juillet, dont M. de Knorring m'a donné lecture, et où le prince Gortschakoff proteste contre l'interprétation que nous avons pu donner à sa proposition.

Enfin, le précédent de 1815 ne peut, ce me semble, être appliqué avec succès aux circonstances actuelles, car les Puissances qui ont signé les actes de Vienne n'avaient pas à cette époque pour intervenir dans le règlement de la question polonaise le titre qu'elles invoquent maintenant, et qui dérive précisément de ces mêmes actes.

En communiquant ainsi nos vues au prince Gortschakoff, il nous reste un devoir impérieux à remplir. C'est d'appeler son attention la plus sérieuse sur la gravité de la situation, et la responsabilité qu'elle fait peser sur la Russie.

L'Autriche, la France et la Grande-Bretagne ont signalé l'urgence de mettre fin à un état de choses déplorable et plein de périls pour l'Europe; elles ont en même temps désigné les moyens qui leur paraissaient devoir être employés pour arriver à ce but, et elles ont offert leur concours pour l'atteindre plus sûrement.

Si la Russie ne fait pas tout ce qui dépend d'elle pour seconder les intentions modérées et conciliantes de ces trois Puissances, si elle n'entre pas dans la voie qui lui est indiquée par des conseils amicaux, elle s'expose aux graves conséquences que la prolongation des troubles de Pologne peut entraîner.

Je vous invite, monsieur le comte, à donner lecture et à remettre copie de cette dépêche à M. le prince Gortschakoff.

Recevez, etc.

Signé : RECHBERG.

N° 32. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris, en date de Tsarkoë-Selo, le 26 août/7 septembre 1863.

J'ai l'honneur de transmettre ci-après à Votre Excellence la copie d'une dépêche de M. Drouyn de Lhuys, dont M. le duc de Montebello a été chargé de nous donner communication.

Le cabinet impérial a pris connaissance de cette pièce avec toute l'attention qu'elle mérite et le désir sincère de faire aboutir cet échange d'idées à une entente.

Après un mûr examen, nous n'y avons pas trouvé de motifs pour nous écarter des points de vue dont je vous ai fait part dans ma dépêche du 1/13 juillet.

Nous croyons aller au-devant des vœux de M. le Ministre des affaires étrangères de France, en nous abstenant de prolonger une discussion qui ne remplirait pas le but de conciliation que nous avons en vue, si elle n'avait d'autre résultat que de confirmer chacun des deux Gouvernements dans ses opinions sur une question où nous regrettons vivement de ne point nous trouver d'accord avec le cabinet des Tuileries.

Nous ne relèverons qu'un seul point de la dépêche de M. Drouyn de Lhuys, parce que nous tenons à écarter d'avance tout nouveau sujet de malentendu. Je veux parler de l'allusion faite à plusieurs reprises et sous diverses formes par M. le Ministre des affaires étrangères de France aux provinces occidentales de la Russie comme participant dans un certain degré aux stipulations internationales qui ont réglé en 1815 le sort du duché de Varsovie

Le cabinet impérial ne saurait admettre ce point de vue dans aucune mesure, même la plus restreinte, et Votre Excellence est invitée à réitérer à M. Drouyn de Lhuys la déclaration déjà faite dans ma précédente dépêche, que S. M. l'Empereur, toujours prêt à remplir scrupuleusement ses obligations envers toutes les Puissances doit exclure péremptoirement, même d'un échange d'idées amical, toute allusion à des parties de son empire auxquelles ne s'applique aucune stipulation internationale quelconque.

Quant aux autres points abordés dans la dépêche de M. le Ministre des affaires étrangères de France, nous préférons nous attacher à ceux où nous nous trouvons d'accord, au moins d'intention.

Le Gouvernement français désire voir promptement rétabli dans le royaume de Pologne un état de choses qui rendrait la tranquillité à ce pays, le repos à l'Europe, la sécurité aux relations des cabinets.

Nous partageons entièrement ce désir, et tout ce qui peut dépendre de nous sera fait pour le réaliser.

Notre auguste Maître reste animé des intentions les plus bienveillantes envers la Pologne, les plus conciliantes envers toutes les Puissances étrangères.

Le bien-être de tous ses sujets de toutes les races et de toutes les convictions religieuses est une obligation que Sa Majesté Impériale a acceptée vis-à-vis de Dieu, de sa conscience et de ses peuples. — L'Empereur consacre toute sa sollicitude à la remplir.

Quant à la responsabilité que Sa Majesté peut assumer dans ses rapports internationaux, ces rapports sont réglés par le droit public. La violation de ces principes fondamentaux peut seule entraîner une responsabilité. Notre auguste maître a constamment respecté et observé ces principes envers les autres États. Sa Majesté est en droit d'attendre et de réclamer le même respect de la part des autres Puissances.

Vous voudrez bien donner lecture et copie de cette dépêche à M le Ministre des affaires étrangères de France.

Agréez, etc.

Signé, GORTSCHAKOFF.

**N° 33. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunnow,
en date de Tsarkoë-Selo, le 26 août/7 septembre 1863.**

Par ordre de son Gouvernement, lord Napier m'a communiqué une dépêche de lord Russell dont Votre Excellence trouvera une copie ci-annexée.

C'est une réponse à ma dépêche du 1^{er}/13 juillet dernier, que vous avez été invité à communiquer au principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique.

Les ouvertures qu'il a rappelées dans ce document nous étaient dictées par le désir d'arriver à une entente.

En recevant les observations qu'elles ont suggérées à lord Russell, avec la considération que nous avons toujours pour les opinions du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, nous ne pouvons que regretter qu'il nous faille conclure que nous n'avons point atteint le but que nous nous étions proposé.

Du moment que cette discussion ne pouvait aboutir qu'à constater et confirmer la divergence de nos vues, ce serait agir trop contrairement à nos dispositions conciliatrices que de la prolonger, et nous croyons qu'en cela nous ne sommes point en désaccord avec les sentiments du principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique.

Nous préférons ne fixer votre attention que sur les points essentiels de ses dépêches sur lesquels nous nous trouvons d'accord, au moins d'intention.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique désire voir prompte-

ment rétabli dans le Royaume de Pologne un état de choses qui rende la tranquillité à ce pays, le repos à l'Europe et la sécurité aux relations des cabinets.

Nous partageons entièrement ce désir, et tout ce qui peut dépendre de nous sera fait pour le réaliser. Notre auguste Maître continue d'être animé des intentions les plus bienveillantes pour la Pologne et des dispositions les plus conciliantes vis-à-vis de toutes les Puissances étrangères. Pourvoir au bien-être de ses sujets de toutes races et de toutes croyances religieuses est un devoir que Sa Majesté Impériale a accepté devant Dieu, sa conscience et son peuple. L'Empereur consacre toute sa sollicitude à l'accomplissement de ce devoir.

En ce qui touche la responsabilité qui peut être prise par l'Empereur dans ses relations internationales, ces relations sont réglées par le droit public. La violation de ces principes fondamentaux peut seule entraîner une responsabilité. Notre auguste Maître a constamment respecté et observé ces principes envers les autres États. L'Empereur est en droit d'attendre et de réclamer le même respect de la part des autres Puissances.

Vous voudrez bien lire et donner copie de la présente dépêche au premier secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique.

Signé : GORTSCHAKOFF.

N° 34. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Knorring, chargé d'affaires de Russie à Vienne, en date de Tsarkoë-Selo, le 26 août/7 septembre 1863.

Vous trouverez ci-jointe la copie d'une dépêche de M. le comte de Rechberg, que M. le chargé d'affaires d'Autriche a été chargé de me communiquer.

Elle contient les observations que suggèrent à M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche les ouvertures consignées dans ma dépêche du 1/13 juillet et constate, à notre vif regret, que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique diffère d'opinion sur la plupart des points que nous avons mentionnés.

Nos propositions avaient en vue l'œuvre de conciliation dont M. le comte de Rechberg nous signale l'urgence.

Ma dépêche du 18 juillet avait eu pour but de préciser cette pensée et d'écarter d'avance les objections et les malentendus auxquels elle pouvait donner lieu.

Nous regrettons qu'elle n'ait point rencontré l'adhésion du cabinet de Vienne.

Autant nous aurions attaché de prix à nous entendre avec lui dans

une question où nous croyons nos intérêts identiques, autant nous sommes éloignés de vouloir prolonger une discussion qui ne ferait que constater une divergence d'opinion.

Nous sommes persuadés que ce sentiment sera partagé par M. le comte de Rechberg.

Nous préférons ne nous attacher qu'aux points essentiels de ses dépêches sur lesquels nous nous trouvons d'accord au moins d'intention.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique désire voir promptement établi dans le royaume de Pologne un état de choses qui rendrait la tranquillité à ce pays, le repos à l'Europe, la sécurité aux relations des cabinets.

Nous partageons entièrement ce désir, et tout ce qui peut dépendre de nous sera fait pour le réaliser.

Notre auguste Maître reste animé des intentions les plus bienveillantes envers la Pologne, les plus conciliantes envers toutes les Puissances étrangères.

Le bien-être de ses sujets de toutes les races et de toutes les convictions religieuses est une obligation que Sa Majesté Impériale a acceptée vis-à-vis de Dieu, de sa conscience et de ses peuples. L'Empereur consacre toute sa sollicitude à la remplir.

Quant à la responsabilité que Sa Majesté peut assumer dans ses rapports internationaux, ces rapports sont réglés par le droit public. La violation de ces principes fondamentaux peut seule entraîner une responsabilité. Notre auguste Maître a constamment respecté et observé ces principes envers les autres États. Sa Majesté est en droit d'attendre et de réclamer le même respect des autres Puissances.

Vous voudrez bien donner lecture et copie de cette dépêche à M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche.

Recevez, etc.

Signé, GORTSCHAKOFF.

N° 35.

Mémoire

Remis en copie par les ambassadeurs de Russie près les cours de Paris, de Londres et de Vienne, aux Ministres des affaires étrangères respectifs, en même temps que les dépêches en date du 26 août/7 septembre 1863.

Les Puissances qui ont exprimé au cabinet de Saint-Pétersbourg leurs vœux et leurs opinions, relativement aux troubles du royaume de Pologne, ont pris pour point de départ le Traité de 1815.

D'après toutes les règles connues du droit international, et même en vertu du principe plus moderne de non-intervention, leur action diplomatique ne pourrait pas avoir d'autre base.

C'est donc uniquement dans les limites de ce traité que doit se renfermer la discussion des questions de droit qui se rattachent au royaume de Pologne.

Les Traités doivent être interprétés dans leur lettre et dans leur esprit.

Le Traité de 1815, malgré la réserve adoptée dans sa rédaction, afin de ménager et de concilier des opinions et des intérêts divers, est cependant assez précis dans ses termes pour ne laisser qu'une place circonscrite aux différences d'appréciation.

Quant à l'esprit qui a présidé à cet acte, si l'on veut en tirer des deductions de nature à préciser le sens de ses stipulations, il faut le juger d'après les idées et les situations dominantes au moment où il a été conclu, et non d'après celles qu'on cherche à faire prévaloir aujourd'hui.

Or, voici dans quelle position la question du Duché de Varsovie se présentait au Congrès.

En 1812, la Russie avait conquis et occupé le Duché de Varsovie par ses seules armes, en vertu du droit incontestable de la guerre. Elle l'avait repris à la Saxe, alliée de la Puissance avec laquelle elle se trouvait en hostilité déclarée.

Elle était d'autant plus en droit de le considérer comme une conquête légitime et irrévocable, que le Duché de Varsovie n'avait pas seulement été le théâtre de la guerre. Il y avait pris une part active au premier rang des ennemis de la Russie ; il avait fourni de nombreux contingents à la Puissance qui venait d'envahir le territoire de l'Empire et lui avait servi de base d'opération. Au point de vue moral et politique, aussi bien qu'à celui du droit, la Russie était pleinement justifiée de vouloir écarter, une fois pour toutes, cette menace permanente contre sa sécurité.

L'empereur Alexandre I^{er} avait néanmoins été retenu par deux considérations :

D'abord il avait vu dans l'hostilité des Polonais un mal plutôt moral qui réclamait, pour être extirpé, d'autres moyens que des moyens matériels.

C'est la loi de l'humanité que chaque génération agit sous l'empire de sentiments et d'impulsions souvent oubliés par la génération suivante. Celle-ci, se plaçant à un point de vue opposé, est fréquemment entraînée à défaire l'œuvre de ses devanciers.

L'Impératrice Catherine II, plus rapprochée de l'époque des grandes luttes entre la Pologne et la Russie, pénétrée de leurs traditions et des devoirs qu'elles lui imposaient, témoin de leurs calamités, avait été amenée à la politique de partage comme à une inexorable nécessité. L'empereur Alexandre I^{er}, témoin des conséquences de cette politique,

de l'animosité et de l'agitation des Polonais, l'attribuait exclusivement au fait du partage et était amené à la pensée de remédier à cet état de choses.

Cette pensée, conçue dès sa jeunesse, avait grandi avec lui : à la fin de l'année 1812 il s'était demandé si le moment n'était pas venu pour la Russie d'éteindre ce foyer de haine et de désordres dans son voisinage, en relevant la Pologne pour en faire une nation réconciliée et alliée. Mais il ne voulut y procéder qu'après avoir achevé la grande œuvre qu'il avait entreprise. Ce fut le sens des paroles qu'il adressa aux Polonais : « Mes intentions n'ont pas changé, leur dit-il, mais j'attendrai l'issue de la lutte. C'est comme vainqueur que je veux régénérer la Pologne. »

Cette œuvre, et c'est le second motif qui influa sur ses résolutions à l'égard du Duché de Varsovie, cette œuvre était la délivrance de l'Europe, et la grande pensée de solidarité dont le germe avait été déposé dans son âme par les calamités de vingt-cinq années de guerre, pensée dont le souffle puissant imprima une si énergique impulsion aux événements des années 1813, 1814 et 1815.

Sous cette impression, l'empereur Alexandre I^{er} voulut donner l'exemple de l'abnégation et du désintéressement, et écarter du concert qu'il cherchait à établir avec les grandes Puissances tout élément de nature à le troubler.

Déjà, à Kalisz, le 16/28 février 1813, à la suite des négociations avec le Cabinet de Berlin, il avait été convenu de « lier la vieille Prusse à la Silésie par un territoire qui répondit parfaitement à ce but sous tous les rapports, tant militaires que géographiques. »

Durant les négociations de Gorlitz avec l'Autriche, le 1/13 mai 1813, cette Puissance avait stipulé l'anéantissement du Duché de Varsovie.

Par le Traité de Tœplitz du 28 août/9 septembre 1813, il avait été convenu qu'un arrangement à l'amiable entre les trois cours réglerait le sort du Duché de Varsovie.

Enfin, dans tous les Traités subséquents qui avaient complété et précisé l'alliance, l'empereur Alexandre I^{er}, oubliant généreusement que le Duché de Varsovie avait été conquis par les seules armes russes contre un ennemi dans les rangs duquel la Prusse et l'Autriche figuraient encore, avait admis le principe : « que le sort des territoires conquis serait ultérieurement réglé dans un Congrès qui devait se réunir à Vienne. »

Telle est la position dans laquelle l'empereur Alexandre I^{er} se présentait au Congrès, après avoir accompli la grande œuvre à laquelle il s'était dévoué.

Il est inexact de dire que la Question polonaise ait occupé la première place dans ces mémorables délibérations. Elle y avait sa place

marquée, grâce au désintéressement de l'empereur Alexandre I^{er}. Elle n'était ni la seule ni même la première. C'était le sort de toute l'Europe et presque du monde entier qu'il s'agissait de régler. Si le bruit principal s'est fait autour des Questions de Saxe et de Pologne, c'est que la Russie et la Prusse avaient négligé de stipuler pour elles-mêmes dès 1814, à Paris, au lendemain de la victoire, et avaient oublié leurs intérêts devant l'intérêt général; c'est aussi parce qu'elles ne songèrent point à contrecarrer ni les vues de l'Angleterre, ni celles de l'Autriche, tandis que les questions qui les intéressaient rencontraient du mauvais vouloir.

Dans le règlement des affaires générales, l'Angleterre avait obtenu des agrandissements considérables : Malte, le Cap, l'île de France, l'île de Hélioland; plusieurs colonies importantes lui étaient adjugées. Elle avait, en outre, fait prévaloir ses vues et ses intérêts en Europe, surtout par la création du royaume des Pays-Bas, qui renfermait la Question capitale d'Anvers.

L'Autriche s'agrandissait dans le Tyrol, en Lombardie, en Vénétie, en Dalmatie; elle dominait l'Italie. La Prusse elle-même, quoiqu'on recherchât un élément de compensation, avait néanmoins fait prévaloir le principe d'une réintégration dans son état de possession de 1805, avec une configuration géographique plus compacte et plus homogène. Il eût été étrange qu'au moment où toutes les grandes Puissances de l'Europe obtenaient de pareils accroissements, la Russie seule, la Russie qui la première avait ébranlé la Puissance conquérante contre laquelle se débattait l'Europe, la Russie qui avait donné le signal de la lutte pour l'indépendance générale, qui s'y était dévouée au prix des plus grands sacrifices et qui avait été le lien de la grande Alliance européenne, fût privée de toute espèce d'avantages et de dédommagements.

Ce qu'elle réclamait n'était même pas un agrandissement, c'était la faculté de réaliser une pensée d'apaisement et de réparation, de fermer une plaie séculaire en rendant à la Pologne réconciliée une existence nationale sous le sceptre des souverains de la Russie.

La résistance que l'empereur Alexandre I^{er} rencontra dans cette voie, de la part de ses alliés, fut certainement l'une de ses plus pénibles déceptions.

Quant à cette résistance, elle était d'une nature très-compiquée.

En examinant de près les pièces de l'époque, on doit arriver à une conviction : c'est que les Puissances qui s'opposaient à la réalisation des vœux de l'empereur Alexandre I^{er} ne le faisaient nullement par sollicitude pour la Pologne. Elle comptait alors pour fort peu dans la balance des intérêts, et le bruit qui s'était fait autour d'elle se perdait dans l'immense crise qui s'accomplissait en Europe.

Ce que les Alliés redoutaient, c'était l'agrandissement de cette Puissance qui venait de se révéler avec tant d'éclat. On craignait que l'adjonction de la Pologne, réunissant sous le même sceptre la majeure partie des populations de race slave, ne doublât les forces matérielles et morales de la Russie et ne portât ses avant-postes au cœur de l'Allemagne et de l'Europe. L'événement n'a point justifié ses prévisions, mais elles se révèlent à chaque pas dans les documents de l'époque.

Les Puissances auraient donc préféré rétablir une Pologne complètement indépendante, mais à titre de vœu purement théorique : car cette Pologne indépendante ne pouvait être rétablie qu'aux dépens des trois cours copartageantes, et il était inadmissible qu'au lendemain d'une lutte glorieuse, dont la Russie avait si énergiquement contribué à assurer le succès, et alors que les Puissances victorieuses en recueillaient d'amples avantages, on ait pu lui proposer sérieusement de souscrire à son propre démembrement.

Lord Castlereagh déclarait : « qu'une pareille combinaison imposerait de si grands sacrifices que jamais le cabinet Britannique n'aurait songé à en faire la proposition ; que le seul moyen de prévenir de nouveaux troubles serait de persévérer dans le système de partage, et qu'il lui paraissait qu'aucune Puissance ne devait désirer plus que la Russie le maintien de ce système.

La Prusse et l'Autriche s'opposaient même au rétablissement du nom de la Pologne.

Le prince de Metternich disait dans une conférence du 16/27 septembre 1814 :

« La conséquence d'une guerre serait malheureusement encore plus à prévoir si, comme on le suppose, l'empereur Alexandre avait l'intention de se prêter à l'idée de quelques Polonais, en donnant à ces nouvelles acquisitions le nom de Pologne. Dans cette supposition, nous devons considérer la Galicie comme perdue pour nous ; et cette question est ainsi plus importante que la question territoriale. Elle renferme tous les germes des troubles et est tout à fait contraire aux Traités existants, les trois cours partageantes ayant dans le temps engagé leur parole de ne plus se servir de ce nom. »

De son côté, dans la même conférence, le chancelier de Hardenberg s'étendit surtout « sur le danger que présentait également pour la Prusse l'idée de donner le nom de Pologne aux acquisitions que ferait la Russie. »

Ce ne fut que plus tard, lorsque l'empereur Alexandre I^{er} eut témoigné la résolution de ne pas reculer même devant la guerre et que, pour éviter cette extrémité, en poussant la conciliation jusqu'aux limites les plus larges possibles, il eut consenti à transiger sur la Question de

Posen, de Cracovie et des salines de Wieliczka, en même temps que sur la Question de Saxe, ce ne fut qu'alors que les Puissances, ne voulant pas rester en arrière de démonstrations sympathiques envers les Polonais, adhérèrent finalement aux propositions de l'Empereur, réduites désormais à des proportions bien éloignées de sa pensée primitive.

Quant aux conditions qui présidèrent à l'arrangement, ce serait commettre une grave erreur que de prétendre que ces conditions, dans leur portée libérale, aient été dictées à la Russie à la suite de pourparlers préalables ayant un caractère européen.

D'abord on peut répéter que ce n'est pas au moment où la Russie venait de prendre une part aussi considérable et aussi décisive aux affaires de l'Europe, et où elle pesait dans la balance du poids de toutes ses forces, que l'empereur Alexandre I^{er}, qui avait au plus haut degré le sentiment de sa dignité souveraine, eût admis une pareille ingérence dans l'administration intérieure d'une partie de ses États.

Au contraire, il s'opposa péremptoirement à toute discussion quant à la Constitution qu'il entendait donner aux Polonais réunis sous son sceptre.

Mais il y a plus. On peut affirmer que l'initiative des intentions libérales est émanée de la part de l'empereur Alexandre I^{er}, et la résistance à ses intentions de la part des autres Puissances.

A part l'Angleterre, qui depuis longtemps vivait sous un régime constitutionnel, la généralité des Puissances n'était pas favorable à ses idées. Les essais tentés dans quelques États allemands étaient très-incomplets. La Prusse avait ajourné toute réforme de ce genre. Quant à l'Autriche, aucun Gouvernement n'était plus éloigné des principes constitutionnels.

Dans cet état de choses, on ne saurait admettre que ces principes aient été imposés ou même conseillés à l'empereur Alexandre I^{er} à l'égard de la Pologne.

Loin de là, les Puissances se préoccupaient vivement de la portée des vues de l'Empereur et du contrecoup qui pouvait en résulter dans leurs possessions polonaises.

Le chancelier de Hardenberg disait dans un mémoire remis le 2 décembre au prince de Metternich :

« L'affaire de Pologne se réduit à écarter la ligue agressive et à empêcher que l'existence politique du nouveau royaume ne devienne nuisible à la tranquillité de ses voisins et de l'Europe, et de faire qu'elle tourne plutôt à leur profit. Il faudrait donc avant tout demander à l'empereur Alexandre de quelle nature devraient être l'existence et la Constitution du nouveau royaume, quelles sont les garanties qu'il

veut donner aux Puissances voisines et quelles sont celles qu'il veut exiger de leur part. »

Or, les garanties que l'empereur Alexandre I^{er} demandait à ses voisins, c'était de faire jouir les Polonais soumis à leur domination d'institutions conformes aux vœux populaires.

Cette demande fut formulée par le comte Razoumowski, le 10 décembre, dans un projet où il était dit :

« Déduction faite..., le reste du Duché de Varsovie est dévolu à la couronne de Russie comme État uni, auquel Sa Majesté se réserve de donner une Constitution nationale et l'extension des limites qu'elle jugera convenable. »

L'Empereur de Russie, désirant faire participer tous les Polonais aux bienfaits d'une administration nationale, *intercède* auprès de ses alliés en faveur de leurs sujets de cette nation, dans la vue de leur obtenir des institutions provinciales qui conservent de justes égards pour leur nationalité et leur donnent une part à l'administration de leur pays.

Le contre-projet présenté par l'Autriche le 3 janvier 1815 indiquait les vues dont cette Puissance était animée. Il portait : « Le Duché de Varsovie.... sera réuni aux États de S. M. l'Empereur de toutes les Russies pour être possédé par lui en toute propriété et souveraineté. »

Ainsi ce projet écartait avec soin toute allusion au Royaume de Pologne comme *un État uni à la Russie*, à *une Constitution nationale* et aux *institutions provinciales* dont le projet russe proposait de doter les Polonais sujets des trois cours.

Ces explications précédèrent de plusieurs jours les Notes de lord Castlereagh et du prince de Metternich, desquelles on a prétendu inférer que les Puissances représentées par ces deux Plénipotentiaires ont témoigné leurs sympathies envers les Polonais et recommandé à l'Empereur de Russie de ménager leur nationalité.

Ce fait atteste évidemment que l'initiative sympathique, quant à la Pologne, émanait de l'empereur Alexandre I^{er}, et que si les Puissances s'y sont ralliées, c'est que les principes de la politique du temps leur conseillaient de ne point laisser à la Russie le mérite de cette initiative, mais de le partager avec elle, afin d'amoindrir le surcroît de force qu'elles redoutaient de voir acquérir par cette Puissance et qu'elles n'avaient pas pu empêcher.

Elles ne prévoyaient sans doute pas encore les embarras que devaient plus tard suggérer à la Russie les tendances que les Polonais trouveraient en Europe.

On a prétendu qu'il importait peu que ces engagements émanassent de l'initiative de l'Empereur de Russie, du moment où ils avaient été contractés par lui.

Ces considérations sont au contraire essentielles, parce qu'elles précisent la nature des engagements pris par l'Empereur de Russie, et la portée des droits qu'on prétend faire découler pour les Puissances de l'esprit qui a présidé aux transactions de 1815.

Elles font tomber, entre autres, l'assertion d'après laquelle les intentions libérales manifestées par l'empereur Alexandre I^{er} auraient été pour les autres Gouvernements un motif d'adhérer à la réunion du royaume de Pologne à la Russie. Il résulte clairement de ce qui précède que c'est le contraire qui est vrai ; que l'empereur Alexandre I^{er} aurait rencontré moins d'obstacles s'il avait renoncé à faire revivre le nom polonais et la nationalité polonaise, s'il s'était borné à insister sur la question territoriale que le cabinet de Vienne nommément faisait passer en seconde ligne, et à incorporer purement et simplement le Duché de Varsovie dans ses États.

Il est possible et probable, comme cela a été affirmé, que la crainte de renouveler la guerre ait été pour beaucoup dans cette adhésion des Puissances. Mais ce désir de préserver la paix était tout dans leur intérêt. Elles sortaient de vingt-cinq années de luttes ; elles étaient en grande partie redevables de leur délivrance à la Russie ; elles savaient de quel poids cette Puissance avait pesé dans la guerre, et de quel poids elle pouvait encore peser, si l'œuvre de pacification à laquelle elle avait si énergiquement contribué venait à être ébranlée.

Quant à l'argument qu'on prétend tirer des intentions de l'empereur Alexandre I^{er}, il ne nous paraît pas soutenir un examen approfondi. Ces illusions d'un esprit généreux et les déceptions qui leur étaient réservées renferment une leçon utile, mais ne sauraient constituer un engagement.

L'empereur Alexandre I^{er} a fait un essai de conciliation. Il n'a point réussi. Il s'est arrêté devant les obstacles que la pratique lui avait révélés, en démontrant que les institutions dont il avait doté le royaume étaient autant d'armes mises aux mains des Polonais et dont ils se serviraient pour atteindre le but de leurs aspirations chimériques, c'est-à-dire la reconstitution d'une Pologne indépendante dans ses limites les plus étendues, au prix du démembrement de trois grandes Puissances voisines.

Moralement, la promesse qu'il avait donnée aux Polonais a été annulée par l'usage qu'ils ont fait de ses dons. Matériellement, l'engagement international qu'il avait contracté est resté renfermé dans les limites du Traité de 1815.

Ces limites ont été précisées par une stipulation que l'on passe volontiers sous silence : c'est celle qui réserve aux trois cours de régler les institutions administratives et nationales de leurs sujets polonais

d'après le mode d'existence qu'elles jugeront utile et convenable de leur accorder.

Animé, comme il l'était alors, d'intentions libérales qui ne s'arrêtaient pas aux frontières du royaume de Pologne, l'empereur Alexandre I^{er} ne paraît pas avoir songé lui-même à formuler cette réserve. Il y a été porté par les scrupules du cabinet de Vienne. Ce furent les plénipotentiaires autrichiens qui, en présentant en conférence leur contre-projet, l'accompagnèrent d'observations verbales qui, à la demande de l'Empereur, furent consignées sous la forme d'un article où il était dit que « les Polonais sont qualifiés sujets respectifs des Hautes Parties contractantes et considérés comme tels sous leur dénomination distincte, et que, dans cette qualité et d'après les formes d'existence politique que chacun des gouvernements jugera convenable de leur accorder, ils obtiendront des institutions qui assurent la conservation de leur nationalité. »

Ce fut là le germe de la réserve stipulée plus tard dans l'article 4 du traité définitif.

La pensée qui inspira l'empereur Alexandre I^{er} est facile à déduire.

Ce souverain n'a jamais entendu faire de la révolution, mais de la conservation. Il était convaincu que satisfaire aux vœux légitimes des peuples par une administration éclairée et bienfaisante, c'était désarmer la révolution. Il voulait que l'autorité fût aimée pour être mieux respectée. Tous les actes de l'Empereur Alexandre I^{er} portent l'empreinte de cette conviction.

Même en 1820, alors que sa foi dans la réalisation de cette pensée commençait à être ébranlée, tandis qu'il concourait énergiquement à la répression du mouvement révolutionnaire de Naples, il suggérait par ses conseils au roi des Deux-Siciles une Constitution sagement libérale et conviait les Princes italiens à s'entendre pour adopter des principes analogues dans le gouvernement de leurs États.

Avec de pareilles vues, il ne pouvait entrer dans les intentions de l'Empereur d'affaiblir en rien l'autorité souveraine ni chez lui ni chez les autres, ce qui serait arrivé si les Puissances qui possédaient des parties de la Pologne avaient été contraintes de gouverner leurs sujets polonais d'après des principes qu'elles n'auraient pas jugés compatibles avec la situation de leurs autres possessions.

Le royaume de Pologne étant indissolument lié à la Russie, comme Posen et la Gallicie sont irrévocablement attachés à la Prusse et à l'Autriche, ces possessions devaient s'astreindre aux conditions indispensables à l'unité des trois Puissances dont elles faisaient partie. La Prusse et l'Autriche avaient exigé ces garanties, que l'empereur Alexandre I^{er} ne pouvait songer à leur refuser. Il s'était donc borné à stipuler que les sujets polonais des trois Cours auraient une représen-

tation et des institutions nationales ; il comptait les appliquer chez lui et espérait les voir appliquées chez les autres dans le sens le plus large, mais il avait expressément réservé aux trois Gouvernements la faculté de les régler d'après le mode d'existence qu'ils jugeraient utile et convenable d'accorder.

Ces mêmes considérations trouvent également leur place quant à l'extension intérieure que l'Empereur Alexandre I^{er} s'était réservé de donner au royaume de Pologne. Prétendre inférer de là une obligation serait dénaturer le caractère des stipulations qui, tout en témoignant des intentions généreuses, attestent au contraire combien à cette époque on portait haut le sentiment de la dignité et de l'indépendance souveraines.

Sans doute l'idée d'étendre les frontières du royaume de Pologne avait un moment occupé l'esprit de l'Empereur, mais la réalisation en dépendait de la manière dont les Polonais justifieraient de leur côté les espérances qu'il avait fondés sur cette combinaison, et l'Empereur s'en était expressément réservé l'appréciation *selon* ce qu'il jugerait utile et convenable. Il ne pouvait pas en être autrement.

L'argument qu'on prétend tirer de la dénomination de *sujets polonais*, afin d'appliquer également aux habitants polonais des provinces occidentales de la Russie la clause de l'article 1^{er} qui stipule en leur faveur des institutions représentatives et nationales, est inadmissible. Les Polonais ne forment dans ces provinces qu'un septième à peine de la population. Il est donc évident que les seules *institutions nationales* sont celles de la majorité. D'ailleurs l'article 1^{er} du traité de Vienne a si clairement établi que ces stipulations s'appliquent exclusivement à l'ancien duché de Varsovie, *avec l'extension intérieure que l'empereur de Russie jugera convenable de lui donner*, que le Gouvernement impérial doit repousser péremptoirement toute allusion des provinces qui n'en font point partie, et sont par conséquent en dehors de tous les engagements internationaux qu'on peut faire découler du traité de Vienne.

De ce qui précède il résulte que, soit que l'on interroge l'esprit, soit qu'on consulte la lettre du traité de 1815, il est impossible d'en faire sortir autre chose que les points suivants :

« Le royaume de Pologne est indissolublement lié à la Russie, avec
« l'extension intérieure que l'Empereur de Russie jugera convenable
« de lui donner.

« Les Polonais sujets des trois Cours auront une représentation et
« des institutions nationales, d'après le mode d'existence politique
« que chacun des Gouvernements auxquels ils appartiennent jugerait
« utile et convenable de leur accorder. »

Les droits et les devoirs de toutes les parties engagées dans la question sont parfaitement limités par les termes de ces stipulations.

Les Polonais du royaume doivent respecter les liens qui les attachent à la Russie.

Les Puissances étrangères ont le devoir de ne rien faire pour les affaiblir.

Les trois Cours ont l'obligation d'accorder à leurs sujets polonais une représentation et des institutions nationales réglées d'après leur propre jugement.

Voilà la position qui ressort des traités de Vienne.

L'Empereur Alexandre I^{er} a jugé utile et convenable de donner à ses sujets polonais du royaume les institutions spécifiées dans la Constitution de 1815. Il pouvait juger utile et convenable de les revêtir d'une autre forme, leur donner plus ou moins d'extension, pourvu qu'elles conservassent un caractère représentatif et national. Les termes de cette Constitution n'étaient pas, ne pouvaient pas être obligatoires.

Le congrès de Vienne l'avait sagement reconnu, en réservant le libre arbitre des Souverains.

L'argument qu'on tire du fait que, d'après le texte de l'article 1^{er}, le royaume de Pologne est lié à la Russie *par sa constitution*, n'est pas admissible. On en conclut à tort que si les Puissances n'avaient pas eu en vue une certaine *constitution*, elles se seraient bornées à dire que le royaume de Pologne est *lié à la Russie*, sans y ajouter les mots *par sa Constitution*.

Mais, outre que le mot de *constitution* n'avait pas alors le sens qu'on lui assigne aujourd'hui, il serait plus exact de conclure que, si effectivement les Puissances avaient eu en vue *une certaine constitution*, elles auraient eu soin de la préciser, puisqu'elles auraient dû la garantir.

Les pourparlers préalables qu'on invoque n'ont porté que sur des principes généraux; ils n'ont pas, ils ne pouvaient pas porter sur des détails d'administration intérieure ou sur telle ou telle forme de constitution, nécessairement variable, selon les lieux et les temps. C'eût été tout à fait contraire aux idées de l'époque. Aucun des trois Souverains ne l'aurait admis; aucune Puissance étrangère ne l'aurait proposé.

La preuve en est que la Constitution de 1815 a été promulguée près de six mois après le congrès, sans avoir été communiquée à aucun des cabinets. On pourrait ajouter que lorsqu'elle fut promulguée, plusieurs la jugèrent trop libérale.

Il ne peut donc pas y avoir de doute sur cette question, et lors même qu'il y en aurait, l'autorité de Vattel, qui voudrait « qu'en cas de doute l'interprétation se fasse contre celui *qui a dicté la loi*, » pourrait difficilement s'y appliquer.

L'Empereur Alexandre I^{er} ne prétendait pas plus dicter la loi qu'il n'entendait la subir.

Ce qui s'est passé durant les années qui ont suivi, est suffisamment connu. Les Polonais n'avaient nullement été satisfaits de la Constitution accordée par l'Empereur Alexandre I^{er}. Ils rêvaient la reconstitution et l'indépendance de la Pologne dans ses anciennes limites. Leurs diètes offraient un caractère si factieux qu'on avait dû les ajourner, et les sociétés secrètes se multipliaient. On reproche au gouvernement de l'Empereur Alexandre I^{er} d'avoir restreint peu à peu l'exercice des droits politiques qu'il avait octroyés aux Polonais.

Il est certain que les agitations de l'Europe depuis l'année 1820 avaient profondément désillusionné ce Souverain. Il est possible que la nouveauté des principes constitutionnels et des luttes de tribune qui en sont la conséquence ordinaire aient produit une vive impression sur son esprit, surtout par le contraste qu'elles formaient avec le régime subsistant dans le reste de l'Empire. Mais en admettant ces impressions, qui d'ailleurs se produisaient alors dans tous les États de l'Europe et compliquaient partout les rapports entre les gouvernements et les peuples, il est impossible de méconnaître deux faits :

Le premier, c'est que, malgré ses froissements intérieurs, le royaume de Pologne a joui de 1815 à 1825 d'une tranquillité et d'une prospérité qu'il n'avait jamais connues.

Le second, c'est que les Polonais ont fait un triste usage des libertés qui leur avaient été octroyées et ont témoigné le même esprit factieux qui les avait conduits à la perte de leur indépendance politique.

La révolution française de 1830 survint. Le contre-coup qu'elle eut en Pologne atteste une vérité, c'est que ce n'est point la Pologne qui trouble la sécurité de l'Europe, mais la situation de l'Europe qui a longtemps réagi sur la tranquillité de la Pologne.

Lorsque l'insurrection éclata dans le royaume, on vit se reproduire à peu près les mêmes faits dont nous sommes témoins aujourd'hui. Les insurgés appelèrent à leur aide les sympathies de l'Europe libérale; les cabinets offrirent leur intervention diplomatique. Elle fut rejetée. L'Empereur Nicolas était fermement résolu à dompter la rébellion. Elle fut réprimée. Les Puissances occidentales réclamèrent contre cette répression au nom des traités de 1815, et insistèrent pour que la Constitution polonaise fût rétablie comme un engagement international. Cette demande fut déclinée. Le Gouvernement impérial soutint que la rébellion des Polonais avait déchiré tous les engagements, que la Russie, obligée à recourir à la guerre, avait désormais tous les droits que confère la conquête.

Cette théorie ne fut pas reconnue par les cabinets. Le Gouvernement russe la maintint.

La discussion internationale n'eut point d'autre suite.

Aujourd'hui il serait stérile de revenir sur ces débats. La question

n'est point de récriminer sur le passé, mais de résoudre les difficultés du présent et de préparer un meilleur avenir.

A cet effet, il importe de constater la situation actuelle. S. M. l'Empereur Alexandre II, dès son avènement au trône, a donné des gages irrécusables de ses intentions libérales et réformatrices. Le royaume de Pologne a obtenu des institutions empreintes de cet esprit.

Quelque jugement que l'on porte sur elles, on doit reconnaître : 1° qu'elles dotent le royaume d'une autonomie administrative, d'un gouvernement national et d'une représentation basée sur le principe d'élection.

L'Empereur de Russie usait de son droit en traçant à ces institutions les limites qu'il jugeait convenables pour le bien du pays, où il était à désirer d'éviter les tristes expériences du passé, et pour celui de l'Empire, dont le développement préparé par la sollicitude souveraine devait se faire avec maturité ;

2° Que ces institutions constituaient une amélioration notable pour le présent et ouvraient pour l'avenir une voie de progrès.

Or, c'est ce moment que les agitateurs polonais ont choisi pour lever l'étendard de la révolte.

Ce point de départ suffit pour définir clairement la cause et le but de cette insurrection.

Cependant les trois cours d'Angleterre, de France et d'Autriche se sont émues des troubles du royaume de Pologne au nom des traités de Vienne et de la sécurité de l'Europe. Elles se sont concertées pour adresser au Gouvernement russe des représentations et lui exprimer le vœu d'une pacification prompte et durable du pays.

Le cabinet impérial a déferé à ce désir d'une entente et consenti à un échange d'idées amicales sur la base et la limite des traités de 1815.

Les ouvertures conciliantes qu'il a faites en réponse aux propositions des trois cours ont *néanmoins* rencontré des objections consignées dans leurs dernières dépêches qui suggèrent les observations suivantes :

I. — Il a été remarqué que « si le respect de l'autorité est la condition indispensable de la confiance et de la légalité, ce serait une erreur de croire qu'on puisse restaurer le respect de l'autorité par la seule force des armes, sans y ajouter une sécurité correspondante pour les droits politiques et religieux des sujets. »

Le cabinet impérial a toujours partagé ces convictions. S. M. l'Empereur a si peu cherché dans la seule force les conditions du respect de son autorité qu'il a spontanément doté le royaume de Pologne d'institutions qui lui accordaient une autonomie administrative basée sur le principe représentatif et électif. Sa Majesté a hautement annoncé son intention de les maintenir et de les développer.

Or, ces institutions ont précisément été le signal de l'insurrection, qui y a même puisé des armes pour s'organiser et se propager. Il en résulte évidemment que le mal réside, non dans les intentions attribuées au Gouvernement de se borner à l'emploi de la force ni dans l'absence de sécurité légitime pour les sujets, mais dans l'agitation morale et les aspirations insensées entretenues dans le pays par la conspiration permanente du dehors. Ces motifs ont empêché l'application des réformes octroyées par S. M. l'Empereur. Les rebelles polonais qui veulent l'indépendance complète et les limites de 1772 ne se contentent pas de ces institutions, pas plus que des six points indiqués par les trois Cours. Ils le déclarent hautement.

Il est donc indispensable avant tout que la rébellion soit domptée et le respect de l'autorité rétabli. Il n'y a pas un gouvernement en Europe qui ait procédé autrement; pas un qui ait admis la possibilité d'une concession devant la révolte en armes. L'histoire de tous les États et même celle des Puissances qui s'adressent aujourd'hui à la Russie en offrent des témoignages nombreux et récents.

II. — L'assertion du Gouvernement russe, que l'insurrection du royaume de Pologne est entretenue par l'assistance matérielle et l'encouragement moral du dehors, a été l'objet d'une réfutation tendant à prouver que « le principal obstacle au rétablissement de l'ordre en Pologne provient de ce que le Gouvernement russe n'a pas rempli les promesses que l'Impératrice Catherine II en 1772, et l'Empereur Alexandre I^{er} en 1815, avaient faites aux Polonais, quant au maintien de leur religion et de leurs droits politiques, à une représentation et une administration nationales. » Nous ne saurions comprendre sur quelles bases repose l'assertion : que « pendant un grand nombre d'années la religion des Polonais a été attaquée. » Il y a évidemment ici une appréciation inexacte des faits. Dans le royaume de Pologne, la religion dominante, qui est le catholicisme, jouit d'une liberté dont très-peu d'États en Europe pourraient offrir l'équivalent. Cette liberté ne s'arrête qu'aux limites où elle dégénérerait en propagande. En dehors de cet intérêt d'une légitime défense, les seules restrictions apportées à la pleine liberté du culte catholique sont celles usitées dans presque tous les États de l'Europe, même chez ceux où la religion catholique est la religion de l'État. Ces restrictions, qui figurent dans presque tous les concordats, ont pour objet de limiter la juridiction spirituelle et les relations directes avec la cour de Rome. Elles sont motivées par le caractère de souveraineté temporelle inhérent à la papauté, et qui ne permet à aucun Souverain d'admettre que ses sujets puissent se trouver placés sous l'autorité d'un Souverain étranger.

Quant aux institutions politiques, celles que l'Empereur Alexandre I^{er}

avait accordées au royaume de Pologne ont produit des résultats sur lesquels l'expérience a prononcé.

S. M. l'Empereur Alexandre II a octroyé à ses sujets du royaume de Pologne des institutions représentatives et nationales, dans la mesure qu'il a jugée utile et convenable, d'après l'expérience acquise, en vue du bien-être de ce pays, des principes généraux de son Gouvernement à l'égard du reste de son Empire et de ses engagements internationaux.

Ces institutions libérales n'ont pas empêché l'insurrection, elles en ont été, au contraire, le signal.

Le fait du recrutement qu'on assigne pour cause du soulèvement n'en a été que la conséquence.

Les trois Puissances qui s'adressent au gouvernement russe ont assez de moyens d'informations pour savoir que le mouvement polonais était fomenté depuis longtemps par l'émigration, qu'il n'attendait qu'une occasion favorable et que, nommément deux années avant la mesure du recrutement, tout se préparait pour le faire éclater. La mesure du recrutement, qui n'a pas été une violation de la loi, mais l'application de l'ancien usage que la loi nouvelle n'avait pas encore définitivement remplacé, n'a eu pour but que de déjouer et de désarmer ces machinations. Elle a pu servir de prétexte à l'insurrection, mais il serait inexact de soutenir qu'elle en ait été la cause.

III. — La cause est plus profonde et plus invétérée. Elle réside en partie dans *« les sympathies qu'en Angleterre, en France, en Prusse, en Italie, en Espagne, en Portugal, en Suède, en Danemark, partout où il y a une administration indépendante, on signale comme ayant été manifestées aux Polonais, quoique avec prudence et réserve. »*

Sans méconnaître que ces témoignages ont été le résultat d'une action diplomatique très-pressante, et que la prudence et la réserve qui les caractérisent ont été poussées par plusieurs gouvernements au point de ne pas dépasser la mesure du vœu d'humanité accompagné d'assurances de confiance envers le Gouvernement de S. M. l'Empereur, on ne saurait contester qu'ils ont exercé une influence regrettable dans le royaume de Pologne.

IV. — On a cherché à l'expliquer par différents motifs. On a prétendu établir une distinction *entre les efforts d'un peuple défendant sa nationalité, faisant appel à tout ce qu'il y a de plus élevé dans le cœur des hommes, aux idées de justice, de patrie et de religion, et les aspirations désordonnées d'esprits malades s'attaquant aux bases mêmes de l'ordre social. On a fait observer d'un autre côté que : dans les cas de cette espèce il n'y a pas seulement deux parties : c'est-à-dire le gouvernement occupé à réprimer l'insurrection, et les chefs des insurgés occupés à la fomenter*

et à l'étendre; mais qu'outre ces parties il y a toujours une grande masse flottante qui serait tout à fait satisfaite en voyant les personnes et la propriété assurées sous une administration juste et bienfaisante.

Du moment où les insurgés polonais qui pillent, pendent, assassinent, torturent, ravagent et terrorisent leur pays, seraient considérés comme défendant ce qu'il y a de plus sacré dans le cœur des hommes, les idées de patrie, de nationalité et de religion, il serait parfaitement inutile de discuter sur les notions de droit fondées sur les traités. Il n'y aurait plus qu'une question de force entre les gouvernements qui possèdent des populations de races et de religions différentes, et les peuples aspirant à se débarrasser de tous les liens créés par l'histoire et par les traités. Ce serait la carte du monde à refaire au nom de principes entièrement nouveaux et qui échappent à toute appréciation, parce qu'ils n'ont pas subi l'épreuve de l'expérience.

Quant à la distinction établie entre les perturbateurs du repos public et les masses qui vivent de repos et de travail et sont conservatrices par essence, elle est parfaitement juste. Le gouvernement russe a précisément compté et il compte encore sur cette *grande masse flottante*, pour ramener le royaume de Pologne aux conditions d'ordre et de tranquillité indispensables à sa prospérité et à l'application d'utiles réformes. Mais c'est précisément là aussi que ses efforts ont été paralysés par des influences extérieures.

Il était impossible qu'on ne fût pas frappé de voir que des gouvernements qui ne pouvaient être soupçonnés de favoriser la révolution se trouvaient amenés à soutenir la même cause que ses organes les plus accrédités et ses coryphées les plus ardents; que des gouvernements attachés au maintien de l'équilibre européen, fondé sur les traités de 1815, et qui prenaient le texte de ces traités pour point de départ de leur intervention diplomatique, se trouvaient amenés à défendre la même cause que les insurgés polonais et le parti de la révolution cosmopolite, qui rêvent tout haut le rétablissement d'une Pologne indépendante dans les limites de 1772 et un bouleversement général de l'Europe, c'est-à-dire la négation et la destruction de l'état de choses fondé par les traités.

Ces anomalies ont dû nécessairement jeter le trouble dans des esprits déjà surexcités par l'évocation de souvenirs d'indépendance nationale, toujours faciles à réveiller. Elles ont contribué à accréditer l'illusion d'une croisade de presque toutes les puissances de l'Europe, pour atteindre un but diamétralement opposé aux intérêts et aux vues de la majorité de ces puissances.

Cette illusion a précisément agi sur cette *grande masse flottante* qui partout répugne au désordre, et qui est le milieu sain et solide sur lequel un gouvernement juste et éclairé peut asseoir la prospérité

d'un pays par l'application de mesures destinées à garantir la sécurité des personnes et des propriétés.

Cette masse n'ignore pas qu'elle ne peut attendre ces garanties que de l'autorité du Gouvernement, et non de pouvoirs anarchiques qui se disputent le droit de piller et d'opprimer le pays.

Nulle part, à très-peu d'exceptions près, elle n'a favorisé le désordre, à moins d'y être contrainte par la force, les supplices et la terreur. Elle est restée et restera le ferme appui du Gouvernement russe, malgré la pression révolutionnaire qui pèse sur elle.

Mais il y a parmi cette masse des esprits timides ou crédules, faciles à égarer et sur lesquels les excitations du dehors, les provocations de la presse et surtout les commentaires propagés au sujet de l'attitude diplomatique et des intentions des puissances étrangères, ont dû nécessairement exercer de l'influence.

Les agitateurs du royaume de Pologne n'ont eu garde de négliger ce moyen d'entraîner les faibles et les indécis en leur faisant entrevoir comme imminente une intervention active de l'étranger en faveur de leurs aspirations les plus extrêmes. Ces séductions d'une part, et de l'autre le terrorisme du comité central ne reculant devant aucun crime, ont contribué à grossir les rangs de l'insurrection et à multiplier le nombre des victimes.

Les Puissances ont été ainsi amenées, sans le vouloir, à travailler directement contre le but qu'elles avaient en vue.

Tandis qu'elles demandaient au gouvernement russe une prompte pacification du royaume de Pologne, leur action diplomatique, exploitée et dénaturée par les chefs de la rébellion, devenait le principal obstacle au retour de la tranquillité, en favorisant les tentatives faites pour priver le Gouvernement russe du concours des masses.

Par conséquent, au lieu d'affirmer que « l'assistance morale et matérielle du dehors aurait peu influé sur l'insurrection si le sentiment général n'avait pas été aliéné à la Russie, » il serait plus exact de reconnaître que le sentiment public n'aurait pas été induit en erreur sans le crédit moral que les insurgés ont puisé dans l'attitude et l'intervention diplomatique des Puissances.

Cette influence est incontestable. Elle se révèle clairement par les fluctuations qui se manifestent dans la disposition des esprits dans le royaume, selon que la situation diplomatique au dehors paraît favoriser ou décourager les espérances de la révolution. Elle se manifeste plus clairement encore aujourd'hui que les masses, désabusées, fatiguées des désordres, des crimes et du terrorisme du comité central, témoignent de plus en plus leur aversion pour ces ennemis du repos public.

On ne saurait donc douter que le problème qui agite le royaume de Pologne, préoccupe la Russie et intéresse l'Europe, serait bien près

de la solution le jour où l'attitude et le langage des Puissances qui ne veulent pas autre chose que le bien du royaume, la paix et la sécurité de l'Europe, seront calculés de manière à attester aux yeux des Polonais qu'elles n'entendent point favoriser le rêve de la reconstruction d'une grande Pologne indépendante, dont la réalisation ne peut s'effectuer que par le démembrement de trois grands États et au prix d'une conflagration générale ; qu'elles entendent maintenir l'ordre de choses fondé sur les traités, et que les Polonais ne doivent attendre leur prospérité nationale que de leur union indissoluble avec la Russie sous un monarque juste et bienveillant, de l'application et du jeu régulier des institutions qui leur ont été octroyées, du développement progressif que le souverain a fait pressentir et dont tous les actes de son règne et les tendances actuelles de son Gouvernement et de son peuple offrent un gage assuré.

V. — Il est inutile de revenir sur l'amnistie et la suspension des hostilités qui avaient été proposées par les trois Cours. « On affirme « que la suspension des hostilités n'était pas impraticable ; qu'un grand « pays ne saurait mettre sa dignité à prolonger une lutte inégale ; « que les adversaires les plus acharnés de la Russie n'auraient pas osé « violer l'armistice ; que l'épreuve méritait d'être tentée et eût honoré « ceux qui l'auraient tentée ; enfin qu'une amnistie subordonnée aux « convenances politiques du gouvernement russe ne pouvait influencer « sur les dispositions des Polonais, comme l'atteste le peu d'effet de la « dernière amnistie. »

Il suffit de constater qu'on peut différer d'avis sur des questions de dignité, mais que chaque Gouvernement doit être seul juge de la sienne. Lors même que les insurgés polonais n'auraient pas violé l'armistice, ils en auraient à coup sûr profité pour compléter leur armement et leur organisation.

Un Gouvernement a trop de responsabilité pour mettre son honneur dans des expériences qui n'aboutiraient qu'à prolonger des luttes déplorables où coule un sang trop précieux pour être prodigué.

Quant à une amnistie, si celle spontanément accordée par l'Empereur n'a pas influé sur les dispositions des Polonais, pourquoi l'amnistie proposée aurait-elle produit plus d'effet ? Si c'est parce qu'elle aurait été offerte et garantie par des puissances étrangères, on doit reconnaître que le Gouvernement russe était dans son droit en préférant la subordonner à ses propres convenances politiques plutôt qu'à celles du dehors.

VI. — Quant à la conférence, on affirme que, « du moment où le « Gouvernement russe admet le droit d'interprétation des Puissances « signataires d'un traité, il doit admettre aussi que ces Puissances ont « le droit de se réunir pour l'exercer. Tout ce qu'on accorde à son

« libre arbitre en pareille matière, c'est le fait matériel que son refus
« de prendre part à une semblable réunion la rendrait impossible. »
S'il s'était agi d'apporter des modifications fondamentales aux principes posés dans le traité de Vienne, il n'y a pas de doute que le congrès aurait dû en être saisi. Mais il n'était question que de l'application de ces principes, et il est impossible de méconnaître que toute discussion à cet égard aurait touché aux détails les plus intimes de l'administration. Il eût fallu préciser le caractère qui constitue des institutions « nationales ; » le mode et le degré de représentation, la compétence d'assemblées représentatives, le cens électoral, etc., etc. On ne saurait imaginer questions plus délicates ni ingérence plus directe. Un Gouvernement qui l'eût acceptée eût virtuellement abdiqué son autorité entre les mains de la conférence.

La proposition qu'y a substituée le gouvernement russe, celle d'une entente des trois Cours limitrophes dont le résultat serait porté à la connaissance des signataires du traité de 1815, ne semble pas avoir été bien comprise. On a prétendu « qu'elle s'écartait des précédents
« de 1815, qu'alors les Puissances manquaient précisément de la base
« de ces traités qui aujourd'hui sont le point de départ de leur action
« diplomatique. On a rappelé que les traités particuliers conclus à cette
« époque entre les trois Cours n'avaient porté que sur des questions
« de détail, de commerce, de navigation, de chemins de halage, etc.,
« etc., etc. ; et que d'ailleurs les stipulations de ces traités séparés
« avaient été comprises finalement dans l'acte général comme en faisant partie et ayant même force et même valeur. On a fait observer
« enfin que le cabinet de Vienne avait repoussé toute entente préalable
« de ce genre comme contraire à sa dignité. »

La dépêche de M. le Ministre des affaires étrangères d'Autriche ne contenant aucune allusion à ce dernier point, il est inutile de le relever. Il n'appartient qu'à lui d'apprécier ce qui peut toucher à la dignité de son pays. Ce qui est certain, c'est que le cabinet impérial, en proposant l'idée d'une entente des trois Cours limitrophes d'après des précédents historiques, ne saurait être soupçonné d'avoir voulu porter atteinte à la dignité de personne. Il suffit d'ailleurs que le Gouvernement autrichien ait jugé une pareille entente incompatible avec les nouveaux liens qu'il a contractés.

Quant au fond de la question, le Gouvernement russe n'a pas eu d'autre but que de rappeler la distinction profonde établie par les précédents du Congrès de Vienne entre les principes généraux intéressant l'Europe et les questions intérieures du domaine exclusif des États limitrophes. Ces États, possédant chacun des parties de l'ancienne Pologne, ont pu déroger à leur droit de souveraineté en se concertant afin d'établir une certaine harmonie entre leurs possessions polo-

naïses, d'après les principes généraux posés par le Congrès ; ils n'auraient jamais consenti à aliéner ces droits de souveraineté entre les mains de l'Europe.

Cette distinction ressort clairement des stipulations de 1815. Si à cette époque les traités séparés conclus entre les trois Cours n'ont porté que sur des questions de commerce, de navigation, de halage, etc., etc., c'est que ces questions étaient seules sur le tapis. Néanmoins on doit constater que ces points de détail n'étaient pas sans importance. Les questions de frontières, par exemple, avaient une signification très-grave. Les traités conclus entre les trois Cours, en 1818 et 1825, sur les douanes, l'extradition des déserteurs, etc., etc., avaient une certaine valeur politique. Enfin, les traités conclus entre elles en 1833, et plus tard en 1846, au sujet de l'État libre de Cracovie, étaient plus sérieux encore. Et cependant tous ces traités ont été conclus sans la participation des signataires de l'acte général de Vienne.

Cette distinction fondamentale s'applique parfaitement à la situation actuelle.

Aujourd'hui les principes posés par l'acte général de Vienne ne sont point en question, puisque, d'une part, les trois Puissances qui ont fait des représentations au sujet de la Pologne ont pris pour base les stipulations de 1815, et que, d'autre part, le cabinet russe a déclaré vouloir respecter ces stipulations.

Il ne s'agit donc que de les appliquer, mais là on touche à des questions intimes que les trois États limitrophes ont toujours considérées comme du domaine de leur souveraineté et de leur compétence exclusive.

En résumé, si du domaine des dissertations on veut passer sur le terrain de la pratique, le seul où puisse se résoudre un problème aussi grave, il en résulte que les trois Cours désirent le retour du royaume de Pologne aux conditions d'une paix durable. C'est aussi le vœu constant et le plus cher de l'empereur de Russie.

Les trois Cours ont déclaré vouloir en chercher les moyens dans les limites des engagements de 1815. L'empereur de Russie se déclare décidé à maintenir ces engagements dans toute leur étendue.

Pour y satisfaire, Sa Majesté a accordé à la Pologne des institutions qui reposent sur le principe d'autonomie administrative et d'une représentation par voie d'élection.

Elle maintient ces institutions et se réserve de les développer.

De leur côté, les trois Cours ont recommandé comme pouvant contribuer à la pacification du royaume de Pologne six points dont la plupart existent déjà, dont les autres sont en voie de préparation ou dans la direction des vues de l'empereur de Russie et des développements que Sa Majesté a fait pressentir.

Mais en même temps les trois Cours pensent que l'application de ces mesures devrait être immédiate et assurerait le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité dans le royaume.

Le Gouvernement russe est au contraire d'avis que, d'après l'expérience acquise, ces mesures ne peuvent pas être appliquées en présence de l'insurrection en armes, qu'elles doivent être précédées du rétablissement de l'ordre, et que, pour être efficaces, elles doivent émaner directement du pouvoir souverain, dans la plénitude de sa force et de sa liberté, en dehors de toute pression diplomatique étrangère.

Voilà les nuances qui séparent les opinions.

Mais ces nuances ne paraissent point de nature à motiver un dissentiment sérieux entre les cabinets, encore moins à troubler la paix de l'Europe.

Elles ne pourraient prendre ce caractère que si on laissait se développer le plan évident des auteurs de la révolution polonaise ; qui, d'un côté, pèsent sur l'opinion publique de l'Europe par le spectacle d'une lutte dont ils s'attachent à multiplier et à aggraver les calamités, tandis que, d'un autre côté, en prolongeant le désordre, ils ôtent au Gouvernement russe la possibilité d'adopter et d'appliquer des mesures de pacification morale qui répondraient à ses propres intentions non moins qu'aux désirs des cabinets et aux sentiments de l'opinion publique.

Il n'y aurait lieu de craindre une pareille tolérance que de la part des Puissances qui seraient déterminées à poursuivre, sous l'apparence d'une action diplomatique, dans les limites des engagements internationaux, la réalisation des vœux les plus extrêmes de la révolution polonaise, conduisant au renversement des traités et de l'équilibre européen.

On ne saurait évidemment l'attendre de la part de cabinets qui ont intérêt au maintien de cet équilibre et qui ont pris pour base de leur intervention la scrupuleuse exécution des traités de 1815.

N° 36. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au marquis de Cadore, chargé d'affaires de France à Londres en date de Paris, le 22 septembre 1863.

Monsieur, les réponses de la Russie aux dernières dépêches des Cours de France, d'Angleterre et d'Autriche ont reçu une publicité qui me dispense de vous envoyer copie de celle qui m'a été remise par M. le baron de Budberg. Nous éprouvons un profond regret en voyant s'évanouir toute espérance d'amener la Russie à se prêter à aucune

entente avec les Puissances, qu'elle avait elle-même conviées à rechercher les meilleurs moyens de pacifier la Pologne et de rassurer l'Europe. S. M. l'Empereur Alexandre ne relève que de Dieu et de sa conscience pour l'accomplissement de ses devoirs à l'égard des peuples placés sous sa domination, et il n'a à rendre à l'Europe aucun compte de l'exercice qu'il fait de ses droits souverains. Tel est le déclinatoire final adressé, en termes identiques, aux trois Cours qui, au nom des intérêts généraux, et en vertu d'un titre conventionnel écrit, s'étaient crues fondées à réclamer une participation au règlement des affaires de Pologne.

Les dépêches de M. le prince Gortschakoff auxquelles répondaient nos communications du 3 août dernier nous faisaient déjà pressentir le sens et les conclusions de celles d'aujourd'hui. Dans cette prévision, nous avions proposé aux cabinets de Londres et de Vienne un échange d'idées sur ce qu'il nous conviendrait de faire, l'éventualité dès lors vraisemblable d'un refus de la Russie venant à se réaliser. Les cabinets n'ont pas jugé comme nous de l'opportunité d'un concert préalable et formel en vue d'une situation hypothétique. En présence du résultat, nous persistons à penser qu'il est regrettable qu'une entente à cet égard ne se soit pas établie à l'avance entre nous. Nous ne pouvons désormais qu'attendre les communications que nos alliés croiraient utile de nous faire. En ce qui nous concerne, dégagés de toute préoccupation particulière comme de tout intérêt qui nous soit propre, nous n'avons pas changé d'opinion sur le caractère européen de la question polonaise et sur les droits que nous confèrent l'intérêt général et les Traités. Nous déplorons que trois Puissances telles que l'Angleterre, l'Autriche et la France ne soient pas parvenues à donner à leurs démarches toute l'efficacité désirable, et il n'a pas tenu à nous d'assurer à leur opinion l'irrésistible autorité d'une résolution collective.

Signé DROUYN DE LHUYS.

(Une dépêche semblable a été adressée à l'ambassadeur de Sa Majesté à Vienne.)

GRÈCE¹.**N° 37. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, en date de Paris, le 12 juin 1863.**

Monsieur..... les plénipotentiaires des trois Cours protectrices du Royaume hellénique, réunis en conférence à Londres, ont signé, le 5 de ce mois, le Protocole qui renferme les conditions internationales de l'établissement d'une nouvelle dynastie en Grèce. Depuis les engagements pris par les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg en vue de renouveler les exclusions stipulées en 1832, la question ne pouvait nous préoccuper qu'au point de vue du prompt retour de l'ordre gravement altéré. Dès que le nom du Prince Georges le Danemark a été prononcé, nous nous sommes empressés de faire savoir à Athènes et à Copenhague que Sa Majesté verrait avec plaisir l'élection d'un Prince dont le choix devait être également agréable à chacune des trois Puissances garantes. Nous nous sommes félicités du vote unanime de l'Assemblée nationale, et nous avons annoncé que nous étions prêts à coopérer aux arrangements destinés à le consacrer.

Les délibérations de la Conférence n'ont, au reste, embrassé qu'un petit nombre de points. Sur notre initiative, les Cabinets, par égard pour la Cour de Bavière, ont cru devoir, dans une communication préalable, lui faire connaître les raisons impérieuses et les exigences d'ordre européen qui leur imposaient la nécessité de tenir compte des événements accomplis en Grèce. Les Plénipotentiaires ont ensuite examiné les moyens de concilier l'avènement d'un nouveau règne avec les Traités sur lesquels repose l'existence de la monarchie hellénique. Les stipulations essentielles pour les intérêts permanents de la Grèce ont été conservées. La Famille royale de Danemark accepte les obligations contractées par la dynastie bavaroise. Les trois Cours ne déclinent aucune de celles qui résultent de leur protectorat collectif, tel qu'il a été réglé lors de la fondation de l'indépendance hellénique. Elles consentent même à ce que la garantie sous la sauvegarde de laquelle le Royaume est placé soit étendue au territoire de

1. Voir les Documents relatifs aux Affaires de Grèce publiés dans les précédents volumes des *Archives diplomatiques* ;

Années 1862, tome IV, pages 375 à 422.

Années 1863, tome I, pages 253 à 260.

— — tome II, page 88.

— — tome III, pages 359 à 428.

l'archipel Ionien, dont les Protocoles qui viennent d'être signés impliquent l'annexion. Les Puissances ont, d'autre part, maintenu les arrangements financiers conclus précédemment avec la Grèce, tout en facilitant, en faveur du Souverain, la création d'une dotation annuelle. Il a été convenu enfin que la Couronne grecque et la Couronne danoise ne pourront, en aucun cas, se trouver réunies sur la même tête, et que, conformément au principe de la Constitution hellénique, reconnu par le Traité signé à Londres en 1832, les successeurs du Roi devront professer les dogmes de l'Église Orientale.

Ainsi, les conditions principales de l'établissement de la nouvelle dynastie sont dès à présent acceptées par les Puissances comme par le Cabinet de Copenhague. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'est engagé à souscrire à l'annexion des Sept-Iles, si elle est trouvée d'accord avec les vœux du Parlement ionien et si elle obtient l'assentiment de la France, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. L'entente à ce sujet pourra sans doute être réglée dans un délai rapproché. De son côté, la Cour de Danemark jugera vraisemblablement opportun d'accélérer les dispositions nécessaires pour que le Souverain de la Grèce puisse se rendre prochainement au milieu de ses sujets, et nous aimons à nous persuader que sa présence dans ses États contribuera à y faire renaître promptement l'ordre et la paix, en mettant fin à une période d'incertitudes et d'agitations. Nous voulons espérer également que les Hellènes, répudiant les excès que nous avons eu récemment à déplorer, et qui ne pourraient se prolonger sans compromettre leur avenir, justifieront par une conduite patriotique l'intérêt qu'ils ont inspiré, et consacreront tous leurs efforts à l'œuvre de concorde dont les sympathies efficaces des trois Cours facilitent le succès.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

N° 38. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux Représentants de l'Empereur à Londres, Saint-Petersbourg, Berlin, Vienne et Copenhague, en date de Paris, le 16 juin 1863.

M.... lord Cowley m'a remis une dépêche de lord Russell en date du 10 de ce mois et relative aux îles Ioniennes. Le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique annonce dans cette communication que le moment est venu pour l'Angleterre de prendre des mesures en rapport avec ses déclarations antérieures et de se dessaisir, en faveur de la Grèce, du Protectorat établi par les Traités, si les habitants des Sept-Iles se prononcent pour l'union au Royaume hellénique.

Il fait observer à cette occasion que l'Archipel ionien n'est pas une

possession de la Couronne anglaise, et que, d'après le Traité conclu le 5 novembre 1815, il forme une République indépendante placée sous la protection de la Grande-Bretagne.

Lord Russell rappelle en même temps que, depuis la fondation de la monarchie hellénique, les espérances des Ioniens se sont tournées du côté de la Grèce. Il ajoute que, fidèle à ses propres principes, le Gouvernement anglais doit tenir compte d'une tendance qui est devenue l'expression d'un vœu national et adopter une résolution conforme au but que se proposaient les Puissances en faisant des Sept-Iles un État séparé et indépendant. En conséquence, le Cabinet de Londres doit appeler prochainement les Ioniens à se prononcer d'une manière formelle et authentique; et s'ils manifestent le vœu de leur réunion au Royaume de Grèce, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique propose de faire consacrer ce nouvel état de choses par une conférence où seraient représentées la France, la Grande-Bretagne et la Russie, en qualité de Cours garantes, et l'Autriche et la Prusse comme signataires du Traité du 5 novembre 1815¹.

En ce qui nous concerne, M..., nous ne pouvons que rendre hommage à la décision prise par le Gouvernement anglais ainsi qu'à l'entière justesse des considérations historiques sur lesquelles elle se fonde. Il est, en effet, hors de doute que, si le Royaume de Grèce eût existé en 1815, les Puissances n'auraient pas hésité à y incorporer les Sept-Iles. La détermination de l'Angleterre est, d'ailleurs, trop en harmonie avec les sentiments de bienveillance du Gouvernement de l'Empereur à l'égard des Hellènes et des Ioniens pour ne pas obtenir notre pleine approbation.

Le principe de l'annexion est déjà établi par le Protocole de la Conférence de Londres, en date du 5 de ce mois, qui règle les conditions auxquelles la Cour de Danemark a accepté le trône de Grèce pour le prince Georges, et aussitôt que le Cabinet anglais sera prêt à ouvrir à ce sujet des négociations, il nous trouvera tout disposés à consacrer définitivement dans un Traité la réunion des îles Ioniennes au Royaume hellénique.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 39. Protocole de la Conférence tenue à Londres
le 16 mai 1863.**

Voir *Archives*, tome III (1863), page 421.

1. Voir le Traité relatif aux îles Ioniennes dans les Recueils sur l'Italie et sur le Congrès de Vienne (Collection Angeberg).

N° 40. Protocole de la Conférence du 27 mai 1863.

Voir *Archives* (1863), tome III, page 422.

N° 41. Protocole de la Conférence du 5 juin 1863.

Voir *Archives*, tome III (1863), page 423.

N° 42. Convention signée à Londres, le 13 juillet 1863, pour l'accession du roi Georges I^{er} au trône de Grèce.

Voir *Archives*, tome III (1863), page 426.

N° 43. Protocole de la Conférence du 1^{er} août 1863.

Présents : les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie.

Le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères a exposé les raisons qui déterminent le Gouvernement de Sa Majesté à s'entendre avec les Cours d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie sur la révision du Traité du 5 novembre 1815, en vertu duquel les îles Ioniennes ont été placées sous la protection immédiate et exclusive de la Grande-Bretagne. Animé du désir de consolider par de nouveaux arrangements le bien-être des populations confiées jusqu'ici à sa sollicitude, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique considérerait la réunion des îles Ioniennes au Royaume hellénique comme la solution la plus conforme aux intérêts mutuels des deux pays, liés entre eux par une communauté d'origine et de croyance religieuse.

Les représentants d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie ont déclaré :

Que leurs Cours reconnaissent unanimement au Gouvernement de Sa Majesté Britannique le droit de renoncer à l'exercice du Protectorat exclusif établi par le Traité du 5 novembre 1815;

Qu'elles sont disposées à accorder leur assentiment et à prêter leur concours à la réunion des îles Ioniennes au Royaume Hellénique, si les vœux du Parlement ionien se prononcent en faveur de ce plan;

Qu'elles réservent au Gouvernement de Sa Majesté Britannique de consulter à ce sujet les représentants de l'État Septinsulaire;

Qu'après avoir acquis la certitude de l'adhésion de cette Assemblée, les Cours d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie se déclareront prêtes à se concerter avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique sur la rédaction définitive du Traité destiné à placer l'arrangement proposé sous la sanction d'un acte européen.

Signé : Baron GROS, RUSSELL, BERNSTORFF, BRUNNOW.

N^o 44. Protocole de la Conférence du 3 août 1863.

Présents : les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et du Danemark.

Le principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires étrangères ayant ouvert la séance, M. le Ministre de S. M. le Roi de Danemark a donné lecture de la déclaration suivante :

S. M. le Roi Georges I^{er}, voulant se conformer aux usages qui prévalent en Grèce et s'identifier autant que possible à sa patrie d'adoption, croit devoir déclarer aux Puissances protectrices de la Grèce qu'il désire prendre désormais le titre de Roi des Hellènes.

Les Plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretagne, n'ayant présenté aucune observation à ce sujet et désirant se rendre au vœu exprimé au nom de S. M. le Roi Georges I^{er} par M. le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemark, se sont engagés, au nom de leurs Cours respectives, à reconnaître à S. M. Georges I^{er}, Roi des Hellènes, le nouveau titre qu'il vient de prendre.

Le Plénipotentiaire de Russie s'est réservé de porter la déclaration du Plénipotentiaire de Danemark à la connaissance de sa Cour.

Signé : baron GROS, RUSSELL, BRUNNOW, DE BILLE.

N^o 45. Protocole de la Conférence du 13 octobre 1863.

Présents : les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et du Danemark.

Par le Protocole du 3 août, le Plénipotentiaire de Russie s'est réservé d'annoncer à sa Cour l'intention de S. M. le Roi Georges I^{er} de porter le titre de *Roi des Hellènes*, au lieu de Roi des Grecs, mentionné aux articles 2, 9 et 12 du Traité du 13 juillet.

Le Plénipotentiaire de Russie a déclaré aujourd'hui que sa Cour adhère à ce changement de titre, qui a obtenu déjà l'assentiment des deux autres Puissances garantes.

En conséquence, il est convenu d'un commun accord de substituer, aux articles 2, 9 et 12, le titre de *Roi des Hellènes* à celui de *Roi des Grecs*.

Les Plénipotentiaires ont cru devoir constater, en outre, l'adhésion unanime de leurs Cours à un second changement de rédaction indiqué ci-après.

Le décret du 18/30 mars 1863, cité à l'article 1^{er}, étant émané de l'Assemblée nationale seule, il est convenu d'omettre dans le texte du susdit article la mention du « Sénat » dont les fonctions législatives avaient cessé à l'époque où les vœux de la nation hellénique ont appelé le Prince Guillaume de Danemark au trône de la Grèce.

Les Plénipotentiaires réunis en Conférence ont constaté, par le présent Protocole, les changements apportés, d'ordre de leurs Cours, aux articles 1, 2, 9 et 12 depuis l'échange des ratifications du Traité signé à Londres le 13 juillet.

MM. les Représentants des Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, à Athènes, seront invités à porter ce Protocole à la connaissance du Gouvernement hellénique.

Signé : Baron GROS, RUSSELL, BRUNNOW, DE BILLE.

ÉTATS-UNIS.

N° 46. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier, à Washington, en date de Paris, le 9 janvier 1863,

Voir *Archives*, tome I (1863), page 439.

N° 47. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier, à Washington, en date de Paris, le 23 janvier 1863.

(*Extrait.*)

Je dois vous dire que M. Dayton a été chargé par M. le Président

1. Voir les Documents relatifs aux États-Unis publiés dans les précédents volumes des *Archives diplomatiques*.

Année 1861, tome I, pages 185, 348, 96, 217, 250, 349, 353.

— — tome II, pages 67, 73, 77, 202, 363, 359, 860, 365, 375.

— — tome III, pages 127, 120, 437 à 444, 129, 136, 133, 306, 293, 356.

— — tome IV, pages 193, 214, 197, 145, 219, 378, 118, 125, 120, 147, 230, 379, 396, 380, 381, 382, 452, 400.

Année 1862, tome I, pages 68, 61, 69, 320 à 446, 266 à 278.

— — tome II, pages 33 à 94, 153 à 162, 264 à 273, 279, 284.

Année 1863, tome I, pages 261 à 296, 413 à 439.

— — tome III, page 90.

— — tome IV, pages 18 à 67, 71 à 74, 77, 78, 100 à 112.

Lincoln de me remercier des termes dans lesquels était conçue la lettre que j'adressais de Compiègne, le 23 novembre dernier, à M. le Ministre des États-Unis¹. Je ne prétends pas voir assurément, dans la démarche dont elle a été l'objet, l'indice d'un changement dans la ligne de conduite que le cabinet de Washington a suivie jusqu'ici ; mais c'est là, du moins, un témoignage que je suis heureux de recueillir des sentiments de justice et de cordialité avec lesquels le Gouvernement fédéral apprécie notre attitude à son égard, et notre vif désir de contribuer, d'une manière quelconque, à avancer l'heure où l'on ne refusera plus d'entrer dans la voie des accommodements pacifiques.

**N° 48. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier,
à Washington, en date de Paris, le 26 février 1863.**

Monsieur, M. Seward a transmis à M. Dayton, ainsi qu'il vous l'annonçait au départ du courrier, la réponse du cabinet de Washington à notre dernière proposition, et M. le Ministre des États-Unis est venu me communiquer cette pièce. Vous saviez déjà qu'elle concluait à un refus. Je suppose que vous aurez eu depuis connaissance des termes mêmes de ce document. Voici, au surplus, quel en est le résumé. M. Seward commence par déclarer que le Président a examiné notre proposition avec toute la considération qui était due aux souffrances imméritées que le conflit américain fait peser sur nos populations, comme sur celles de l'Union, et à l'ancienne et sincère amitié qui a inspiré nos conseils. Mais il ajoute que le Président ne saurait partager les impressions sur lesquelles on se fonde pour douter de l'issue de la lutte. Il ne faut voir, suivant lui, dans ces alternatives de succès et de revers qui l'ont marquée depuis le commencement, que les vicissitudes inséparables de toute entreprise militaire ; les forces fédérales n'ont pas cessé d'avancer vers leur but, et tiennent aujourd'hui étroitement bloqué le territoire des insurgés. Les mesures successivement prises par les pouvoirs législatif et exécutif prouvent que la nation a pu déployer autant d'activité que n'importe quel autre État qui eût été placé dans les mêmes circonstances, et ses ressources sont encore abondantes en même temps que son crédit est à la hauteur de tous les besoins du moment. L'idée de nommer de part et d'autre des commissaires qui se rencontreraient sur un territoire neutre, pour y discuter la question du maintien ou de la rupture de l'Union, a donc pu nous paraître réalisable par suite de notre bienveillant

2. Voir *Archives*, 1863, tome I, page 293.

désir de voir la paix se rétablir. Mais, quant au Gouvernement fédéral, il est convaincu qu'alors même qu'il pourrait aborder une pareille discussion, en présence d'une révolte armée, toute offre pacifique de sa part, sur la base d'une réédification de l'Union, serait infailliblement rejetée par la partie adverse; et que s'il avait, d'un autre côté, la pensée de consentir à une séparation, il encourrait la réprobation universelle de la nation. Le Congrès peut, à son avis, plus utilement contribuer, qu'une négociation engagée dans la forme indiquée, à résoudre les questions en litige, en se complétant par l'adjonction des sénateurs et des représentants de la portion mécontente de la population, et sauf à faire sanctionner ses décisions par une convention nationale qui leur donnerait la force d'une loi organique.

Cette rapide analyse suffit pour constater que le cabinet de Washington, s'il a cru devoir décliner notre proposition, a tenu à le faire, du moins, dans les termes les plus amicaux.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 49. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys
en date de Washington, le 3 avril 1863.**

Monsieur le Ministre, M. Seward m'a dit que je pouvais affirmer à Votre Excellence que j'avais été parfaitement dans le vrai en le représentant comme ayant toujours eu à cœur d'éviter de nous donner aucun sujet de plainte dans la question mexicaine; que sa politique n'avait pas cessé d'être franche et ouverte, et que, dans sa correspondance, on ne trouverait pas un seul mot qui témoignât de la moindre participation à des combinaisons dirigées contre le Gouvernement de l'Empereur, ou qui puissent éveiller sa susceptibilité.

Signé : MERCIER.

**N° 50. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier,
à Washington, en date de Paris, le 23 avril 1863.**

Monsieur, je vous envoie copie d'une lettre du Ministre des États-Unis à Londres qui vient d'être publiée dans les journaux anglais. Écrite, comme vous le verrez, au commandant de la flotte fédérale, elle a pour objet de l'inviter à laisser librement passer des envois d'armes et de munitions de guerre expédiés d'Angleterre à Matamoras par des agents mexicains. Cette pièce révèle trop manifestement les dispositions dont s'est inspiré à notre égard, en cette circonstance, le

représentant des États-Unis pour que j'aie pu me dispenser de m'en expliquer avec M. Dayton. Je l'ai fait en termes amicaux, mais fermes; et j'ai cru, en outre, devoir consigner dans une note verbale que je lui ai remise, et dont vous trouverez la copie ci-incluse, les observations que me suggérait cet étrange incident. Que les envois, comme ceux dont il s'agit, ne fussent pas arrêtés par les croiseurs américains, ce n'est pas ce dont nous aurions à nous plaindre; mais nous sommes fondés à nous sentir blessés du procédé de M. Adams, donnant préalablement une pareille assurance aux expéditeurs, et contribuant ainsi, dans la mesure qui dépend de lui, aux succès d'opérations illicites dirigées contre nous. Peut-être n'aurais-je pas néanmoins prêté autant d'attention au singulier document émané de M. Adams, si, dans le même moment, votre correspondance ne m'avait pas fait connaître le langage très-différent et tout amical que vous tenait M. Seward. Il suffit de le rapprocher de la lettre écrite par le Ministre des États-Unis à Londres, pour être frappé de la contradiction qui existe entre l'attitude de ce dernier agent et les dispositions dont il devrait se montrer animé pour répondre aux sentiments de son Gouvernement.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Annexe à la dépêche du 23 avril.

Note verbale.

Le Gouvernement de l'Empereur n'a pu lire sans une pénible surprise le document émané du Ministre des États-Unis à Londres, auquel la presse anglaise vient de donner une publicité peut-être inattendue. Un sentiment réfléchi d'hostilité à l'égard de la France a pu seul amener M. Adams à délivrer aux agents mexicains, qui l'avaient instruit de leurs projets, l'étrange certificat destiné à leur en faciliter l'exécution. Si un doute était possible à cet égard, les termes dans lesquels est conçu le laisser-passer adressé au commandant de la flotte fédérale suffiraient pour indiquer de quelles dispositions le représentant des États-Unis en Angleterre s'est malheureusement inspiré en cette circonstance.

Le Gouvernement de l'Empereur a tout parfaitement que les croiseurs américains s'abstiennent d'inquiéter et de saisir les navires qui n'ont pas enfreint, vis-à-vis des États-Unis eux-mêmes, les devoirs de la neutralité. Mais il n'est pas besoin de faire ressortir la différence qui existe entre une abstention conforme à l'attitude imposée à tout belligérant envers les neutres, dont la conduite ne lui fournit pas de motifs directs de plainte, et l'assurance formelle donnée à un

tiers, engagé dans des opérations entachées d'un caractère illicite par rapport à un autre belligérant, qu'on ne troublera en aucune façon ces opérations. On garantit à celles-ci, dans ce dernier cas, une sécurité sur laquelle elles ne devraient pas compter; on en écarte à l'avance certains périls qui en pouvaient compromettre le succès; on dissipe des craintes qui les auraient peut-être arrêtées. S'il n'y a pas là une participation effective à des actes condamnés par le droit des gens, n'est-ce pas cependant leur accorder bien évidemment une garantie insolite, une sorte de protection, et n'est-ce pas, dès lors, s'y associer moralement? En remettant à MM. Howell et Zirman l'attestation qu'ils sollicitaient de lui, et dont l'effet devait être de leur assurer, malgré le caractère de leurs marchandises, un libre passage à travers les croiseurs américains, M. Adams ne pouvait se méprendre sur le concours qu'il prêtait à une opération de contrebande de guerre qu'il savait être entreprise contre nous; il y aurait donc eu lieu de se demander par quelle inadvertance le Ministre d'une Puissance amie avait été amené à favoriser ainsi des actes ouvertement dirigés contre la France, si la teneur du certificat signé de lui ne constatait que c'est intentionnellement, et parce qu'il y applaudissait, que M. Adams a voulu les couvrir d'une immunité exceptionnelle. Les expressions employées par M. le Ministre des États-Unis ne laissent place à aucune équivoque. C'est avec plaisir qu'il apprend le but de l'opération projetée. Les envois d'armes et de munitions, qui eussent appelé le blâme le plus sévère, la répression la plus rigoureuse, s'ils eussent été destinés aux ennemis du Gouvernement fédéral, revêtent un tout autre caractère et deviennent légitimes, dès que c'est au profit des ennemis de la France qu'on les prépare.

Le Gouvernement de l'Empereur se refuse à croire que de tels sentiments aient puisé leur inspiration à Washington. Il est bien convaincu que M. Adams n'a, en cette circonstance, exprimé que des opinions toutes personnelles. Il est facile de comprendre pourtant que le langage du ministère des États-Unis à Londres emprunte nécessairement à son caractère diplomatique une importance particulière et que, formulées comme elles l'ont été, ses appréciations autorisent à supposer aussi à son Gouvernement des vues hostiles à la France. Le cabinet de Washington ne s'étonnera donc point que le Gouvernement de l'Empereur voie dans le procédé de M. Adams un acte gratuitement malveillant pour la France, et dont il a le droit de se sentir blessé. On chercherait en vain un motif d'excuse à la conduite du représentant américain. Rien ne lui faisait une obligation de fournir aux agents mexicains une pièce qui équivalait à un véritable sauf-conduit, qui, alors qu'il ne se fût pas agi d'un transport de contrebande de guerre, eût contrasté avec la surveillance soupçonneuse et

excessive exercée sur toutes les expéditions partant d'Angleterre pour le même point, mais qui, dans la forme et dans les conditions où il était donné, devenait une marque de sympathie et un encouragement tout volontaire accordés à des manœuvres illicites préjudiciables à une Puissance amie. Le Gouvernement de l'Empereur ne saurait donc faire l'impression fâcheuse qu'il en a éprouvée. Il doit penser que le Gouvernement fédéral l'aura pressentie lui-même; et, confiant dans la sincérité des assurances d'une tout autre nature qu'il en a souvent reçues, il se croit fondé à en attendre un désaveu explicite de l'attitude et du langage de son Ministre à Londres.

N° 51. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys, en date de Washington, le 23 avril 1863.

Monsieur le Ministre, M. Seward est venu trouver lord Lyons pour lui dire que, le Gouvernement de Richmond ayant contracté en Europe un emprunt payable en cotons, le cabinet de Washington songeait à revenir sur les engagements qu'il avait pris vis-à-vis des neutres, et d'après lesquels les cotons acquis par les neutres sur le territoire ennemi seraient respectés par les forces fédérales, et pourraient être exportés par la même voie que ceux qui sont saisis pour le compte du Gouvernement.

Lord Lyons a répondu que le cabinet de Washington devrait bien réfléchir avant de prendre une pareille décision; qu'il ne devait pas perdre de vue que les neutres étaient en droit de faire des transactions avec un belligérant aussi bien qu'avec l'autre, et qu'il était inadmissible que le Gouvernement de Washington, après avoir établi le blocus, pût s'en prévaloir pour exporter le coton à son profit, tandis que cette exportation resterait interdite aux neutres. Si M. Seward m'entretient de cette question, je me placerai sur le même terrain que lord Lyons.

Signé : MERCIER.

N° 52. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys, en date de Washington, le 5 mai 1863.

Monsieur le Ministre, à la première occasion qui s'est présentée, j'ai entretenu le secrétaire d'État de la question des neutres dans le sens que Votre Excellence a bien voulu m'indiquer, et il a on ne peut mieux accueilli les observations que j'avais à lui soumettre à ce sujet. Il m'a dit qu'il espérait que l'on pouvait se dispenser d'avoir recours

à une mesure dont il ne se dissimulait pas les inconvénients ; mais, le cas échéant, il m'a donné l'assurance que toutes les précautions seraient prises pour que notre commerce, qui avait toujours observé la neutralité avec une parfaite loyauté, n'en souffrît aucun dommage, et qu'aucune difficulté ne pût s'élever entre les deux Gouvernements.

Signé : MERCIER.

**N° 53. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier,
à Washington, en date de Paris, le 14 mai 1863.**

Monsieur, vous m'avez rendu compte d'un entretien que le secrétaire d'État avait eu avec M. le Ministre d'Angleterre, au sujet de l'emprunt payal en coton, contracté par le Sud en Europe. M. Seward annonçait qu'en présence de ce fait le cabinet de Washington songeait à revenir sur les engagements qu'il avait pris vis-à-vis des neutres, et d'après lesquels le coton que ceux-ci avaient acquis sur le territoire ennemi serait respecté par les forces fédérales. Lord Lyons avait engagé M. Seward à bien réfléchir avant de prendre une semblable décision, attendu que les neutres étaient en droit de faire des transactions avec un belligérant aussi bien qu'avec l'autre, et qu'il était inadmissible que le Gouvernement de Washington, après avoir établi le blocus, pût s'en prévaloir pour exporter le coton à son profit, tandis que cette exportation resterait interdite aux neutres. Vous vous proposiez de répondre dans le même sens, si vous étiez amené à aborder ce sujet.

Je n'aurais qu'à approuver, Monsieur, les observations que vous auriez, en effet, le cas échéant, présentées à l'appui des idées déjà développées par votre collègue ; car si le cabinet de Washington admettait antérieurement que les neutres pussent acheter du coton dans le Sud, il admettait, par une conséquence forcée, que le vendeur bénéficiât du prix de cet achat. Comment s'expliquer dès lors qu'il veuille aujourd'hui entraver des opérations qui n'auraient d'autre résultat que celui qu'il semblait accepter précédemment, à savoir, l'acquisition par les neutres de certaines quantités de coton moyennant le paiement plus ou moins immédiat de leur valeur aux propriétaires de coton ? Une appréciation exacte de l'état réel des choses permet, à mon sens, de pénétrer la pensée dont s'inspirerait le Gouvernement fédéral en annonçant qu'il revient sur ses engagements. En fait, une semblable déclaration ne modifierait pas la situation actuelle ; elle tendrait, au contraire, à empêcher qu'elle ne se modifiât. Jusqu'à ces derniers temps, le cabinet de Washington affirmait qu'il était plus que personne désireux de procurer du coton au marché européen et que, si

nous en étions privés, nous ne devons nous en prendre qu'au Sud lui-même, qui se refusait à dessein à nous livrer cette denrée, afin de nous entraîner à prendre parti pour lui, en nous représentant la continuation de la guerre comme un obstacle insurmontable à toute transaction. Les autorités fédérales faisaient, nous était-il dit, tous leurs efforts pour triompher de ces dispositions tâcheuses des États sécessionnistes. Au même moment, cependant, où vous étiez données ces assurances, vous deviez nous signaler des ordonnances du département de la Trésorerie qui avaient pour effet de rendre impossible tout commerce avec le Sud. Plus récemment, c'était une expédition considérable qui, en dégageant complètement le cours du Mississippi, et en faisant comprendre aux planteurs qu'ils n'auraient plus rien à craindre du Gouvernement de Richmond, allait les amener à mettre à profit, avec empressement, les dispositions des autorités fédérales à leur laisser écouler leurs produits. L'événement a prouvé qu'en ne témoignant à cette époque, vous le savez, qu'une confiance médiocre dans l'efficacité des mesures dont on nous entretenait, nous ne nous trompions pas heureusement pas. La vérité, il faut bien le reconnaître, est que le Gouvernement fédéral n'a pas renoncé à entraver les transactions dont il n'aurait ni le contrôle ni le bénéfice, et qui, profitables aux neutres, le seraient en même temps aux États du Sud. Il devait nécessairement en résulter que, malgré ses déclarations de bon vouloir, les neutres sont restés jusqu'ici sous l'empire d'appréhensions trop justifiées, qui ont paralysé toutes leurs opérations. Aujourd'hui qu'une combinaison nouvelle est mise en avant comme un moyen, pour le commerce étranger, de s'assurer la précieuse denrée qui lui fait défaut, le cabinet de Washington redoute le succès qu'elle pourrait avoir et voudrait le compromettre, en annonçant qu'il retire aux neutres les garanties que ses premières déclarations leur avaient données. Je viens de dire combien ces garanties étaient illusoires; leur retrait n'aurait qu'une signification, celle d'un aveu plus explicite des entraves que le Gouvernement fédéral entend mettre à tout rapport de commerce entre le Sud et les neutres. Je ne sais, et n'ai pas à examiner, si l'emprunt contracté pour le compte des États sécessionnistes, en dehors de toute intervention de notre part, réalisera ce qu'on semble en attendre; mais, puisque M. le secrétaire d'État en a pris texte pour s'exprimer comme il l'a fait, j'ai tenu à vous faire connaître le jugement que nous étions, en définitive, conduits à porter sur les dispositions dont le Gouvernement fédéral se montre animé dans cette circonstance.

Signé : DROUYN DE LHAUYS.

N^o 54. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys, en date de Washington, le 8 mai 1865.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu hier la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser au sujet de la lettre que M. Adams avait écrite aux commandants des croiseurs fédéraux pour les inviter à laisser passer librement des armes et des munitions de guerre expédiées d'Angleterre à Matamoras par des agents mexicains.

Le même jour, je me suis rendu chez le secrétaire d'État pour lui faire connaître l'impression qu'un pareil procédé de la part du représentant des États-Unis à Londres avait fait éprouver au Gouvernement de l'Empereur.

Comme il venait de recevoir communication de la note verbale que Votre Excellence avait remise, à cette occasion, entre les mains de M. Dayton, il s'attendait à ma démarche. Après que je lui eus développé les observations que j'étais chargé de lui transmettre et qui confirmaient celles que je m'étais empressé de lui présenter spontanément aussitôt que j'avais eu connaissance, par les journaux, de la lettre de M. Adams, M. Seward est entré dans des explications tendant à dégager complètement de l'incident la responsabilité du Cabinet de Washington. Je lui ai répliqué que, dans ma correspondance avec Votre Excellence, je m'étais toujours fait un devoir de rendre justice à la loyauté de l'attitude qu'il n'avait cessé d'observer dans la question mexicaine.

Signé : MERCIER.

N^o 55. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier, à Washington, en date de Paris, le 4 juin 1865.

M. Dayton m'a donné lecture d'une lettre que M. Seward lui a écrite au sujet de celle qui a été adressée par M. Adams aux commandants des croiseurs fédéraux. Le secrétaire d'État s'explique avec M. Dayton sur cet incident de la même manière qu'il l'a fait avec vous dans votre dernier entretien. Ce que, suivant lui, M. Adams se proposait était uniquement d'établir que les croiseurs fédéraux devaient empêcher tout envoi d'armes au Sud sans se préoccuper des transports de même nature qui auraient une autre destination, quelle qu'elle fût. M. Seward reconnaît, d'ailleurs, que le document émané du Ministre américain à Londres revêtait dans sa forme une apparence de mauvais vouloir tout à fait en opposition avec les sentiments d'amitié que nous sommes fondés à attendre du Cabinet de Washington et

dont il est bien sincèrement animé à notre égard. Aussi n'hésitait-il pas à regarder la lettre de M. Adams comme une démarche inconsiderée.

En présence de ces déclarations, je n'avais plus à insister avec M. Dayton sur ce qu'il y a eu de regrettable dans le procédé de son collègue de Londres.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 56. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier,
à Washington, en date de Paris, le 2 juillet 1863.**

Il ne m'a pas été fait par M. Dayton de communication analogue à celle que M. Adams a adressée à lord Russell au sujet de l'emprunt des États confédérés et dont vous m'avez transmis une copie. Si M. le Ministre des États-Unis avait abordé cette question avec moi, je lui aurais naturellement répondu par les observations que vous avez trouvées dans ma dépêche du 14 mai.

Aucun fait n'est venu jusqu'ici donner une valeur pratique aux déclarations favorables du Cabinet de Washington touchant le commerce des neutres. L'état réel des choses ne serait donc pas modifié par l'intention qu'il annonce de revenir sur ses déclarations. Aussi, Monsieur, ne devrez-vous pas hésiter, dès qu'une circonstance nouvelle vous en fournira l'occasion, pour insister auprès du Cabinet de Washington sur la nécessité de rendre au commerce des neutres la confiance que ses transactions légitimes avec l'un ou l'autre des belligérants seront également respectées. Mon approbation est acquise d'avance à toute initiative que vous prendrez à cet effet, et une entente avec votre collègue d'Angleterre répondra complètement à nos vues. Le Gouvernement britannique, de son côté, j'en ai recueilli l'assurance de lord Cowley, a autorisé son représentant à s'associer à toutes vos démarches tendant à rouvrir le marché du coton au commerce étranger.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 57. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier, à Washington,
en date de Paris, le 13 septembre 1863.**

Monsieur, M. Dayton, qui apporte dans ses relations avec moi une grande confiance et une droiture dont je me plais à rendre témoignage, s'est ému de certaines rumeurs qui paraissent avoir trouvé, ces jours derniers, quelque créance à Paris, et il est venu m'en entretenir. A s'en rapporter à ces bruits, trop légèrement acceptés, le Gou-

vernement de l'Empereur se serait décidé à reconnaître les États du Sud. Un Traité aurait même déjà été signé l'après lequel la nouvelle confédération céderait à la France, soit pour elle-même, soit pour en faire la rétrocession au Mexique, le Texas et une partie de la Louisiane.

Au moment où M. Dayton, me faisait part de ces renseignements, je me trouvais précisément dans le cas de lui offrir informations pour informations; et, avant de répondre aux questions qu'il m'adressait, je lui ai demandé si, parmi les symptômes alarmants pour le maintien des bons rapports des deux pays, il n'avait pas recueilli comme moi d'autres nouvelles également répandues dans le public, telles par exemple que la remise qu'il m'aurait faite d'une protestation de son Gouvernement contre notre expédition du Mexique et ses conséquences, la conclusion d'une alliance offensive et défensive entre les États-Unis et la Russie, l'apparition d'une flotte fédérale devant la Vera-Cruz.

A l'égard de la protestation, après m'avoir fait remarquer que je savais mieux que personne qu'il ne m'en avait remis aucune, M. Dayton m'a dit qu'en s'inspirant de l'esprit général de la correspondance de M. Seward et de la connaissance qu'il avait lui-même des dispositions de ses concitoyens, il avait pu me parler de l'impression produite sur l'opinion de son pays par l'intervention prépondérante d'une Puissance européenne dans une République américaine, et par la création d'un établissement monarchique dans une contrée voisine des États-Unis; mais que de là à une protestation ou à une intention quelconque d'ingérence comminatoire, il y avait fort loin, et que rien dans ses instructions ne l'autorisait à franchir cette distance. Il ne savait rien, d'autre part, de l'alliance prétendue de son Gouvernement avec la Russie, et il avait toutes raisons de n'y pas croire. Quant à la présence d'une flotte fédérale devant la Vera-Cruz, cette nouvelle ne lui paraissait même pas mériter l'honneur d'un démenti.

J'ai dit à M. Dayton que je n'avais jamais attaché d'importance aux bruits que je lui signalais, et qu'en lui parlant j'avais eu beaucoup moins pour but de provoquer de sa part des explications que de le prémunir lui-même contre les rumeurs d'autre nature, mais probablement de même provenance, dont il m'avait entretenu. Je pouvais, du reste, les démentir catégoriquement. A l'égard de la reconnaissance des États du Sud, les dispositions du Gouvernement de l'Empereur lui étaient connues, et cette question en était toujours au point où l'avaient laissée nos derniers entretiens. Nous n'avions donc pas reconnu le Sud, et à plus forte raison, nous n'avions donc signé avec lui aucun Traité de cession du Texas et de la Louisiane. A ce propos, je pouvais lui répéter ce que je lui avais déjà dit souvent, que

nous ne recherchions, pour nous-mêmes ni pour d'autres, aucune acquisition en Amérique. J'ai ajouté que j'espérais que le bon sens du peuple des États-Unis ferait justice des exagérations et des fausses suppositions à l'aide desquelles on cherchait à égarer et à aigrir l'opinion, et que je comptais sur son concours pour tâcher de faire prévaloir une plus équitable appréciation de nos intentions et des nécessités auxquelles obéissait notre politique.

J'ai pensé, Monsieur, qu'il était bon que vous fussiez informé des détails de cette conversation, afin que vous puissiez, de votre côté, en faire part à M. Seward et en prendre texte pour rectifier autour de vous les jugements faux et les préventions non justifiées.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

MEXIQUE.

N° 58. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine, commandant en chef des forces françaises au Mexique, en date de Paris, le 14 août 1863.

Général, les dépêches que je reçois aujourd'hui du Mexique confirment la nouvelle, déjà parvenue en Europe par voie télégraphique, des importantes résolutions votées par l'Assemblée des notables à Mexico, le 10 juillet dernier. Cette nouvelle ne pouvait être accueillie qu'avec une sincère satisfaction par le Gouvernement de l'Empereur, et nous nous félicitons de voir nos prévisions justifiées par le bon sens et le patriotisme de l'Assemblée.

Comme vous le savez, Général, lorsque la nécessité d'aller poursuivre le redressement de griefs accumulés nous a conduits au Mexique, l'Empereur a entrevu la possibilité de faire sortir la régénération de ce pays de la crise même que le Gouvernement de M. Juarez attirait sur lui. Dans la pensée de Sa Majesté, aucune pression ne devait être exercée sur la nation mexicaine; elle seule aurait à se prononcer sur la forme de ses institutions et, dans le cas où elle adopterait une

1. Voir les Documents relatifs aux Affaires du Mexique publiés dans les précédents volumes des *Archives diplomatiques*.

Année 1861, tome IV, pages 399, 323.

Année 1862, tome I, pages 424 à 428, 279 à 305.

— — tome II, pages 168, 30.

— — tome III, pages 173, 178, 180 à 454.

— — tome IV, pages 152 à 162, 142 à 151, 7 à 141, 163.

Année 1863, tome I, pages 296 à 342,

— — tome II, pages 18 à 57, 72 à 81.

— — tome III, pages 93, 94.

constitution monarchique, sur le choix du Prince qui serait appelé à régner sur elle ; elle devait seulement savoir d'avance que notre concours moral était acquis à tous les efforts honnêtes et sérieux qui seraient tentés pour l'arracher à l'anarchie et à la dissolution. C'est ce que, conformément aux ordres de l'Empereur, les généraux et tous les agents de Sa Majesté au Mexique ont eu pour mission de bien faire comprendre autour d'eux. C'est donc dans la plénitude de ses droits et dans le libre exercice de son indépendance que la nation mexicaine fonde en ce moment ses destinées nouvelles. Nous voyons déjà dans le vote de l'Assemblée des notables une manifestation spontanée et imposante de ses dispositions, mais il importe que ce vote soit confirmé et ratifié le plus tôt possible par l'assentiment des populations. Nous applaudissons de même au choix du Prince éminent que l'Assemblée a appelé au trône par une acclamation qui devra également recevoir des suffrages du pays sa consécration définitive.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 59. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine,
en date de Paris, le 17 août 1863.**

Général, au moment où vous vous trouvez investi de la plénitude des pouvoirs politiques et militaires et où, grâce à l'héroïsme de nos soldats et à l'habileté de leurs chefs, l'élaboration d'un nouveau régime politique remplace au Mexique le bruit des armes, je crois utile de résumer encore une fois la pensée dont s'inspire le Gouvernement de l'Empereur. Elle a trouvé la plus haute expression dans la lettre adressée par Sa Majesté au général Forey le 3 juillet 1862, et c'est toujours à ce mémorable document qu'il faut se reporter.

Je ne reviendrai pas sur les faits qui ont amené notre intervention, ni sur les incidents trop connus qui en ont signalé la première phase alors que nous étions engagés dans une collection relative. Je les mentionne seulement pour rappeler que, restés seuls, nous n'avons usé de notre indépendance que pour poursuivre l'œuvre qu'il n'a pas dépendu de nous d'accomplir avec d'autres, et sans dévier de la ligne que, dès l'origine, nous nous étions tracée et que nous avons indiquée à nos alliés. En agissant ainsi, nous persistons à croire que nous servons les intérêts généraux de l'Europe.

Nous avons reconnu que la légitimité de notre intervention au Mexique résultait uniquement de nos griefs contre le Gouvernement de ce pays ; nous avons déclaré que, quels que fussent les droits que nous conférerait la guerre, nous ne cherchions là ni conquête, ni éta-

blissement colonial, ni même aucun avantage politique ou commercial à l'exclusion des autres Puissances. Pénétrés cependant de cette idée, que justifiaient de trop onéreuses expériences, qu'une expédition, analogue à celles dont les procédés traditionnels du Gouvernement mexicain ont si souvent imposé à nous et à d'autres la nécessité, ne nous assurerait que des dédommagements précaires et aucunes garanties pour l'avenir, nous avons pensé qu'il serait digne de nous et profitable à tous d'en appeler au peuple mexicain des iniquités de son Gouvernement et de lui fournir, s'il s'y prêtait, l'occasion et les moyens de réagir contre les éléments de dissolution accumulés sur son sol par une succession déplorable de pouvoirs anarchiques. Nous nous applaudissons fermement, aujourd'hui, de n'avoir pas désespéré du bon sens et du patriotisme de la nation mexicaine. Nous écartons du reste hautement, vous le savez, toute intention de substituer notre influence aux libres résolutions du pays; nous lui promettons notre concours moral pour seconder les efforts qu'il voudrait tenter dans son indépendance; mais c'était de ses entrailles mêmes que devait sortir sa régénération. Nous avons accueilli avec plaisir, comme un symptôme de favorable augure, la manifestation de l'Assemblée des notables de Mexico en faveur de l'établissement d'une monarchie et le nom du Prince appelé à l'Empire. Cependant, ainsi que je vous l'indique dans une précédente dépêche, nous ne saurions considérer les votes de l'assemblée de Mexico que comme un premier indice des dispositions du pays. Avec toute l'autorité qui s'attache aux hommes considérables qui la composent, l'Assemblée recommande à ses concitoyens l'adoption d'institutions monarchiques, et elle désigne un Prince à leurs suffrages. Il appartient maintenant au Gouvernement provisoire de recueillir ces suffrages de manière qu'il ne puisse planer aucun doute sur l'expression de la volonté du pays. Je n'ai pas à vous indiquer le mode à adopter pour que ce résultat indispensable soit complètement atteint : c'est dans les institutions et les habitudes locales qu'il faut le chercher. Soit que les municipalités doivent être appelées à se prononcer dans les diverses provinces à mesure qu'elles auront reconquis la disposition d'elles-mêmes, ou que les listes soient ouvertes par leurs soins pour recueillir les votes, le mode le meilleur sera celui qui assurera la plus large manifestation des vœux des populations dans les meilleures conditions d'indépendance et de sincérité. L'Empereur, Général, recommande particulièrement ce point essentiel à toute votre attention.

D'autres questions appellent en même temps votre sollicitude. Nous avons la conscience de représenter au Mexique la cause du progrès et de la civilisation, et le soin de notre responsabilité ne nous permet d'accepter l'espèce de tutelle provisoire dont les circonstances nous

investissent qu'à la condition de bien servir cette cause par nos conseils et par nos actes. A ce point de vue, nous avons dû regretter certaines mesures qui contrastent d'une manière fâcheuse avec les idées que nous devons faire prévaloir. Les séquestres, les prohibitions, les mises hors la loi, ont été trop souvent au Mexique les armes des partis aux abois, dans leurs luttes à outrance, pour qu'un Gouvernement réparateur ne s'en interdise pas l'usage. Adoptées, sans doute, en vue de nécessités d'urgence dont je ne peux pas juger, elles ne pouvaient avoir qu'un caractère provisoire, et, au moment où je vous écris, elles sont certainement rapportées, en admettant qu'elles ne le fussent pas déjà à la réception des instructions expédiées par le dernier paquebot.

La réorganisation de l'armée mexicaine est une des questions les plus importantes qui doivent, dès à présent, occuper l'attention du Gouvernement provisoire et la vôtre. Il appartient à M. le Ministre de la guerre de vous transmettre à cet égard des instructions spéciales. Je me bornerai à dire que le désir du Gouvernement de l'Empereur étant de restreindre, aussi promptement que les circonstances le permettront, l'étendue et la durée de notre occupation; il est essentiel que cette réorganisation soit poussée avec toute l'activité possible, et qu'il est désirable qu'au fur et à mesure des progrès réalisés, un rôle honorable soit assigné à l'armée mexicaine. Dans l'intérêt du pays et de son développement ultérieur, aussi bien que pour pourvoir aux nécessités présentes, je vous recommande d'insister auprès du Gouvernement pour qu'il apporte tous ses soins à multiplier les voies de communication et à assurer, sur celles qui existent, la sécurité des transports et le rapide échange des correspondances.

Sans substituer directement votre initiative à celle du Gouvernement, tous vos conseils, Général, doivent tendre à ce que l'administration proprement dite soit reconstituée dans des conditions de régularité et de fermeté qui donnent confiance au pays et le rassurent contre toute idée d'une politique réactionnaire et exclusive. A l'ombre de notre drapeau, tous les partis peuvent se réconcilier dignement, et nous les y convions; mais, comme nous répudions leurs passions, nous ne devons pas permettre qu'il abrite jamais leurs vengeances.

Les mêmes principes doivent présider à la réorganisation de l'administration judiciaire, et vous aurez à recommander au Gouvernement de s'en inspirer dans le choix des magistrats et dans l'impulsion qu'il leur donnera, l'indépendance et l'honnêteté de la magistrature pouvant contribuer puissamment à relever l'état moral d'un peuple chez lequel les notions du droit ont dû s'altérer au contact de tant de révolutions.

Les institutions administratives et judiciaires existantes paraissent,

d'ailleurs, répondre aux besoins et aux habitudes du pays. Vos conseils doivent donc porter, à cet égard, plutôt sur le choix des fonctionnaires et sur les directions à leur imprimer que sur les institutions elles-mêmes.

Il n'en est pas tout à fait ainsi des finances. Nous avons là d'ailleurs, un intérêt direct, qui nous commande de veiller de plus près à l'exécution des règlements qui doivent assurer au pays les bénéfices d'une comptabilité régulière. La bonne gestion des deniers publics est la garantie de nos créances, et à ce point de vue, nous sommes fondés à exercer un contrôle actif sur l'administration financière. Nous avons, du reste, autant qu'il dépendait de nous, facilité sa réorganisation en lui assurant le concours précieux des agents spéciaux délégués à cet effet par M. le Ministre des finances. Sous leur influence éclairée, les germes de prospérité si variés et si abondants que le pays renferme ne peuvent pas manquer de se développer rapidement.

J'ai parlé de nos réclamations. Elles sont, comme vous le savez, Général, de deux sortes : celles qui sont antérieures à la guerre, et celles qui ont la guerre pour origine. Quant aux premières, elles seront toutes déferées à l'examen d'une Commission qui sera instituée auprès de mon département, et qui sera composée de manière à assurer à ses décisions une autorité indiscutable. Le chiffre total à présenter au Gouvernement mexicain se composera de la somme de toutes ces réclamations qui auront été reconnues par la Commission comme légitimement fondées.

Quant à celles qui procèdent de la guerre que nous venons de soutenir, mes collègues de la Guerre et de la Marine s'occupent de réunir les éléments qui leur permettront d'établir l'état des dépenses dont nous aurons à réclamer le remboursement. Nous serons vraisemblablement en mesure de vous transmettre, par le prochain paquebot, le résultat de ce travail, et vous aurez alors à présenter à l'acceptation du Gouvernement provisoire la demande de remboursement de la somme qui vous sera indiquée. *Signé : DROUYN DE LHUYS.*

**N^o 60. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine,
en date de Paris, le 15 octobre 1863.**

Général, je me suis mis en rapport, ainsi que je vous en avais annoncé l'intention, avec mes collègues aux départements de la Guerre, de la Marine et des Finances, pour fixer l'indemnité de guerre dont nous aurons à réclamer le remboursement au Mexique. Les informations diverses qui nous étaient indispensables pour apprécier exacte-

ment l'ensemble de nos dépenses se trouvent aujourd'hui entre nos mains. Nous ne tarderons pas, en conséquence, à pouvoir arrêter définitivement le chiffre de la somme à laquelle devra s'élever cette indemnité. Nous avons également à nous préoccuper des dépenses qui se produiront encore avant que toutes nos forces aient complètement évacué le territoire mexicain. Je me suis donc aussi entendu à ce sujet avec mes collègues, et je serai, suivant toute probabilité, en mesure de remettre à M. le marquis de Montholon, au moment de son départ, les instructions convenables pour qu'il soit à même de négocier ces deux règlements aussitôt son arrivée à Mexico.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

AFFAIRES COMMERCIALES.

N° 61. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Gabriac chargé d'affaires de France à Munich, en date de Paris, le 1^{er} 23 mars 1863.

Monsieur, la réunion à Munich des commissaires du Zollverein va vous fournir une occasion naturelle d'étudier de plus près les dispositions des principaux membres de l'Association, et peut-être de vous éclairer sur les modifications qu'elles ont pu subir depuis les dernières notes échangées avec la Cour de Berlin¹. En effet, dans l'intervalle, non-seulement des chambres de commerce importantes et des corporations considérables, mais même des assemblées représentatives se sont prononcées presque unanimement en faveur du Traité de commerce du 2 août 1862, et il me serait difficile de croire que ces manifestations de l'opinion publique en Allemagne n'ont exercé aucune influence, ni laissé aucune trace. Le programme de la réunion actuelle et les précédents des conférences périodiques prescrites par les règlements constitutifs excluent, il est vrai, toute discussion sur les sujets délicats qui divisent le Zollverein. Mais l'ordre du jour fixé à l'avance sera-t-il strictement suivi, malgré l'intention attribuée à la Prusse de ne pas admettre qu'on s'en écarte? Les causes de l'adhésion des uns, de la résistance des autres au Traité franco-prussien ne sont-elles pas discutées et appréciées?

L'éventualité de la dissolution du Zollverein, de sa reconstitution sur des bases nouvelles, ou plus étroites ou plus larges, la convenance d'un rapprochement plus intime avec l'Autriche, l'examen des con-

1. Voir les Documents relatifs au Traité de commerce avec la Prusse. *Archives*, tome 1V, 1862, pages 215 à 373, 423 à 514.

ditions auxquelles le pacte du 2 août pourrait obtenir l'assentiment qui lui a été jusqu'à ce jour refusé par une partie des États de l'Union allemande, toutes ces questions ne se poseront-elles pas, directement ou indirectement, et ne donneront-elles pas à la réunion de cette année une importance toute particulière et décisive peut-être? Lors même qu'elles ne seraient point l'objet de délibérations officielles, n'est-il pas probable qu'elles occuperont une grande place dans les entretiens particuliers, dans les conférences extra-réglementaires? N'y a-t-il point lieu de prévoir, en un mot, que l'occasion sera saisie avec empressement par la plupart des commissaires de défendre l'attitude et les actes des Gouvernements qu'ils représentent à Munich?

La matière ne manquera donc pas, Monsieur, à vos observations. Je n'ai pas besoin de vous dire que j'en accueillerai le résultat avec le plus vif intérêt, et que je compte sur votre zèle pour me tenir exactement informé des incidents qui viendraient à se produire. Je crois encore moins nécessaire de vous recommander, en même temps qu'une étude attentive, la réserve que comporte la nature du débat qui s'agite autour de vous ; nous pouvons le suivre, mais nous n'avons pas le droit d'y intervenir. Ce sont des questions d'intérieur, pour ainsi dire, auxquelles ne doit se mêler aucun élément étranger. Le Gouvernement de l'Empereur a pu très-légitimement, pendant le cours de la négociation avec la Prusse et après la signature du Traité, user de son influence sur les Cours d'Allemagne pour obtenir leur adhésion à un arrangement qu'il considérait et qu'il persiste à considérer comme éminemment avantageux pour les deux pays ; il s'est appliqué à répondre aux critiques dont il était l'objet de la part de quelques Gouvernements du Zollverein, et je crois pouvoir dire qu'il a réussi à écarter par des explications franches et loyales le plus grand nombre des objections, celles-là du moins qui portaient sur le Traité lui-même, et qui n'étaient point suggérées par des considérations étrangères au mérite intrinsèque des stipulations commerciales.

L'action de la diplomatie française, les agents de Sa Majesté le savent, s'est renfermée dans ces limites ; elle n'en sortira pas. Le Gouvernement de l'Empereur, et c'est ce que vous pouvez, Monsieur, déclarer à l'occasion, sans manquer à la réserve qui doit faire la règle de votre conduite et de votre langage, le Gouvernement de l'Empereur, dis-je, reste animé du même désir de voir mettre un terme prochain à une situation qu'il regarde comme funeste aux intérêts de la France et de l'Allemagne ; il a la ferme intention de remplir, aux échéances et dans les conditions fixées par le Traité du 2 août, ses engagements envers la Prusse et ses coassociés ; mais il est également résolu à n'admettre, pour atteindre ce résultat, que l'emploi de moyens compatibles avec les égards qu'il doit à des États indépendants. Il attend le succès, non

d'une ingérence ou d'une pression contraire à ses propres sentiments mais d'une conviction libre et éclairée.

Signé: DROUYN DE LHUYS.

N° 62. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron de Talleyrand, à Berlin, en date de Paris, le 19 mai 1863.

Monsieur le Baron, l'ambassadeur de Prusse, en m'entretenant dernièrement de l'objet du récent voyage de M. de Beust à Berlin, m'a déclaré que son Gouvernement se maintiendrait dans la position qu'il avait prise depuis la signature des Traités du 2 août, et m'a exprimé la confiance que nous en ferions autant.

Vous connaissez trop bien, Monsieur le Baron, la pensée du Gouvernement de l'Empereur pour que j'aie besoin de vous dire quelle a été ma réponse à M. le comte de Goltz; elle a été celle que j'aurais faite à M. le prince de Metternich, si sa Cour l'avait réellement chargé, comme on l'a prétendu, de nous offrir la médiation de l'Autriche pour arriver à une transaction avec les États dissidents du Zollverein; mais il ne nous est venu, jusqu'à ce moment, aucune proposition du cabinet autrichien, et je n'ai point eu, par conséquent, à affirmer de nouveau les résolutions du Gouvernement impérial. On ne doit pas douter, d'ailleurs, à Vienne, comme à Munich et à Stuttgart, qu'elles ne soient inébranlables sur le fond des choses. Si la Bavière et le Wurtemberg s'étaient bornés à réclamer quelques légers changements sur des points secondaires, nous aurions pu examiner leurs demandes et rechercher dans quelle mesure il nous était possible de les accueillir; c'est ce que nous avons déjà fait avec d'autres Puissances, nous prêtant aux rectifications de détail qui leur avaient paru désirables après une étude plus approfondie; mais du moment où les exigences des États dissidents allaient jusqu'à remettre en question les grands principes engagés dans le Traité du 2 août, nous devions nous refuser d'une manière absolue à rouvrir une discussion devenue sans objet et sans utilité.

Sur l'article 31¹, par exemple, dont l'abandon par la France est considéré comme une des conditions *sine qua non* de l'assentiment final des Cours dissidentes, il ne nous est permis, je n'hésite pas à le

1. Art. 31. Chacune des hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs, droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité, qu'elle pourrait accorder par la suite à une tierce Puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation, ni aucune prohibition d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

répéter, de faire aucune concession. Nous n'avons nullement contesté que l'Autriche ne dût rester en pleine jouissance, jusqu'à l'expiration du Traité de 1853, des avantages exceptionnels que cet acte lui a garantis; nous avons trouvé une situation acquise, que nous avons respectée, sous la réserve qu'elle ne se prolongerait pas au delà du terme assigné à sa durée. Cette réserve était si naturelle, si légitime, qu'elle a été admise sans aucune difficulté par les négociateurs prussiens, munis des instructions et des pleins pouvoirs des autres États du Zollverein. Cet article 31, si controversé aujourd'hui, n'a pas donné lieu, dans les Conférences de 1862, à la plus légère objection. Les réclamations, les résistances ne sont venues qu'après coup, à la suite de suggestions étrangères et sous l'empire d'idées tout à fait différentes de celles qui avaient inspiré le projet d'arrangement avec la France et présidé à sa rédaction. Nous demander aujourd'hui de renoncer à l'article 31, c'est nous demander de renoncer au Traité lui-même. Non-seulement cet abandon serait préjudiciable à des branches importantes de l'industrie française qui n'ont chance de placer leurs produits sur le marché du Zollverein en concurrence avec les articles similaires autrichiens, qu'autant que la lutte sera égale; mais, indépendamment de cette atteinte à des intérêts très-sérieux que le Gouvernement de l'Empereur a pour devoir de sauvegarder, le grand principe de sa réforme économique se trouverait gravement compromis. En effet, il ne peut s'établir solidement et triompher d'une manière définitive qu'autant que son application se généralisera par la suppression persévéramment poursuivie de tous les tarifs différentiels. Cette doctrine, nous la professons lors même qu'il peut en résulter pour nous quelque désavantage momentané. Ainsi, Monsieur le Baron, nous avons applaudi à la Convention récente conclue entre la Prusse et la Belgique, bien que ce dernier pays ait accordé à l'Union douanière, sans en exiger aucune concession équivalente, des faveurs dont nous avons chèrement acheté la jouissance, et que nos fabricants doivent se trouver soumis à la concurrence, sinon imprévue, du moins anticipée, de l'Allemagne. Loin de nous plaindre d'une assimilation de traitement si généreusement concédée à une industrie rivale, nous avons facilité, par notre propre adhésion au rachat des péages de l'Escaut, un arrangement qui avait, à nos yeux, le mérite de faire immédiatement apprécier au Zollverein, les avantages du système que quelques-uns de ses membres s'obstinent à repousser. C'est que notre politique commerciale n'est pas, Monsieur le Baron, une politique de circonstance subordonnée à des considérations étrangères à celles qui doivent l'inspirer: elle s'élève au-dessus des questions du moment, et nous n'en faisons ni un expédient ni un accessoire. Une heureuse et féconde expérience de trois années

nous a de plus en plus convaincus qu'elle peut se défendre et triompher par elle-même, sans avoir besoin de chercher un point d'appui dans ces combinaisons factices et précaires auxquelles on sacrifie trop souvent les intérêts généraux et permanents.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 63. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Recuiot,
à Munich, en date de Paris, le 8 juin 1865.**

Monsieur le Comte, les paroles de S. M. le Roi de Bavière à l'ouverture de la session législative, les explications de M. Schrenk lors de la discussion de l'Adresse, et surtout le langage du commissaire bavarois à la Conférence douanière, semblent indiquer un parti pris de pousser à ses dernières conséquences l'opposition au Traité du 2 août, et de provoquer par tous les moyens l'annulation du pacte que la Prusse s'est crue autorisée à signer au nom de l'Allemagne; cette hostilité ne se borne même plus aux protestations; elle vient de se manifester par un fait beaucoup plus grave. L'envoi d'une Note aux autres États dissidents, pour les inviter à former une nouvelle association en dehors de la Prusse, est sous les auspices de l'Autriche. La formation de deux groupes distincts est prévue, l'un au Nord, sous le drapeau de la liberté commerciale, l'autre au Sud, à l'ombre de la protection. La conciliation entre ces deux systèmes, que le Traité du 2 août avait pour but de réaliser, est déclarée impossible. On exagère la divergence des intérêts pour arriver à une séparation qui était redoutée naguère comme une calamité publique par ceux-là mêmes qui la désirent et y poussent aujourd'hui.

C'est avec un profond regret, Monsieur le Comte, que nous voyons le Gouvernement de S. M. le Roi de Bavière donner à ses dissentiments un caractère aussi prononcé.

Le Gouvernement de l'Empereur n'a point à intervenir dans le débat; il doit laisser les États du Zollverein discuter entre eux leurs intérêts respectifs, leurs griefs mutuels, les motifs et les conséquences éventuelles de leur séparation, ou les termes de leur nouveau contrat si, comme nous le désirons vivement, ils parviennent à s'entendre.

Mais si nous continuons de nous abstenir de toute ingérence dans un conflit intérieur, il ne faudrait pas que la Bavière prît notre réserve pour un désistement. Je vous prie, Monsieur le Comte, de repousser une pareille interprétation, si elle vient à se produire, et de ne pas permettre qu'il s'élève un doute sur nos intentions. Nous ne sommes pas fondés, je le reconnais, à reprocher au cabinet de Munich d'avoir

manqué à un engagement positif contracté envers nous ; il s'était réservé le droit de ne pas ratifier les stipulations de Berlin. Mais, ce qui a lieu de nous surprendre, c'est qu'il répudie non-seulement le résultat, mais encore la pensée de la négociation, oubliant qu'il en a connu et accepté les bases générales, qu'il a donné à la Prusse ses pleins pouvoirs pour traiter avec la France, qu'on l'a tenu au courant des principaux incidents des conférences internationales, et que même il a réussi à faire modifier quelques-unes de nos propositions les plus importantes. Il a donc mauvaise grâce à venir aujourd'hui nier sa participation au Traité du 2 août, et nous pourrions nous plaindre de ce défaut de mémoire ; mais le Gouvernement impérial n'apportera pas ses susceptibilités particulières dans la grande querelle qui divise l'Allemagne ; il lui suffit qu'on sache qu'il ne déviera pas de l'esprit libéral qui a inspiré la négociation avec le Zollverein, et qu'il n'est pas moins résolu que la Prusse à se maintenir sur le terrain où se sont placés, dès le début, les deux cabinets. Notre conduite est tracée par nos principes comme par nos engagements : nous ne manquerons ni aux uns ni aux autres.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**N° 64. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros,
à Londres, en date du 13 février 1863.**

Monsieur le Baron, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, en vous priant de vouloir bien la communiquer au principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique, une copie de la Charte par laquelle le Roi Radama II a octroyé à M. Lambert, sujet français, divers privilèges de culture et d'exploitation dans l'île de Madagascar.

Lord Russell sait trop bien quels obstacles rencontre, dans les pays tels que Madagascar, l'introduction des formes compliquées de la civilisation, pour ne pas reconnaître que les clauses de cet acte sont mieux appropriés aux habitudes du peuple madécasse et à la simplicité de ses institutions, que ne le serait l'ensemble de conditions et de garanties stipulées d'ordinaire par les Gouvernements européens, lorsqu'ils font appel à l'industrie privée pour l'exécution des grandes entreprises. Je désire toutefois, Monsieur le Baron, que la nationalité du concessionnaire ne puisse donner lieu, en aucun cas, à des suppositions qui seraient aussi contraires aux vues libérales du Gouvernement français, que nuisibles au développement du commerce de l'Europe avec Madagascar.

Je vous autorise donc à déclarer au comte Russell que le Gouver-

nement de l'Empereur n'entend nullement faire tourner au profit exclusif de la France l'exploitation des privilèges accordés à un de ses nationaux.

La meilleure preuve, au surplus, qu'il puisse fournir de ses intentions désintéressées est de convier les principales Puissances européennes, et spécialement l'Angleterre, à concourir à la réalisation d'un projet dont toutes les nations doivent souhaiter la réussite. Bien que cette entreprise, par l'effet des circonstances, se trouve, au début, placée sous ses auspices, le Gouvernement de l'Empereur n'en désire pas moins lui donner un caractère international, et il recevra avec satisfaction l'assurance que le Gouvernement britannique veut bien réunir ses efforts aux siens pour propager, dans la nouvelle région ouverte à l'activité européenne, les bienfaits de l'industrie et de la civilisation.

Signé : DROUYN DE LÉUYS.

N° 65. Rapport de M. Drouyn de Lhuys à l'Empereur sur l'exercice de la juridiction consulaire dans les Échelles du Levant et de Barbarie, en date du 1^{er} juin 1863.

Sire, le droit de juridiction que les capitulations et les traités conclus avec la Porte-Ottomane garantissent aux consuls de Votre Majesté dans les Échelles du Levant et de Barbarie constitue, pour la France, une des concessions les plus importantes qu'elle ait obtenues en Orient; pour ses agents, une des prérogatives les plus considérables de leur charge. L'exercice de ce droit traditionnel a été successivement réglé par la célèbre ordonnance de la marine de 1681, l'édit de juin 1778 et la loi du 28 mai 1836. On peut dire que, dans l'état actuel de la législation, nos consuls réunissent, comme magistrats, les attributions les plus variées et les plus étendues. Tour à tour arbitres, juges de paix, juges en matière civile, commerciale, correctionnelle, présidant à l'occasion le tribunal maritime institué par le décret du 24 mars 1852, investis enfin en matière criminelle des pouvoirs attribués en France aux procureurs impériaux et aux juges d'instruction, ils ont vu s'aggraver encore depuis quelques années, leur tâche et leur responsabilité.

En effet, la procédure sommaire, dont les anciennes ordonnances avaient tracé les règles, s'est compliquée de dispositions nouvelles, et ce n'est que par une étude incessante, difficile en pays étranger, que les agents de l'Empereur, au milieu de tant d'autres soins inhérents à leur emploi, peuvent suivre les progrès de la législation et de la juris-

prudence, interpréter et concilier des textes souvent contradictoires; se maintenir enfin à la hauteur du mandat qui leur est confié, et dont on méconnaîtrait l'importance en le comparant à cette magistrature en quelque sorte patriarcale qu'exerçaient autrefois nos consuls, et qui suffisait aux besoins d'une époque où la *nation* ne formait guère qu'une famille et bornait son activité aux opérations les plus élémentaires du négoce.

Aujourd'hui, Sire, sous l'influence des idées civilisatrices dont la rapide et féconde expansion sera une des gloires de votre règne, la situation des établissements français dans le Levant a subi de profondes et heureuses modifications. Le développement de la navigation à vapeur, la création de grandes lignes périodiquement parcourues par nos paquebots, la facilité croissante des communications, les encouragements accordés au commerce étranger par des princes éclairés qui se sont donné la noble mission de réconcilier l'islamisme avec le progrès, la fondation d'établissements de crédit et de grandes entreprises industrielles, parmi lesquelles figure en première ligne le percement de l'isthme de Suez, les débouchés ouverts par nos armes dans les contrées les plus lointaines, toutes ces circonstances tendent à transformer de jour en jour le vieil Orient; elles y attirent et y fixent une population française déjà considérable, puisqu'à Alexandrie seulement elle s'élève à plus de douze mille âmes. Mais, en même temps que nos nationaux et nos intérêts se multiplient dans les Échelles, la tâche des agents chargés de les protéger s'accroît et se complique à un tel degré que leur zèle cesse d'y suffire; et qu'ils se trouvent dans la fâcheuse alternative ou de déléguer d'une manière presque permanente leurs attributions judiciaires, ou de négliger d'autres devoirs non moins essentiels.

Des faits analogues, conséquence nécessaire des causes générales que je viens d'énumérer, ont déterminé quelques-unes des Puissances qui prennent, comme nous, une part active au mouvement commercial du Levant, à modifier l'organisation de leurs tribunaux consulaires. Le succès a partout justifié les changements opérés par l'Angleterre, l'Italie et la Grèce, qui ont poursuivi et atteint le même but par des moyens différents. Lorsqu'on voit un gouvernement aussi fermement attaché aux traditions, et animé d'un esprit aussi pratique que le Gouvernement anglais, se décider à prendre l'initiative d'une réforme, on est en droit de la considérer comme une légitime satisfaction donnée à un besoin sérieux et universellement reconnu.

Placé en face des mêmes nécessités, le Gouvernement de l'Empereur n'avait pas recherché avec moins de sollicitude les moyens d'y pourvoir; mais, avant de proposer un remède à une situation que l'intérêt de nos nationaux nous commande d'améliorer, le département des

Affaires étrangères, auquel ce soin revenait plus particulièrement, a voulu s'entourer de toutes les lumières que pouvait lui fournir l'expérience de ses agents. Il a donc, avec leur concours, procédé à une enquête approfondie, et je viens demander aujourd'hui à Votre Majesté l'autorisation d'en soumettre les résultats à une commission spéciale, composée de membres des grands corps de l'État et de fonctionnaires appartenant au Ministère de la justice et au mien.

Cette commission, qui se réunirait sous ma présidence, aurait à examiner dans quelle mesure et sur quelles bases il serait possible de réorganiser nos tribunaux dans les principales Échelles du Levant, sans porter atteinte au principe de notre institution consulaire, et en laissant subsister tout un ensemble de traditions honorables pour notre pays et de garanties précieuses que la prudence nous conseillerait de maintenir, lors même que le sentiment de la dignité nationale ne nous en ferait pas un devoir.

Si Votre Majesté daigne approuver les considérations qui me paraissent justifier la mesure que j'ai l'honneur de Lui proposer, je La prierai de vouloir bien revêtir de sa signature le projet de décret annexé au rapport.

Je suis avec respect, Sire, de Votre Majesté, le très-humble, très-obéissant serviteur et fidèle sujet,

DROUYN DE LHUYS.

Approuvé : NAPOLÉON.

DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS DIVERS RELATIFS A LA QUESTION POLONAISE.

Dépêche du comte de Manderstrøm, Ministre des affaires étrangères de Suède et de Norvège, au baron de Wedel-Jarlsberg, Ministre de Suède et de Norvège à Saint-Petersbourg.

Stockholm, le 7 avril 1863.

Monsieur le baron, les nouvelles qui parviennent du théâtre de la guerre en Pologne paraissent établir, malgré les contradictions dont elles fourmillent, que l'autorité de l'Empereur tend à se rétablir, et que ce ne sont que des rassemblements partiels qui lui opposent encore de la résistance. Les insurgés manquent d'armes et de munitions, et il leur sera sans doute presque impossible de s'en procurer.

Dans cet état de choses, et nous fondant non-seulement sur l'intérêt qui nous prescrit impérieusement d'employer tous nos efforts pour amener la cessation d'une situation qui pourrait, dans ses conséquences, menacer la paix de l'Europe, mais aussi sur les principes d'humanité et de générosité dont nous savons que le cœur de S. M. l'Empereur est trop empreint pour ne pas désirer vivement d'en donner des témoignages éclatants, nous pensons devoir joindre nos représentations à celles offertes déjà par d'autres États appelés au même titre que nous à émettre leur opinion pour tâcher d'arrêter l'effusion du sang, et d'amener pour la Pologne une situation plus conforme aux légitimes aspirations des hommes de bien de ce pays, dont le nombre dépasse incontestablement de beaucoup celui de ceux que des réformes équitables ne sauraient contenter.

Nous nous tenons assurés que des paroles de clémence et d'oubli, et la perspective d'un régime propre à assurer une sage liberté, suffiraient pour ramener complètement l'ordre et la tranquillité. Nous ne nous permettrons pas d'indiquer plus spécialement les moyens

d'y parvenir, — à cet égard, la France et la Grande-Bretagne ont déjà exprimé leur avis, — et nous sommes certains que Sa Majesté Impériale trouvera dans ses propres inspirations tout ce qui conduirait le plus sûrement à un but qui ne saurait que former l'objet de ses vœux.

Vous devez, Monsieur le baron, vous prononcer dans ce sens dans les entretiens que vous aurez l'honneur d'avoir avec M. le prince de Gortschakoff, qui ne saurait y voir que l'expression de l'intérêt amical du Gouvernement du roi.

Agréez, etc.

Signé : MANDERSTROEM.

Dépêche du prince Gortschakoff à M. Dashkoff, Ministre de Russie à Stockholm.

Saint-Petersbourg, avril 1863.

Monsieur le Ministre, M. le Ministre de Suède et de Norwège m'a donné lecture d'une dépêche de M. le comte de Manderstrøm, relative aux préoccupations qu'inspirent à la cour de Stockholm la situation actuelle de la Pologne et l'influence qu'elle peut exercer sur le repos de l'Europe.

M. le comte de Manderstrøm a rendu justice aux sentiments qui animent notre Auguste Maître en exprimant la conviction que Sa Majesté trouverait dans ses propres inspirations les paroles de clémence et les perspectives de progrès propres à faire cesser l'effusion du sang et à ramener l'ordre et la tranquillité dans le royaume.

Le manifeste impérial du 31 mars témoigne que la sollicitude de l'Empereur s'était déjà portée dans cette direction.

On ne saurait toutefois méconnaître que l'agitation puise dans les instigations permanentes du dehors ses principaux aliments.

Nous y avons rendu attentifs les Cabinets qui nous ont adressé des communications analogues à celles dont vient de s'acquitter M. le Ministre de Suède et de Norwège.

Vous en trouverez ci-après des copies, ainsi que les réponses que j'y ai faites, d'ordre de notre Auguste Maître.

Désirant constater le prix que nous attachons à conserver des rapports de confiance avec la cour de Stockholm, Sa Majesté vous autorise à communiquer à M. le comte de Manderstrøm la présente dépêche ainsi que ses annexes.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

Note du duc de Loulé à M. de Comminges-Guitaud, Ministre de France à Lisbonne, en réponse à la communication faite par ce dernier au Gouvernement portugais, à propos des affaires de Pologne.

J'ai reçu la Note que vous avez bien voulu m'adresser aujourd'hui avec la copie de la dépêche du 10 du courant de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur des Français près la cour de Russie, dépêche que votre Gouvernement vous a chargé de me faire connaître.

Je vous remercie de la communication de cette dépêche dans laquelle M. Drouyn de Lhuys présente plusieurs considérations à propos des événements déplorables dont le royaume de Pologne est en ce moment le théâtre, et des vives préoccupations qu'ils ont éveillées en Europe ; en exprimant en même temps l'espérance que la cour de Saint-Petersbourg, rendant justice aux sentiments du Cabinet de Sa Majesté l'Empereur des Français, ne manquera pas de les prendre en considération, ni de se montrer animée des dispositions libérales dont le règne de Sa Majesté l'Empereur Alexandre a donné déjà d'éclatants témoignages, et qu'elle reconnaîtra aussi, dans sa sagesse, l'opportunité d'employer les moyens capables d'assurer à la Pologne une paix durable.

Je me suis empressé de porter à la connaissance de Sa Majesté le contenu de votre Note et du document auquel je fais allusion, et j'ai l'honneur de vous adresser la réponse.

Les louables efforts du Cabinet de Paris pour éviter la continuation d'un conflit sanglant qui a déjà produit de si graves préjudices, efforts très-naturellement employés de même par d'autres Cabinets, ne pouvaient manquer d'exciter la même sympathie dans le Gouvernement portugais, qui s'associe très-sincèrement au noble engagement de chercher à décider Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies à satisfaire avec justice et clémence les prétentions de la Pologne.

En accomplissant l'ordre, que j'ai reçu de Sa Majesté, de vous manifester les sentiments qui animent son Gouvernement à l'égard de l'état des choses en Pologne, je dois ajouter que des instructions dans ce sens seront immédiatement envoyées au Ministre du Roi à Saint-Petersbourg¹.

Je profite avec beaucoup de plaisir de cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Ministère des affaires étrangères, le 23 avril 1863.

Signé : Duc de LOULÉ.

1. Voir la dépêche du 1^{er} mai. Une première dépêche avait été envoyée au Ministre de Portugal à Saint-Petersbourg, le 27 mars.

**Dépêche du duc de Loulé au vicomte de Moira, Ministre
de Portugal près la Cour impériale de Russie.**

Lisbonne, le 1^{er} mai 1863.

En donnant suite à ma dépêche du 27 mars dernier, dans laquelle je vous ai fait connaître les communications qui m'ont été faites par les Ministres de France et d'Angleterre à l'égard de la question de Pologne, je vous annonce qu'il y a quelques jours, le Ministre de France a eu avec moi une conférence pour me présenter, d'ordre de son gouvernement, différentes considérations sur les événements en Pologne, et me remettre une Note, accompagnée de la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 10 avril passé, adressée au Duc de Montebello, dans laquelle ce Ministre, en déplorant le sang répandu à l'occasion de l'insurrection de la Pologne, appelle l'attention du Gouvernement de S. M. l'Empereur de toutes les Russies sur les causes du conflit, — l'effet qu'il peut produire en Europe, si l'on n'y met pas un terme à temps — et l'opportunité de prendre des mesures qui assurent à la Pologne une paix durable.

Dans cette conférence, ce même diplomate me sollicita d'expédier de nouveau des instructions à Votre Seigneurie, afin que, pour la part qui vous regarde, vous puissiez employer les moyens d'obtenir le résultat qu'on désire et que l'état actuel des choses en Europe réclame.

A la susdite Note, dont je vous envoie une copie ci-jointe, ainsi que de la dépêche déjà citée de M. Drouyn de Lhuys, j'ai donné la réponse qui a été publiée dans le *Journal officiel de Lisbonne*, du 23 du mois d'avril, que je joins ici, et par laquelle vous connaîtrez les sentiments du Gouvernement de Sa Majesté dans cette regrettable conjoncture.

Quelque temps après, le Ministre britannique est venu me voir pour me communiquer également une dépêche confidentielle datée aussi du 10 avril, adressée par lord Russell à lord Napier, et de la copie ci-jointe vous verrez la manière d'envisager la question polonaise du Gouvernement de S. M. Britannique. Je dois ajouter que, pendant l'entrevue que le Ministre d'Angleterre a eue avec moi à cette occasion, il s'est expliqué dans le même sens que l'avait fait le Ministre de S. M. l'Empereur des Français.

Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaissant le grand danger pour l'Europe résultant de la situation actuelle de la Pologne, et éprouvant le plus vif désir de voir au plus tôt l'ordre rétabli dans ce pays, d'accord avec les désirs des nations qui ont employé leurs efforts pour l'obtenir, vous recommande particulièrement qu'en prenant connaissance du contenu des documents ci-joints, vous vouliez, en vous mettant d'accord avec les représentants de LL. MM. l'Empereur des

Français et la reine Victoire, faire appel de nouveau aux sentiments de bienveillance et de générosité de S. M. l'Empereur de Russie, afin que Sa Majesté daigne acquiescer aux justes désirs de l'Europe dans la résolution que, dans sa haute sagesse, il daignera prendre sur les prétentions de la Pologne.

Voilà les instructions que le Gouvernement de Sa Majesté croit devoir donner à Votre seigneurie sur cette importante affaire. De cette dépêche vous pourrez laisser une copie à M. le prince Gortschakoff.

Signé : LOULÉ.

Dépêche de M. Van der Maesen de Sombreff, Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, au baron Gevers à Saint-Pétersbourg.

La Haye, le 28 avril 1863.

Monsieur le baron, les événements qui se passent actuellement en Pologne ont ému l'Europe entière. Plusieurs Gouvernements, dans la crainte de complications plus graves, se sont adressés au Gouvernement de S. M. l'Empereur Alexandre et en ont appelé à la magnanimité et à l'amour du bien, dont Sa Majesté a donné des témoignages si éclatants pendant toute la durée de son règne. Le Gouvernement de Sa Majesté le roi des Pays-Bas a reçu communication des Notes qui ont été remises à cet effet à S. Exc. M. le prince Gortschakoff par les représentants des Cours de France et de la Grande-Bretagne, et il a la conviction qu'elles n'ont été dictées que par l'intérêt que doit inspirer à tout Gouvernement ami la prospérité du règne de S. M. l'Empereur Alexandre.

Les relations d'amitié qui heureusement ont toujours existé entre le Cabinet de Saint-Pétersbourg et celui de la Haye nous imposent le devoir, monsieur le baron, de donner suite à l'invitation des Cabinets de Paris et de Londres à communiquer à celui de S. M. l'Empereur les vues du Gouvernement des Pays-Bas sur les événements douloureux auxquels s'intéresse l'humanité tout entière. Nous croyons ne pouvoir mieux exposer notre manière de voir qu'en nous associant aux idées que suggère au Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français l'état des choses en Pologne; et, nous basant sur l'esprit de conciliation qui nous anime, nous aimons à croire que cette démarche sera pleinement appréciée par le Gouvernement de S. M. l'Empereur Alexandre.

Le Cabinet de La Haye n'a pas cru devoir différer cette communication qui n'est qu'une nouvelle preuve des bonnes relations entre les deux Cours. La bienveillance reconnue de S. M. l'Empereur Alexandre nous donne la certitude que ces considérations seront agréables au Cabinet de Saint-Pétersbourg, au moment de prendre les mesures que,

dans sa haute sagesse, Sa Majesté jugera nécessaires pour assurer le bonheur et la prospérité de ses sujets.

Veuillez, monsieur le baron, donner lecture de cette dépêche à S. E. M. le prince Gortschakoff, et au besoin, en remettre une copie. Agrérez, etc.

Signé : P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

Note de M. de Roessing, Ministre des affaires étrangères d'Oldenbourg, adressée à M. Cintrat, Ministre de France à Hambourg.

Oldenbourg, 1^{er} mai 1863.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre office du 21 avril et des deux pièces y jointes. Votre Excellence a présumé avec raison que les documents dont elle a bien voulu nous donner connaissance devaient exciter toute l'attention du Gouvernement grand-ducal.

Quelque flatté que je sois de ce que le Cabinet impérial ait bien voulu engager mon souverain à prendre part aux démarches que les grandes Puissances se disposent à faire auprès du Cabinet russe concernant la question polonaise, je me vois avec peine obligé d'exprimer mes vifs regrets de ne pouvoir tomber d'accord avec les vues que le Gouvernement impérial vient de nous communiquer.

Certes, les relations de parenté avec la famille impériale de Russie, auxquelles M. le Ministre des affaires étrangères fait allusion avec justice, ne seraient point un obstacle d'intervention auprès du Cabinet russe en faveur de la nation polonaise, si le sentiment du Cabinet impérial français était partagé par nous. Au surplus, mon Gouvernement a toujours cru devoir maintenir le principe qui convient surtout aux États secondaires, de ne jamais se préoccuper des affaires intérieures d'un État étranger qui ne le touche pas de près.

Agrérez, etc.

Signé : DE ROESSING.

Dépêche du prince Gortschakoff au général Mansouroff, Ministre de Russie à La Haye.

Saint-Pétersbourg, 3/16 mai 1863.

M. le baron Gevers m'a donné communication de la dépêche ci-jointe en copie de M. Van der Maesen.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas y exprime la con-

viction que les démarches faites auprès du Cabinet impérial au sujet de la situation présente du royaume de Pologne sont dictées par l'intérêt qu'il doit inspirer à tout Gouvernement ami la prospérité du règne de S. M. l'empereur.

C'est dans ces sentiments, que le Cabinet de La Haie croit donner, en s'y associant, une nouvelle preuve des bonnes relations existantes entre les deux Cours.

Nous ne voulons pas rechercher si, au moment où la sollicitude de notre Auguste Maître se porte sur les mesures que Sa Majesté juge nécessaires pour le bien-être et la prospérité de ses sujets, les vœux qui lui sont exprimés ont une utilité pratique, et s'ils ne sont pas de nature à entretenir parmi les agitateurs du royaume de Pologne des espérances et des illusions préjudiciables au prompt rétablissement de la tranquillité dans ce pays.

Nous ne voulons voir dans l'expression de ces vœux que la bonne intention qui les inspire, et c'est à ce titre que le Cabinet impérial les accueille dans le même esprit amical qui les a dictés.

Votre Excellence voudra bien en donner l'assurance à M. Van der Maesen, en lui donnant lecture de la présente dépêche.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

Dépêche de M. Hall, Ministre des affaires étrangères, au baron de Plessen, Ministre de Danemark à Saint-Petersbourg.

Copenhague, le 8 mai.

Monsieur le baron, grâce à la solidarité qui relie tous les jours plus intimement les peuples et les gouvernements de l'Europe, les déplorables événements de la Pologne ont dans tous les États profondément remué les esprits et donné de graves préoccupations aux gouvernements. Partout l'on forme des vœux pour qu'il soit mis un terme au regrettable état de choses qui tend à élever une barrière entre les Polonais et leur souverain, et la plupart des Cours européennes ont cru de leur devoir de faire entendre à ce sujet des conseils et des représentations au Gouvernement de l'Empereur.

Si le Gouvernement du roi vient aujourd'hui à son tour exprimer ses vœux et témoigner son intérêt pour le bonheur et la prospérité de l'Empire russe dans tous les territoires qui se trouvent réunis sous le sceptre de l'Empereur, c'est avant tout parce qu'il se rappelle combien de fois le Danemark a pu constater l'intérêt que le Gouvernement impérial lui portait et se féliciter de l'efficacité que le pouvoir bien assis de la Russie donnait nécessairement aux manifestations de cet intérêt.

Mais à cette considération s'en joint une autre non moins grave et aussi puissante sur l'esprit du Gouvernement du roi. Il ne se dissimule pas les éventualités qui pourraient résulter de la prolongation de l'état actuel des choses en Pologne; il prévoit que de grands dangers menaceraient non-seulement les Puissances de premier ordre, dont les déterminations peuvent ne dépendre que de leur propre appréciation de ce qu'exigent leurs intérêts, mais encore les États secondaires, qui eux aussi ressentiraient de maintes manières le funeste contre-coup d'une grande commotion; il comprend enfin que parmi ces États, le Danemark ne serait pas le moins exposé à courir des chances funestes.

Je prie Votre Excellence de présenter ces considérations à M. le prince Gortschakoff, et de se faire en même temps l'interprète des vœux que forme le Gouvernement du Roi dans cette occurrence. Vous prierez le Prince de croire qu'il n'y a pas un souverain en Europe qui puisse désirer plus vivement et plus sincèrement que le roi de Danemark de voir la Pologne déposer les armes devant la générosité de l'Empereur et rentrer dans la voie d'un développement tranquille et fécond. Le même esprit qui a déjà suggéré au souverain d'entreprendre de grandes réformes en Russie, réformes dont la conception était aussi noble que l'exécution en a été énergique, ne manquerait pas alors, j'en suis convaincu, de créer au Gouvernement impérial de puissants titres à la reconnaissance de ses sujets polonais.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : HALL.

**Dépêche du prince Gortschakoff au baron Nicolay, Ministre
de Russie à Copenhague.**

Saint-Pétersbourg, 3/16 mai 1863.

Je viens de recevoir de M. le baron de Plessen, communication d'une dépêche de M. Hall que je joins ci-après en copie.

Nous apprécions l'intérêt que le Cabinet de Copenhague témoigne pour la prospérité de l'Empire russe, et surtout le vœu exprimé au nom de S. M. le Roi, de voir la Pologne déposer les armes devant la générosité de notre Auguste Maître et rentrer dans la voie d'un développement tranquille et fécond.

Tel est aussi le plus cher désir de l'Empereur.

Nous comprenons la sollicitude qu'inspire au Cabinet de Copenhague le maintien de la paix de l'Europe. Il peut être certain que les périls qui pourraient la menacer ne viendront pas de notre part.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

**Dépêche du prince Gortschakoff à M. Ozéoff, Ministre de Russie
à Lisbonne, en réponse à la dépêche de M. de Loulé du 1^{er} mai.**

Saint-Petersbourg, le 3/21 mai 1863.

M. le Ministre de Portugal a été chargé par son Gouvernement de me donner lecture d'une dépêche de M. le Marquis de Loulé, relative à la situation actuelle du Royaume de Pologne.

Cette pièce est conçue en termes analogues aux dépêches qui nous ont été récemment communiquées sur le même sujet, et plus particulièrement à celle du Gouvernement de Sa Majesté Britannique du 10 avril.

J'ai répondu à M. le Vicomte de Moira que S. M. le Roi de Portugal pouvait être bien persuadé que personne en Europe ne prenait plus à cœur que l'Empereur, notre auguste maître, le sort du Royaume de Pologne et ne désirait plus vivement voir ce pays rentrer dans les conditions de paix et de repos indispensables au progrès régulier que la sollicitude de Sa Majesté lui prépare comme à toutes les parties de son Empire; mais que cette tâche nous était rendue plus difficile par les encouragements et les excitations que les perturbateurs du repos public en Pologne reçoivent continuellement du dehors.

J'ai ajouté que l'Empereur était néanmoins décidé à y persévérer, et que Sa Majesté n'avait pas besoin de puiser ses inspirations à cet égard ailleurs que dans les sentiments de son cœur et la conscience de ses devoirs de souverain.

Veuillez faire part de ces observations à M. le Ministre des Affaires étrangères en lui donnant lecture de la présente dépêche.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

**Dépêche de M. Seward, ministre des affaires étrangères, à
M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris, et communiquée au
cabinet de Saint-Petersbourg.**

Washington, le 11 mai 1863.

M. Mercier m'a lu et, à ma demande, m'a laissé copie d'une dépêche, en date du 22 avril, qu'il a reçue de M. Drouyn de Lhuys, et qui se rapporte aux événements importants qui se produisent en Pologne, et qui appellent la sérieuse attention des principaux États de l'Europe occidentale. M. Mercier m'a, en même temps, remis copie d'une dépêche relative aux mêmes événements, qui a été adressée par M. Drouyn de Lhuys à l'Ambassadeur de France à Saint-Petersbourg.

Par la première de ces pièces nous apprenons que la démarche

accomplie par le cabinet de Paris en vue d'exercer une influence morale sur S. M. l'Empereur de Russie a reçu l'approbation et le concours des cabinets de Vienne et de Londres, et que l'Empereur des Français, appréciant toute la valeur de nos sympathies historiques pour la Pologne, d'un côté, et de l'autre, notre ancienne amitié à l'égard de la Russie, serait heureux d'obtenir la coopération du Gouvernement des États-Unis dans cette importante question.

Après avoir pris les directions du Président, je puis vous communiquer maintenant nos vues sur ce sujet pour l'information de M. Drouyn de Lhuys.

Le Gouvernement américain est vivement touché de la considération dont l'Empereur des Français fait preuve à son égard en réclamant son concours pour un objet doublement important au point de vue de l'ordre et de l'humanité. Il n'a pas été moins favorablement impressionné par les sentiments que l'Empereur Napoléon a fait exprimer d'une manière si prévenante à Saint-Pétersbourg et par l'appel qu'il a fait aux plus nobles sympathies de l'humanité.

Le caractère si clair et si humain de l'Empereur de Russie, qui s'est récemment illustré par l'affranchissement d'un si grand nombre de serfs et par l'établissement d'une justice impartiale et réelle dans ses domaines, nous donne la certitude que cet appel sera accepté et qu'il rencontrera à Saint-Pétersbourg tout le bon vouloir compatible avec le bien-être général des vastes États que l'Empereur de Russie gouverne avec tant de sagesse et de modération.

Toutefois, malgré l'accueil si favorable que nous sommes disposés à faire à la suggestion de l'Empereur des Français, le Gouvernement américain trouve une insurmontable difficulté à s'associer par une coopération active aux Cabinets de Paris, de Londres et de Vienne, ainsi qu'on le lui demande.

Ayant fondé nos institutions sur la base des droits de l'homme, les créateurs de notre République ont toujours été regardés par tout le monde comme des réformateurs politiques, et il devint bientôt évident que les révolutionnaires de tous les pays comptaient sur une sympathie effective des États-Unis, sinon sur leur concours actif et sur leur protection.

Notre belle constitution avait à peine été établie qu'il devint indispensable pour le Gouvernement des États-Unis d'examiner jusqu'à quel point il était compatible avec notre sécurité et notre bien-être d'intervenir dans les affaires politiques des États étrangers, soit par une alliance ou par une action concertée avec des Puissances amies, soit autrement.

Un appel pressant pour un concours de cette nature nous a été adressé à l'égard de la France ; cet appel était sanctionné et acquiesçait

une nouvelle force par le traité d'alliance et de défense mutuelle qui existait alors, et sans lequel, il faut l'avouer à l'honneur de la France, notre souveraineté et notre indépendance n'auraient pas été si promptement assurées.

Cet appel toucha si profondément le cœur du peuple américain, qu'il n'y eut que la déférence qu'il portait au père de la patrie, alors à l'apogée de sa grandeur morale, qui pût lui faire admettre qu'en vue de la situation de notre République, du caractère de ses parties constitutives, et surtout de la nature de sa constitution exceptionnelle, le peuple américain devait se borner à favoriser la cause du progrès dans le monde par la sagesse avec laquelle il exerçait chez lui le *self-government*, en se tenant à l'écart de toute alliance, intervention ou ingérences étrangères.

Il est vrai que Washington croyait qu'il viendrait un temps où, nos institutions étant fermement consolidées et fonctionnant régulièrement, nous pourrions en toute sécurité prendre part aux délibérations des Puissances étrangères, pour l'avantage général des peuples.

Depuis cette époque, bien des occasions se sont présentées de déroger à une règle qui de prime abord semble devoir être une cause d'isolement. Il est à peine inutile de les rappeler. L'une était une invitation de s'associer au Congrès des États-Unis espagnols d'Amérique, récemment affranchis. Une autre fut le pressant appel de la Hongrie pour l'aider à restaurer son ancienne et illustre indépendance. Une autre encore, le projet de garantir Cuba à l'Espagne, conjointement avec la France et la Grande-Bretagne. Puis, récemment, l'invitation de coopérer avec l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne à Mexico; et plus récemment enfin, la proposition de quelques-uns des États-Unis espagnols, de fonder un conseil commun pour les États républicains de notre continent.

Toutes ces suggestions furent successivement repoussées par notre Gouvernement, et cette décision fut chaque fois approuvée par le jugement du peuple américain. Notre politique de non-intervention, quelque rigoureuse et absolue qu'elle puisse paraître aux autres, est devenue ainsi une politique traditionnelle qui ne pourrait être abandonnée que dans une occasion urgente de nécessité manifeste. Il serait encore moins sage d'y déroger quand un soulèvement local, quoique transitoire, nous l'espérons, prive notre Gouvernement de l'avis d'une partie du peuple américain pour lequel une dérogation si grave à la politique adoptée serait loin d'être indifférente.

Le Président ne doute pas un moment que l'Empereur Napoléon verra un témoignage de déférence pour lui et pour le peuple français, ainsi que le désir de concourir au maintien de la paix et du progrès de l'humanité en Europe, dans cette fidélité à notre politique tradi-

tionnelle, dont l'observation a contribué à notre sécurité et, nous l'espérons, aussi aux intérêts de l'humanité.

Agréez, etc.

Signé : SEWARD.

Note du prince Gortschakoff à M. Clay, Ministre des États-Unis de l'Amérique du Nord, en Russie.

Saint-Petersbourg, le 22 mai 1863.

Monsieur, je n'ai pas manqué de placer sous les yeux de l'Empereur, mon auguste maître, la dépêche que vous m'avez communiquée, d'ordre de votre Gouvernement, et qui contient la réponse de M. Seward à M. Dayton, relativement à une démarche récente du Gouvernement français auprès du Gouvernement fédéral, au sujet des événements du Royaume de Pologne.

S. M. l'Empereur a été vivement touché des sentiments de confiance que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique place dans ses vues et ses intentions pour le bien-être général de son Empire. Cette confiance, notre Auguste Maître croit l'avoir méritée, et elle lui est nécessaire pour achever ce qu'il a entrepris. C'est pour Sa Majesté Impériale un motif de sincère satisfaction de voir que ses efforts persévérants, pour guider avec ordre et sans secousses toutes les parties de son Empire dans la voie du progrès régulier, sont appréciés avec équité par le Gouvernement d'une nation envers laquelle Sa Majesté et le peuple russe professent les dispositions les plus amicales.

De pareils témoignages ne peuvent que resserrer les liens de mutuelle sympathie qui unissent les deux pays, et c'est un résultat qui répond trop bien aux vœux de l'Empereur pour que Sa Majesté ne l'envisage pas avec plaisir.

Sa Majesté a également apprécié la fermeté avec laquelle le Gouvernement des États Unis maintient le principe de non-intervention, dont le sens n'est aujourd'hui que trop souvent dénaturé, ainsi que la loyauté avec laquelle il s'interdit d'enfreindre envers d'autres États une règle dont il n'admettrait pas la violation à son égard.

Le Gouvernement fédéral donne par là un exemple de droiture et de probité politique qui ne peut qu'accroître l'estime que notre Auguste Maître a vouée à la nation américaine.

Veuillez, monsieur, vous charger de transmettre à M. Seward l'expression de ces sentiments de Sa Majesté Impériale, et recevoir, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

**Dépêche adressée par la Porte-Ottomane à Khalil-Bey,
ambassadeur de Turquie à Saint-Petersbourg.**

Les événements qui se passent en Pologne paraissent avoir pris la proportion d'une question européenne. Toutes les Puissances s'en sont émues et toutes ont exprimé là-dessus leur manière de voir.

Il y a des gouvernements qui parlent et agissent en vertu du traité de Vienne de 1815, traité auquel ils ont pris part; il y en a d'autres qui adressent à la Russie des observations purement amicales, au nom de la paix générale. Au milieu de tant d'opinions diverses, la Sublime-Porte se voit, comme puissance limitrophe, dans l'obligation de faire de son côté sa profession de foi, en prescrivant à son représentant à Saint-Petersbourg le langage qu'il devra tenir et en lui traçant la ligne de conduite qu'il devra suivre dans cette importante occurrence.

Vous savez que la Sublime-Porte n'est pas co-signataire des stipulations du Congrès de Vienne. Elle n'a donc aucun acte à invoquer. Nous n'avons pas non plus la moindre prétention de chercher à nous mêler des affaires d'autrui. Si nous suivons le cours de ces événements avec une anxiété très-grande, c'est parce que nos propres intérêts nous y convient impérieusement. Nous désirons, nous devons désirer que l'ordre et la tranquillité règnent partout et surtout chez nos voisins, que la paix du monde ne soit pas compromise.

On ne peut disconvenir que la prolongation indéfinie de l'agitation actuelle de la Pologne n'exerce une influence pernicieuse sur certaines de nos provinces, et ne nous donne en conséquence de très-sérieuses inquiétudes. Cette considération, que nous pouvons appeler vitale pour nous, nous fait une loi de nous associer à ceux qui font des souhaits pour que le calme puisse se rétablir un moment plus tôt. La sincérité de nos souhaits et la pensée qui nous les dicte ne sauraient être mises en doute; elles proviennent, comme je l'ai dit plus haut, du sentiment de notre propre conservation. La position géographique et politique de l'Empire Ottoman, la diversité des races dont son territoire est peuplé, sont autant de preuves à l'appui de ce que j'avance.

Quant aux moyens pour atteindre le résultat si ardemment désiré, il ne nous appartient pas de les indiquer. Nous sommes persuadés que le Gouvernement de S. M. l'Empereur Alexandre II ne tardera pas à trouver dans sa haute sagesse la solution la plus convenable et la mieux adaptée aux circonstances.

Voilà, monsieur l'envoyé, le point de vue où vous devez vous placer par ordre de Sa Majesté impériale dans vos conversations avec M. le prince Gortschakoff. Nous aimons à espérer que la loyauté de nos principes aussi bien que les motifs de nos inquiétudes seront appré-

ciés par Son Excellence et que le Cabinet impérial rendra justice à la sincérité de nos sentiments.

Vous pouvez donner lecture de cette dépêche à M. le vice-chancelier.

14 mai 1863.

Dépêche du prince de Gortschakoff à M. Ozeroff, Ministre de Russie à Lisbonne¹.

Saint-Pétersbourg, 31 mai.

M. le duc de Loulé vient d'adresser à M. le Vicomte de Moira de nouvelles instructions relatives aux affaires de Pologne, en le chargeant de me remettre copie de la dépêche où elles se trouvent consignées.

Je vous transmets ci-joint une copie de cette pièce.

Vous verrez, Monsieur, qu'elle n'ajoute rien aux considérations que M. le Ministre de Portugal avait été invité à faire valoir auprès du Cabinet impérial. Elle ne fait que renouveler l'appel que le Gouvernement de S. M. le roi dom Luis avait déjà adressé aux sentiments de bienveillance et de générosité de notre Auguste Maître. Mais elle expose avec plus de précision les faits qui ont porté la Cour de Lisbonne à nous adresser cette communication à la suite de l'insistance réitérée des représentants de la France et de l'Angleterre, auprès de M. le Duc de Loulé.

Le Cabinet impérial se rend parfaitement compte des motifs qui paraissent avoir dicté le renouvellement d'une démarche dont il avait déjà été dans le cas de révoquer en doute l'utilité pratique. Il ne saurait néanmoins y faire d'autre réponse que celle qu'il a déjà faite à la première communication dont M. le Vicomte de Moira avait été chargé de nous donner lecture, et dont il s'était acquitté dans l'esprit de conciliation et de droiture qui lui a valu ici l'estime générale.

Je vous invite en conséquence à répéter à M. le Duc de Loulé les assurances contenues dans ma dernière dépêche et à remettre à Son Excellence une copie de la présente.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

1. Voir page 164.

**Circulaire du prince Gortschakoff aux agents de la Russie
à l'étranger.**

Saint-Petersbourg, le 12 juin.

Monsieur le..., Mgr Felinski, archevêque de Varsovie, a été appelé à Saint-Petersbourg par ordre de S. M. l'Empereur pour expliquer sa conduite à l'égard des derniers incidents survenus dans le royaume de Pologne.

Cette circonstance sera probablement l'objet de commentaires malveillants qui, partant de Varsovie, seront accueillis et propagés dans toute l'Europe par les organes de la presse.

Afin de vous mettre à même de rétablir les faits dans leur vrai jour, je crois devoir faire connaître comment ils se sont passés.

En appelant Mgr Felinski aux fonctions d'archevêque de Varsovie, notre Auguste Maître avait été déterminé par les antécédents honorables de ce prélat. Sa Majesté avait en vue le principe qui l'a dirigée dès son avènement au trône, celui de ne se laisser guider dans le choix des dignitaires de l'Eglise catholique romaine que par leur mérite personnel, et non par la considération du plus ou moins de complaisance que le Gouvernement aurait à attendre de leur part.

Les premiers actes de Mgr Felinski avaient justifié sous ce rapport la confiance de Sa Majesté. Mais, dès son installation à Varsovie, les entraînements auxquels il a été en butte l'ont fait dévier de cette voie. Il s'est montré plus porté à transiger avec eux qu'à leur opposer le frein moral qui eût dû les contenir.

Lorsque, au mois de février de cette année, plusieurs membres du Conseil d'Etat présentèrent leur démission, Mgr Felinski crut devoir se joindre à leur démarche, qui avait un caractère d'opposition politique évident.

Les représentations affectueuses, mais pressantes que Mgr le grand-duc Namiestnik lui adressa sur la gravité de cet acte l'engagèrent à retirer sa démission. Mais, peu de jours après, l'archevêque de Varsovie revint sur cette détermination par une démarche plus grave encore. Il présenta à Mgr le Grand-Duc une lettre adressée à S. M. l'Empereur, et dans laquelle, quoique en parlant au nom de la religion, il traçait un véritable programme politique. Il déclarait que la Pologne ne pouvait pas se contenter des instructions octroyées par l'initiative souveraine, qu'elle avait besoin d'une activité et de droits politiques plus étendus, et qu'une indépendance absolue, sans autre lien avec l'Empire que celui de l'auguste dynastie impériale, était la seule solution qui pût mettre un terme à la pénible situation du moment.

Les circonstances au milieu desquelles se sont accomplis ces divers

actes de l'archevêque de Varsovie en précisent la signification et en aggravent encore la portée. En effet, lorsque les démissions des membres du Conseil d'État furent présentées, les efforts du parti révolutionnaire avaient réussi à placer la question polonaise sur le terrain de la diplomatie européenne. Il s'agissait de faire croire que les désordres du royaume n'étaient point le fait d'une minorité, mais constituaient un mouvement véritablement national. La démission de l'archevêque devait donner beaucoup de poids à cette manœuvre politique.

Aussi, au moment même où Mgr Felinski présentait sa démission à Varsovie et la retirait sur les représentations de Mgr le Grand-Duc, le *Moniteur* l'annonçait à Paris comme accomplie. L'effet était donc produit sur les discussions du Corps législatif à Paris.

Cette fois encore la parole amicale mais ferme de Mgr le Grand-Duc Namiestnik réussit à ramener l'archevêque à une appréciation plus juste de la réserve que lui imposaient le caractère dont il était revêtu et les devoirs envers son souverain.

Cependant, quelques jours après, tout Varsovie connaissait le contenu de cette pièce; la presse étrangère en reproduisait différentes versions; le texte même finit par être livré à la publicité.

Lorsque Mgr Felinski présenta sa lettre adressée à S. M. l'Empereur, on était également à la veille des discussions annoncées au Sénat français à propos des pétitions en faveur de la Pologne.

On comprend dès lors l'importance que devait avoir une adhésion aussi éclatante de l'archevêque de Varsovie au programme du parti de l'action.

Mgr Felinski avait même apporté à cette démarche une précipitation inaccoutumée. Au lieu de solliciter, comme d'habitude, une audience quelques jours d'avance, il s'était rendu lui-même à la porte de Mgr le Grand-Duc, en insistant d'une manière pressante pour obtenir une audience immédiate et consigner sa lettre entre les mains de Son Altesse Impériale.

L'indiscrétion, qui la livra aux commentaires du public, précisément à l'époque où les Puissances discutaient les répliques à faire aux Notes répressives du Cabinet impérial, était calculée de manière à produire tout l'effet qu'on attendait d'une pareille démarche.

Sans examiner jusqu'à quel point les procédés de Mgr Felinski pouvaient se concilier avec ses devoirs de haut dignitaire ecclésiastique, lié par un serment de fidélité envers le souverain et revêtu de sa confiance personnelle, le Cabinet impérial devait en conclure que ce prélat, hésitant entre les inspirations de sa conscience et des instigations extérieures, ne répondait plus au but qui avait présidé à sa nomination, dans un moment difficile, où il importait de relever l'au-

torité morale de la religion du niveau auquel on l'avait fait descendre, en abritant sous son manteau sacré les calculs des passions politiques.

Il était évident que ces défaillances exposaient l'Archevêque à devenir un instrument d'autant plus dangereux qu'il était sincère et convaincu, entre les mains d'un parti qui était décidé à ne reculer devant aucun moyen.

Ces considérations ont motivé son appel en Russie. Mgr Felinski a été installé dans le palais impérial de Satchino, avec tous les égards dus à sa position.

Telle est l'exacte vérité sur cet incident.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

Cette circulaire a été motivée par les deux pièces suivantes de l'Archevêque :

Lettre adressée à l'Empereur Alexandre par l'archevêque de Varsovie, Mgr Felinski, en donnant sa démission de membre du Conseil d'Etat.

Sire, ce fut toujours la mission et le privilège de l'Eglise de porter sa voix aux puissants de ce monde dans les moments des grands malheurs et des calamités publiques. C'est au nom de ce privilège et de ce devoir, qu'en ma qualité de premier Pasteur du Royaume de Pologne, j'ose m'adresser à Votre Majesté pour lui exposer les besoins pressants de mon troupeau.

Le sang coule à grands flots et la répression, au lieu d'intimider les esprits, n'en fait qu'augmenter l'exaspération. Je supplie Votre Majesté, au nom de la charité chrétienne et au nom des intérêts des deux Pays, de mettre fin à cette guerre d'extermination. Les institutions octroyées par Votre Majesté sont insuffisantes pour assurer le bonheur du Pays; la Pologne ne se contentera pas d'une autonomie administrative, elle a besoin d'une vie politique.

Sire, prenez d'une main forte l'initiative dans la question polonaise; faites-en une Nation indépendante, unie à la Russie, seulement par le lien de Votre Auguste dynastie; c'est la seule solution qui soit capable d'arrêter l'effusion du sang et de poser une base solide à la pacification définitive.

Le temps presse. Chaque jour perdu creuse davantage l'abîme entre le Trône et la Nation. N'attendez pas, Sire, l'issue définitive du combat; il y a plus de vraie grandeur dans la clémence qui recule devant le carnage, que dans une victoire qui dépeuple un Royaume. Une grande parole digne de la magnanimité d'un grand Souverain suffit pour nous sauver! Nous l'attendons de la bouche de Votre Majesté.

J'ose espérer que le Monarque qui a délivré du servage, à travers tant d'empêchements, vingt millions de ses sujets pour en faire des citoyens libres, ne reculera pas devant la tâche également glorieuse de faire le bonheur d'une Nation si cruellement éprouvée. Sire, c'est la Providence qui vous a confié ce peuple, c'est elle qui vous soutiendra, c'est elle qui vous réserve une couronne de gloire éternelle, si vous arrêtez une fois pour toujours le flot de sang et de larmes qui coule depuis si longtemps en Pologne.

Pardonnez, Sire, à la franchise de mon langage; mais le moment est trop solennel. Pardonnez à un Pasteur qui, témoin de malheurs immenses, ose inter-

céder pour son troupeau. En déposant au pied du Trône mon humble mais fervente supplique, je suis heureux de pouvoir me dire, de Votre Majesté, le plus fidèle et le plus obéissant sujet.

Signé : SIGISMOND-FÉLIX FELINSKI.

Archevêque de Varsovie.

Varsovie, 15 mars 1863.

Protestation de Mgr Felinski, archevêque de Varsovie, adressée, à propos de l'exécution du père Agripin Konarski, au directeur général, Président de la Commission gouvernementale de l'Instruction publique et des Cultes.

Varsovie, le 12 juin 1863.

Aujourd'hui, entre cinq et six heures du matin, par suite d'une sentence des autorités militaires, l'abbé Aprypin Konarski, de l'ordre des Pères capucins, a été pendu devant la citadelle. Son corps est resté suspendu pendant trois heures; après, il a été descendu et enseveli sans aucune cérémonie religieuse, dans un lieu ignoré. Dans la sentence qu'on a lue à l'abbé Konarski, on trouve le passage suivant: « En 1863, il quitta le Royaume avec un passeport étranger, et n'y rentra que par l'ordre du Comité central pour remplir au camp des insurgés les cérémonies religieuses, en confessant principalement ceux qui étaient menacés de mort. » Dans les reproches imputés à l'abbé Konarski, je ne vois rien qui puisse mériter une sentence arbitrale si rigoureuse; car le prêtre, sans considérer celui qui le fait mander est obligé par sa vocation de porter les secours de la religion à tous les mourants, sans tenir compte de leur position politique ou sociale. Ce principe est universellement reconnu, l'affreuse guerre civile de l'Amérique du Nord donne une nouvelle preuve de la manière dont les deux Parties belligérantes respectent réciproquement leurs prêtres, et pourtant là-bas aussi l'une d'elles est considérée par l'autre comme rebelle. Le Gouvernement lui-même, dès le début des événements actuels, a proclamé dans les feuilles publiques que « le prêtre et le médecin ne seront pas inquiétés s'ils portent leurs secours aux blessés. » L'exécution de la sentence d'aujourd'hui est en outre tout à fait contraire aux lois canoniques. Il y a, en effet, un nombre assez considérable de décrets de l'Eglise et des synodes provinciaux, qui déterminent les cas dans lesquels le prêtre peut être condamné à mort, toutefois avec cette restriction expresse que l'ecclésiastique convaincu de crime ne peut être exécuté avant que l'autorité ecclésiastique ait prononcé la sentence de dégradation, et, par suite, que cette dégradation ait eu lieu, dans le but de respecter l'état ecclésiastique et la religion, pierre fondamentale de l'ordre social.

Les infractions à cette loi entraînent après elles l'excommunication majeure des auteurs ou des complices qui contribuent en quoi que ce soit à cette œuvre; elles ont aussi pour conséquence le deuil de l'Eglise dans une certaine étendue du lieu où la sentence a été exécutée. Dans le fait en question, les lois ecclésiastiques, toujours observées en pareils cas, ont été de toutes parts violées. Non-seulement les actes du Tribunal qui a proclamé la sentence ne m'ont pas été communiqués; mais je n'ai même pas encore été informé du délit reproché au prêtre susdit. Cette circonstance est d'autant plus criante que la dignité ecclésiastique a été exposée à l'ignominie, et que la pendaison d'un prêtre est le genre de mort considéré comme le plus infamant. Il est vrai que les temps actuels sont tout à fait exceptionnels; mais la justice, le droit des nations et le droit divin ne souffrent pas d'exceptions. Quoique ma présente protestation ne puisse en rien remédier au fait accompli, j'ai cependant l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien daigner communiquer mes observations aux

autorités supérieures, dans le but de prévenir au moins à l'avenir, le retour de faits analogues. En outre, pour racheter, quoique partiellement, l'insulte faite à l'état ecclésiastique, je prie Votre Excellence de vouloir bien donner des ordres pour que le corps du feu père Agrypin nous soit rendu, afin qu'il soit inhumé d'après le rite religieux. Le Gouvernement lui-même a reconnu la justesse de cette réclamation, lorsque, par une proclamation de Votre Excellence, du 27 mai (3 juin) 1863, n° 3075 6617, il a exigé qu'une réprimande sévère fût adressée au prêtre qui avait refusé d'inhumer le corps d'un meunier qui avait été pendu.

Pour justifier plus complètement encore les conséquences ecclésiastiques qui découlent de toute infraction aux lois de l'Église lors des sentences sur les prêtres, je citerai un extrait littéral des lois synodales, basées sur le droit canonique :

« Attendu que la perversité des méchants augmente journellement, et que ce siècle marche dans une voie de plus en plus mauvaise, nous sommes obligés par suite des événements passés, de remédier aux dangers futurs. Nous basant sur les principes du droit universel, en vertu de notre pouvoir synodal, nous décrétons que : « dans le cas où un Roi, un Prince ou toute autre personne, quel que soit son état ou sa dignité, ferait arrêter, au détriment de la loi, un archevêque ou un évêque de la même province, ou le frapperait par inadvertance, ou le condamnerait à l'exil, ou sanctionnerait un acte accompli dans ce but, ou y participerait, donnerait un conseil, l'approuverait et l'excuserait outre la sentence d'excommunication, qui est une conséquence naturelle de ce fait, les services divins seront interrompus dans toute la province sans qu'il soit nécessaire de donner un ordre préalable ; sauf les sacrements de baptême et d'extrême-onction, aucun autre sacrement ne sera donné, les enterrements seront également suspendus. Dans le cas où le prêtre serait tué, les biens, meubles et immeubles de celui qui se sera rendu coupable de ce fait, deviendront la propriété perpétuelle de l'Église. Si le second prélat de l'Église cathédrale ou un chanoine devenait l'objet d'une pareille violence, la même chose devra avoir lieu dans tout le diocèse, et si un chanoine ou un prêtre est arrêté et tué, la même chose devra avoir lieu dans tout l'archidiaconat où le crime a été commis. Dans le cas où un curé, ou un abbé, ou tout autre d'un grade supérieur, séculier ou régulier, aurait subi cette insulte, la même peine ecclésiastique devra avoir lieu dans le décanat rural ou dans la capitale de l'archipresbytariat. Dans le cas où un prêtre de grade inférieur serait arrêté ou tué, le lieu où le crime aura été commis et la paroisse seront soumis à l'interdit de l'Église. » (Lois synodales de Piotrkow, Cracovie, année 1761, sur les peines, p. 331-332).

Signé : SIGISMOND FÉLIX-FELINSKI.

Archevêque de Varsovie.

Dépêche du comte Rechberg au prince de Metternich, à Paris, et au comte Apponyi, à Londres, datée de Vienne, le 19 juillet 1863.

La dépêche de prince Gortschakoff au comte Balabine touche trois points qui regardent spécialement l'Autriche, et sur lesquels le Gouvernement impérial doit exposer nettement sa manière de voir avant d'entrer en pourparlers avec les Cabinets de Paris et de Londres, sur

la conduite que les trois Puissances jugeront convenable de tenir par suite de la réponse russe. Je ne veux pas rechercher si une pensée secrète a pu inspirer le prince Gortschakoff quand il a écrit les trois passages en question, et je me borne à déclarer qu'ils sont propres à jeter l'équivoque sur les intentions de l'Autriche et à la placer dans une position que le Cabinet de Vienne ne pourrait accepter.

Les trois passages des dépêches russes qui exigent des observations immédiates sont les suivants :

1° Celui où le prince Gortschakoff insinue que notre dépêche du 16 juin fait prévoir et approuve pour ainsi dire le refus de la Russie d'adhérer à une conférence.

2° Celui où les provinces polonaises de l'Autriche sont mises sur le même rang que le pays généralement désigné sous le nom de royaume de Pologne ;

3° Celui où le Gouvernement russe propose d'entrer en négociations avec la Prusse et l'Autriche sur leurs sujets polonais.

J'invite Votre Excellence à se prononcer très-énergiquement vis-à-vis de M. Drouyn de Lhuys (lord Russell), de telle manière que les intentions du Gouvernement autrichien ne soient l'objet d'aucun doute.

Au sujet de la conférence, notre dépêche du 18 juin au comte de Thun se borne à constater un fait très-clair, en donnant à entendre que la réunion de cette conférence dépend de la participation de la Russie. Il est clair, en effet, que l'on ne pourra négocier en conférence avec la Russie, si cette Puissance s'y refuse, mais il ne suit pas de là que nous approuvions ce refus. Au contraire, à notre avis, la proposition d'une conférence est parfaitement acceptable pour la Russie. Nous avons d'ailleurs chargé déjà par le télégraphe le comte de Thun, de s'exprimer dans ce sens et de rectifier cette interprétation erronée de notre dépêche.

Relativement à la parité que l'on voudrait établir entre la Gallicie et le royaume de Pologne, nous sommes obligés de repousser avec énergie toute insinuation de ce genre.

En ce qui concerne enfin la forme proposée par la Russie pour arriver à un accord, nous avons déjà déclaré à Saint-Petersbourg que l'entente établie entre les trois Cabinets de Vienne, de Londres et de Paris, forme entre eux un lien que l'Autriche ne peut pas rompre maintenant pour négocier séparément avec la Russie.

Votre Excellence peut donner à lire la présente dépêche à M. Drouyn de Lhuys (lord Russell).

Signé : RECHBERG.

Dépêche de lord Napier au comte Russell.

Saint-Petersbourg, 18 juillet 1863.

Mylord, l'Ambassadeur de France a été appelé hier à Tsarskoe-Selo pour prendre connaissance des réponses du Prince Gortschakoff aux ouvertures des trois puissances au sujet de la Pologne. J'ai eu l'occasion de voir Son Excellence dans la soirée, et elle m'a informé que le Vice-Chancelier désirait me voir dans le même but cette après-midi. J'ai trouvé le duc de Montebello profondément convaincu de la mauvaise impression que la note russe causerait à Paris. Le Duc me donna un sommaire assez bref de la teneur des dépêches dont il avait eu connaissance : l'armistice était repoussé, — ce que nous avions prévu ; les conférences étaient écartées, — ce que nous avions redouté ; les six points n'avaient pas été bien distinctement adoptés, et, ce qui était tout à la fois inattendu et déplorable, l'intervention de la France et de l'Angleterre était mise de côté, et des propositions étaient faites pour entrer sur les affaires de Pologne, dans une discussion séparée avec l'Autriche et la Prusse, comme puissances limitrophes particulièrement intéressées, sans aucune mention apparente de la future participation des autres puissances signataires du traité de Vienne. Une telle ouverture, dans l'opinion de mon collègue de France, devait être regardée par son gouvernement, non-seulement comme peu satisfaisante, mais aussi presque comme insultante, et devant amener une rupture positive et immédiate.

J'ai entendu cette nouvelle avec surprise et chagrin, car je partageais complètement l'impression du Duc en ce qui concerne la France, et je ne pouvais que songer que la détermination du Cabinet russe serait tout à fait inacceptable pour le Gouvernement de Sa Majesté.

Après quelques instants de consultation, il fut convenu que l'Ambassadeur de France m'accompagnerait à Tsarskoe-Selo ce matin, afin de mettre le prince Gortschakoff à même de nous donner sur ses intentions quelques explications dont la communication à nos cabinets respectifs pourrait présenter sa manière de voir sous un jour plus favorable, et mitiger la première impression que devait causer la lecture de ses dépêches.

En conséquence, nous nous rendîmes ce matin chez le prince Gortschakoff, qui nous mit les trois dépêches entre les mains. Après en avoir pris connaissance à part avec le plus grand soin, nous nous rapprochâmes du prince, et après avoir remercié Son Excellence de sa communication, je lui parlai dans le sens suivant. Je lui dis que je pourrais m'abstenir de toute remarque à ce sujet, et simplement attendre la résolution du Gouvernement de Sa Majesté. Je le priai de

comprendre que toutes les observations que je pouvais offrir ne m'étaient dictées que par l'espoir qu'une explication plus détaillée de ses sentiments sur un point ou deux, pourrait avoir pour but de mitiger l'expression de mécontentement avec laquelle ses résolutions seraient probablement reçues par les Gouvernements alliés. Je craignais beaucoup que sa recommandation ne fût accueillie en Angleterre que comme une tentative pour gagner du temps, et détacher l'Autriche de notre alliance; qu'une proposition qui, dans la conjoncture présente, tendait à exclure deux grandes puissances de la discussion d'une question à laquelle elles avaient témoigné le plus grand intérêt, serait regardée comme très-peu conciliante, et même comme offensante; qu'un plan en vertu duquel les intérêts de la Pologne seraient confiés exclusivement aux mains des Puissances qui s'étaient partagé la Pologne, et qui l'avaient opprimée dans les temps passés, serait considéré comme ne devant inspirer aucune confiance, et qu'en fait, dans mon humble jugement, aucune forme de réponse ne pouvait contenir moins d'éléments d'un règlement amical et pacifique. Néanmoins, aux yeux de l'Angleterre, au moins, quelque chose plaidait en faveur de l'argument russe, même lorsqu'il restreignait la discussion à trois puissances : c'était de s'appuyer sur les traités de Vienne, que Votre Seigneurie a pris pour base de notre méditation. Je terminai en adressant à Son Excellence, pour l'information immédiate de Votre Seigneurie, deux questions :

1^o Quelle était la forme et quelle était la base qu'il avait le dessein de donner aux discussions qu'il proposait entre l'Autriche, la Russie et la Prusse?

2^o S'il se proposait d'exclure la France et l'Angleterre de toute participation dans la ratification des engagements qui pourraient être pris par les trois puissances, ou si son intention était de les admettre de la même manière et au même degré qu'elles l'avaient été pour le traité de Vienne?

Le Vice-Chancelier a déclaré, en réponse, que les plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche seraient reçus par lui à Saint-Pétersbourg, et que les résultats de cette conférence restreinte pourraient, comme dans les traités de Vienne, être consignés en forme de protocole ou de traité, ou sous toute autre forme que l'on jugerait la plus convenable; que le point de départ de la discussion seraient les six points proposés par les puissances, et qui ne contenaient rien de contraire aux vues de l'Empereur, aussi bien que d'autres points qu'il jugerait convenable de soumettre.

En réponse à ma seconde question, le prince Gortschakoff déclara que les résolutions prises dans les conférences des trois puissances voisines très-directement intéressées dans les affaires de Pologne,

seraient officiellement communiquées aux Gouvernements de France et d'Angleterre, qui seraient à même d'apprécier jusqu'où ces résolutions (qui contiendraient une application pratique des six points) seraient conformes à l'esprit et au texte du traité de Vienne.

Je priai le Vice-Chancelier de déclarer sans ambiguïté si ses résolutions excluait ou non le résultat logique auquel une stricte adhésion à la méthode du traité de Vienne devait le conduire, savoir : à réunir les résultats de la conférence restreinte dans une convention générale à laquelle prendraient part toutes les puissances liées par les engagements de 1815. Le Vice-Chancelier ne s'est pas précisément prononcé contre cette conclusion, mais il a refusé de l'admettre, et il a affirmé, à plusieurs reprises, qu'il n'accéderait à rien qui puisse donner aux puissances occidentales le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire russe, dans lequel il paraissait comprendre le royaume de Pologne, bien que je n'aie pas cessé de soutenir que nous avions un droit limité d'intervention en vertu du traité de Vienne.

Après une très-longue discussion, un peu à bâtons rompus, et dans laquelle l'Ambassadeur de France a pris une part très-active, nous avons rédigé sans ambiguïté la dépêche télégraphique ci-dessous, envoyée à Votre Seigneurie sous la date d'aujourd'hui, avec l'approbation du prince Gortschakoff, qui l'a renvoyée au baron Budberg et au baron Brunnow.

Je ne puis qu'espérer que la part que j'ai prise dans les efforts tentés pour élucider les vues du Ministre russe, ne sera pas désapprouvée par Votre Seigneurie. Je suis entré dans cette affaire avec l'espérance de pouvoir adoucir les effets d'une communication que je trouve malheureuse, et de fournir au Gouvernement de Sa Majesté les moyens de donner au Parlement des explications auxquelles le texte de la dépêche du prince Gortschakoff ne pouvait fournir de matériaux.

Je n'ai pas donné au Vice-Chancelier le moindre lieu de supposer que la teneur de sa dépêche au baron Brunnow, ou le développement de sa pensée, puissent être considérés comme satisfaisants par le Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : NAPIER.

(Message inclus dans le n° 1.)

Télégramme de lord Napier au comte Russell.

Saint-Petersbourg, 18 juillet

Le duc de Montebello et moi avons demandé au prince Gortschakoff dans quelle forme et sur quelle base auraient lieu les discussions qu'il a proposées sur les affaires de Pologne entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, et si les autres puissances signataires du traité de Vienne doivent être, selon lui, exclues de toute action ultérieure, pour accepter ou ratifier les résultats de la conférence restreinte.

Le Vice-Chancelier a répondu que les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse viendraient le trouver à Saint-Petersbourg, et consigneraient les résolutions communes sous la forme de protocole ou de traité, ou de toute autre manière qui serait jugée la plus convenable. Le point de départ des discussions en vue seraient les six points qui, en principe, ne contiennent rien de contraire à la politique de l'Empereur. La France et l'Angleterre seraient, par une communication officielle des actes provenant de la délibération de la conférence restreinte, contenant l'application pratique des six points, mises à même de juger s'ils sont conformes à l'esprit et au texte du traité de Vienne.

Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris.

Saint-Petersbourg, 3/18 juillet 1863.

Je reçois à l'instant votre expédition du 13/25 juillet. Je l'envoie immédiatement en Finlande, où elle sera mise sous les yeux de S. M. l'Empereur. Je ne suis donc pas à même de faire part à Votre Excellence de l'impression que notre auguste maître en aura reçue.

Je ne veux cependant pas tarder à vous communiquer, par le présent courrier les observations qu'une lecture rapide m'a suggérées. Ces observations ne portent point sur le fond de la question, puisque nous ignorons encore les conclusions pratiques auxquelles le Gouvernement français arrivera après s'être consulté avec les Cabinets de Londres et de Vienne.

Je ne m'arrêterai qu'au jugement que M. Drouyn de Lhuys a porté dans son entretien avec vous sur les divers points de cette réponse.

I. — M. le Ministre des affaires étrangères de France reconnaît qu'en principe nous ne rejetons point les six articles; mais il diffère d'avis quant à la condition préalable que nous posons à leur application. Il croit que leur mise en vigueur immédiate hâterait la pacification du royaume, tandis que, dans l'état d'agitation qui y règne ac-

tuellement, il est impossible de prévoir le moment où ces réformes pourraient être accordées. M. Drouyn de Lhuys semble en conclure qu'en définitive notre réponse implique une fin de non-recevoir sous l'apparence d'une adhésion en principe.

Il nous semble, Monsieur le Baron, que les faits parlent assez haut sous ce rapport. La plupart des mesures impliquées dans les six articles ont été octroyées par S. M. l'Empereur. Loin de pacifier le royaume, elles ont été le point de départ de l'insurrection armée. Les agitateurs se sont servis de ces réformes et de l'autonomie administrative qu'elles avaient créée pour soulever le pays. Leur but était parfaitement clair : ayant conçu l'espoir d'arriver à une complète indépendance avec l'appui d'une intervention étrangère, ils ne pouvaient pas se déclarer satisfaits des intentions libérales, représentatives et progressives dont le Gouvernement avait posé les bases. Tout au contraire, ils devaient considérer le succès de ces réformes, qui appelaient le royaume de Pologne dans la voie d'un progrès régulier, comme la ruine de leurs aspirations : c'est pourquoi ils en ont fait le point de départ d'une insurrection. Leurs sentiments n'ont nullement changé depuis que les puissances étrangères se sont approprié ces articles. Ils ont hautement déclaré qu'ils ne s'en contenteraient pas et ne poseraient pas les armes aussi longtemps qu'ils n'auraient pas obtenu le but final auquel ils aspirent, c'est-à-dire la reconstitution de la Pologne dans les limites de 1772.

Si le cabinet impérial ne répudiait pas de ses traditions politiques la mauvaise foi et les voies détournées, il y aurait peut-être eu quelque habileté de sa part à accepter catégoriquement les six articles, afin de faire retomber sur les insurgés la responsabilité de leur rejet aux yeux des puissances qui les appuient. Mais nous n'avons pas voulu voir dans une affaire aussi sérieuse l'occasion d'une manœuvre politique. Nous avons convié les Cabinets à un échange d'idées loyal, nous les croyions animés d'un égal désir d'arriver à une entente sur une question qui intéressait l'humanité et la tranquillité générale.

C'est donc avec une entière franchise que nous leur avons signalé une vérité évidente, selon nous, savoir que les six articles proposés, et qui, en principe, ne s'écartent pas des intentions de S. M. l'Empereur, ne pouvaient recevoir une application pratique qu'après le rétablissement de l'ordre matériel dans le Royaume.

II. — M. Drouyn de Lhuys a cru voir une accusation contre le Gouvernement français dans notre assertion que la conspiration permanente organisée au dehors est la cause principale de l'insurrection actuelle.

Une semblable intention n'a pu entrer dans notre pensée. Nous sommes persuadés que le Gouvernement français a vu à regret ces

menées et ne s'est point mépris sur leur caractère révolutionnaire. Mais il n'en est pas moins vrai que ces menées existent malgré lui, que Paris en est un des principaux foyers, qu'elles alimentent l'agitation morale du Royaume et lui fournissent des ressources matérielles. Ces faits sont d'une évidence si palpable qu'il serait inutile de les dissimuler.

Nous devons les constater, afin de fixer l'attention du Gouvernement français et des Cabinets associés à son attitude diplomatique sur ce côté essentiel de la question. C'est un appel amical que nous avons adressé à leur concours en vue d'un intérêt qui nous semblait commun à un double titre, d'abord parce que la prompte pacification du royaume de Pologne, objet d'un désir général, dépendait directement de la persistance de ces causes, et ensuite parce que la tendance révolutionnaire cosmopolite que prenait de plus en plus l'agitation polonaise, par la participation des éléments anarchiques de tous les pays lui donnait à nos yeux le caractère d'un danger européen.

M. le Ministre des affaires étrangères a contesté notre appréciation du mouvement polonais. Il refuse d'y voir le fait d'une minorité turbulente et des menées de l'émigration au dehors; il constate, d'une part, que dans le royaume le mouvement doit être universel pour résister à toutes les forces du Gouvernement russe, et, d'autre part, qu'au dehors il n'y a pas seulement les intrigues de quelques émigrés, mais des sympathies hautement exprimées par l'opinion publique, les assemblées et presque tous les Gouvernements.

Le mouvement polonais présente, selon nous, deux faces distinctes. Au dedans, nous ne contestons pas qu'il y ait des germes de mécontentement inhérent à la nature des choses dans un pays qui se souvient d'avoir été indépendant. Il sera toujours facile d'exciter les esprits en évoquant le souvenir de ces traditions. La Russie ne possède ces contrées que depuis un demi-siècle à peine. Durant cette période, les événements du dehors ont constamment troublé le travail d'assimilation nécessaire pour effacer les divergences historiques sous l'action d'une forte unité. Il n'y a peut-être pas un seul État en Europe qui, dans de telles conditions et dans un si court espace de temps, aurait réussi à fonder l'unité politique. Nous n'entreprendrons pas d'examiner les divers essais qui ont été tentés. Ils ont nécessairement participé des agitations d'une époque profondément troublée. Pour rester sur un terrain pratique, nous constaterons seulement que S. M. l'Empereur avait entrepris d'effacer les traces douloureuses du passé par des réformes libérales, destinées à concilier les enseignements de l'expérience et les exigences de l'époque. Sa Majesté en avait pris l'initiative. Les mesures qu'elle avait adoptées, celles que sa prévoyance avait préparées, s'écartaient peu des bases que les trois cours ont recom-

mandées comme pouvant assurer la pacification du Royaume. Pourquoi ces efforts sont-ils restés infructueux et n'ont-ils même fait qu'accélérer le soulèvement du pays ?

Ici se produit l'influence du dehors. D'abord celle de l'émigration qui, depuis trente ans, conspire ouvertement contre la tranquillité du royaume à l'abri de la protection qu'elle a trouvée dans quelques États ; ensuite les influences politiques auxquelles se sont toujours rattachées les espérances de la révolution en Pologne.

Quelque actives et persévérantes qu'aient été les menées de l'émigration, elles auraient eu peu d'effet sur la situation intérieure du royaume, si elles n'avaient pas puisé dans les influences politiques des moyens d'action illimités. Tout pays a besoin d'ordre matériel. La masse des populations est généralement attachée à cette condition indispensable de toute propriété. Le gouvernement impérial pouvait et peut encore compter sur cet élément essentiel qui existait en Pologne comme ailleurs. A mesure qu'il aurait appliqué, perfectionné et complété les institutions préparées par l'initiative de S. M. l'Empereur, développé les intérêts matériels et l'éducation morale du pays, il pouvait espérer voir les passions s'apaiser, les souvenirs irritants s'effacer et le royaume s'habituer à marcher parallèlement avec la Russie dans une voie de progrès qui, certainement, eût été plus favorable à son bien-être que les haines nationales et les sanglants conflits où les deux pays ont été poussés. C'est là précisément le résultat que redoutait le plus l'émigration qui y aurait perdu toute sa signification politique et toutes ses espérances. C'est pourquoi elle s'est efforcée de troubler à tout prix ce travail d'apaisement et de pacification, et c'est pour y arriver qu'elle a fait luire aux yeux des Polonais l'espoir d'une restauration de leur indépendance par une intervention étrangère. Là est la véritable cause qui a provoqué et entretenu le mouvement. Sans cet espoir, l'émigration aurait pu amener quelques désordres, mais non une insurrection ; les habitants paisibles auraient repoussé ces tentatives ; les masses y seraient restées hostiles comme à tout ce qui les trouble dans leur existence laborieuse, et c'est en effet le tableau qu'avait présenté jusqu'ici l'agitation du royaume. Si quelque chose peut dissimuler le caractère de cette agitation aux yeux des classes qui, par leur nature et leur intérêt, doivent y demeurer étrangères et contribuer à y entraîner leur adhésion morale, c'est uniquement le mirage des sympathies, des excitations de tout genre provoquées au dehors, et finalement celui d'une intervention en faveur de l'indépendance complète de la Pologne.

Les meneurs du mouvement l'ont parfaitement compris. Ce n'est ni pour des institutions plus ou moins représentatives et libérales qu'ils ont pris les armes et soulevé le pays ; ils ont nettement et

hautement déclaré que leur but exclusif était la reconstitution de la Pologne dans les limites de 1772; et ils ont constamment présenté à leurs compatriotes une intervention étrangère comme le couronnement certain de l'entreprise à laquelle ils les invitaient à s'associer. C'est ainsi que les désordres ont dégénéré en insurrection et qu'on a fait d'une émeute une révolution sous la double influence des institutions autonomes octroyées par S. M. l'Empereur et des encouragements du dehors.

M. Drouyn de Lhuys reconnaîtra que le langage de la presse de l'Occident n'a pas été de nature à diminuer ces encouragements et que l'action même des cabinets a donné lieu à des interprétations qui ont pu les entretenir.

Dans des questions aussi graves et aussi délicates, les intentions réelles du gouvernement échappent aux masses : elles sont souvent dénaturées par les organes de la presse ; l'opinion publique se trouve ainsi faussée, et les cabinets s'exposent ainsi à des inconvénients sérieux lorsqu'ils la prennent pour guide après l'avoir laissée s'égarer. Il faut donc nécessairement qu'ils tiennent compte non-seulement de leurs intentions, mais aussi de l'interprétation qu'elles peuvent recevoir et de l'influence que cette interprétation peut exercer.

C'est pourquoi nous avons constaté le fait, évident selon nous, que la conviction d'une assistance du dehors, entretenue par les intrigues de l'émigration, était la principale cause de la persistance et de l'extension de l'insurrection du royaume, et c'est parce que nous ne pouvions pas supposer un seul instant que ce fait entrât dans les intentions du gouvernement français, que nous l'avons signalé à son attention comme le principal obstacle qui s'opposait à la réalisation du vœu qu'il nous témoignait en faveur d'une prompte pacification du royaume.

III. — Nous ne pouvons que maintenir les observations contenues dans notre réponse au sujet de la suspension des hostilités. Il n'y a point en Pologne d'hostilités : il y a une révolte ; il n'y a point de belligérants, mais d'un côté des rebelles en armes, et de l'autre un gouvernement légal, des autorités et une armée régulières.

Dans ces conditions, il n'y a de transaction possible que le retour de l'ordre et la soumission des rebelles. Il faut ou qu'ils déposent les armes ou que le gouvernement abdique toute autorité. Il nous est impossible de comprendre autrement la question de dignité et d'ordre public. Quant à l'application matérielle, nous ne saurions nous expliquer ni entre qui un armistice aurait pu être négocié, ni par quels moyens on en aurait garanti l'exécution.

IV. — En ce qui concerne notre proposition d'une conférence préalable des trois cours limitrophes, elle nous a été suggérée, ainsi que

vous l'avez fait observer à M. le ministre des affaires étrangères de France, par le principe même qui sert de base à l'action diplomatique des cabinets, celui des traités de 1815. Elle est conforme à la nature des choses et aux précédents diplomatiques. C'est pourquoi nous n'avons point songé à nous assurer du consentement préalable des deux cours copartageantes, nous n'avions pas à nous expliquer avec elles. Nous avions à répondre à un échange d'idées avec les cabinets de France, d'Angleterre et d'Autriche. En retour de propositions qui nous ont paru soulever des objections sérieuses, nous leur avons suggéré une combinaison qui nous a semblé dans l'esprit et la lettre des traités et pouvant conduire à une solution pacifique conforme à nos vœux communs.

L'opinion que M. Drouyn de Lhuys vous a exprimée à ce sujet, nous confirme dans la conviction que la question qui se traite entre nous conduit à des difficultés parce qu'elle a été mal posée et que dès le début elle a engagé la dignité des cabinets.

Au fond, le Gouvernement français, de même que ceux d'Angleterre et d'Autriche, nous a exprimé le vœu d'une prompte pacification du royaume de Pologne. Ce vœu, nous le partageons au même degré. Nous l'avons convié à un échange d'idées amical sur la base des traités. Il nous a recommandé, comme moyen d'atteindre au but proposé, diverses combinaisons. Nous avons constaté que les six articles qui y servaient de bases étaient dans la direction des intentions de notre auguste maître.

A l'idée d'une conférence qui avait, selon nous, l'inconvénient d'amener une ingérence directe des puissances étrangères qui aurait affaibli notre prestige, et encouragé les prétentions exagérées de l'insurrection, nous avons substitué celle d'une conférence préalable des trois cours directement intéressées, qui avait l'avantage de maintenir leur action indépendante dans des questions d'administration intérieure, tout en conduisant au même but, conformément à l'esprit et à la lettre des traités. Cette proposition nous a été inspirée par un désir de conciliation.

Nous ne pouvons que regretter le jugement qu'en porte M. le ministre des affaires étrangères de France.

Nous avons été également péniblement surpris de l'impression dont il vous a fait part, quant au ton général de nos réponses. — La question est beaucoup trop sérieuse pour comporter une intention d'ironie, bien moins encore de provocation. Mais ici se révèle encore l'influence du faux point de départ de toute cette négociation et des questions de dignité qu'elle a malheureusement engagées, par suite de la publicité qui lui a été donnée et de l'intervention des passions de la presse et de l'opinion.

Vous avez très-judicieusement relevé, Monsieur le Baron, le sentiment de dignité blessée qui a pu se manifester dans l'expression de notre pensée.

En présence des outrages qui nous sont prodigués, il était difficile qu'il en fût autrement. Nous sommes bien loin de vouloir attribuer au Gouvernement français une intention blessante à notre égard. Nous sommes persuadé de la sincérité de ses efforts pour réfréner les violences de la presse et contenir l'expression du sentiment public, qu'il doit prendre en considération chez lui, et dont il tient également compte chez les autres.

Il comprendra certainement dès lors qu'il nous ait été impossible de méconnaître la force du sentiment national qui s'est produit avec tant d'énergie en Russie sous l'influence des derniers événements.

Le gouvernement impérial s'efforce de calmer, d'éclairer, de contenir cette explosion de l'esprit public, profondément blessé par des attaques sans précédents peut-être dans l'histoire.

C'est le devoir des gouvernements, c'est la tâche de la diplomatie, d'écarter de la conduite des grandes affaires ces entraînements passionnés qui les compliquent et pourraient mettre sérieusement la paix en danger.

Nous avons la conscience de n'avoir rien négligé pour concourir à cette œuvre de conciliation, et de ne nous être écartés, ni en pensée, ni en fait, du désir qui nous anime d'arriver à une entente conforme à l'intérêt général, et en particulier aux relations qui nous unissent depuis longtemps au gouvernement de S. M. l'Empereur des Français.

Mais nous aimons à compter de sa part sur les mêmes dispositions, et vous ne dissimulerez pas à M. Drouyn de Lhuys combien notre tâche serait difficile, si l'on méconnaissait en France les nécessités que nous imposent des sentiments nationaux qui ne sont pas seulement le résultat d'entraînements ou de sympathies populaires, mais qui se rattachent aux traditions les plus chères, aux intérêts les plus vitaux du pays, que la confiance du peuple russe a placés sous la sauvegarde du patriotisme de son auguste souverain.

Agréez, etc., etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

**Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Knorring, chargé
d'affaires de Russie à Vienne.**

Saint-Pétersbourg, le 27 juillet 1863.

M. le comte de Rechberg a adressé aux Ambassadeurs de S. M. Impériale et Royale apostolique, sous la date du 19 juillet courant, une dépêche qui a été reproduite par la presse de Vienne.

Cette pièce paraît avoir pour objet de mettre à l'abri de tout malentendu la pensée qui préside à la politique du cabinet de Vienne dans la question de Pologne. M. le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche nous permettra de répandre la même lumière sur les intentions qui ont dicté nos dernières ouvertures.

Ce n'est pas sans quelque surprise que nous avons vu M. le comte de Rechberg indiquer la possibilité d'une pensée secrète de la part du cabinet impérial.

Si cette appréciation est inspirée à M. le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche par le désir d'écarter toute idée d'une entente séparée, qui pourrait être jugée incompatible avec les liens que le cabinet de Vienne a contractés, et le point de départ auquel il a rattaché ses démarches, nous nous empressons de rendre témoignage qu'aucune entente quelconque n'a eu lieu entre lui et nous, au sujet de ces dernières ouvertures.

Nous n'avions aucun mystère à faire des propositions loyales, entièrement dans l'esprit et la lettre des traités de 1815, sur la base desquels un échange d'idées avait été convenu, et qui, dans notre conviction, contiennent un mode de solution pacifique conforme aux intérêts du royaume de Pologne.

Le cabinet impérial avait cru pouvoir inférer de la dépêche du 18 juin, que M. le comte de Rechberg avait pressenti notre refus d'adhérer à une conférence des huit Puissances signataires de l'acte général du Congrès de Vienne, puisque Son Excellence subordonnait au consentement préalable de la Russie l'adhésion du Gouvernement autrichien à cette combinaison.

Nous n'en avons déduit aucune approbation. Nous avons vu dans cette réserve un sentiment de dignité qu'en pareil cas le cabinet de Vienne aurait revendiqué pour lui-même, et nous avons rendu justice à un acte d'équité. Quant à l'appréciation de ce que réclamait la dignité de la Russie, elle ne pouvait appartenir qu'à notre auguste Majesté, mais il était évident qu'une combinaison qui ne semblerait pas conforme à la dignité du pays devait par cela même être jugée impossible.

M. le comte de Rechberg a cru voir dans notre proposition d'une entente des trois cours, en vue de mettre la situation de leurs possessions polonaises, auxquelles s'étendent les stipulations du Traité de 1815, en harmonie avec les circonstances du moment et les besoins de l'époque, l'idée d'établir entre le royaume de Pologne et la Galicie une assimilation que Son Excellence repousse.

Nous n'avons songé à établir aucune assimilation quelconque. Qu'il y ait une solidarité nécessaire entre les intérêts des trois cours limitrophes et de leurs possessions polonaises respectives, c'est ce qu'at-

testent les traditions et les précédents historiques qui ont créé l'ordre de choses actuellement existant.

Les faits ont plus d'une fois démontré combien la situation de chacune de ces provinces réagit sur la condition des autres. Les événements actuels et la part active que les éléments révolutionnaires de la Gallicie prennent à l'insurrection du Royaume et à son but final en sont un témoignage de plus. Les cabinets d'Autriche, d'Angleterre et de France l'ont constaté en fondant leur action diplomatique sur le contre-coup que les troubles du Royaume exercent sur les possessions des États limitrophes, et par là sur la tranquillité de l'Europe.

Nous nous sommes inspirés de la conviction de cette solidarité en proposant une entente destinée à mettre l'harmonie nécessaire entre les institutions qu'il s'agissait d'introduire dans le royaume de Pologne, après la pacification du pays, et celles qui existent dans les possessions polonaises des États limitrophes. C'était une pensée amicale, conforme aux relations des deux Cours impériales et à leurs mutuels intérêts. Nous devons repousser toute interprétation différente.

Quand au fond même de nos propositions, nous croyons, qu'appréciées avec l'esprit de conciliation qui les a dictées, et loyalement appliquées, elles pouvaient conduire à une solution rationnelle et pratique qui répondrait à la fois aux droits et aux intérêts des trois Puissances limitrophes, aux stipulations des traités de 1815 sur lesquels repose l'équilibre général, aux vœux raisonnables des Polonais et à la sollicitude que l'Europe témoigne en faveur de la tranquillité de ces contrées.

Nous ne pouvons donc que regretter l'impression différente que nous ont fait pressentir les instructions adressées par M. le comte de Rechberg aux Ambassadeurs d'Autriche à Londres et à Paris.

Vous êtes autorisé à donner à Son Excellence lecture de la présente dépêche.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

Lettre du Gouvernement national polonais au prince Ladislas Czartoryski, insérée au Moniteur français du 22 septembre 1863¹.

Varsovie, le 15 août.

Monsieur le Prince, le Gouvernement national, tout en suivant avec une grande attention les négociations entamées par les trois grandes

1. L'insertion au *Moniteur* était précédée de l'entête suivant : « Plusieurs journaux en France et à l'étranger ont publié la lettre suivante. »

Puissances pour régler la question de Pologne, croyait cependant superflu de vous faire connaître son opinion sur les propositions spéciales arrêtées par les trois Cours intervenantes. D'un côté, le Gouvernement national était guidé par cette pensée, qu'il n'appartenait qu'à la nation polonaise elle-même de statuer sur son sort; de l'autre, nous avions la ferme conviction que votre patriotisme et votre intelligence de la situation vous traceraient la ligne de conduite à suivre, et votre correspondance a pleinement justifié cette confiance.

Du reste, le programme de l'insurrection n'est un secret pour personne. Amis et ennemis ont reconnu, et tout atteste en effet, de notre part, que la lutte engagée en Pologne n'a d'autre but que la revendication des droits imprescriptibles de notre pays. L'indépendance de la Pologne fondée sur les droits qu'elle tient de Dieu et de son histoire, la liberté politique et religieuse, l'égalité devant la loi, la justice rendue à toutes les classes de la population, aux habitants des campagnes comme à ceux des villes, aux Polonais de toute religion et de toute confession; dans nos rapports avec les autres peuples, le respect de ces mêmes droits que nous réclamons pour nous: tels sont les principes au nom desquels la nation polonaise, se rattachant fermement aux bases de l'ordre social établi en Europe, a pris les armes et revendique la place qui lui appartient dans la famille des États civilisés.

En partant de ces principes, il était facile de déterminer le point de vue sous lequel la nation polonaise devait envisager les propositions formulées par les Puissances intervenantes.

Cependant, puisque les premières démarches faites à Saint-Pétersbourg ont amené entre la Russie et les Puissances intervenantes un échange d'idées où celles-ci ont exprimé leurs vues sur les conditions d'un bon Gouvernement en Pologne, ce qui a provoqué de la part du cabinet russe une réponse où se trouvent plusieurs assertions calomnieuses concernant l'insurrection, le Gouvernement national, plus directement mis en cause, croit utile de vous faire part de quelques réflexions que lui suggèrent les documents diplomatiques émanés jusqu'ici des diverses chancelleries, au sujet de la question polonaise.

Nous nous attacherons de préférence aux principes exposés dans la dépêche du comte Russell du 17 juin, avec cette netteté, cette sagesse, cette maturité qui caractérisent toujours le langage des hommes d'État de la Grande-Bretagne.

La confiance des gouvernés dans les gouvernants, l'empire de la loi substitué au régime de l'arbitraire, tels sont, en effet, les principes de tout bon Gouvernement. Nous y souscrivons à priori, et nous y conformons nos actes. Le principe de la confiance des gouvernés dans les gouvernants est précisément celui auquel le Gouvernement national

doit son pouvoir, son existence, et jusqu'à la vie de ses membres. Il s'y rattache donc avec la plus sincère conviction. C'est la sage et généreuse confiance de la nation polonaise en son Gouvernement anonyme qui fait la force de ce Gouvernement et déjoue tous les pièges que la Russie lui tend à chaque instant. Cette confiance, les Russes ne l'ont jamais possédée en Pologne, ils ne l'obtiendront jamais.

L'excès d'arbitraire auquel la Pologne est en proie depuis tant d'années a fortifié dans son esprit le respect de la loi. Mais, hâtons-nous de le dire, jamais la nation polonaise ne se soumettra à des lois imposées par la domination étrangère. Pour être obéies, il faut que les lois portent l'empreinte du génie de la nation, qu'elles soient d'origine polonaise, et que, fondées sur les principes éternels du droit, elles soient l'expression de la souveraineté nationale.

Nous admettons aussi bien volontiers un autre principe invoqué par le Prince Gortschakoff : celui du respect de l'autorité, mais non pas dans le sens où l'entend la dépêche russe, ni surtout pratiquée comme l'entendent les fonctionnaires russes en Pologne.

Le respect de l'autorité doit être à nos yeux la conséquence nécessaire de l'ordre de choses établi sur la confiance des gouvernés, sur la justice des gouvernants et sur l'amour des uns et des autres pour leur commune patrie.

Ce respect n'a jamais été le partage de l'autorité russe en Pologne ; il ne peut donc être question de le rétablir. Fondé sur l'usurpation et la violation des traités les plus solennels, c'est par le meurtre de nos plus illustres citoyens, par la déportation des dignitaires de l'Eglise et de l'Etat, par la ruine matérielle de tout le pays, que la domination moscovite cherche à se maintenir sur cette terre rougie de notre sang le plus pur. Le respect, comme l'entend le Prince Gortschakoff, ne serait que la sanction de l'arbitraire et la justification de tous les abus.

Mais ce respect que la Pologne ne saurait accorder à des autorités russes, le Gouvernement national le possède. Il peut le dire devant la nation polonaise et devant l'Europe sans crainte d'être démenti.

Ainsi la confiance de la nation, la soumission acquise à ses lois, le respect dont son autorité est entourée : tels sont les titres qui constituent la légitimité de ce Gouvernement et lui donnent le droit de porter devant l'Europe la parole au nom de la Pologne, et de s'expliquer sur les conséquences, à son sens trop restreintes, que les Puissances intervenantes tirent de principes essentiellement justes et vrais.

Si dans les propositions soumises au cabinet de Saint-Petersbourg la nation polonaise ne voit pas de garanties suffisantes pour son avenir, c'est qu'on semble n'y pas reconnaître ses droits incontestables. Les principes posés, on recule devant leur application la plus élémen-

taire. Et ces principes mêmes, comment seraient-ils respectés et mis en pratique par la Russie? Si les Russes voulaient jamais être justes envers la Pologne, qu'auraient-ils à faire, sinon de rentrer chez eux et de nous rendre notre pays?

Nous savons qu'à l'étranger, il existe des personnes, même honorables et de bonne foi, qui ne partagent pas cette conviction. On a cru un moment que si la Russie ne peut être complètement ramenée aux principes d'éternelle justice et d'humanité, elle pourrait du moins se soumettre aux obligations que lui imposent les traités. Le Gouvernement russe lui-même a contribué, par ses dépêches du 14-26 avril, à accréditer cette erreur. En comparant ce langage nouveau avec sa conduite en 1831, on a cru voir un changement favorable. Mais tandis que la Russie affichait ainsi devant l'Europe des intentions conciliantes, elle complétait ses armements, elle égorgeait nos fils, elle inondait de sang notre pays, le ruinait par le pillage et l'incendie. Et, dès qu'elle se vit sérieusement en danger d'être prise au mot et ramenée à observer, quoique dans une mesure bien restreinte, ses engagements envers la Pologne, on l'a vue, par un revirement subit, se redresser et fouler aux pieds ces traités qu'elle feignait d'invoquer, et donner libre carrière à son œuvre d'extermination.

Il ne nous appartient pas, au point de vue des principes, de nous appuyer sur les traités de Vienne, et d'en réclamer l'application. Ces traités, qui ont réglé le sort de la nation polonaise, ont été faits sans elle et contre elle. Nous ne pouvons les accepter comme point de départ, et si nous en examinons ici quelques détails, ce ne sera que pour montrer que la Russie agit envers l'Europe avec la même mauvaise foi qu'envers la Pologne.

Il suffit pour cela de comparer le texte de ces traités avec la dépêche du Prince Gortschakoff.

Et d'abord, et au point de vue général, comment ne pas constater l'étrange théorie qu'émet la diplomatie russe sur l'interprétation et la force obligatoire des traités internationaux? Le prince Gortschakoff reconnaît, il est vrai, aux signataires d'un traité « le droit d'en interpréter le sens à leur point de vue; » mais il se hâte d'ajouter que « l'exercice d'un tel droit n'aboutit à aucun résultat pratique, » et en dernière analyse, d'après l'opinion du vice-chancelier, la force obligatoire d'un traité ne dépend que du « consentement de la partie intéressée. »

Autant vaut ne point conclure de traités du tout.

Après avoir posé cet étonnant axiome, la diplomatie russe prétend ensuite exclure du cercle des objets auxquels s'applique le traité général de Vienne toutes les questions d'administration intérieure. Cette prétention est diamétralement opposée au texte du traité, dont les

articles 13 et 14 imposent aux Puissances partageantes certaines obligations, toutes d'administration intérieure, telles qu'amnistie, règlements commerciaux, échange des produits du sol et de l'industrie, libre fréquentation des ports assurée aux Polonais dans toute l'étendue de la Pologne de 1772.

Dans l'opinion de la Russie, les traités conclus par elle avec les Puissances co-partageantes peuvent être complétés et modifiés par ces mêmes Puissances, sans participation des autres Gouvernements signataires du traité de Vienne. Si l'on admet ce système, les stipulations de l'acte général du 9 juin 1815 ne sont plus qu'une vaine formalité, ne gênent en rien la liberté d'action de ceux qu'elles paraissent obliger, n'offrent à l'Europe aucune garantie sérieuse; et tous les traités qui pourraient à l'avenir être conclus pour régler le sort de la Pologne, seraient incessamment à la merci des Puissances co-partageantes.

Telle est la base que propose la Russie pour l'établissement d'une *paix durable*!

Pour quiconque connaît l'histoire et le texte des traités de Vienne, il est incontestable que l'acte final, aussi bien que les traités séparés qui l'ont précédé, contient des stipulations relatives non-seulement au Duché de Varsovie, mais encore aux anciennes provinces démembrées par les trois premiers partages. Lord Palmerston l'a reconnu du haut de la tribune. Lorsqu'en 1815, l'Europe se vit forcée de sacrifier à l'ambition de la Russie ses vœux pour l'indépendance de la Pologne, elle stipula du moins le maintien de la nationalité polonaise dans l'étendue des limites du Royaume de 1772. Tout en sanctionnant l'œuvre du partage, elle a formellement garanti la conservation de cette nationalité dans les anciennes provinces que la Pologne avait civilisées et défendues de tout temps contre la barbarie. Or, en dépit de ces stipulations expresses, la dépêche du vice-chancelier de Russie nie les droits de ces provinces, et ose affirmer qu'elles n'ont jamais été l'objet d'un acte international quelconque.

Ce n'est pas tout. On sait que l'article premier de l'acte général du Congrès de Vienne garantit aux anciennes provinces polonaises « une représentation et des institutions nationales. » Non-seulement le Prince Gortschakoff ne leur reconnaît aucun droit au bénéfice de cet article, mais il s'en enpare pour affirmer que la Russie possède même le royaume du Congrès au même titre que les autres parties de l'Empire (Kazan et Moscou, par exemple). De telle sorte que grâce à cette interprétation, l'article qui établit d'une façon incontestable les droits de la Lithuanie et de la Ruthénie n'aurait d'autre effet que de rendre nulles et illusoires les stipulations plus expresses encore relatives à l'ancien duché de Varsovie.

L'obligation créée par l'article premier, dit la dépêche russe, n'était qu'une « *phrase vague*, » l'effet sans portée d'une « *disposition passagère* » de l'Empereur de Russie. On oublie à Saint-Petersbourg que cette *phrase vague* était l'unique motif pour lequel l'Europe avait donné à l'œuvre du partage une sanction tardive et incomplète, et consenti à un agrandissement de la Russie, incompatible avec l'indépendance de ses propres alliés.

Chose étrange! depuis cinquante ans on nous dit qu'il ne saurait exister de garantie plus solide que la parole d'un Empereur de Russie, et après cinquante ans nous apprenons que l'Empereur de Russie ne fait insérer dans les traités que des *phrases vagues* qui ne l'obligent point, puisqu'elles ne sont que l'effet d'une « *disposition passagère* » de son esprit. C'est cependant l'auteur de cette « *phrase vague* » qui « a promis à l'Europe un temps où les traités ne seront plus des trêves, où ils pourront être observés avec cette foi religieuse, cette inviolabilité sacrée, auxquelles tiennent la consolidation et la conservation des empires! »

On savait que la Russie possède à merveille le don d'annuler les traités par l'interprétation. Mais jamais cet art n'avait été poussé aussi loin; jamais ces maximes destructives de toute bonne foi, de toute sécurité entre les États n'avaient été professées d'une façon aussi nette et aussi hardie. N'est-ce pas le cas de répéter ce qu'un homme d'État anglais disait il y a cinquante ans, « que la paix du monde ne peut subsister avec de telles doctrines? »

Mais c'est à la diplomatie européenne de faire justice des sophismes byzantins du vice-chancelier de Russie. Qu'il nous suffise d'avoir constaté une fois de plus la mauvaise foi du cabinet russe dans ses rapports avec l'Europe.

La diplomatie russe désire ne porter aucun jugement sur les aspirations de la Pologne. Ce désir semble de sa part bien naturel, et nous voulons le croire sincère; mais il n'est pas facile à réaliser, et l'on s'en aperçoit au langage du Prince Gortschakoff. On laisserait volontiers la question de nos droits dans l'ombre, mais on y est ramené malgré soi, et on n'en parle alors qu'avec des injures. On les qualifie « d'insensés et de chimériques; » on couvre la faiblesse des arguments par l'excès de l'invective. Accusée devant le tribunal de l'opinion publique, la Russie accuse à son tour; criminelle envers la Pologne, elle lui reproche ses propres crimes: non contente de lui faire la guerre la plus barbare, elle la calomnie devant l'Europe. Dans cette situation, c'est un devoir pour le Gouvernement national de répondre à ces calomnies et de faire connaître par quelques explications le caractère véritable de l'insurrection.

La question polonaise est, aux yeux du monde civilisé, une question

européenne, et les injustices sans nombre commises par les Russes n'ont pas peu contribué à lui donner ce caractère. La Russie lui reconnaît ce caractère, mais elle retourne l'argument et s'efforce de prouver que si la question est véritablement européenne, c'est à cause du danger dont l'Europe est menacée par les prétendues tendances révolutionnaires des Polonais.

La diplomatie a déjà fait justice de ces perfides assertions, et la Pologne les dément par sa conduite. Qu'on nous cite un seul acte de l'insurrection où se manifestent des tendances subversives? Fût-il possible, au contraire, d'effacer de la mémoire des hommes les atrocités inouïes commises par les Russes en Pologne durant ces six derniers mois, les proclamations du général Mourawieff, connues du monde entier, suffiraient seules pour prouver que la domination russe ne se maintient que par le renversement de tous les principes sur lesquels reposent les sociétés bien organisées. La famille, la propriété, la bonne harmonie sociale, tout est foulé aux pieds dans ces proclamations et dans les actes des gouverneurs russes. En réalité, l'ordre social, les principes qui en sont la base, et les droits inviolables qu'il consacre, n'ont maintenant en Pologne d'autre sûreté, d'autre protection que celles que leur donnent le Gouvernement national et l'insurrection dirigée par lui.

Et c'est dans ces circonstances que la Russie se plaint de ne pas être soutenue dans ses crimes par l'Europe! Le Prince Gortschakoff insinue que la vraie tâche de l'Europe devrait être d'aider la Russie dans son œuvre de répression en Pologne, et de rendre aux Mourawieff la besogne plus facile! En vérité, on ne sait ce qu'on doit admirer le plus dans de pareilles insinuations, si c'est le défi porté au bon sens ou l'outrage fait à la morale publique.

Pour donner quelque apparence de vérité à ses accusations, le Prince Gortschakoff affirme que le foyer principal de l'insurrection est à Paris, et que là se trouve la direction intellectuelle du mouvement.

Cela prouve que la Russie ne connaît pas mieux le foyer et la direction de ce mouvement qu'elle ne connaît la Pologne gouvernée par elle à l'aventure depuis quatre-vingt-dix ans.

Il est bien connu en effet que l'insurrection a pris racine sur le sol polonais; qu'elle a eu sa cause immédiate dans les abus commis par les autorités russes, et qu'au début il ne lui est venu du dehors aucun encouragement. Et d'ailleurs, s'il existe à l'étranger des foyers d'action pour la défense loyale des droits légitimes de la Pologne, n'y a-t-il pas là aussi des foyers d'intrigue bien actifs, bien puissants, au service des intérêts russes? A côté des écrivains qui plaident généreusement notre cause, ne voit-on pas chaque jour des plumes mercenaires s'ef-

forcer, par les insinuations les plus perverses, d'égarer l'opinion publique et de la soulever contre nous?

Quant à la direction des affaires du pays, les Polonais qui se trouvent à l'étranger n'y ont jamais eu aussi peu de part qu'à présent. Le Gouvernement national, lorsqu'il n'était encore que comité central, a proclamé hautement qu'il ne reconnaissait aucun des partis qui se sont, en d'autres temps, formés au sein de l'émigration polonaise, qu'il ne servait les intérêts ni les vues particulières d'aucun d'eux, et qu'il ne voulait voir partout, dans toutes les opinions, que des Polonais ayant pour but unique l'indépendance de leur pays, fondée sur les principes immuables de la justice et de l'ordre social.

Il a déclaré et répété depuis qu'il ne reconnaissait à personne le droit de représenter à l'étranger la cause de la Pologne, si ce n'est en son nom et en vertu de son mandat; qu'il n'acceptait pour le pays que les services de ceux qui s'engageaient à l'obéissance envers le Gouvernement national, fonctionnant toujours au sein du pays. Enfin n'est-il pas notoire que vous-même, monsieur le Prince, vous n'agissiez et ne pouviez agir en faveur de la cause commune qu'en vous conformant strictement aux instructions qui vous sont données par ce Gouvernement?

Ainsi le Gouvernement russe, en attribuant à l'insurrection une direction venant de l'étranger, a commis une grossière erreur. Et si, à l'exemple de son vice-chancelier, il nous était permis de rechercher la cause de cette étrange méprise, nous la trouverions moins peut-être dans l'ignorance des faits que dans un désir mal dissimulé d'adresser indirectement un outrage à cette grande et généreuse nation française pour l'asile qu'elle accorde à nos compatriotes exilés de leurs pays par les vengeances du Czar.

On dit que l'insurrection n'a rencontré que de l'indifférence ou même de l'hostilité parmi les masses. Certes, la Russie n'a rien négligé pour égarer ces masses et provoquer à l'appui de sa tyrannie une guerre sociale. Il ne lui a pas suffi de maintenir systématiquement les populations dans l'ignorance, de fausser dans son principe l'émancipation des paysans, dont les propriétaires polonais avaient pris eux-mêmes l'initiative, et à laquelle elle a substitué une nouvelle sorte d'oppression qui livre les campagnes aux menées perfides de sa bureaucratie et de son clergé schismatique; ce n'est pas assez d'avoir longtemps répandu les bruits les plus calomnieux pour exciter la haine des paysans contre les autres classes de la société : depuis que la guerre a éclaté, les troupes russes poussent ces malheureux, la baïonnette dans les reins, sur les champs de bataille, et les exposent les premiers aux balles des insurgés, qui se voient par là désarmés.

Ce n'est pas tout, ce qu'on n'avait osé avouer, le général Mourawieff

le fait au grand jour : il promet publiquement des récompenses de 3 et 5 roubles pour chaque tête d'insurgé qui sera livrée aux Russes. Ainsi que le général Annenkoff, le colonel Pomeranzoff et tant d'autres, il abandonne en prime aux espions et aux traîtres les dépouilles des patriotes par eux livrés ou trahis, ne craignant pas de faire ainsi appel aux plus basses et aux plus sauvages passions.

Et cependant, malgré ces efforts, l'esprit des masses est bon; il est national et se prononce partout en faveur de l'insurrection dès que son but et ses moyens lui sont mieux connus.

Si le nombre de nos combattants n'a pas encore atteint le chiffre proportionnel à la population du pays, ce n'est pas à l'indifférence des masses, mais plutôt au zèle de ses amis du dehors que la Russie le doit. La cause en est dans les confiscations d'armes qui se renouvellent sans cesse sur nos frontières. Il ne se passe pas de jour où les chefs des insurgés ne se voient dans la nécessité de refuser des combattants, parce que ces confiscations leur ôtent le moyen de les armer.

La Russie voudrait aussi persuader à l'Europe que l'espérance d'un secours armé du dehors est *l'unique mobile* de l'insurrection. Nous repoussons avec énergie cette insinuation qui blesse la dignité nationale. L'insurrection n'a eu et n'a encore d'autre mobile que la revendication des droits sacrés de notre pays.

La nation polonaise et son Gouvernement sont bien convaincus que c'est avant tout par leurs propres efforts qu'ils pourront fonder et affermir sur des bases solides la nouvelle indépendance de la Pologne. Depuis près de trois ans, le mouvement national soutient la lutte contre la domination russe : quel appui avons-nous reçu du dehors ? Il nous en est venu souvent des paroles bien dures, des reproches bien peu mérités ; et alors même qu'on rendait justice à notre cause, on n'en cessait pas moins de nous prémunir contre toute illusion d'une assistance active de l'étranger. Nous avons duré cependant ; l'esprit public a grandi et s'est fortifié ; l'idée du sacrifice a pénétré dans tous les cœurs, et la persistance de l'insurrection prouve, ce nous semble, une vitalité qui est en elle et qu'aucune excitation du dehors n'aurait pu lui donner. Nous avons, du reste, trop présentes à l'esprit les douloureuses expériences de notre passé, nous avons trop d'intérêts réels à sauvegarder, pour que nous consentions à devenir le jouet des intrigues étrangères.

Il faut le dire cependant, une intervention des peuples amis en notre faveur est aux yeux de la nation une chose juste et jusqu'à un certain point nécessaire. Cette conviction nous est inspirée par le sentiment que nous avons de la solidarité qui existe entre les peuples civilisés, solidarité que la Russie voudrait exploiter au profit de son ambition et de ses usurpations, tandis que nous n'y cherchons, nous,

qu'un principe de justice et de stabilité pour les États et les relations internationales. De plus, la légitimité, la nécessité de cette intervention, résultent pour nous de l'intérêt et de la sécurité de l'Europe aussi bien que de la Pologne.

Mais en proclamant cette légitimité, cette nécessité de l'intervention dans une certaine mesure, qu'on ne s'imagine pas qu'il s'agit pour nous de substituer à nos efforts un effort étranger, de restreindre la mesure de nos sacrifices en faisant appel à ceux d'autrui. Ce n'est pas ce concours-là que nous demandons, et pour bien comprendre le caractère que nous attribuons à une intervention du dehors, il est indispensable de jeter un coup d'œil sur la situation où nous nous trouvons.

La guerre que nous faisons à la Russie est entourée *pour nous* de difficultés qui n'ont jamais existé pour aucun peuple dans des circonstances semblables. Ce n'est pas assez que la Russie occupe notre pays, décime nos populations, contisque nos biens ; nous sommes, de la part des Puissances voisines, l'objet d'une surveillance et de mesures qui équivalent à une véritable intervention contre nous.

Ainsi, d'un côté, d'après les renseignements fournis par les employés russes eux-mêmes, le nombre des Polonais entassés dans les cachots russes préventivement s'élève dans le royaume seul à plus de 23 000 hommes en état de porter les armes, et les propriétés confisquées représentent des sommes incalculables. De l'autre, il résulte de nos relevés officiels que plus de 40 000 fusils qui nous étaient destinés ont été confisqués à la frontière, non par les Russes, en vertu des lois de la guerre, mais par leurs amis du dehors. Ces armes, elles nous coûtent le triple de leur valeur ordinaire, et pour les procurer, combien de sacrifices en hommes, combien de dévouements consumés dans l'ombre et qui autrement se feraient valoir sur le champ de bataille ! Plusieurs milliers de nos compatriotes qui avaient pris part à l'insurrection ont été, sans autre motif, arrêtés ou retenus dans les États voisins. Nos soldats, lorsqu'ils sont obligés de chercher un asile dans les contrées limitrophes du royaume, sont arrêtés et internés, tandis que nos ennemis, si nous les rejetons au delà de la frontière, en reviennent libres et saufs, avec tous les honneurs de la guerre, et nous les retrouvons le lendemain sur d'autres champs de bataille.

Le secours d'une armée de 100 000 hommes eût été moins utile à la Russie que les bons offices et les procédés de ses voisins. Elle nous accuse de compter sur l'intervention : c'est elle qui en a demandé et obtenu tous les bénéfices contre un peuple sans armes, engagé dans une lutte inégale. Nous avons les sympathies de l'Europe, la Russie en a seule l'assistance.

Est-il donc étonnant que les Polonais demandent une assistance

amie, non pas pour se faire remplacer dans leur devoir, mais pour changer les conditions de la lutte, pour acquérir la liberté d'action, pour assurer le développement des forces nationales? Est-il étonnant que nous demandions qu'on fasse respecter en nous ce droit de belligérants qui n'était pas contesté aux Grecs luttant comme nous il y a quarante ans pour l'indépendance de leur pays? Nous ne sommes pas plus qu'eux des sujets en révolte contre un souverain légitime, nous sommes un peuple luttant pour son indépendance et pour le maintien d'une nationalité que les traités ont reconnue et garantie.

Nous en appelons à la conscience de l'Europe ; mais fussions-nous condamnés à l'abandon le plus complet, la nation polonaise n'en continuera pas moins d'affirmer et de défendre ses droits avec autant de constance et de zèle qu'elle le fait depuis cinquante ans sans être assistée de personne.

L'insurrection est encore accusée par le Prince Gortschakoff de procéder par le terrorisme. Supposons un moment que le reproche soit fondé : que prouve-t-il, sinon l'impuissance absolue du Gouvernement qui, de son propre aveu, est tenu en échec par ce prétendu terrorisme? Le prophète de l'absolutisme, l'auteur favori de l'empereur Nicolas, Hobbes, n'admet qu'une seule exception au droit absolu des souverains, c'est lorsqu'ils ne peuvent protéger leurs sujets. Le Gouvernement russe se condamne donc lui-même quand il affirme, comme il se plaît à le faire, que la terreur seule pousse et retient la majorité des Polonais dans l'insurrection. Comment, en effet, les Russes ne trouvent-ils pas le moyen de protéger cette majorité? Cette impuissance, qu'ils constatent eux-mêmes, suffirait pour leur faire perdre toute espèce de titre à la domination en Pologne, s'ils en avaient jamais eu.

Nous croyons inutile de rappeler toutes les fables inventées par la Russie au début de l'insurrection pour la présenter à l'Europe sous un jour odieux et criminel, ces accusations de soldats mutilés, de langues coupées, de Saint-Barthélemy ou de Vêpres polonaises préméditées dans tout le royaume. La conscience publique en a fait justice.

Mais ce système de calomnies et d'injures est loin d'être abandonné. Nous le voyons se reproduire dans ces Adresses de loyauté que le Gouvernement du Czar provoque auprès de ses peuples fidèles, Grands-Russes, Petits-Russes, Tartares et même Kalmoucks et Bashkirs, et qu'il fait imprimer ensuite jusque dans les journaux polonais soumis au régime de la censure. On y retrouve les mêmes accusations, les mêmes fables. Le but n'est plus seulement de tromper l'Europe dont une portion, au contraire, a sa part d'injures, dans ces élans d'un zèle habilement surexcité. Ces Adresses sont moins des témoignages de loyauté et de fidélité à l'Empereur que des appels faits aux passions

des peuples et des soldats russes et à leur haine pour la Pologne, contre laquelle on les pousse de la sorte à une véritable guerre d'extermination.

La diplomatie russe nous accuse de terrorisme. Mais quel nom donner alors au régime en vigueur dans toutes les provinces où se sont manifestés des symptômes d'insurrection ? par quels moyens la Russie a-t-elle conservé dans les provinces polonaises aussi bien que dans le royaume un reste de pouvoir, si ce n'est par un régime de terreur sans précédent dans aucun temps, dans aucun pays ? La violation de toutes les libertés, la négation de tous les droits et de toute pudeur, l'emprisonnement des suspects, la déportation des innocents, les exécutions quotidiennes : n'est-ce pas la terreur dans la plus vraie et la plus complète acception du mot ?

Nous avons entendu avec peine un illustre homme d'État dire, pour caractériser la situation déplorable de notre pays, que les habitants se trouvent entre deux maux : les rigueurs de la Russie et les sévérités du Gouvernement national.

Les Russes ont dû bien volontiers accepter le parallèle, mais la Pologne le repousse avec énergie comme une sanglante injustice. Quand a-t-on vu les Polonais confisquer la propriété de qui que ce soit, arracher par milliers les citoyens à leurs foyers, les enfants à leurs familles, pendre des prêtres, insulter des femmes, massacrer des blessés ou des prisonniers, mettre à prix la tête de leurs ennemis ? Les rares exécutions de quelques espions et de quelques pillards peuvent-elles être comparées avec les peines infligées à des milliers de familles pour les prétendus crimes de leurs chefs ?

Au moment même où nous écrivons ces lignes, une douloureuse nouvelle nous arrive du palatinat de Grodno. Nous citons ici en entier le rapport très-succinct qui nous a été adressé, laissant à M. le vice-chancelier de Russie le soin d'y joindre un commentaire.

« Un détachement d'insurgés parut dans le village de Szczerki, à six lieues de Grodno, pour se procurer des vivres. Quelques habitants d'un village voisin dénoncèrent aux autorités russes l'hospitalité des paysans de Szczerki. Des troupes furent aussitôt envoyées avec des commissaires russes. Le village fut brûlé et la charrue passée sur le sol où il s'élevait. Les habitants furent conduits en prison à Grodno et leurs terres distribuées aux dénonciateurs. »

Nous recevons presque chaque jour des rapports de ce genre ; mais ce seul fait, dont le Gouvernement national garantit l'authenticité, suffit pour justifier l'énergie avec laquelle nous repoussons le parallèle qu'on a voulu établir entre la manière de procéder des insurgés et la conduite des autorités russes.

On a fait une comparaison à certains égards plus exacte. On a rappelé

à propos des procédés russes en Pologne ceux des Turcs en Grèce à une autre époque. On a dit que les Russes n'avaient jamais conçu le projet de transporter toute la population, comme Ibrahim-Pacha voulait transporter en Égypte la population de la Morée. Nous nous bornerons à dire que la Russie a *fait* plus qu'Ibrahim ne *projetait*. Elle a déporté en Russie plus de Polonais que la Morée n'avait d'habitants; elle a confisqué des terres d'une étendue dix fois plus grande que la Morée.

Mais s'il est constant que la Russie ne se maintient en Pologne que par la terreur, peut-on en dire autant de l'insurrection?

Quels sont les effets ordinaires du terrorisme? l'abattement, l'inertie, le silence de la solitude ou de la tombe. Voilà ce que produit généralement la terreur, quoique les Russes n'aient pu s'élever encore à ce degré de puissance. Mais où et quand a-t-on jamais vu le terrorisme exciter au dévouement, au sacrifice? Où a-t-on vu qu'on aille à une mort certaine, qu'on se fasse tuer sous le poids de la terreur, et quand les premiers ont succombé, que de nouvelles victimes se présentent pour avoir le même sort? Voilà, nous le répétons, ce dont on n'avait jamais eu d'exemple, et voilà pourtant ce qui se voit tous les jours en Pologne.

Malgré l'effroi, la terreur qu'ils répandent dans tout le pays, les Russes ne sont obéis que là où leurs forces exercent une contrainte directe et toujours présente. Quoique dans beaucoup de localités il n'ait aucune force qui lui assure l'obéissance, le Gouvernement national est obéi partout.

Nous laissons à la conscience publique le soin de tirer les conséquences d'un tel rapprochement.

Ce que les Russes appellent le terrorisme polonais n'est que l'union spontanée des forces nationales s'imposant à elles-mêmes une discipline sévère. Les tribunaux appelés révolutionnaires ne sont que les organes de la conscience nationale. Ont-ils jamais soumis à leur justice des prisonniers faits dans un combat ou des blessés arrachés à la mort du champ de bataille, ainsi que font les Russes chaque jour? Ils punissent les espions, les traîtres, comme ceux du village de Szczuki. Qui pourrait s'en étonner et les en blâmer? C'est la Russie qui nous impose la triste nécessité de punir, car c'est la Russie qui dans notre sein forme des traîtres, soudoie les espions, provoque au pillage et foment la guerre sociale.

Peut-on davantage accuser d'anarchie une nation qui obéit uniquement à un Gouvernement anonyme? Non-seulement la nation polonaise n'est pas ce peuple ingouvernable, incapable de se soumettre à un pouvoir légal et régulier, comme on le représente si souvent, mais elle donne chaque jour des preuves irrécusables de son esprit d'ordre et de discipline; bien plus, elle a révélé dans ces dernières

années des aptitudes d'organisation dont il serait peut-être difficile de trouver l'exemple, en des circonstances pareilles, dans les annales d'aucun autre pays. Après un si long règne de l'arbitraire, de l'oppression étrangère et de la corruption, le peuple polonais est avide d'un pouvoir régulier, bienfaisant et national, et il obéit sans bornes à un Gouvernement même anonyme, dès qu'il le sait voué au bien public. Jamais les Russes, malgré tous les moyens dont ils disposent, n'ont joui en ce pays d'une telle autorité qu'avait il y a deux ans la société agricole, qu'a maintenant le Gouvernement anonyme. S'il n'y avait pas d'autre argument contre la domination russe en Pologne, celui-là seul suffirait. Ajoutons qu'au milieu de la plus grande effervescence des esprits pendant les dernières années, au milieu des plus grands revers, des plus grandes déceptions, on n'a même jamais proclamé des principes antimonarchiques : si puissant est chez nous le besoin de l'union, le sentiment de l'ordre !

Oui, la Pologne porte en elle les germes d'une organisation saine et solide, et ses dispositions morales donnent des garanties suffisantes à la famille des États civilisés, parmi laquelle elle veut compter de nouveau. Nous avons trop amèrement expié les excès de la liberté individuelle pour ne pas reconnaître les bienfaits qu'une autorité sage et forte du respect des lois apporte à la société humaine. Faut-il que nous répondions encore au reproche des tendances socialistes et communistes, qu'on ne nous a pas épargné non plus ? En vérité, les conditions de notre vie sociale sont le moins faites pour nous attirer vers des utopies stériles qui troublent le monde et ne lui apportent ni bonheur ni justice. Nous le disons hardiment, et quiconque a pu étudier l'état moral du monde slave en conviendra : notre cause est la cause de l'ordre et de la civilisation. Elle représente les principes de l'Occident : la liberté individuelle, l'égalité devant la loi, le respect de la propriété, des droits acquis et de la dignité humaine !

C'est ainsi que le peuple polonais comprend ses destinées ; c'est dans cet esprit que le Gouvernement national s'attache à remplir la grande et difficile tâche que les circonstances lui ont imposée. Convaincu de la justice et de la sainteté de la cause qu'il défend, il a recueilli avec une satisfaction patriotique les paroles de sympathie prononcées en faveur de la Pologne dans les plus grandes Assemblées politiques du monde. Il a vu surtout avec joie plusieurs grands Gouvernements de l'Europe se porter les défenseurs de la justice et des principes sur lesquels repose la foi publique.

Au milieu de ces témoignages de sympathie donnés à sa cause, la nation polonaise a surtout entendu avec intérêt la voix du peuple et même du Gouvernement autrichien. Malgré les douloureux souvenirs du partage, nous n'avons pu oublier que l'Autriche ne s'est jamais

montrée aussi acharnée à notre perte que les Gouvernements de Russie et de Prusse. Nous nous rappelons sa déclaration au Congrès de Vienne : « qu'elle ne verrait jamais dans la Pologne indépendante une Puissance ennemie ni rivale. »

Les vrais intérêts de l'Autriche libérale sont si étroitement et par tant de liens unis à ceux de la Pologne, que ces deux nations ne peuvent rester à jamais ennemies. Il nous est donc particulièrement agréable de constater ici que la dépêche de M. le comte de Rechberg, du 19 juillet, a été accueillie parmi nous avec une satisfaction générale. Nous aimerions à y voir le point de départ d'une politique nouvelle, où l'Autriche trouverait sa sécurité et la Pologne son indépendance.

Ainsi l'opinion se prononce en notre faveur dans presque toute l'Europe civilisée ; mais cette force, à laquelle tous les gouvernements libéraux rendent hommage, suffira-t-elle pour triompher des haines aveugles de la Russie ? Nous ne pouvons malheureusement nous faire d'illusion à cet égard. L'acharnement de nos oppresseurs ne nous laisse d'espoir que dans la force des armes.

Nous étions prêts cependant à nous rendre à la voix de l'humanité aussi bien qu'aux vœux de l'Europe civilisée en consentant à un armistice. Vous savez, monsieur le Prince, que, malgré la crainte légitime que nous inspirait la déloyauté de nos ennemis, nous n'avons pas hésité à accepter en principe la trêve proposée par la bienveillante médiation des Puissances. Nous avons été touchés surtout du noble langage de M. Drouyn de Lhuys, demandant la cessation des hostilités, « qui portent le deuil au sein de tant de familles *dans les anciennes provinces polonaises* aussi bien que dans le royaume. » Et qu'il nous soit permis de le dire, cette allusion, faite de si haut et avec cette autorité aux anciennes provinces, nous a paru le gage que la véritable portée de notre question était bien comprise. Ces quelques paroles ont fait tressaillir de joie tous les cœurs polonais, et nous aimons à croire que le souvenir des sacrifices de nos pères n'a pas été étranger au sentiment qui les a inspirés. La France a voulu épargner ce sang qui a tant de fois coulé pour elle et pour la cause de la civilisation.

Mais la Russie rend inutiles les vœux de l'Europe et les engagements que nous étions prêts à contracter. Elle ne veut aucune trêve à l'effusion du sang et à la guerre d'extermination qu'elle a déclarée à tout ce qui est de race polonaise. S'il en est ainsi, nous acceptons le défi, et, le Dieu de nos pères aidant, nous sommes prêts à nous jeter dans de nouveaux combats, avec le ferme espoir que l'avenir est à nous.

Pour copie conforme :

Prince CZARTORISKI.

Dépêche de lord Russell à lord Napier, en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff au baron Brunnow, en date du 7 septembre.

Foreign-Office, 20 octobre.

Milord, le baron de Brunnow m'a communiqué une dépêche du Prince Gortschakoff en date du 26 août (7 septembre), en réponse à ma dépêche adressée à Votre Excellence le 11 août, et dont vous deviez donner copie au Prince Gortschakoff. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas le désir de prolonger la correspondance au sujet de la Pologne pour le simple plaisir de la controverse. Le Gouvernement de Sa Majesté reçoit avec satisfaction l'assurance que l'Empereur de Russie continue à être animé d'intentions de bienveillance vis-à-vis de la Pologne, et de conciliation vis-à-vis des Puissances étrangères. Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît que les relations de la Russie à l'égard des Puissances européennes sont réglées par le droit des gens. Mais l'Empereur de Russie a des obligations spéciales à l'égard de la Pologne. Le Gouvernement de Sa Majesté a prouvé, dans la dépêche du 11 août et dans les dépêches précédentes, que les droits de la Pologne sont inscrits dans le même acte qui constitue l'Empereur de Russie Roi de Pologne.

Je suis, etc.

RUSSELL.

P. S. Votre Excellence laissera copie de cette dépêche au Prince Gortschakoff.

TROISIÈME PARTIE.

DÉPÊCHES ÉCHANGÉES

AU SUJET DE LA QUESTION POLONAISE,

Entre le Gouvernement russe et le Gouvernement italien, communiquées
aux Chambres italiennes en juin 1863.

**Dépêche du comte Pasolini, ministre des affaires étrangères
d'Italie, au marquis Pepoli, à Saint-Petersbourg.**

Turin, 8 mars 1863.

Monsieur, les événements de Pologne ont continué, depuis votre départ, à attirer fortement l'attention générale. En Italie, comme dans plusieurs autres pays d'Europe, des meetings se sont formés, et le Gouvernement du Roi a eu à se décider sur la ligne à suivre en présence de ces manifestations. Convaincu que le meilleur moyen de prévenir des inconvénients sérieux est de se renfermer dans la légalité, le ministère s'est borné à empêcher que ces démonstrations n'eussent un caractère blessant pour les Gouvernements étrangers. Il a eu la satisfaction de maintenir ainsi un ordre parfait, et le ministre de Russie a pu en rendre témoignage à son Gouvernement.

Après avoir exécuté scrupuleusement ses devoirs internationaux, il reste au Gouvernement du Roi une autre tâche à remplir. C'est d'exprimer au nom de l'Italie le vif désir que l'Empereur Alexandre fasse oublier, par un acte éclatant de magnanimité, les scènes terribles qui viennent de se passer en Pologne.

Le souvenir de ce qu'ils ont souffert avant d'avoir pu se réunir autour du trône du Roi Victor-Emmanuel est trop présent à l'esprit des Italiens pour qu'ils ne soient pas douloureusement émus en voyant se répéter sans cesse en Pologne les insurrections sanglantes et les sanglantes répressions. S. E. le Prince Gortschakoff trouvera par conséquent naturel que nous exprimions la confiance que S. M. l'Empereur de

Russie, écoutant les inspirations de son cœur, persistera dans la voie des concessions et des réformes, si malheureusement interrompues par le recrutement et le soulèvement qui en a été la suite. Nous avons la conviction absolue que cette politique est la seule qui réponde en même temps aux exigences de l'humanité et aux véritables intérêts de la Russie.

C'est en cherchant à amener entre ces deux nations, séparées par la religion et l'histoire, mais réunies par l'affinité de race, une réconciliation sérieuse et durable, que l'Empereur Alexandre II réussira à résoudre ce redoutable problème.

Je me flatte qu'avant même votre arrivée à Saint-Petersbourg, le télégraphe nous aura apporté la nouvelle des déterminations généreuses attendues par l'Europe avec tant d'anxiété. Dans ce cas vous n'aurez, monsieur, qu'à féliciter sincèrement le Gouvernement russe de cette sage résolution. Si des circonstances qu'il m'est impossible de prévoir empêchaient S. M. le Czar de donner cours immédiatement aux intentions qu'il nourrit sans doute, vous pourrez vous conformer dans vos entretiens avec le Prince Gortschakoff, aux sentiments exprimés dans cette dépêche, et vous joindre à cet effet aux efforts que les ambassadeurs de France et d'Angleterre pourront faire pour parvenir au même but.

Agréez, etc.

Signé : PASOLINI.

Dépêche du comte Pasolini au ministre d'Italie à Londres.

Turin, 21 mars 1863.

Monsieur, dans une note verbale en date du 19, sir James Hudson, ministre de S. M. Britannique, a porté à ma connaissance la dépêche adressée le 2 mars par lord Russell à lord Napier sur les événements de Pologne. Il m'a de plus engagé au nom de son Gouvernement à adresser au Gouvernement russe, par l'entremise du marquis Pepoli, des observations analogues à celles du Gouvernement anglais.

La dépêche de lord Russell est inspirée par un véritable intérêt pour la Pologne. Le Gouvernement anglais déclare que la cause de l'insurrection doit être cherchée dans ce fait, que la Pologne ne jouit pas des garanties qui lui ont été accordées par les traités de 1815, et il réclame le rétablissement de ces garanties, comme le seul remède qui puisse raffermir la tranquillité générale et prévenir le retour des scènes de désolation qui ont ému l'Europe.

Les sentiments exprimés dans cette occasion par le comte Russell sont de tout point conformes aux nôtres. Avant d'avoir officiellement connaissance de l'attitude de l'Angleterre dans cette question, le Gou-

vernement du Roi s'est trouvé à même d'exprimer sur cet objet une opinion tout à fait semblable. En donnant mes instructions au marquis Pepoli, qui partait pour Saint-Pétersbourg, je n'ai pas omis de lui recommander d'appeler l'attention du Prince Gortschakoff sur la nécessité de reprendre en Pologne la sage politique que l'Empereur Alexandre I^{er} avait inaugurée et que l'empereur Alexandre II avait exprimé l'intention de suivre de nouveau. Peu de jours après, en présence des manifestations de l'opinion publique, qui en Italie comme ailleurs s'est déclarée de plus en plus favorable à la Pologne, j'ai cru qu'il était de mon devoir de revenir sur ce sujet, et j'ai envoyé au marquis Pepoli, qui s'était arrêté à Berlin, la dépêche dont vous trouverez ci-jointe la copie.

Comme vous le remarquerez, monsieur, bien que le Gouvernement du Roi, par l'accession de la Sardaigne aux traités de 1815, fût à même de prendre comme l'Angleterre le texte de ces traités pour point de départ de ses observations, c'est un autre ordre de considérations que nous avons jugé convenable de faire valoir. Ce sont les principes de justice et d'humanité, ce sont les véritables intérêts de la Russie que nous avons préféré invoquer. En exprimant notre opinion à un Gouvernement qui nous a donné, en reconnaissant le Royaume d'Italie, des preuves d'une sympathie réelle et sincère, nous avons cru devoir choisir la forme la plus amicale, et tenir un langage qui ne pût éveiller en aucune façon de justes susceptibilités. Des incidents étrangers à la politique ayant retardé l'arrivée du marquis Pepoli à Saint-Pétersbourg, je ne suis pas encore à même de vous faire connaître la réponse que le Prince Gortschakoff a pu donner aux observations que notre Ministre a été chargé de lui présenter. M. Pepoli a été du reste autorisé d'avance à concerter ses démarches avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre, et je n'ai aucun doute qu'il ne se soit empressé de remplir cette partie importante de la mission qui lui a été confiée.

En faisant connaître ce qui précède au comte Russell, et en lui laissant copie de cette dépêche et de son annexe, vous aurez soin, monsieur le Ministre, de le remercier de l'invitation qu'il vient de nous adresser et dont nous prenons acte. Le Gouvernement du Roi est heureux de se trouver en cette circonstance complètement d'accord avec la France et l'Angleterre, en prenant la défense des grands principes auxquels l'Italie est redevable de son existence politique. Vous ajouterez par conséquent, que si le Cabinet anglais croyait nécessaire de faire sous une forme collective des démarches ultérieures auprès du Gouvernement russe, le Gouvernement du Roi est prêt à s'y associer, et à exercer toute son influence pour atteindre le but que le comte Russel s'est proposé. Je m'empresserai de mon côté d'informer le marquis Pepoli de l'invitation que le Gouvernement anglais vient de

nous adresser, en l'engageant de nouveau à procéder d'accord avec lord Napier.

Agréé, etc.

Signé : PASOLINI.

Dépêche du comte Pasolini à M. Nigra, à Paris.

Turin, 21 mars 1863.

Monsieur, j'ai lu avec toute l'attention qu'ils méritent les documents que le Gouvernement impérial a publiés à l'occasion de la discussion soulevée au Sénat français par les pétitions relatives à la Pologne. Les sentiments généreux que M. Drouyn de Lhuys a exprimés au nom de l'Empereur avec autant de modération que de fermeté, en s'inspirant du désir de maintenir le principe de non-intervention et de faire accorder à la Pologne les garanties stipulées en sa faveur par les traités, ont été accueillis en Italie avec une profonde sympathie. Aussi dois-je vous charger, monsieur, de faire connaître au Gouvernement impérial combien nous applaudissons à la conduite qu'il vient de tenir en cette occasion. Nous serions d'autant plus heureux de voir couronnés de succès ses efforts pour obtenir une amélioration dans l'état de la Pologne, que des sentiments analogues ont déterminé notre attitude vis-à-vis du Gouvernement de l'Empereur de Russie. Lors du départ du marquis Pepoli pour Saint-Petersbourg, nous avons été amenés naturellement à nous préoccuper de la portée des événements de Pologne, et des conséquences qu'ils pourraient avoir pour la tranquillité de l'Europe. Dans les instructions données à notre ministre à Saint-Petersbourg, ainsi que dans une dépêche qui lui a été adressée à Berlin, et dont vous trouverez la copie ci-jointe, nous avons cru devoir exprimer amicalement et confidentiellement à la Cour de Russie notre conviction que des concessions larges, réelles et empreintes de cet esprit de générosité que l'Europe entière se plaît à reconnaître dans le caractère de l'Empereur Alexandre II, pourraient seuls prévenir les maux et les complications qu'une répression, même complète, ne suffirait pas à écarter pour l'avenir. Bien que le Gouvernement du Roi, par l'accession de la Sardaigne aux traités de 1815, fût à même de prendre pour base de ses observations le droit écrit, c'est à un point de vue plus élevé que nous nous sommes placés pour faire connaître à la Russie notre opinion. Nous avons préféré invoquer surtout les principes de justice et d'humanité, et faire appel aux intérêts véritables du Gouvernement russe.

L'arrivée du marquis Pepoli à Saint-Petersbourg ayant été retardée, j'ignore encore la réponse que le prince Gortschakoff a pu faire à

ses observations. Cependant je crois utile de vous prier de donner communication à M. Drouyn de Lhuys de ma dépêche du 8 mars, et de saisir cette occasion pour l'informer que nous sommes prêts à nous associer aux démarches ultérieures que la France et l'Angleterre jugeront convenable de faire en faveur de la Pologne.

Agréé, etc.

Signé : PASOLINI.

Dépêche du comte Visconti Venosta, ministre des affaires étrangères, au ministre d'Italie à Saint-Petersbourg,

Turin, 23 avril 1863.

Monsieur le Ministre, depuis l'avènement de S. M. l'Empereur Alexandre II au trône, l'Europe accompagne de ses vœux l'œuvre noblement entreprise par ce souverain pour la prospérité et pour le progrès de son peuple. Une réforme qui soulevait de vastes questions économiques et sociales vient de s'accomplir : l'émancipation des serfs s'est effectuée sans aucun des inconvénients qu'elle avait semblé pouvoir amener. Malheureusement, à ce moment même, les événements de Pologne sont venus assombrir de si heureuses perspectives. L'Europe s'en est émue ; elle s'inquiète des complications qui peuvent en surgir.

L'Italie a pris une grande part à cette émotion universelle : s'exprimant par ses organes les plus autorisés, l'opinion publique impose au Gouvernement du Roi le devoir de se faire auprès du Gouvernement russe l'interprète des sentiments de l'Italie. Je remplis cette tâche, monsieur, avec la conviction que la Cour de Russie verra dans la communication que vous êtes chargé de lui faire, une preuve nouvelle du désir que nous avons d'entretenir toujours avec elle des rapports de franche amitié et d'entière confiance.

Si notre langage doit être conforme aux principes sur lesquels repose le royaume d'Italie, il n'en est pas moins inspiré par ces sentiments de bienveillance dont la Russie nous a donné les preuves les plus sérieuses.

Ce n'est pas la première fois que des troubles éclatent en Pologne : des insurrections fréquentes, que la Russie a toujours réussi à maîtriser, ont ensanglanté à de courts intervalles ce malheureux pays. Cette suite de mouvements toujours renaissants et toujours réprimés par des forces supérieures, démontre, à notre avis, que l'honneur militaire de la Russie ne réclame pas un triomphe de plus dans cette lutte inégale : elle prouve en même temps que le problème dont il s'agit n'est pas de ceux que la force seule peut résoudre d'une manière radicale et définitive.

En adoptant dans sa sagesse un système de nature à supprimer les causes de ces crises, l'Empereur Alexandre acquerrait de grands titres à la reconnaissance de l'Europe, dont il apaiserait les alarmes et raffermirait la paix. Il ouvrirait en outre pour la noble nation russe une ère nouvelle de grandeur et de gloire.

Veuillez, monsieur, remettre une copie de cette dépêche à S. E. le Prince Gortschakoff.

Agrérez, etc.

Signé : VISCONTI-VENOSTA.

**Dépêche du comte Visconti-Venosta au ministre d'Italie
à Paris.**

Turin, 3 mai 1863.

Monsieur, en portant à votre connaissance l'invitation que le Gouvernement de S. M. Britannique nous a adressée d'adhérer à sa note du 2 mars, le comte Pasolini, mon honorable prédécesseur, terminait sa dépêche en vous priant d'informer M. Drouyn de Lhuys que le Gouvernement du Roi était prêt à s'associer aux démarches ultérieures que la France et l'Angleterre jugeraient convenable de faire en faveur de la Pologne.

C'est en prenant pour point de départ cette déclaration, que M. Drouyn de Lhuys a bien voulu me faire donner officiellement copie de sa dépêche du 10 avril au comte de Montebello, et qu'il m'a engagé, par l'entremise de la Légation impériale de France à Turin, à adresser au Gouvernement russe des observations analogues.

La note dont vous trouverez copie ci-jointe, et dont vous voudrez bien donner communication officielle à S. E. le Ministre des affaires étrangères de l'Empereur, en le remerciant de son invitation, me paraît de nature à atteindre le but que nous nous proposons d'accord avec la France et l'Angleterre. Du moment que les Cabinets de Londres et de Paris ont pris, chacun à son point de vue particulier, un ordre spécial de considérations pour base de leurs démarches simultanées, j'ai jugé convenable de faire aussi connaître à la Russie les raisons qui nous imposaient de lui adresser nos observations sur ce qui se passe actuellement en Pologne. L'expérience des crises que l'Italie a traversées avant de parvenir à se constituer comme nation, et les principes qui ont présidé à la fondation du royaume traçaient d'avance la ligne de notre conduite. Notre langage, dicté par l'opinion publique dont nous acceptons de bon gré l'influence lorsqu'elle s'accorde avec la justice et la modération, mais inspiré en même temps par des sentiments amicaux pour la Russie, sera, je l'espère, apprécié par le Gouvernement de S. M. l'Empereur Alexandre.

Agrérez, etc.

Signé : VISCONTI-VENOSTA.

Dépêche du marquis Pepoli, ministre d'Italie à Saint-Pétersbourg, à M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, rendant compte de la communication de la dépêche du 28 avril.

(Extrait.)

Saint-Pétersbourg, 30 avril 1863.

J'ai exprimé d'abord l'espoir que le Gouvernement russe tiendrait compte à l'Italie de sa position, qui fait que ce Royaume, basé sur le sentiment de la nationalité, ne saurait méconnaître ce sentiment chez d'autres nations. Le Prince m'interrompt pour me dire qu'il respectait ce sentiment, en supposant que nous ne voulions point propager la révolution parmi les autres peuples. Je lui répondis que jamais le Gouvernement italien n'avait eu une telle intention, mais que l'Italie ne saurait se taire ni rester indifférente lorsque l'opinion publique de l'Europe se prononce en faveur de la nationalité polonaise et en forçant même à reconnaître ce droit des nationalités, celles des nations qui l'ont combattu et le combattent encore en Italie.

Le Prince m'interrompt de nouveau pour me dire que je faisais erreur, puisque ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Autriche ne se plaçaient sur le terrain de la nationalité. Je répondis que ces principes étaient reconnus, non-seulement par l'opinion publique en Italie, mais par celle de l'Europe entière, qui envisageait la question polonaise au même point de vue. Cela justifiait mon expression, et avant de donner lecture de la note de mon Gouvernement, je devais exposer les motifs qui lui ont inspiré cette démarche. Je lus ensuite la note, que le Prince Gortschakoff trouva conçue dans des termes polis, et il déclara vouloir prendre les ordres du Czar.

Dépêche du Prince Gortschakoff, ministre des affaires étrangères, au comte de Stackelberg, à Turin, en réponse à la dépêche du comte Visconti-Venosta, du 25 avril.

Saint-Pétersbourg, 19 avril 1863.

Monsieur le Comte, M. le marquis Pepoli m'a remis, d'ordre de son Gouvernement, la copie d'une dépêche de M. Visconti-Venosta que Votre Excellence trouvera ci-jointe.

M. le Ministre des affaires étrangères d'Italie exprime des sentiments de sympathie pour les réformes entreprises par notre auguste Maître et le désir d'entretenir avec nous des relations de confiance et d'amitié. Mais l'intérêt que l'opinion publique en Italie prend aux troubles actuels du royaume de Pologne et la conviction du contre-coup que ces événements peuvent avoir pour le repos de l'Europe,

l'engagent à témoigner en même temps le vœu que Sa Majesté l'Empereur adopte dans sa sagesse un système de nature à supprimer les causes de ces crises périodiques.

Notre auguste Maître a accueilli avec plaisir les expressions amicales contenues dans la dépêche de M. Visconti-Venosta. Elles répondent aux sentiments de bienveillance dont il constate lui-même que la Russie a donné à l'Italie des preuves sérieuses.

Quant aux vœux qu'il exprime au sujet du Royaume de Pologne, le Gouvernement italien a assez l'expérience des troubles politiques pour ne pas ignorer que la Révolution impose aux Gouvernements chargés de fonder une paix durable une tâche d'autant plus difficile qu'elle recrute constamment au dehors les forces employées au renversement de l'ordre. M. Visconti-Venosta reconnaîtra certainement que le repos et le bien-être du Royaume de Pologne n'ont pas moins de droits à la sollicitude de Sa Majesté et l'Empereur de la Russie, que de titres à l'intérêt de l'Europe. Mais le respect que M. le Ministre des affaires étrangères d'Italie professe pour les principes sur lesquels repose le Royaume d'Italie et pour les sentiments de l'opinion publique dont il se fait l'organe ne nous permet pas de douter qu'il ne reconnaisse également que dans la tâche réservée à notre auguste Maître, Sa Majesté a le devoir de s'inspirer des intérêts et des principes sur lesquels repose l'Empire russe et des sentiments de l'opinion publique en Russie.

Au reste, le manifeste du 31 mars a suffisamment fait connaître les vues de Sa Majesté envers ses sujets polonais, pour qu'il ne soit pas besoin de revenir sur les gages qu'elles offrent au bien-être du Royaume et au repos de l'Europe.

Veuillez remettre copie de la présente dépêche à M. Visconti-Venosta.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF.

**Dépêche de M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères,
au ministre d'Italie à Saint-Petersbourg.**

Turin, 12 mai 1863.

Monsieur le Ministre, le comte de Stakelberg est venu hier me donner lecture et laisser copie de la dépêche qui lui était adressée par le Prince Gortschakoff le 1^{er} mai, en réponse à celle que j'ai eu l'honneur de transmettre le 23 avril.

Le Ministre de Russie m'a donné, en outre, communication officielle des réponses adressées par le Gouvernement russe aux Gouvernements de France et d'Angleterre, et s'en est rapporté à elles pour les expli-

cations qu'il est chargé de me donner à propos de la réponse que nous avait faite le Prince Gortschakoff.

L'Italie, comme le dit bien le Prince Gortschakoff, a fait une longue et douloureuse expérience des révolutions. Elle a appris que les agitations ne disparaissent qu'en renforçant l'autorité morale du principe monarchique, et en tenant compte des besoins permanents et des aspirations légitimes des peuples.

En rappelant les grandes réformes déjà réalisées par S. M. l'Empereur Alexandre II, et en faisant appel à sa sage initiative, le Gouvernement italien s'est donc placé à un point de vue déterminé, en même temps que par son expérience et ses principes politiques, par le respect que le Prince Gortschakoff sollicitait justement à l'égard des principes et des intérêts de la Russie.

L'intérêt de la Russie ne peut exiger que la Pologne continue à être pour l'Europe un sujet de sérieuses inquiétudes, et désormais, parmi les nations civilisées, il ne peut plus y avoir de divergences de principes sur la nécessité qu'ont les peuples d'être liés à leurs Gouvernements, surtout par des liens moraux.

C'est pourquoi le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie a vu avec regret le Prince Gortschakoff citer le manifeste impérial du 31 mars de façon à laisser douter que ce manifeste contienne la pensée entière du Gouvernement russe et tous les éléments propres à résoudre la question aujourd'hui débattue dans toute l'Europe.

Le Gouvernement de Sa Majesté, d'accord avec les Puissances amies et alliées, est d'avis que, pour porter remède aux maux de la Pologne, il est nécessaire, ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire dans ma note, d'adopter un système qui puisse en faire disparaître les causes.

Vous voudrez bien, monsieur le Ministre, conformer votre langage à ces instructions, et recevoir de nouveau, etc.

Signé : VISCONTI-VENOSTA.

QUATRIÈME PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu, le 24 juillet 1861, entre la Belgique et le Mexique.

Exposé des motifs.

Messieurs, le 19 novembre 1839, un traité de commerce fut signé à Mexico par les plénipotentiaires de la Belgique et du Mexique, mais la discussion en fut ajournée de notre part. Cet acte international ayant cessé d'être en harmonie avec les principes adoptés par les deux pays, on fut conduit à le remplacer par un nouveau traité, lequel fut conclu à Bruxelles le 24 août 1854; approuvé par les Chambres belges, le traité de 1854 eut au Mexique le sort que celui de 1839 avait subi en Belgique : il ne fut pas ratifié.

Le Gouvernement a cherché à mettre un terme à cette situation, et le 20 juillet dernier, notre plénipotentiaire a pu conclure avec le Gouvernement mexicain le traité que, par ordre du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aujourd'hui à votre approbation.

Cet arrangement a reçu la sanction du Chef du pouvoir exécutif, investi à cet effet de pouvoirs extraordinaires par le Congrès mexicain.

Il repose sur des bases libérales et constitue, de la part du Mexique, un véritable progrès en matière de législation économique.

Le principe du traitement national réciproque y est inscrit pour la première fois, et s'applique à l'exercice du commerce et de l'industrie à l'administration de la justice et à l'acquisition des biens.

L'assimilation est complète, en ce qui concerne les droits d'entrée à l'importation de tout produit, pourvu qu'elle ait lieu sous pavillon de l'une des deux Parties.

La faculté de faire le commerce d'échelle nous est également accordée.

Par l'art. 6, le Mexique consacre une innovation importante : la garantie de la liberté des cultes.

Quant aux droits de navigation et au cabotage, nous n'avons pu obtenir que la position la plus favorisée.

Il n'y a donc, dans le nouveau traité, d'autres restrictions à un régime entièrement libéral que celles qui résultent de la législation adoptée au Mexique pour la protection de la marine nationale.

En vertu d'un décret du 9 janvier 1856, il est concédé une prime de quatre pesos par tonneau aux navires de la marine mexicaine lorsqu'ils importent des objets provenant des ports d'Amérique, et de huit pesos par tonneau si les marchandises sont originaires de toute autre partie du monde.

Si des faveurs quelconques étaient à l'avenir accordées aux étrangers, le bénéfice immédiat nous en est assuré par l'art. 28, pendant dix ans, durée de l'arrangement.

La notice reproduite ci-après a été rédigée par M. T'Kint, négociateur belge de la présente convention et Consul Général en mission au Mexique :

« On sait que l'acte de navigation mexicain du 30 janvier 1854 établissait des surtaxes très-élevées à l'importation des marchandises sous pavillon des pays qui n'avaient pas de traité de commerce avec le Mexique et où les navires mexicains ne jouissaient pas du traitement national. C'est en présence de ce régime et en attendant la conclusion d'un traité de commerce avec le Mexique, que le Gouvernement du Roi prit un arrêté daté du 12 juillet 1854, accordant, en matière de commerce et de navigation, le traitement national au pavillon mexicain.

« Depuis lors, la législation commerciale au Mexique a été entièrement modifiée. L'acte tarif du 1^{er} juin 1853 cessa d'être en vigueur depuis la fin d'août 1855, et le régime provisoire auquel le commerce était soumis depuis la chute du général Santa Anna fut remplacé par le nouveau arif et règlement général des douanes du 31 janvier 1856.

« Enfin, l'acte de navigation susmentionné du 30 janvier 1854 fut abrogé dans toutes ses parties par le décret du 9 janvier 1856, qui y a substitué un système de primes en faveur de la marine nationale.

« Il est à observer cependant que le Gouvernement mexicain fut autorisé le 15 novembre dernier, par le Congrès national, à modifier le tarif des douanes et à réduire les droits d'entrée sur les marchandises étrangères jusqu'à concurrence de 40 0/0. Mais le Gouvernement mexicain, loin de réduire les droits d'importation, vient, par un dé-

cret du 16, d'élever à 60 0/0 le droit de « contra registro » sur les marchandises étrangères.

« Le commerce étranger a lieu par les ports suivants :

« Sur le golfe du Mexique :

« Sisal, Campêche, Tabasco, Vera-Cruz, Tampico, Matamoros et l'île de Carmen (Laguna de Terminos);

« Et sur la mer du Sud :

« Acapulco, San Blas, Manzanilla, Mazatlan et Guaymas.

« Dans un travail statistique publié en 1856, M. Lerdo de Tejada évalue le commerce général du Mexique à une moyenne annuelle de 54 millions de piastres, soit 270 millions de francs, dont 130 millions à l'importation et 140 millions à l'exportation.

« Si la situation politique a empêché le développement du commerce depuis 1856, on croit néanmoins que le chiffre du mouvement général n'a pas déchu depuis lors.

« D'après M. Lerdo de Tejada, les pays qui prennent part au commerce d'importation se classent dans les proportions et dans l'ordre suivants :

	fr.
La Grande-Bretagne.....	62 500 000
La France.....	22 500 000
Les Etats-Unis	22 500 000
L'Allemagne.....	9 300 000
L'Espagne.....	3 500 000
La Belgique.....	1 500 000
L'Italie.....	450 000
Les Républiques hispano-américaines.....	1 250 000
Cuba.....	3 000 000
L'Inde et la Chine.....	3 500 000
Total.....	130 000 000

« Les principaux articles d'importation sont les tissus de coton, de lin, de laine et de soie, le mercure, les vins et liqueurs, les armes, la faïence, les verres et cristaux, les tapis, la mercerie, les machines et mécaniques, les ouvrages en métaux.

« Les exportations en argent monnayé ou en barres et en or représentent une valeur d'environ 22 millions de piastres, soit 110 millions de francs. Les bois de teinture, la cochenille, la vanille, le tabac, le café, la salsepareille, la jalap, les cuirs, le cuivre et plusieurs autres produits de moindre importance concourent pour environ 30 millions de francs aux exportations.

« L'or et l'argent sont exportés principalement pour la Grande-Bretagne. Les États-Unis reçoivent également une partie de ces valeurs.

« Voici comment, avant 1856, on répartissait approximativement les exportations entre les différents pays de destination :

	fr.
La Grande-Bretagne.....	104 500 000
Les États-Unis.....	21 000 000
La France	5 000 000
L'Espagne.....	2 500 000
L'Allemagne, la Belgique et l'Italie.....	1 250 000
Cuba.....	3 000 000
L'Inde et la Chine.....	1 500 000
Les Républiques hispano-américaines.....	1 250 000
Total.....	140 000 000

• Le port de Vera-Cruz effectue près des deux cinquièmes du commerce mexicain. Voici quel a été, pendant les cinq dernières années, et d'après les statistiques officielles, le mouvement des importations par ledit port :

	piastres.
En 1856.....	17 720 582
1857.....	11 224 415
1858.....	10 033 569
1859.....	14 027 920
1860.....	13 198 278
Moyenne annuelle.....	13 240 753

soit en nombres ronds 66 millions de francs, non compris le commerce de contrebande.

« Les exportations ont atteint les chiffres suivants :

	piastres.
En 1856.....	8 942 988
1857.....	11 384 765
1858.....	2 915 576
1859.....	5 856 310
1860.....	6 883 633
Moyenne annuelle.....	7 196 654

soit en nombres ronds 36 millions de francs.

• Ce qui fait 102 millions de mouvement général pour le seul port de Vera-Cruz.

« La participation de la Belgique au commerce d'importation du Mexique s'est réduite, de 1850 à 1852, d'après nos tableaux du commerce, aux chiffres suivants :

	Valeurs variables. fr.
En 1850.....	678 000
1851.....	1 017 000
1852.....	248 000

	Valeurs variables. fr.
1853.....	235 000
1854.....	1 079 000
1855.....	1 128 000
1856.....	1 010 000
1857.....	546 000
1858.....	555 000
1859.....	391 000

« Ces valeurs ne représentent que notre commerce direct. On sait que plusieurs de nos produits sont aussi importés au Mexique par les voies indirectes de Hambourg et du Havre.

« Nos principaux articles exportés vers le Mexique sont les armes, les tissus de coton, de laine, et ceux de lin, le fer, les verreries et cristalleries, etc.

« Nous avons reçu, en retour, des bois de teinture, pour une valeur moyenne annuelle de 60 à 70 000 francs.

« La comparaison de ces chiffres avec ceux du mouvement général du commerce mexicain fait voir que nos relations commerciales au Mexique sont susceptibles d'un développement assez considérable.

« Malgré la situation politique du pays, la Grande-Bretagne y a importé, pendant ces dernières années, pour une valeur moyenne annuelle de 60 millions de francs, et la France pour plus de 20 millions de francs de marchandises.

« Les États de la Fédération mexicaine qui avoisinent le double littoral du pays, et, par conséquent, les ports de commerce, jouissent ordinairement d'une parfaite sécurité.

« Or, il n'est pas sans intérêt pour notre commerce et pour notre navigation, de rencontrer dans ces parages la garantie d'un traitement favorable.

« Le Gouvernement du Roi ne pouvait pas non plus rester indifférent au sort des Belges établis sur plusieurs points du Mexique, principalement dans la capitale, et auxquels le nouveau traité donnera plus de sécurité et plus de protection.

« Mais c'est surtout lorsque la paix pourra être rétablie, et que nos relations de commerce et d'émigration pourront s'y développer librement, qu'il ne sera pas sans intérêt de leur avoir assuré, dès à présent, un traitement favorable.

« Le régime commercial du pays étant sujet à des changements fréquents, il était essentiel de faire adopter, à Mexico, les principes de notre législation commerciale avant que la présente administration ou celle qui lui succédera adoptât un régime qui eût pu être en désaccord avec le nôtre, et qui, au lieu du traitement national, nous eût obligé de négocier sur la base du traitement de la nation la plus favorisée.

« La Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, la Prusse, le Zollverein, l'Autriche, le Danemark, le Hanovre, la Saxe, les villes hanséatiques, les Pays-Bas, etc., ont des traités de commerce avec le Mexique. Ces traités sont tous plus ou moins restrictifs.

« Le traité avec la Belgique est le premier qui, à Mexico, ait été négocié sur des bases plus larges et plus libérales.

« Les nombreux éléments de prospérité que possède le Mexique ne laissent pas que d'ajouter aussi de l'importance à la négociation belge. La situation géographique privilégiée, le groupement de ses montagnes et l'élévation de ses plaines qui, au centre du pays, forment pour ainsi dire un seul plateau de plus de cinq cents lieues de longueur et de près de deux cents lieues de largeur, la salubrité de ses régions élevées, la fertilité du sol, la facilité des communications, ses produits des zones torride et tempérée, ses nombreuses richesses minérales, assurent au Mexique un grand avenir commercial. »

Mexico, le 28 décembre 1861.

AUG. T'KINT DE ROODENBEEK.

Le Ministre des Affaires Étrangères, CH. ROGIER.

TRAITÉ.

S. M. le Roi des Belges, d'une part, et S. Exc. le Président de la république du Mexique, d'autre part, voulant régler, étendre et consolider les relations de commerce entre la Belgique et le Mexique, et resserrer par là les rapports d'amitié qui existent entre les deux pays, sont convenus d'entrer en négociation pour conclure un traité propre à atteindre ce but, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges, le sieur Auguste T'Kint, chevalier de l'Ordre de Léopold, chevalier de l'Ordre du Lion néerlandais, son chargé d'affaires au Mexique,

Et S. Exc. le Président de la république du Mexique, le sieur licencié Ezequiel Montès, député au congrès national ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et la république du Mexique, et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. Il y aura entre la Belgique et le Mexique liberté réciproque de commerce et de navigation. Les Belges au Mexique, et les Mexicains en Belgique, pourront en toute liberté et sécurité entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans

tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police employées à l'égard des citoyens de nations les plus favorisées.

Art. 3. Les citoyens de chacune des Parties contractantes pourront, comme les nationaux sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer en gros ou en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations; ils pourront aussi être admis comme cautions en douane quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux et que les biens fonciers ou mobiliers qu'ils y posséderont présenteront une garantie suffisante.

Ils seront les uns et les autres sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douanes leurs propres déclarations ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Ils se conformeront, pour tous les actes auxquels se réfère le présent article, aux lois et règlements du pays, et ils ne seront assujettis, dans aucun cas, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seront soumis les nationaux, sauf les précautions de police employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Il est, en outre, convenu que les émigrants de l'un des deux pays jouiront dans l'autre des avantages de toute nature actuellement accordés par les lois et les décrets en vigueur ou qui le seront à l'avenir aux émigrants étrangers en se soumettant aux mêmes conditions.

Art. 4. Les citoyens respectifs jouiront dans les deux États de la plus constante et de la plus complète protection pour leurs personnes et leur propriété. Ils auront en conséquence un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer dans toutes les circonstances

les avocats, les avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom.

Enfin, ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont accordés aux nationaux, et ils seront soumis aux mêmes conditions.

Art. 3. Les Belges dans le Mexique, et les Mexicains en Belgique, seront exemptés de tout service, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, et dans tous les autres cas ils ne pourront pas être assujettis pour leurs propriétés mobilières ou immobilières à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. 4. La liberté la plus entière de conscience et de culte est garantie aux Belges dans le Mexique, et aux Mexicains en Belgique. Les uns et les autres se conformeront pour l'exercice extérieur de leur culte aux lois du pays.

Art. 5. Les citoyens des deux Parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, de posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux, en se conformant aux lois du pays.

Les Belges jouiront dans tout le territoire du Mexique du droit de recueillir et de transmettre les successions ab intestat, ou testamentaires, à l'égal des Mexicains, selon les lois du pays, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

Réciproquement, les Mexicains jouiront en Belgique du droit de recueillir et de transmettre les successions ab intestat, ou testamentaires, à l'égal des Belges, selon les lois du pays, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

La même réciprocité entre les citoyens des deux pays existera pour donations entre vifs.

Lors de l'exportation des biens meubles ou acquis à tout titre que ce soit par des Belges dans le Mexique ou par des Mexicains en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de dération ou d'émigration, ni aucun droit quelconque auquel les nationaux ne seraient pas assujettis.

Les dispositions qui précèdent seront applicables à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

Art. 6. Seront considérés comme navires Belges dans le Mexique et comme navires mexicains en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour la justification de la nationalité des bâtimens de commerce.

Art. 9. Les navires de chacune des deux nations contractantes qui entreront sur leur ou chargeront dans les ports de l'autre ou y en sortiront sans parquer, ou les laisseront passer, ou y en sortiront sans leur départ ou sans de leur destination, ne seront soumis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de mouage de port, de tonnage, de pilotage, de quai, de cale, à des droits ou charges de quelque nature ou à d'autres taxes que le seul, unique ou double au nom du Gouvernement, de l'Administration publique, de municipalité ou d'établissement quelconque, autres que ceux qui sont imposés ou pourront, par la suite, être imposés aux bâtiments nationaux.

Art. 10. En ce qui concerne le paiement des navires leur chargement et déchargement dans les ports, rades, bouches et havres, et généralement pour toutes les formalités et dépenses auxquelles, pour quelque les peuvent être soumis en entrant le commerce, soit d'un pays et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre État, à moins des Portes contractantes étant que sous ce rapport aussi, leurs navires soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 11. Les navires de l'une des parties contractantes entrant en pleine mer dans les ports de l'autre n'y paieront, non pour le bâtiment, non pour le chargement, que les droits auxquels les navires nationaux sont assujettis en semblable cas, pourvu que la nation de la laquelle soit légalement reconnue, que les navires ne fassent aucune opération de commerce, et qu'ils ne séjournent pas plus longtemps dans le port que ne l'exige le travail ou à déterminer la relâche.

Art. 12. Les bâtiments de guerre de l'une des deux Puissances pourront entrer, séjourner et se ravitailler dans ceux des ports de l'autre Puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et y pourront des mêmes avantages.

Art. 13. Les objets de toute nature importés dans les ports de l'un des deux États, sous pavillon de l'autre, quelle que soit leur origine et de quelque pays qu'ils les l'importation, ne paieront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et ne seront assujettis à d'autres charges que s'ils étaient importés sous pavillon national.

Art. 14. Il n'est dérogé à la disposition précédente que pour l'importation de sel ou des produits de la pêche nationale, les deux pays se réservant la faculté d'accorder des privilèges spéciaux aux importations de ces articles sous pavillon national.

Art. 15. Les objets de toute nature exportés de l'un des deux États, sous pavillon de l'autre, vers quelque pays que ce soit, ne seront pas soumis à d'autres droits ou à autres formalités que s'ils étaient exportés sous pavillon national.

Art. 16. Les bâtiments belges dans le Mexique, et les bâtiments mexicains en Belgique, pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port, de prime abord, et se rendre ensuite, avec le reste de leur cargaison, dans d'autres ports du même État qui seront ouverts au commerce extérieur, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant, dans chaque port, d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans des circonstances semblables.

En ce qui concerne l'exercice du cabotage, les navires des deux pays seront traités de part et d'autre sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. 17. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays, respectivement pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucun droit autre que ceux de garde et d'emmagasiner sur les objets importés de l'un des deux pays dans l'autre, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation. Ces objets, en aucun cas, ne payeront de plus forts droits et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés sous pavillon national ou provenaient du pays le plus favorisé.

Art. 18. Les objets de toute nature provenant de Belgique ou expédiés vers la Belgique jouiront, à leur passage par le territoire du Mexique en transit direct ou par réexportation, du traitement applicable dans les mêmes circonstances aux objets venant, ou en destination, du pays le plus favorisé.

Réciproquement, les objets de toute nature provenant du Mexique ou expédiés vers ce pays jouiront, à leur passage par le territoire belge, du traitement applicable dans les mêmes circonstances aux objets venant, ou en destination, du pays le plus favorisé.

Il est spécialement entendu que, dans le cas où une voie de communication quelconque entre les deux Océans viendrait à être établie à travers le territoire de la république du Mexique, les Belges, leurs navires, leurs marchandises, leurs correspondances et leurs propriétés de toute nature, ne pourront être assujettis à des droits, péages, charges ou formalités autres que ceux auxquels seront assujettis, dans les mêmes circonstances, les citoyens, les navires, les marchandises, les correspondances et les propriétés de tout autre pays, quel qu'il soit.

Art. 19. Ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol, de l'industrie ou des entrepôts de l'autre Partie, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation que ceux qui seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

Il ne sera imposé sur les marchandises exportées d'un pays vers l'autre, d'autres ni de plus forts droits que si elles étaient exportées vers tout autre pays étranger.

Pareillement, aucune prohibition d'importation ou d'exportation de quelque article que ce soit n'aura lieu dans le commerce réciproque des Parties contractantes qu'elle ne soit également étendue à toutes les nations.

Art. 20. Il pourra être établi des consuls généraux, des vice-consuls, et des agents consulaires de chacun des deux pays dans l'autre pour la protection du commerce; ces agents n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, privilèges et immunités qui leur reviendront qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement territorial.

Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre des consuls; bien entendu que sous ce rapport les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 21. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de Belgique dans le Mexique jouiront de tous les privilèges, immunités et exemptions dont jouissent les agents de la nation la plus favorisée, de même qualité et dans les mêmes conditions.

Il en sera de même en Belgique pour les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires du Mexique.

Art. 22. Les consuls de Belgique pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit en Belgique, les marins qui auraient déserté des bâtiments belges dans les ports du Mexique.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise leur en sera accordée.

Il leur sera donné tout aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs qui seront même détenus dans les maisons d'arrêt du pays à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que les agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins citoyens du Mexique sont exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés belges.

Si le déserteur avait commis quelque délit sur le territoire du Mexique, son renvoi serait différé jusqu'à ce que le tribunal compétent

eût rendu son jugement et que ce jugement eût reçu son exécution.

Les consuls du Mexique auront exactement les mêmes droits en Belgique.

Art. 23. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés ou échoués sur les côtes du Mexique seront dirigées par les agents consulaires de Belgique et réciproquement, les agents consulaires du Mexique dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique.

Toutefois, si les parties intéressées se trouvent sur les lieux ou si les capitaines sont munis de pouvoirs suffisants, l'administration des naufragés leur sera remise.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des agents consulaires, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront jamais assujetties à aucun droit de douane ou autre, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 24. Les navires, marchandises ou effets appartenant aux citoyens respectifs qui auraient été pris par des pirates et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports de l'une ou de l'autre partie contractante seront remis à leurs propriétaires en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents lorsque le droit de propriété sera prouvé devant ces tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an, par les intéressés, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 25 Si l'une des parties contractantes entre en guerre avec un État quelconque, les citoyens de l'autre partie pourront continuer leur commerce et leur navigation avec ce même État à l'exception, toutefois, des villes ou ports qui seraient assiégés ou bloqués par terre ou par mer.

Pour être obligatoire, le blocus devra être effectif, c'est-à-dire maintenu par une force suffisante pour interdire réellement l'accès de l'endroit bloqué.

Prenant en considération l'éloignement des États des Parties contractantes et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu des deux côtés, il est convenu qu'un bâtiment qui tentera d'entrer dans un port assiégé ou bloqué, sans avoir con-

naissance du siège ou du blocus, pourra se diriger avec sa cargaison vers tout autre lieu qui lui paraîtra convenable ; à moins que ledit bâtiment ne persiste à vouloir entrer malgré la sommation légale connue en temps opportun du commandant des forces militaires du blocus ou du siège.

Si un bâtiment appartenant à l'une des parties contractantes se trouve avant l'ouverture du blocus ou du siège dans un port assiégé ou bloqué par les forces de l'autre partie, ce bâtiment pourra librement sortir avec sa cargaison.

Il ne sera sujet à aucune confiscation, à aucun trouble quelconque, s'il était trouvé dans le port après la prise ou la reddition de la place.

Il est bien entendu que la liberté de commerce et de navigation stipulée au § 1^{er} du présent article ne s'étendra pas aux articles de contrebande de guerre.

Art. 26. Si l'une des parties reste neutre quand l'autre est en guerre avec une tierce puissance, les marchandises, couvertes du pavillon de la partie neutre, seront réputées neutres, alors même qu'elles appartiendraient aux ennemis de la partie qui est en guerre, et les marchandises appartenant à la partie neutre ne seront pas saisissables alors même qu'elles seront trouvées à bord des navires ennemis de l'autre partie. Bien entendu que les articles de contrebande de guerre sont exceptés du bénéfice de cette double disposition.

Art. 27. L'une des parties contractantes étant en guerre avec un pays quelconque, l'autre partie ne pourra en aucun cas autoriser ses nationaux à prendre ni accepter des lettres de marque pour agir hostilement contre la première ou pour inquiéter le commerce ou la propriété des citoyens de celle-ci.

Art. 28. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que les agents diplomatiques, les citoyens de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront dans l'autre des franchises, réductions de droits, privilèges et immunités quelconques consentis ou à consentir au profit de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Il est d'ailleurs entendu que cette clause générale ne porte pas préjudice aux dispositions précédentes qui stipulent de plein droit et sans condition le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 29. Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans qui commenceront à courir deux mois après l'échange des ratifications. Si un an avant l'expiration de ce terme ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, le traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite d'année en année.

Art. 30. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le délai de dix-huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Mexico, le 20 juillet de l'an de grâce 1861.

(Signé) AUGUSTE T'KINT.

(Signé) EZEQUIEL MONTÈS.

Convention additionnelle au Traité de délimitation du 14 avril 1862, conclue le 27 février 1863 entre la France et l'Espagne, ratifiée à Madrid le 24 avril 1863.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, voulant régler d'une manière définitive l'exécution du Traité de limites conclu à Bayonne, le 14 avril 1862, entre la France et l'Espagne, et faire procéder en conséquence aux opérations concernant l'abornement, et à la rédaction des annexes prescrites par les articles 8, 15, 18 et 25 dudit Traité, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur Charles-Victor Lobstein, ministre plénipotentiaire, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres de l'Étoile polaire de Suède et de Saint-Olaf de Norvège, etc., etc.;

Et le sieur Camille-Antoine Callier, général de brigade, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, chevalier de deuxième classe, avec plaque, de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc., etc.;

Et S. M. la Reine des Espagnes, don Francisco-Maria Marin, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jean-de-Jérusalem, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sénateur du Royaume, Ministre plénipotentiaire, Majordome de semaine de Sa Majesté, etc., etc.;

Et don Manuel Monteverde y Bethancourt, maréchal de camp des armées nationales, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III, de Sainte-Herménégilde et d'Isabelle la Catholique, deux fois chevalier de l'ordre militaire de Saint-Ferdinand, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, membre de l'Académie royale des sciences de Madrid, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont dressé et réuni dans le présent Acte les trois annexes suivantes, qui auront la même force et valeur

que si elles étaient insérées au susdit traité, dont elles sont le complément.

ANNEXE I^{re}.

Procès-verbal d'abordement de la frontière internationale.

En exécution de l'article 8 du Traité de limites signé à Bayonne, le 14 avril 1862, les plénipotentiaires de France et d'Espagne, assistés, d'une part, des sieurs Pierre-Gustave baron Hulot, chef d'escadron au corps d'état-major, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, et Pierre-Antoine Bruno Boudet, capitaine au corps d'état-major, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, et, d'autre part, de don Angel Alvarès d'Araujo, lieutenant-colonel d'état-major, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jacques et de l'ordre royal de Sainte-Herménégilde, commandeur de l'ordre royal de Charles III, et de don Juan Pacheco y Rodrigo, capitaine d'état-major, ont procédé, en présence des délégués des communes françaises et espagnoles intéressées, à la détermination définitive et à l'abornement de la frontière internationale entre les départements français des Basses et des Hautes-Pyrénées, de la Haute-Garonne et de l'Ariège, et les provinces espagnoles de Huesca et de Lérida.

Les signaux de démarcation consistent en bornes et en croix. Les bornes sont en forme de prismes, ayant une base quadrangulaire de cinquante centimètres de côté et une hauteur de quatre-vingts centimètres. Les croix sont de vingt centimètres, à quatre branches égales, gravées sur le roc, dans un rectangle de cinquante centimètres de haut et trente-cinq de large. Les unes et les autres sont marquées de leur numéro d'ordre, lequel est inscrit en tête de l'article désignant la situation du repère qui lui correspond, en commençant par le numéro 273, qui suit immédiatement le dernier employé dans l'abornement dont le procès-verbal est annexé au Traité du 2 décembre 1856, relatif à la limite politique entre le département des Basses-Pyrénées et les provinces de Guipouzoa et de Navarre.

273. A partir de la Table-des-Trois-Rois, la frontière internationale suit la ligne de partage des eaux de la chaîne principale des Pyrénées et arrive au port d'Anso ou col de Pétregème, où l'on a placé le premier repère du présent abornement, lequel consiste en une croix et le numéro 273 gravés sur un rocher de calcaire blanc, à vingt mètres à l'est du sentier qui conduit de Lescun à Anso.

La frontière continue par la même ligne de partage des eaux jusqu'à un sommet que les Espagnols nomment pic d'Arri et situé à l'intersection des crêtes de Banasse et de Couècq.

274. Au col de la Chourie ou de Lachourito, croix regardant vers l'est, sur une grande roche blanche au milieu du col, à trente mètres à l'ouest du sentier.

Il est utile de faire observer que les Espagnols de cette frontière désignent les dépressions qui existent sur la ligne de crête des montagnes par le mot *Collado* (en français *Mamelon*), s'écartant ainsi du sens propre de ce mot.

275. Au col de la Raille, croix regardant l'orient sur une roche à l'ouest du col.

276. Croix au port d'Etcho ou col del Pao, sur une roche calcaire à dix mètres du sentier.

277. Au milieu du col de la Cuarde ou de la Counarda, croix sur la face supérieure d'une grande pierre plate à demi enterrée et fixée avec du mortier sur l'arête de partage des eaux.

278. Croix sur un rocher formant arête, un peu à l'ouest du col d'Arlet que les Espagnols appellent *Coa-el-Rey*.

La frontière qui suit la ligne de faite jusqu'au pic d'Arri, où se rencontrent les crêtes de Banasse et de Couècq, s'en détache en ce point et s'incline davantage vers le sud pour aboutir au pic de Gabedaille, appelé *Signal d'Espélunguère*, dans la triangulation géodésique des Pyrénées.

279. Entre les pics d'Arri et de Gabedaille, au col de Couècq ou d'Arri, appelé aussi *de la Contende*, croix sur une grosse pierre de grès rouge.

Du pic de Gabedaille, la frontière descend vers le sud par l'arête d'un contre-fort qui aboutit à l'Escalé d'Aiguetorte, couloir de rochers d'où les eaux du plateau supérieur tombent en cascades dans le ruisseau d'Espélunguère.

280. Croix à l'Escalé d'Aiguetorte sur un grand rocher vertical, à gauche de la cascade.

De ce point, la frontière se dirige vers le sud-est par le point supérieur d'un escarpement comme un mur de rochers presque verticaux, et aboutit à un angle formé par ces rochers et ceux de la chaîne del Hon venant de l'est, lesquels sont également d'une pente très-rapide et dont le bord supérieur sert aussi de limite internationale jusqu'au Mail de l'Espélunguère (n° 284).

281. Croix à la partie supérieure de l'angle des escarpements mentionnés ci-dessus et à quatre cent quatre-vingts mètres de l'Escalé.

Cette distance et celles qui suivent jusqu'à Somport sont à peu de chose près exactes, quoiqu'elles n'aient pas été mesurées sur le terrain; elles représentent la distance d'un point à un autre en ligne droite et en projection horizontale.

282. A l'extrémité nord du Mail del Hon, croix sur une roche calcaire à quatre cent trente mètres du n° 281.

283. Croix sur un petit mamelon; nommé Clot de Mail ou Col dèt Mail, à deux cent quatre mètres de la précédente.

284. Au Mail d'Espélunguère, croix sur une roche blanche éfleurant le sol et à deux cents mètres de celle du Clot de Mail.

285. A cinq cent trente mètres au pied d'une arête du mamelon du Couthèt dèt Garrey ou de la Femme-Morte, croix sur une roche regardant le nord, un peu au-dessus d'un sentier.

286. Croix à trois cent quarante mètres sur la face méridionale d'un rocher, au Mail de Maspétres.

287. A quatre cent quatre-vingts mètres plus en avant, croix sur une pierre plate à fleur de terre au bord du Fourat de las Tirérès, qui est un gouffre ou puits naturel sur la pente septentrionale d'un grand mamelon appelé Mail de las Tirérès.

288. Sur l'arête saillante du Mail de las Tirérès, croix faisant face au nord et à deux cents mètres de la dernière.

289. Croix au-dessus d'un sentier, sur un rocher au niveau du sol, à l'endroit où le terrain forme comme un promontoire qui domine un brusque changement de pente, à cent soixante mètres et au sud-est de la croix précédente.

290. Au sud et à trois cent trente mètres, borne sur le mamelon nommé Turon del Tach ou Puntal del Tacho.

291. A quatre cent vingt mètres, borne à un promontoire situé sur la rive droite du ruisseau d'Escourèts et au-dessus de la Cabane ou Coueyla de Caraou.

292. Au Turonnet d'Escourète, mamelon rocheux très-remarquable, borne à deux cent quarante mètres de la précédente.

293. Au delà de la Coume de la Bouchouse, borne au mamelon de Tronsec, à cinq cent quatre-vingts mètres du Turonnet.

294. Borne sur un petit promontoire au delà du ruisseau et de la fontaine de Sansané, à l'extrémité du bois de Lacuèt et à deux cent soixante et dix mètres de Tronsec.

295. Croix à cinq cent quatre-vingts mètres, sur la grande muraille verticale de rochers connue sous le nom de *Caillavrisse*.

Le pied de cette muraille sert de frontière sur un espace de cinq cent quarante mètres, jusqu'à la Chourrout ou pas d'Aspé, sorte de cascade encaissée, par où le gave d'Aspé entre d'Espagne en France.

296. Croix à la Chourrout d'Aspé, sur l'escarpement vertical de la rive droite du gave.

A partir de la Chourrout, la ligne internationale suit, sur le flanc de la montagne d'Aspé, une bande de rochers d'un blanc bleuâtre, appelée par les Espagnols *El Calcianr* et aboutit à un immense rocher vertical à l'est à mille quatre cents mètres du pas d'Aspé.

297. Au pied de ce rocher, et sur la ligne de partage des eaux, croix faisant face au nord.

De ce point, la frontière se dirige au nord jusqu'au sommet de la

Coume de Légna, au sommet dit *du Candantchou*, où l'on retrouve la ligne de partage des eaux.

298. Croix sur un mamelon rocheux, à mille quatre-vingts mètres de la précédente, en deçà de la Coume de la Légna.

299. A quatre cents mètres, borne au sommet de la Coume de la Légna ou de Candantchou.

De ce point, la ligne internationale se confond complètement avec la ligne de faite de la chaîne principale, jusqu'au delà du port de Vé-nasque, où se trouve le repère n° 332. Malgré cela, il a paru convenable de placer des signaux de démarcation sur ladite ligne de faite aux divers points désignés ci-après :

300. Au col de Bessata, croix sur une pierre de grès rouge au niveau du sol.

301. A environ deux cent quarante mètres, croix faisant face au midi, sur le bord vertical d'un rocher plat, situé sur un monticule peu élevé.

302. Sur le premier mamelon qui vient après, croix à deux cent vingt mètres de la dernière, sur la face d'une roche verticale qui regarde vers l'est.

303. Borne au mamelon suivant, à trois cents mètres du repère précédent.

304. A 260 mètres, borne sur le monticule le plus proche.

305. Au col de Somport, le *summus portus* des anciens, croix sur un rocher vertical de grès rouge, situé sur le côté méridional de la route qui va de France en Espagne, en passant par Urdos et Canfranc, qui sont les lieux les plus rapprochés du col auquel ils donnent aussi chacun son nom.

306. A 230 mètres, croix sur la face verticale et sud-est d'un rocher qui domine le col de Somport.

307. Croix sur un petit pic rocheux qui domine le col de la Coume d'Astun.

308. Borne au col Mayou ou de los Névéras.

309. Borne au col des Moines ou de Bious, désigné aussi sous le nom de *los Honès*.

310. Au Pourtalet d'Anéon ou col de la Fuenté del Gallégo, croix à 45 mètres à l'ouest du chemin qui unit les vallées d'Ossau et de Téna.

311. Croix sur les rochers verticaux du col de Sobe ou d'Arlouste.

312. Au col d'Azun ou de la Peyre Saint-Martin, croix sur une pierre granitique enterrée dont la face un peu inclinée vers l'ouest est visible du chemin qui met en communication les vallées d'Azun et de Téna.

313. Au port de Cauterets ou de Panticosa, appelé aussi de la Peyre Saint-Martin, croix sur une pierre de granit un peu inclinée vers le

nord, à l'ouest du sentier qui sert de communication entre Cauterets et Panticosa.

314. Croix sur une pierre granitique, au col d'Arratillou.

315. Au col de Plalaube ou de Plana der Alba, croix sur une roche à dix mètres à l'est du sentier.

316. Au col de Cardale, croix sur un rocher peu incliné vers l'est et à quarante mètres à l'ouest du passage.

317. Au col de la Bernatoire, croix sur la face verticale des rochers à l'ouest du passage qui mène au lac de ce nom.

318. Au port Vieux ou col des Espécières, croix sur une pierre plate à demi enterrée.

319. Au port de Gavarnie ou de Torla, passage très-fréquenté, croix sur la face orientale d'une grande pierre debout, appelé Peyre Saint-Martin.

320. Au col que les Français nomment Port-Neuf-de-Pinède ou col de la Canaou d'Estaubé, et les Espagnols Port-de-Pineta ou de Saléra, croix sur une roche verticale de calcaire à l'ouest du passage.

321. Au port de la Canaou de Troumouze, ou bien port de la Canal ou de Lalarri, croix sur un rocher à l'est du col.

322. Au col de Barroude ou port de Barrosa, croix sur la face orientale d'un rocher à l'ouest du port.

323. Au port de Bielsa ou d'Aragnouet, croix à la partie supérieure et occidentale de la brèche qui a été ouverte de main d'homme pour améliorer ce passage très-fréquenté.

324. Au col d'Héchempi ou Hechempouy, que les Espagnols appellent port de Salcorz, croix sur des rochers à l'est du col.

325. Au col de Moudang ou port de Tringonier, croix à l'ouest du passage.

326. Croix à cinquante mètres à l'ouest du port d'Ourdissetou.

327. Au port du Plan ou de Riou Mayou, croix sur une roche à l'ouest et à côté du chemin qui établit une communication facile entre la vallée d'Aure et celle de Gistaïn.

328. Au port de Caouarère ou de la Madéra, croix à vingt mètres à l'occident du passage.

329. Croix sur la face ouest de la brèche qui forme le passage difficile du col de la Pèz.

330. Croix sur une roche au col de Clarabide.

331. Croix sur la face verticale d'un rocher, au port de la Glère ou de Gorgontès, à six mètres à l'est du sentier.

332. Au col de Vénasque, croix sur le pan vertical du rocher qui a été taillé pour faciliter le passage, et au levant du sentier.

La frontière continue par la crête principale jusqu'au pic de la Frèche ou du Pesson, où elle abandonne cette crête pour suivre celle du

grand contre-fort qui sépare les eaux de la vallée de Luchon d'avec celles de la vallée d'Aran.

333. Au col des Caousadès ou de l'Enfer, où la ligne divisoire des Souverainetés descend depuis le pic de la Frèche, borne au nord du sentier qui va à Vénasque par le port de la Picade, lequel, ainsi que le pic de la Frèche, sont situés sur la ligne de crête de la chaîne principale et à la limite de l'Aragon et de la Catalogne, de même que des provinces de Huesca et de Lérida.

334. Borne à l'entrée du Sarraat de Carabidos au point que les Espagnols appellent Cabo de la Picada, au nord du sentier qui conduit de Bagnères-de-Luchon à Vénasque par le port de la Picade et à deux cents mètres de la précédente.

A partir du col des Caousadès toutes les distances mentionnées ont été mesurées à la chaîne, en suivant les contours de la ligne divisoire des deux pays.

335. Borne sur le dernier mamelon du Sarraat que les Espagnols appellent Cabo de la Montjoye (Mounjoyo), à mille neuf cent cinquante mètres de la précédente, après le pic de l'Escalette, point de la crête du contre-fort où la ligne de faite quitte brusquement sa direction de l'ouest à l'est pour prendre celle du sud au nord.

336. Au pas de la Montjoye ou des Aranais, borne à cent trente-sept mètres de l'antérieure et au point de rencontre des chemins qui conduisent de Bagnères-de-Luchon et de Vénasque à las Bordas

337. Borne sur le pic de la Montjoye, à deux cent quatre-vingts mètres du pas du même nom.

338. Sur le pic du Clot de Roye (Rouyo), ou simplement de Roye, borne à cinq cent cinquante-deux mètres de la précédente.

339. Borne au cap de la Toua ou pic de Ribeshauts, à trois cent quatre-vingts mètres du pic de Roye.

Ici commence la montagne de Pouylané qui, aux termes de l'article 5 du Traité dont le présent procès-verbal est une annexe, doit rester en Espagne. La frontière internationale quitte donc les crêtes les plus élevées du contre-fort pour en suivre de moins hautes qui se succèdent en formant un demi-cercle convexe du côté de l'ouest et compris entre le cap de la Toua et le pic de Pouylané, situés l'un et l'autre sur la ligne de faite.

340. Borne à huit cent quatorze mètres du cap de la Toua, sur un petit mamelon à gauche du sentier qui va du Pouylané dans le Roumingau.

341. Sur un monticule hérissé de petits rochers, borne à quatre cent dix mètres de l'antérieure.

342. Sur le premier piton qui vient après, borne à trois cent quatre-vingt-douze mètres de la dernière.

343. Au pic ou Tuc de Pouylané, borne à quatre cent dix-huit mètres de la précédente.

Ici la ligne divisoire des deux souverainetés reprend la crête de partage des eaux qui coulent à l'ouest dans la vallée de Luchon, à l'est dans celle d'Aran.

344. Croix sur un roc à quatre cent quatre-vingt-seize mètres du pic de Pouylané.

345. Borne au pas de Vilamos ou des côtes de Vilamos, au sud du chemin qui va de Luchon à Arrou, et à quatre cent vingt-quatre mètres de la croix précédente.

346. Borne au premier piton après le pas de Vilamos, et à une distance de cent mètres. Ce piton est appelé *Montagnette d'Arrou*.

347. Borne sur un autre piton, à trois cent quarante-trois mètres du précédent et au nord du pas des Catalans.

348. A sept cents mètres en avant, borne sur un piton au sud du col d'Arrou ou pas de Comaséras.

349. A deux cent quatre-vingt-trois mètres du col d'Arrou, borne sur la montagne de Montagout.

350. Borne au passage d'Arrès, au-dessus d'un marécage, à six cent cinq mètres de la précédente.

351. Au pic d'Arrès ou Turon de la Barra de la Péna, borne à deux cent soixante-douze mètres de l'antérieure.

352. Borne à cinq cent trente-trois mètres du pic d'Arrès.

A deux cent dix mètres plus loin, la crête forme un saillant de cent trente mètres de long, dont les deux versants sont en Espagne et qui s'élève perpendiculairement à la direction générale jusqu'au pic du Trône.

353. Borne à un col situé à deux cent quatre-vingts mètres de l'origine du saillant.

354. Sur le premier mamelon de la montagne d'Aubas, borne à cent vingt-huit mètres de la précédente.

355. Borne sur le piton le plus élevé de la montagne d'Aubas, connu sous le nom de *Pic ou Mail d'Aubas*, à cent trente-cinq mètres du premier mamelon.

Entre le pic d'Aubas et le piton ou Tuc du Plan de la Serre qui vient après du côté de l'occident, s'ouvre la profonde dépression du Clot de Barèges, lequel doit être laissé en Espagne, en vertu de l'article 5 du Traité. La frontière descend en ligne droite du pic d'Aubas à un ancien repère qui consiste en une fleur de lys et les barres d'Aragon gravées sur une roche vive, au niveau du sol, au midi du point le plus élevé du col, et entre ce point et la fontaine des Berns.

356. Borne sur la limite du Clot de Barèges touchant l'ancien repère et à mille cinquante-huit mètres du pic d'Aubas.

D'ici la frontière monte en ligne droite au piton ou Tuc du Plan de la Serre, et se confond ensuite avec la ligne de crête jusqu'à la croix n° 359.

357. Borne à ce piton, à sept cent dix mètres de la précédente.

358. Borne au cap des Enténès au bord du précipice, et à six cent deux mètres du piton du Plan de la Serre.

359. Croix sur un rocher touchant le précipice, à trois cent trente mètres de la borne antérieure.

A partir de ce point, la limite internationale abandonne la ligne de partage des eaux jusqu'au Postillon, descendant d'abord sur le versant occidental pour passer ensuite sur le versant opposé et suivant l'ancienne démarcation entre Saint-Mamet et Bosost, laquelle a été signalée par des croix nouvelles gravées à côté des premières.

360. Croix au lieu dit *Peyres jupes* ou *Peyras quilladas*, sur la face verticale du rocher, à gauche du sentier qui descend d'Espagne en France, et à trois cents mètres du petit plateau situé sur la ligne des versants. Ce plateau est appelé de *l'Artiguette* ou *Plan de Artiga du coll de Barèges*. La distance à la croix précédente n'a pas pu être mesurée, le terrain étant inaccessible entre les deux repères.

De la croix n° 360 jusqu'au Portillon, la frontière suit une percée faite dans la forêt.

361. Croix à cent quarante mètres de la précédente, sur la roche, près d'une grande anfractuosité qui se trouve dans le piton, en arrivant au Soulan de l'Artiguette.

362. Croix au Soulan de l'Artiguette ou de Artiga, à cent mètres de la dernière.

363. A cent dix mètres en avant, croix sur un rocher au bout de la Coumirale de Marioun ou cap de la Coume de Sarranquéra.

364. Croix dans le roc à deux cent quarante-trois mètres de la précédente, au lieu dit *Roquefouquère*.

365. A cent quarante-trois mètres au delà, croix à l'Escalette de Roquefouquère.

En se dirigeant de ce point au Portillon, la frontière coupe la ligne de crête à environ trois cents mètres de l'Escalette, et laisse ainsi sur le versant oriental une petite portion du territoire français.

366. Au Portillon, à cinq cent cinquante-cinq mètres du dernier repère, croix sur la face verticale d'un rocher, à cinq mètres au nord du chemin qui par ce col établit une communication facile entre les vallées de Bagnères-de-Luchon et d'Aran.

A partir d'ici, la limite politique se confond de nouveau avec la ligne de faite.

367. A quatre cent soixante-cinq mètres du Portillon, croix sur une roche au sommet du petit piton de Guillamart, ou Plagnèt de las Créous.

368. Au col de la Clota, borne à trois cents mètres du repère antérieur.

369. Borne au milieu du marécage ou Estagnon de Simourère, à cinquante-deux mètres de la précédente.

370. A cent dix-huit mètres plus loin, croix sur une roche isolée à la descente du plan du Tuc.

371. A cinquante-trois mètres au delà, borne au lieu dit *Col ou Plan du Tuc*.

372. Au milieu du Clot de Léchartade ou Plagnèt de la Charlade, borne à six cent quarante-cinq mètres de la dernière.

373. Croix au sommet des rochers du Soulan du Portillon, ou cap des Mails de Regadès ou Raïgadès, à soixante-dix mètres de la borne antérieure.

374. A mille deux cent quatre-vingts mètres en avant, borne sur le premier piton d'une montagne appelée *Moscadet*.

375. Borne à cent soixante-deux mètres de la dernière dans le Clot de Saint-Mamet ou de Moscadet.

376. Borne à deux cent soixante-quatre mètres plus loin, au point le plus élevé de la montagne nommée *Sommet de la Laquo ou Sarrat des Estagnes*. Ce sommet est sur le territoire français, en dehors de la ligne de partage des eaux.

377. Au lieu dit *Plan del Estagne*, borne à quatre-vingt-cinq mètres de la dernière et au sud d'un petit étang.

378. A cinquante-six mètres au delà, borne au sommet d'un petit mamelon, au nord de l'étang précité.

379. Borne à deux cent deux mètres de la précédente sur un piton peu élevé.

380. Au dernier piton du Plan de la Serre, borne à deux cent cinquante-huit mètres de l'antérieure.

381. A trois cent quarante et un mètres en avant, borne sur un petit mamelon du Sarrat de Panèché.

382. Au col de Panèché, borne à deux cent soixante et seize mètres de la dernière.

383. Borne à six cent trente-six mètres plus loin au col de la Houédouletto ou de Endoléta.

384. A deux cent cinquante-huit mètres au delà, borne au lieu dit *Seou-Blanco*.

385. Borne sur le Turon de Pouyastou, à trois cent quatre-vingt-sept mètres de la précédente.

386. A huit cent quatre-vingts mètres en avant, borne au Turon des Clots de Coma.

387. A sept cent trente-deux mètres plus loin, borne au col de la Coume de Teil, ou col de Bédourt de Coume.

388. Sur le sommet du Plan de la Serre ou cap de Leïtas, borne à cent quatre-vingt-treize mètres de l'antérieure.

389. A six cent sept mètres au delà, borne au piton inférieur de Prat-Pardi, appelé *Cap de la Tora*.

390. A mille soixante-treize mètres en avant, borne sur le piton de la Coume d'Escaillaouas, nommé aussi *Mail de Pounnèt*.

391. Borne au piton situé au sud du col de Polney, à trois cent vingt mètres de la précédente.

392. A trois cent cinq mètres plus loin, borne sur un piton appelé *Turon du Bédourat*.

393. Borne au col de la Pale du Caillaou del Loup, à trois cent soixante et quinze mètres du Turon de Bédourat.

394. Borne sur le petit plateau du Caillaou del Loup, en un lieu dit *Turon de la Pale del Loup*, à cent quatre-vingt-treize mètres du col du même nom.

395. A trois cent soixante-cinq mètres en avant, borne au Mail de Sasitès, situé au bord méridional du plateau ou Plan de Moumayou.

Entre ce repère et le suivant, la ligne internationale forme un arc de cercle dont la convexité est du côté de l'Espagne.

396. A cent trente-trois mètres au delà, borne au cap du Mail de Sasitès, sur le bord septentrional du Plan de Moumayou.

397. A trois cent vingt-cinq mètres plus loin, borne au lieu désigné sous le nom de *Coll des Estagnes*, près de l'Estagnon de Bacanelle ou Bacanère.

398. Borne à cinq cent quatre-vingt-treize mètres de la précédente, sur le premier piton au nord de l'Estagnon de Bacanelle.

399. Au commencement du plateau de Bacanelle, borne à quatre cent soixante mètres de l'antérieure.

400. A sept cent trente mètres en avant, borne sur le piton septentrional du plateau de Bacanelle, piton appelé *cap du Turon del Home*.

401. A deux cent dix mètres au delà, borne sur un piton au cap Escananouas.

402. Borne à trois cent quatre-vingt-quatre mètres de la précédente, au sommet du cap Escananouas, au nord d'une muraille de rochers à pic.

403. A quatre-vingts mètres plus loin, borne au plan de Cigaléra.

404. Borne entre les deux mares de Cigaléra, à soixante-quatre mètres de l'antérieure.

405. A cent quatre-vingt-cinq mètres au delà, borne sur un piton nommé *Serréta d'Angouste*.

406. A cinq cent trente-cinq mètres en avant, borne sur un piton connu par les Aranais sous le nom de *Tuc de Basigué* ou de *cap de la Orriata*, au point où la ligne de crête qui sépare les eaux des vallées

de Luchon et d'Aran quitte sa direction générale du sud au nord pour s'avancer droit à l'est.

La frontière continue par la ligne de crête qui forme une arête rocheuse très-prononcée depuis le Tuc de Basigué jusqu'au Turon de la Toua ou cap de Touète.

407. Borne au cap de Touète.

En ce point, la ligne internationale abandonne la crête et descend par le versant septentrional pour aller directement à l'origine du ruisseau du Terme, appelée aussi *Riou-Poudèt*.

408. Borne sur un rocher, au-dessus de la naissance du ruisseau du Terme, à trois cent douze mètres de la précédente.

La frontière descend par le cours de ce ruisseau jusqu'à son embouchure dans la Garonne.

409. Borne à cette embouchure, sur la droite du ruisseau et à la rive gauche de la Garonne.

La frontière remonte par la Garonne jusqu'au point où le Riou Argellé aboutit à la rive droite du fleuve.

410. Borne à cinq mètres de la rive droite du Riou Argellé, sur le bord de la route qui va par la rive orientale de la Garonne au Pont du Roi.

Le cours du Riou Argellé sert de frontière.

411. Borne au cap du Riou Argellé, au-dessus du point où se réunissent diverses ravines pour former le Riou.

412. Au cap de las Raspas ou Mall Usclat, croix dans le roc, à soixante-quinze mètres de la dernière borne.

413. Croix sur le cap du roc de la Serre, à cinq cent trente mètres de la précédente.

A partir de ce point, la frontière suit dans tout son parcours la ligne de partage des eaux du contre-fort qui ferme au nord le bassin hydrographique de la vallée d'Aran.

414. Croix sur la roche, à cent quatre-vingts mètres de l'antérieure, dans une forêt, au lieu dit *le bout de la Palancache* ou *cap de la Coma grana*.

415. A mille huit cent quatre-vingt-dix mètres en avant, croix sur une petite roche presque au niveau du sol, au delà de l'étang du Tuc del Pan.

416. Au col de Portéla, à mille quatre cent dix mètres du n° 415, croix sur un piton rocheux à l'ouest du chemin.

417. Croix au levant, sur la face verticale du rocher, au pic élevé de la Pique ou de Melles, connu des Espagnols sous le nom de *Houravie*.

418. Croix sur la face verticale d'un rocher, au port de la Hourquette, à dix-neuf mètres à l'ouest du sentier.

419. A deux cent dix mètres plus loin, croix sur la face horizontale

d'un petit mamelon rocheux, entre deux cols au passage de la Moun-tagnole, au lieu dit *Tarteraous*, avant d'arriver au pic de ce nom.

420. Au port d'Orle, croix sur la face inclinée d'une roche touchant au sentier, et à deux mètres de l'oratoire du même nom que le port.

La frontière continue par la crête du contrefort jusqu'à sa jonction avec la ligne de faite principale des Pyrénées qu'elle suit sans interruption jusqu'au Val d'Andorre.

421. Au port d'Aula, croix sur la face horizontale d'un rocher et à cinq mètres du sentier.

422. Au port de Saula, croix sur la face horizontale d'une roche et à sept mètres du sentier.

423. Au port de Marterat ou de Tabascan, croix sur la face inclinée d'un rocher touchant au sentier, et à quatre mètres de la ligne de partage des eaux.

424. Au port de Saunou ou d'Aulus, croix horizontale à deux mètres du sentier et à deux mètres cinquante centimètres de la ligne de faite.

425. Au port de Guillou ou de Lladorré, croix sur la face verticale d'un rocher qui regarde l'Espagne et à six mètres vingt-deux centimètres du sentier.

426. Au port de Bouet, croix sur la face inclinée d'une roche à huit mètres du sentier.

Au delà de ce port, la frontière n'a qu'une courte distance à parcourir pour s'élever jusqu'au pic Naout de Bayaout, où confrontent la France, l'Espagne et le Val d'Andorre, et où se termine le présent abornement.

ANNEXE II.

Relative aux droits dont diverses communes de la frontière jouissent respectivement dans les territoires contigus de l'Etat voisin.

Pour prévenir les doutes auxquels pourrait donner lieu l'application de quelques dispositions du Traité de limites du 14 avril 1862, les plénipotentiaires de France et d'Espagne sont convenus de comprendre dans la présente annexe, non-seulement le procès-verbal d'abornement prescrit par l'article 15, et la consignation des limites, détails et éclaircissements, stipulée par l'article 18, mais, en outre, le tracé des lignes de démarcation de divers terrains dont l'extension mal définie pourrait faire naître des conflits, et aussi certains accords intervenus dans le cours des opérations de l'abornement international, en faveur de quelques communes qui se trouvent dans des conditions particulières.

Abornement des trois zones décrites à l'article 20 du Traité.

Pour la démarcation des limites de ces zones, conformément à l'ar-

ticle 10 du Traité, au lieu d'employer des bornes, on a gravé sur le rocher des croix à double branche, sans numéro, et qui consistent en deux lignes droites parallèles d'un décimètre de long, coupées perpendiculairement au milieu par une autre ligne droite d'une longueur double.

Première zone.

La première zone du territoire français de Borce contiguë à l'Estaës, dans laquelle les habitants d'Anso ont droit de compascuité aux termes de l'article 10 du traité de limites, s'étend depuis l'Escalé d'Aiguertorte jusqu'au Mail de Maspêtres (repères internationaux n° 280 et 286) entre la frontière et une ligne suivant la lisière supérieure du bois d'Espélunguère, et qui a été signalée par deux croix.

1^{re} Sur un rocher dominant une petite ravine à cent cinquante mètres au nord-est du repère international n° 281, et à cinq cent cinquante mètres environ de celui de l'Escalé.

2^e Sur une grande roche blanche horizontale dans une clairière, au milieu du vallon compris entre les Mails d'Espélunguère et de Maspêtres, et à deux cent cinquante mètres au nord de la croix internationale n° 285.

D'ici la ligne va directement au Mail de Maspêtres.

Seconde zone.

La seconde zone du territoire de Borce, limitrophe d'Estaës, dans laquelle les troupeaux d'Anso peuvent paître en commun avec les troupeaux français, en vertu de l'article 10 précité, occupe l'espace compris depuis le Fourat de las Tirérès jusqu'après de la Chourrout d'Aspé (repères internationaux n° 287 et 296), entre la frontière et une autre ligne presque parallèle, et embrasse la partie supérieure des bois d'Anglus et de Sansané. Cette ligne a été déterminée par douze croix, comme suit :

1^{re} A quatre cent vingt mètres au-dessous et au nord-est du Fourat de las Tirérès, sur un escarpement de rochers.

2^e A deux cent cinquante mètres à l'est, sur le même escarpement.

3^e A deux cent soixante-dix mètres au sud-est, au pied de l'escarpement.

4^e A trois cent quatre-vingt-dix mètres au sud-est, sur une pierre inclinée d'où l'on voit, à trois cents mètres vers le couchant, la borne internationale du Turon del Tach n° 290.

5^e A quatre cent vingt mètres vers le sud, après avoir passé le ruisseau d'Escourèts, sur la face inclinée d'un rocher qui regarde au levant.

6^e A cent trente mètres au sud-est, sur une roche inclinée, à soixante-

dix mètres au sud de la Cabane de Caraou, qui reste en dehors de la zone.

7° A deux cent soixante-dix mètres au sud, sur une roche affleurant le sol, à un promontoire nommé *la Bétote*.

8° A deux cent cinquante mètres au sud-ouest, sur un rocher presque horizontal, au lieu dit *Pédagna* ou *Clairière de l'Ours*.

9° Passé le vallon ou Coume de la Bouchouse, au pied d'une grande muraille verticale de rochers, dans un étroit défilé appelé *Passage de l'Ours*, à deux cent soixante-dix mètres au sud de la croix antérieure.

10° A quatre cents mètres en suivant le pied de la grande muraille, sur le roc vertical où se trouve l'Espugne de Sansané, qui est une grotte propre à abriter les troupeaux.

11° A deux cent quatre-vingts mètres en continuant par le pied de la même muraille, au point où elle rencontre le ravin ou ruisseau de Caillavériss, sur un grand rocher au milieu du ravin.

12° et dernière. A trois cent quatre-vingts mètres, à l'origine du ruisseau de Caillavériss, au bas de la muraille verticale de rochers du même nom, sur la ligne internationale, entre les repères n° 295 et 296, et à trois cent vingt mètres de ce dernier.

Troisième zone.

La troisième zone, dans laquelle, d'après l'article 10 susmentionné, le gros bétail de Borce qui s'y trouverait fortuitement n'est passible ni de saisie ni d'amende, est déterminée par la frontière entre les croix internationales n° 283 et 295 et une ligne partant du premier de ces repères au Col dèt Mail, et allant par les neuf croix signalées ci-après :

1^{re} Au Clot de la Mine, sur une grande pierre au-dessus d'un chemin à cinq cent soixante-dix mètres à l'est du col dèt Mail et à cent quatre-vingts au sud-ouest du n° 285 de la série internationale.

2° Sur la face sud du Mail du Coutchèt dèt Garay, à deux cent vingt mètres à l'est-nord-est de la précédente, et à cent trente mètres au sud du n° 285 précité.

3° A trois cent quatre-vingts mètres à l'est-nord-est, sur un rocher du flanc occidental du plateau d'où surgit le Mail de las Tirérès.

D'ici la ligne va droit au Fourat de las Tirérès, à deux cent cinquante mètres en avant. Ce point, où se trouve le n° 257 de l'abornement international, est le seul par lequel se touchent les deux parties distinctes de la troisième zone : celle qui s'étend dans le sens de l'ouest à l'est et qui vient d'être délimitée, et la seconde qui va du nord au sud entre la frontière et les croix suivantes.

4° A deux cent soixante mètres au sud-est du Fourat de las Tirérès

et à deux cent vingt au sud-ouest du repère international n° 289, sur le flanc nord du vallon ou Coume del Tach.

5° A deux cent dix mètres au sud, sur un rocher du promontoire dit *cap de la Coume del Tach*, à l'ouest et à deux cent soixante-dix mètres du n° 290.

6° A deux cent soixante mètres au sud, sur un petit promontoire appelé *Coutchèt dèt Garray de Landa*.

7° Passé le ruisseau d'Escourèts, à deux cents mètres au sud de la dernière au Couillerot d'Escot, et à trois cent cinquante mètres de la borne n° 292 placée au Turonnet d'Escourèts.

8° A quatre cent vingt mètres, au Couillerot Martin, au-dessous du Cantalas ou Coubilar del Cardal.

9° A trois cents mètres, sur les rochers qui dominent la fontaine de Sansané, et à environ sept cents mètres de la croix internationale n° 295, à la Caillavérisse, où finit la seconde partie de la troisième zone.

Terrains d'un usage commun aux vallées d'Ossau et de Téné.

Il existe entre le Pourtalet d'Anéou (repère international n° 310) et le pic de Peyrelu à l'est, deux petits territoires de même dimension séparés par la montagne d'Estrémère et qui sont communs aux troupeaux d'Ossau et de Téné.

Le premier à l'est du Pourtalet, entre la ligne de faite qui sert de limite internationale et un mur en pierres sèches, au nord sur le versant de France.

Le second, au sud du col de Peyrelu, sur le versant d'Espagne, entre la crête des Pyrénées et celle de deux rameaux qui se joignent à environ quatre-vingts mètres du col, a des rochers presque à fleur de terre, sur lesquels est gravée une ancienne croix, et qui s'appellent *las Saleras* (*Salières*) parce qu'on y donne le sel aux troupeaux des deux vallées.

Abornement de la montagne de Jarret, conformément à l'article 14 du Traité.

Les signaux de démarcation sont des croix à double branche, sans numéro, identiques à celles de l'abornement des trois zones délimitées plus haut.

La partie de la montagne de Jarret dont la rivière de Saint-Savin et le Quignon de Pantisoca ont la jouissance, d'après l'article 14 du traité, a pour limites la frontière à partir du pic de la Fache jusqu'au col d'Arratillou et une ligne qui part dudit pic, accompagne la crête du contre-fort qui s'en détache vers l'est, jusqu'au delà du pic d'Aragon, où elle abandonne cette crête pour descendre droit au ravin ou ruisseau de Mercadaou, suit le cours de ce ruisseau jusqu'à son confluent avec celui d'Arratillou, remonte tout le lit de ce dernier en

traversant le lac du même nom, et un autre plus petit à l'origine de ce cours d'eau, pour aboutir enfin au col d'Arratillou.

Cette ligne, quoique bien déterminée par la nature, a cependant été signalée par trois croix :

1^{re} Sur une grande roche horizontale près d'une fontaine à quatre-vingts mètres avant d'arriver au ruisseau de Mercadaou.

2^e Sur le rocher saillant qui domine le confluent du Mercadaou et de l'Arratillou, à l'angle interne des deux ruisseaux.

3^e Sur une roche verticale à deux cents mètres au-dessous du petit lac qui est à l'origine du ruisseau d'Arratillou, et sur la rive droite de ce cours d'eau, à l'endroit où il forme une petite cascade.

Abornement de la montagne d'Ossoue, en exécution de l'article 13 du Traité.

Les sept quartiers de la montagne d'Ossoue, qui, aux termes de l'article 15 du Traité, sont la propriété commune de la vallée de Baréges et de la vallée de Broto, sont compris dans la circonscription cadastrale de la commune de Gavarnie et ont pour limites définitives : du côté du sud, la frontière internationale depuis le sommet du Vignemale jusqu'à la Brèche de Roland ; du côté de l'ouest et du nord, à partir du Vignemale, premièrement : la très-haute crête rocheuse et abrupte qui partage les eaux allant au sud dans le gave d'Ossoue, au nord dans la vallée de Saint-Savin ou de Caunterets ; secondement : la crête moins élevée qui se détache de la précédente au delà du pic de Pouey-Mourou et sépare la montagne d'Ossoue de la commune de Gèdre, jusqu'à l'origine du Barrancou ou ravin de Coumacieuse, lequel divise le quartier de ce nom, l'un des communaux particuliers de la vallée de Baréges, d'avec celui de Lacoste, l'un des sept de la montagne d'Ossoue, et enfin, du côté de l'est, une ligne sinueuse fermant le périmètre depuis le Barrancou de Coumacieuse jusqu'à la Brèche de Roland, et qui est déterminée, comme il est dit ci-après, par vingt-six croix à double branche, pareilles à celles des trois zones délimitées plus haut ; mais chacune d'elles est accompagnée de son numéro placé en dessous.

1^{re} croix. Sur un roc blanc à la naissance du Barrancou ou ravin de Coumacieuse, près de la dernière crête susmentionnée.

2^e A sept cent soixante mètres, en descendant par le ravin de Coumacieuse jusqu'au sentier dit *de l'Abreuvoir*, qui vient du pont d'Artigouly, sur une roche à trente-cinq mètres à droite du ravin et à trois cent cinquante au nord du gave d'Ossoue.

Ici la ligne se dirige vers l'ouest et suit le sentier jusqu'à la croix n° 6, en laissant au nord le quartier de Lacoste et au sud les communaux de Gavarnie.

3^e Sur une roche noire qui domine l'escarpement d'un ravin, à deux

cent soixante et dix mètres de la croix n° 2 et dans un lieu appelé *Canté des Sounadétas*.

4° A deux cent quarante mètres, sur une grande pierre blanche, et à trois cents mètres au-dessous de la Cabane ou Coueyla de La-coste.

5° A deux cent soixante mètres au delà, à un petit mamelon ou turon, avant d'arriver à la fontaine des Sounadétas.

6° A deux cent cinquante mètres en avant, sur un gros rocher carré au milieu du Pla de las Saléras, où la ligne de démarcation quitte le sentier pour aller au gave d'Ossoue.

7° A quatre cent trente mètres vers le gave et à quinze de sa rive gauche, sur une grande pierre levée du côté qui regarde le Turon de Coute, situé sur la rive droite.

8° A trois cent soixante mètres en montant par le gave sur le côté oriental du mamelon nommé *Carrot de Milha* ou *Millas*, en face d'une petite cascade, et à vingt mètres de la rive droite du gave.

9° A deux cent soixante mètres vers le sud, en s'éloignant du gave sur les rochers verticaux au nord de l'Espugne ou Caverne de Milha.

Les troupeaux de Gavarnie et ceux qui paissent dans les quartiers de la montagne d'Ossoue peuvent également s'abriter dans cette caverne.

D'ici la limite se dirige vers le sud-est, laissant du côté du nord les communaux de Gavarnie et au sud la montagne indivise.

10° A trois cent quarante mètres de l'Espugne de Milha, au bord d'un escarpement sur une grande pierre, au Turon de la Serre d'Yousa ou Turon de Tosa, à l'extrémité d'une crête qui descend de la montagne de Sécrès.

La limite se confond après jusqu'à la fontaine et à la Cabane dets Toussaous, un peu avant d'arriver à la croix n° 19, avec un sentier suivant le bord supérieur du terrain qui accompagne à distance le gave d'Ossoue, et forme comme une immense berge.

11° A deux cent soixante mètres de la précédente, au lieu dit *Crouaux de Sécrès* dans les Plas-Coumus, sur un rocher au niveau du sol et dominant le sentier.

12° A deux cent quatre-vingts mètres au delà, sur une roche formant arête, au nord du chemin, au lieu dit *Cante de Pla de Sécrès*, sur la limite des quartiers de Sécrès et de Pla-Lacoum.

13° A cinq cent vingt mètres plus loin, et à quatre-vingt-dix à l'ouest du torrent de Saussé-Dessus qui sépare les quartiers de Sécrès et de Pouey-Arraby.

14° A deux cent soixante mètres, sur une pierre à fleur de terre, dans un petit col au sud du Turonnet de Fartaloubien.

15° Sur une grande pierre plate, à cent quatre-vingts mètres en

avant, et à soixante au sud-est du Turon de Pouey-Arraby ou Tozal rédondo de Puirabin.

16° A deux cents mètres au delà, sur une roche touchant la Cabane de Pouey-Arraby, et à trois mètres au sud de la fontaine du même nom.

17° Au Trop du passage de Pouey-Arraby, sur un rocher au bord du chemin, à mille deux cent quatre-vingts mètres du n° 16,

18° A quatre cents mètres plus loin, sur une arête rocheuse qui descend de la Montagnette, et marque la limite entre les quartiers de Pouey-Arraby et des Espécières.

19° Sur les rochers au-dessus de la Cabane dets Toussaous, à six cents mètres du repère antérieur.

La limite quitte le sentier à partir de la Cabane dets Toussaous et se dirige au sud-est sur un mamelon appelé Turonnet de Peyrenère, situé à la rive droite du ruisseau et à côté des Baz (réservoirs) du même nom.

20 Au Turonnet de Peyrenère, à deux cent cinquante mètres de la croix précédente.

21° A mille cent mètres au delà, au Trot ou passage de Lapahule, sur un rocher qui regarde le nord et à côté du passage.

D'ici, la ligne de démarcation va droit au sommet du pic de Mourgat, point très-remarquable de la crête, qui sépare le quartier d'Espécières d'avec celui de Pouey-Aspé, et là elle change de direction presque à angle droit, vers le nord, pour suivre la même crête, jusqu'aux Trot ou Pourtillou de Mourgat.

22° Sur un rocher au sud du passage, au Pourtillou de Mourgat, à six cents mètres du pic du même nom, et à sept cent trente du Trop de Lapahule.

23° A cinq cent soixante mètres du Pourtillou de Mourgat, dans la direction du sud, faisant un angle très-aigu avec la précédente, sur une pierre plate regardant vers l'est, au Clot de Mourgat, et à trois cent soixante et dix mètres du pic du même nom.

24° Sur un roc blanc à cinq cent cinquante mètres dans la nouvelle direction, passant au-dessus de la cabane dite *Coueyla neuf de Pouey-Aspé*, qui reste à cent cinquante mètres de ce repère, dans les communaux de Gavarnie.

25° A huit cent soixante mètres, au point le plus bas du lieu dit *la Hille de Pouey-Aspé*, sur une roche droite très-apparente, un peu au-dessus du chemin qui conduit au port de Gavarnie.

26° et dernière. A trois cent vingt mètres, au Trot de Gabiérou, sur des rochers verticaux, et à la rive droite du ravin de Pouey-Aspé ou de Gabiérou, qui a son origine au port de Gavarnie.

Du Trot de Gabiérou, la limite gravit les pentes abruptes qui con-

duisent en ligne droite au pic de Sarradets, où elle prend au sud-ouest par la crête de ce nom et traverse ensuite du nord au sud le glacier de Taillou pour aboutir à la Brèche de Roland.

Les communaux de Gavarnie finissent à la croix n° 26 et à la rive gauche du gave de Pouey-Aspé, et ceux qui confinent au delà et à la montagne indivise depuis cette croix jusqu'à la Brèche de Roland sont les Sarradets.

Il est convenu que les troupeaux qui paissent dans les montagnes d'Ossoue, qu'ils soient français ou espagnols, ont le droit de s'abreuver au lac de la Bernatoire, situé en Espagne dans un petit bassin encaissé, sur la crête des Pyrénées et touchant le repère international n° 317.

Abornement des terrains dont diverses municipalités aranaïses sont en possession en France dans la circonscription de la commune de Bagnères-de-Luchon. Eclaircissements prescrits par l'article 18 du Traité, et autres dispositions nécessaires.

On a employé pour cette démarcation de petites bornes en forme de prismes, ayant quatre décimètres de hauteur et une base quadrangulaire de trois décimètres de côté. Chacune de ces bornes est signalée par une lettre majuscule en suivant l'ordre alphabétique.

Art. 1^{er}. Les Clots de Carabidos, de la Montjoye et de Roye que le village d'Aubert possède d'un seul tenant sur le versant français du contre-fort qui sépare la vallée d'Aran de celle de Luchon, sont limités : du côté d'Aran, par la frontière politique, à partir du cap de la Picade jusqu'au cap de la Tour ou pic de Ribeshauts ; du côté de Luchon, par le bord supérieur de l'escarpement qui domine le ravin du Pesson depuis le cap de la Picade jusqu'au pas de Ribesettes ; au nord, par la ligne droite qui joint le pas de Ribesettes au pic de Ribeshauts.

Ces limites, du côté de Luchon et du nord, ont été signalées par six petites bornes comme suit :

Borne A. Sur la frontière internationale et à cent mètres du col dèd Caousadès ou de l'Enfer (repère n° 333) au cap de la Picade.

Borne B. A trois cent soixante mètres de la précédente, au point où le bord de l'escarpement fait un angle saillant du côté de Carabidos.

Borne C. A mille cinquante mètres au delà sur le piton du Sapin.

Borne D. A mille cent mètres plus loin, sur le sommet d'un petit mamelon vert, et à peu près sur la ligne droite qui irait du piton du Sapin au pas de Ribesettes.

Borne E. Vers le milieu du pas de Ribesettes, à quinze mètres au-dessus du chemin qui longe le précipice, et à deux cent soixante et dix mètres du mamelon vert, en entourant la ligne supérieure de l'escarpement.

Ici la ligne quitte la direction de l'escarpement pour aller directement au pic de Ribeshauts (n° 339), et sur cette ligne on a placé la borne F au Tozal de Ribesettes, à cent soixante-six mètres de la précédente et à deux cent soixante-sept du pic de Ribeshauts, où finit cette délimitation.

Les troupeaux d'Aubert peuvent descendre librement pour aller s'abreuver aux étangs des Garses, situés dans le Clot ou Trou de l'Enfer.

Art. 2. Le terrain possédé par les villages aranais de Bénos, Bégos et las Bordas, dans la circonscription de la commune de Bagnères-de-Luchon, a pour limites : à l'est, la frontière même, entre les repères 339 et 344; au sud, la ligne droite allant du pic de Ribeshauts au pas de Ribesettes, et signalée par les repères 339, F et E; à l'ouest, la ligne délimitée comme ci-après, entre le pas de Ribesettes et la croix internationale, 344.

Borne F. Au pas de Ribesettes.

Borne G. A deux cent cinquante-deux mètres vers le nord, et à trente-quatre du précipice, à la Palo de Ribesettes ou Coume de Riéra.

D'ici à la borne K, la ligne de délimitation se dirige au nord-ouest.

Borne H. A trois cent quarante-trois mètres dans cette nouvelle direction, et à quarante-quatre pieds de la Pierre-Vermeille qui se trouve sur la frontière, à peu de distance de la borne 340.

Borne I. A quatre cent trente-trois mètres en avant, et à cent environ au dessus de la fontaine du Roumingau, à côté d'une croix ancienne gravée dans le rocher.

Borne J. A deux cent six mètres au delà, près d'une ancienne croix marquée sur le roc.

Borne K. A cent treize mètres plus loin, touchant une roche signalée par un ancien repère.

De ce point, le périmètre se ferme par deux lignes droites : l'une de cent trente mètres de long, allant de la borne K à la borne L, et formant en K un angle de vingt-six degrés quarante minutes avec la direction de K au pic de Pouylané (n° 343), l'autre allant de la borne L à la croix internationale n° 344.

Ce terrain est considéré par Bénos, Bégos et las Bordas comme faisant partie de la montagne de Pouylané, située presque en totalité entre la ligne de partage des eaux du contre-fort et la ligne frontière, tandis que le cadastre de Bagnères-de-Luchon le comprend dans le quartier qu'il désigne sous le nom de *Pales de Roumingau*.

Les troupeaux de Bagnères ont la compascuité de ce terrain avec ceux de Bénos, Bégos et las Bordas, à l'exception de la zone formée par les lignes qui unissent entre eux les repères 343, 344, L et K.

Toutefois les têtes de bétail de Bagnères qui, sans y être conduites par leurs pasteurs, entreraient accidentellement dans cette portion de pâturage, ne seront passibles ni de saisie ni d'amende, mais elles pourront en être repoussées.

Afin que la ligne droite qui sépare le terrain de compascuité et celui qui est interdit à Bagnères soit plus facile à reconnaître, on l'a signalée entre les repères K et 343 par deux bornes comme suit :

Borne K'. A deux cent quatre-vingt-un mètres de la borne K.

Borne K''. A deux cent trente-huit mètres de K' et à cinq cent soixante et dix de la borne 343 du pic de Pouylané.

Les troupeaux espagnols qui paissent dans le Pouylané, y compris le terrain qui vient d'être délimité dans le présent article, jouissent en tout temps de l'usage gratuit de la fontaine du Roumingau.

Art. 3. Le terrain possédé par Vilamos a pour limites : à l'est, la frontière entre les repères 344 et 346; au sud, la ligne droite qui va du repère 344 à la borne L; à l'ouest, une autre ligne droite qui de L se prolonge au delà de ce terrain, jusqu'à la Barro de la Péno, contiguë à la Coume d'Arrès, et qui sépare les possessions aranaises de celle de Luchon. Cette ligne a été signalée par des bornes depuis L jusqu'à S.

Borne M. Sur cette ligne, à trois cent soixante dix-huit mètres de L, à côté d'une ancienne croix, dans un lieu hérissé de petits rochers, au point où finit Vilamos et où commence Arrou.

Enfin le terrain possédé par Vilamos a pour limites, au nord, la ligne qui joint la borne M au repère 346.

Ce terrain, exempt de toute compascuité étrangère, est appelé par les Aranais *costas* (côtes) de Vilamos. Le cadastre de Bagnères le comprend dans les pales de Roumingau, et les Luchonnais l'appellent *Coume de Vilamos*.

Art. 4. La commune d'Arrou a la possession exclusive des *costas* (côtes) de ce nom, appelées dans le cadastre de Bagnères *Pales de Campsaure*. Ce terrain est limité comme suit : à l'est, la frontière depuis le repère 346 jusqu'au point où confluent les municipalités d'Arrou et d'Arrès, entre les nos 348 et 349; au sud, la ligne entre les signaux M et 346; à l'ouest, la ligne de M à S mentionnée à l'article précédent, mais seulement dans la portion comprise entre M et P et délimitée comme suit :

Borne N. A deux cent quatre-vingt-neuf mètres de M.

Borne O. A cinq cent dix mètres en avant.

Borne P. A trois cent quatre-vingt-dix mètres au delà, à côté d'une ancienne croix faite sur le roc pour marquer la limite entre les possessions d'Arrou et d'Arrès.

Enfin, au nord, la ligne qui va de la borne P au point ci-dessus indiqué entre les repères internationaux 348 et 349.

Art. 5. La ligne qui limite au nord les côtes d'Arrou limite aussi, mais vers le sud, les côtes d'Arrès inscrites dans le cadastre de Bagnères sous le nom de *Pales de l'Artigon*. Ces côtes d'Arrès appartiennent au village de ce nom. Leurs autres limites sont : à l'est, la frontière jusqu'au pic d'Arrès ou Turon de la Barro de la Pénio (repère 351); à l'ouest, la succession des bornes suivantes sur la ligne entre L et S, désignée dans les articles précédents.

Borne P. Au point où confinent Arrou et Arrès.

Borne Q. A cent trente-deux mètres de la précédente, à côté d'une roche, à huit cents mètres de la cabane du Campsaure.

Croix R. Gravée sur la face verticale d'un rocher entre deux ravines, et à quatre cent vingt-cinq mètres de la dernière borne. Cette croix à deux branches transversales est une exception au mode adopté dans la présente démarcation.

Borne S. A sept cent quatre-vingt-quinze mètres de la croix R, au lieu dit *la Barro de la Pénio*, sur l'arête qui descend du pic d'Arrès.

Au nord enfin, cette même arête entre les bornes S et 351.

Art. 6. La Coume d'Arrès appartenant à Bosost, que le cadastre de Bagnères comprend dans le quartier qu'il désigne sous le nom de *la Palo Barrado*, a pour limites : au sud, l'arête qui, partant du pic d'Arrès, descend vers l'ouest à la borne S et arrive à la :

Borne T. A quatre cent cinquante-trois mètres de S, au milieu de plusieurs petits rochers, en un lieu appelé *Pala del Bédoutché*.

A l'est et au nord, la ligne internationale, entre les repères 351 du pic d'Arrès et 356 du Clot de Baréges.

Enfin, entre les bornes 356 et T, une ligne brisée qui ferme le périmètre et qui a été tracée comme ci-après :

Borne A. Au lieu dit *le Sarrat de la Coume d'Arrès*, à côté d'une ancienne croix gravée dans le roc et à quatre cent quarante mètres du repère 356.

Borne B. Sur une petite éminence au lieu nommé par les Aranais *Clot de la Coume d'Arrès*, à cent cinquante-huit mètres de la borne A.

Borne T. A deux cent vingt-deux mètres de la précédente.

La Coume d'Arrès appartient à la municipalité aranaise de Bosost ; mais les troupeaux du village espagnol d'Arrès et de la commune française de Bagnères-de-Luchon y jouissent de la compascuité avec ceux de Bosost.

Art. 7. A l'ouest de la Coume d'Arrès, dont il est séparé par la ligne brisée signalée dans l'article précédent par les repères 356, A, B et T, s'étend au sud-ouest du Clot de Baréges le quartier de la Fontaine des Berns, qui appartient à Bagnères-de-Luchon, et qui a pour limites : au nord, la ligne comprise entre les bornes A et 356, et la portion de frontière allant du n° 356 au n° 357 ; à l'est, la ligne qui va de la borne

A à la borne T ; au sud et à l'ouest, la ligne qui ferme le périmètre et qui est déterminée par les bornes suivantes :

Borne T. Sur l'arête partant du pic d'Arrès, comme il a déjà été dit.

Borne U. A trois cent quatre-vingt-deux mètres en descendant par la même arête, et en un lieu que les Aranais appellent *Paleta den Berns*.

Borne V. A deux cents mètres en avant, au delà du ruisseau des Berns, dans la partie inférieure du contre-fort qui descend du Plan de la Serre, et à côté d'un rocher où est gravé un ancien signal.

Borne X. A deux cent douze mètres, en remontant le même contre-fort, dans un lieu appelé par les Espagnols *Louçera*, près d'une roche où se trouve également un ancien repère.

Borne Y. A sept cent trente-cinq mètres de la précédente, en continuant à remonter les pentes du contre-fort, et à deux cent soixante et dix mètres de la borne internationale du Plan de la Serre (n° 357).

L'usage des herbes et des eaux de ce quartier est commun aux troupeaux de Bagnères-de-Luchon et de Bostos.

Art. 8. Les habitants d'Aran qui ont besoin de s'approvisionner à Vénasque d'aliments et autres objets nécessaires à la vie, n'ayant que des communications très-difficiles avec cette ville par le versant oriental du contre-fort qui sépare leur vallée de celle de Luchon, auront, pour ce motif, la faculté d'user librement, sans être soumis à aucun droit fiscal, du chemin qui traverse le territoire français entre le pas de la Montjoye et l'entrée du Sarraat de Carabidos (repère international 334, pour gagner ensuite le col de la Picade, par lequel on pénètre dans la vallée de Vénasque.

Les Aranais auront la même franchise pour approvisionner leurs pasteurs et leurs troupeaux dans les pâturages qu'ils possèdent sur le versant français, et quand ils traverseront ces pâturages pour aller d'un point à l'autre du territoire espagnol.

Art. 9. Le chemin de Tartéraou, ou del Tarteras, qui entre en France au lieu dit Roquefouquère (repère 364), et qui revient en Espagne à environ trois cents mètres au delà de l'Escalette de Roquefouquère (repère 365), d'où il continue du côté d'Aran jusqu'au Portillon (repère 366), est d'un usage libre et exempt de tout droit fiscal pour les habitants des communes de Saint-Mamet et de Bosost, en tout ce qui concerne la jouissance et l'exploitation des pâturages et des bois.

Art. 10. Les troupeaux de Saint-Mamet ne pouvant aller de leurs pâturages dans ceux de Montauban par le territoire français, qui est inaccessible dans cette partie, les pasteurs ont la faculté de les y conduire en franchise de droits, à l'aller et au retour, à travers le territoire de Bosost, en passant la frontière, du côté de Saint-Mamet, entre les repères 375 et 376, et, du côté de Montauban, entre les n° 378 et 379.

Relations entre les frontaliers respectifs, à partir des communes limitrophes et contiguës de Montauban et de Bosost jusqu'au Val d'Andorre.

Art. 1^{er}. Les troupeaux de Montauban et ceux de Bosost peuvent s'abreuver dans les amas d'eaux pluviales qui se forment au sommet de la montagne, près des repères 377 et 378.

Art. 2. Il n'est rien changé quant à l'usage du chemin qui entre du territoire de Bosost dans celui de Juzet par le col de Panèché (repère 382) et qui revient en Espagne par le col de Séou-Blanco (repère 384), après avoir contourné la montagne d'Estivera.

Art. 3. Les mares d'eau qui se forment de l'un et de l'autre côté de la frontière, sur la limite des territoires de Gouaux-de-Luchon et de Bausen, près des cols de Bacanelle et de Cigaléra (repères 397 et 404), sont d'un usage commun aux troupeaux des deux villages.

Les troupeaux de Bausen ont la faculté, pour se rendre de l'un de leurs pâturages à l'autre, de passer en franchise sur le territoire de Gouaux-de-Luchon, le long de la frontière, sans s'en écarter plus que de besoin, en traversant la crête entre les repères 399 et 400, et au col de Cigaléra (n° 404). Bausen devra avertir le maire de Gouaux huit jours d'avance, afin qu'il puisse faire surveiller le passage.

Les têtes de bétail de Bausen qui s'égareront accidentellement sur le territoire de Gouaux, jusqu'à cent mètres de la frontière, entre le sommet du cap Escanaouas et le Tuc de Basigné (repères 402 et 406) peuvent être repoussées sur leur territoire, mais elles ne sont passibles ni de saisie ni d'amende, à moins qu'elles n'y aient été introduites par leurs pasteurs.

Art. 4. Les habitants de Fos peuvent user en franchise du chemin qui entre en Espagne sur le territoire de Canéjan par la Coma Grana, et passe par la Toua de Escapras pour revenir en France par le Plan de Losas.

Les habitants de Canéjan ont également la faculté d'user en franchise du chemin qui entre dans le territoire de Fos, près de la croix internationale 415 et retourne en Espagne par le col de Portéla, n° 416.

Art. 5. Le terrain de Bidaoubous, indivis entre les communes de Fos et de Bausen, étant limité au nord par le ruisseau du Terme et à l'est par la Garonne, il a suffi de signaler par des repères les lignes qui le circonscrivent à l'ouest et au sud.

Ces repères consistent en croix à double branche gravées sur la roche vive, chacune avec une lettre majuscule correspondante, et placées comme il est dit ci-après :

Croix A. Au Mail d'Aegla, situé au-dessous du cap de Touète (borne frontière 407) sur l'arête du contre-fort qui ferme au nord le bassin hydrographique de la vallée d'Arran.

La ligne qui va de cette croix à la naissance du Riou du Terme, au-dessous de la borne internationale 408, limite le Bidaoubous vers l'occident ; celle qui, à partir du même point, le circonscrit du côté du sud, et sur laquelle sont placées les croix, est à peu près parallèle au cours du Terme.

Croix B. A trois cents mètres de la précédente, au Mail d'Évéra ou d'Ervéra.

Croix C. A environ six cents mètres vers l'est, au Mail de Muscadé.

Croix D. A six cent soixante-cinq mètres, au Mail des Trois-Croix, au lieu dit *les Escalles*, au-dessus du sentier qui longe la rive gauche de la Garonne.

Art. 6. Les villages de Sentein et de Bagergué ont l'usage commun du petit bassin fermé dit *Tartéraou*, au-dessous du passage de la Montagnole (repère international 419) et compris entre la frontière et une autre crête inférieure sur le territoire français.

Art. 7. Les villages espagnols de Isil et Alos jouissent en commun avec le village français de Couflens d'un autre petit bassin fermé, semblable à celui de Tartéraou, situé en France au-dessus du port de Salau (repère 422), entre la ligne de faite des Pyrénées et une crête secondaire que franchit, au passage de Crehueta, le chemin qui met en communication la vallée espagnole de la Noguéra Pallarésa avec la vallée française de Salat.

ANNEXE III.

Règlement pour la saisie des bestiaux, conformément à l'article 25 du Traité.

Afin de prévenir les discussions et les désordres auxquels donne lieu depuis longtemps sur la frontière le manque d'entente en ce qui concerne la saisie des bestiaux, et pour suppléer, s'il y a lieu, à l'absence de toute disposition relative au mode de procéder dans le cas où des troupeaux s'introduisent illicitement sur un territoire étranger, les plénipotentiaires des deux États sont convenus d'établir les règles suivantes :

Art. 1^{er}. Indépendamment de la force publique, les gardes assermentés pourront seuls opérer la saisie des bestiaux qui, sortant de l'un des deux pays ou des territoires de facerie, entreront indûment dans les pâturages de l'autre ou resteront la nuit dans ceux de facerie contrairement aux conventions.

Art. 2. Le choix de ces gardes se fera, dans chaque vallée ou village, suivant les coutumes respectives ; et toutes les fois qu'une nomination pareille aura lieu, le maire ou l'alcade du district en fera part aux municipalités frontalières de la nation voisine, afin que les personnes qui auront été choisies soient reconnues dans l'exercice de

leurs fonctions. Ces gardes devront porter une marque distinctive de leur emploi.

Art. 3. L'affirmation sous serment des gardes fera foi devant leurs autorités respectives jusqu'à preuve contraire.

Art. 4. Les propriétaires des troupeaux pris en contravention seront soumis aux peines établies ou à établir, d'un commun accord, par les municipalités frontalières.

Dans le cas où il n'existerait pas de convention, les infracteurs payeront un réal par tête de menu bétail, et dix réaux par tête de bétail, sans que, ni pour l'une ni pour l'autre espèce, il soit tenu compte des petits qui suivent leur mère.

Si l'infraction avait lieu de nuit, la peine serait double, à moins que ce ne fût dans un territoire de facerie et à l'époque où il est permis d'en jouir de jour, auquel cas l'amende sera simple.

Art. 5. Dans chaque troupeau introduit indûment sur des pâturages étrangers, il sera pris une tête de bétail sur dix, quelle qu'en soit l'espèce, pour répondre de l'amende et des frais.

Art. 6. Les animaux saisis seront menés par les gardes au village le plus proche de la vallée sur le territoire de laquelle aura été opérée la saisie, et le maire ou l'alcade de ce village en fera part sans délai à celui de la résidence du maître du troupeau, dans un rapport où il rendra compte des circonstances de la saisie et du nom du pasteur ou du propriétaire du troupeau, afin que ce dernier, dûment averti, se présente en personne ou par fondé de pouvoirs, dans les dix jours qui suivront la saisie.

Art. 7. Si l'infraction est dûment prouvée, le maître du troupeau devra payer, en sus de l'amende établie à l'article 4, les frais occasionnés par la nourriture et la garde des animaux pendant leur détention, ainsi que par les messagers et avis qu'aura nécessités la poursuite.

Les frais de nourriture et de garde seront, pour chaque jour de détention, d'un réal de vellon par tête de menu bétail et de cinq réaux par tête de gros bétail. Il sera alloué aux messagers qui porteront les communications des autorités locales deux réaux par heure de marche tant à l'aller qu'au retour.

S'il y avait lieu d'accorder une rémunération pécuniaire au garde qui aura fait la saisie, elle sera prélevée sur le produit de l'amende, sans rien exiger de plus des transgresseurs.

Art. 8. Si le maître du troupeau ne comparaissait pas avant l'expiration du terme de dix jours, l'autorité procédera, dès le jour suivant, à la vente aux enchères des animaux saisis, afin d'acquitter avec le produit les amendes et les frais. L'excédant, s'il y en a, restera à la disposition du propriétaire pendant un an, et sera, s'il ne le réclame

pas dans ce délai, affecté à la charité publique dans le district municipal où la vente aura été effectuée.

Art. 9. Si la saisie a eu lieu indûment, les animaux détenus seront rendus au propriétaire, et, au cas où il en manquerait quelqu'un, perdu ou mort par suite de mauvais traitements ou de négligence, la valeur en sera restituée.

Le garde qui aura fait indûment une saisie sera tenu de ramener à leurs troupeaux les animaux détenus et de payer les frais de nourriture et de surveillance qu'ils auront occasionnés.

Art. 10. Les dispositions précédentes ne dérogent à aucune des conventions qui pourraient exister à ce sujet entre les municipalités frontalières, et ne s'opposent pas à la conclusion de nouveaux contrats qui modifieraient les stipulations de la présente annexe; mais il est entendu que, dans tous les cas, les saisies ne pourront être faites que par des gardes assermentés, et que, conformément à l'article 23 du Traité, tout nouvel accord devra être limité à un temps déterminé, qui ne pourra dépasser cinq ans, et qu'il devra être soumis préalablement à l'approbation des autorités civiles supérieures du département et de la province respectifs.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Madrid, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bayonne, le vingt-septième jour du mois de février de l'an 1863.

(L. S.) *Signé* : Victor LOBSTEIN.

(L. S.) *Signé* : Général CALLIER.

(L. S.) *Signé* : Francisco-Maria MARIN.

(L. S.) *Signé* : Manuel MONTEVERDE.

**Convention additionnelle de poste conclue le 9 mai 1863
entre la France et la Bavière.**

Art. 1^{er}. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant des valeurs-papiers payables au porteur, qui sera expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Bavière, soit de la Bavière pour la France ou l'Algérie, pourra obtenir, jusqu'à concurrence de 2 000 fr., le remboursement de ces valeurs, en cas de perte ou de spoliation prévue par l'article 6 ci-après, en faisant la déclaration du montant desdites valeurs et en payant d'avance, indépendamment des taxes et droits fixés par les articles 4, 5, et 7 de la convention du 19 mars 1858, savoir :

1^o Un droit proportionnel de 30 c. par chaque 100 fr. ou fraction de 100 fr., si la lettre est mise à la poste dans un bureau français ;

2° Un droit proportionnel de 9 kreutzers pour chaque 100 fr. ou fraction de 100 fr., si la lettre est mise à la poste dans un bureau bava-rois.

Art. 2. Le produit résultant des droits qui seront perçus en vertu de l'article précédent sera partagé par moitié entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Bavière.

Art. 3. Les lettres pour lesquelles les envoyeurs réclameront le bénéfice des dispositions de l'article 1^{er} précédent ne devront pas dépasser le poids de 250 grammes.

Art. 4. La déclaration du montant des valeurs contenues dans une lettre devra être faite par l'expéditeur du côté de la suscription de l'enveloppe, à l'angle gauche supérieur, et sans rature ni surcharge, même approuvée.

Cette déclaration énoncera, en langue française, en francs et en centimes, et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées sans autre indication.

Le montant des valeurs déclarées pour une seule lettre ne devra pas excéder 2 000.

Art. 5. Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieures aux valeurs réellement insérées dans une lettre sera puni conformément à la législation intérieure du pays où la lettre aura été remise à la poste.

Art. 6. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire français, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'Administration des postes de France, d'après la législation française, soit sur le territoire allemand, dans des conditions entraînant responsabilité pour les administrations faisant partie de l'Association postale allemande, d'après la convention conclue entre lesdites administrations le 18 août 1860, l'administration responsable payera ou fera payer à l'expéditeur, et, à son défaut, au destinataire, dans un délai de deux mois à dater du jour de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle le droit prévu en l'article 1^{er} aura été acquitté; mais il est entendu que la réclamation ne sera admise que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi de ladite lettre; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Art. 7. L'administration qui opérera le remboursement du montant des valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée à tous les droits du propriétaire.

A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues, et subroger à tous ses droits ladite administration.

Art. 8. Les deux administrations des postes de France et de Bavière

cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire ou son fondé de pouvoirs aura donné reçu.

Art. 9. La perte d'une lettre chargée contenant des valeurs non déclarées continuera à n'entraîner, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de 50 fr., conformément à l'article 9 de la convention du 19 mars 1858.

Art. 10. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant ou non des valeurs déclarées, et expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Bavière, soit de la Bavière pour la France ou l'Algérie, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de 20 c. si la lettre est mise à la poste dans un bureau français, et une taxe uniforme de 6 kreutzers si la lettre est mise à la poste dans un bureau bavarois.

Art. 11. Le produit des taxes à percevoir, en vertu de l'article 10 précédent, pour l'affranchissement des avis de réception des lettres chargées, sera partagé par moitié entre l'administration des postes du pays d'origine et l'administration des postes du pays de destination des lettres auxquelles ces avis se rapporteront.

Art. 12. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Bavière désigneront d'un commun accord les bureaux par lesquels pourra avoir lieu l'échange des lettres contenant des valeurs déclarées, et arrêteront les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Convention additionnelle au Traité de commerce et à la Convention de navigation du 1^{er} mai 1861, conclue entre la France et la Belgique, le 12 mai 1863, ratifiée le 25 juin.

Convention additionnelle.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des Belges, ayant jugé utile de compléter par de nouvelles stipulations le Traité de commerce et la Convention de navigation signés, le 1^{er} mai 1861, entre la France et la Belgique, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention additionnelle à ces deux arrangements, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Joseph-Alphonse-Paul, baron de Malaret, officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'or-

dre des Guelphes et de Henri-le-Lion de Brunswick, commandeur de nombre extraordinaire de l'ordre de Charles III d'Espagne, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Charles Rogier, grand officier de l'ordre de Léopold, décoré de la Croix-de-Fer, grand cordon de l'ordre de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de la Branche-Ernestine de la Maison de Saxe, grand-croix de l'Étoile-Polaire, grand cordon de l'ordre des saints Maurice et Lazare, grand-croix de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa Viçosa, membre de la Chambre des Représentants, son ministre des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. A partir du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général.

1° Le droit de tonnage perçu dans les ports belges cessera d'être perçu ;

2° Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut, en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits :

De vingt pour cent pour les navires à voiles ;

De vingt-cinq pour cent pour les navires remorqués ;

De trente pour cent pour les navires à vapeur ;

3° Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Angers sera dégrevé dans son ensemble.

Art. 2. Les sels bruts d'origine française seront admis en Belgique en franchise de droits d'entrée par les voies navigables.

Le Gouvernement belge se réserve de désigner les bureaux d'importation et d'en limiter le nombre. La vérification de la marchandise se fera au lieu de destination, s'il y existe un bureau de déchargement ouvert à cette fin.

L'administration belge ayant la faculté de soumettre les bateaux à la formalité du plombage et même de les faire convoier.

Art. 3. Les articles d'origine ou de manufacture française énumérés dans le tableau B annexé à la présente Convention, et importés directement par terre ou par mer sous pavillon belge ou français, seront admis en Belgique aux droits fixés par ledit tarif, centimes additionnels compris.

Art. 4. A l'entrée en Belgique des tissus de laine purs ou mélangés, de fabrication française, autres que les châles et écharpes de cachemire des Indes, l'importateur aura la faculté de payer, au lieu des droits *ad valorem*, stipulés par le Traité du 1^{er} mai 1861, le droit de deux cent soixante francs par cent kilogrammes.

L'importateur devra faire connaître son opinion entre les droits *ad*

valorem et le droit spécifique, au moment même de sa déclaration en douane.

Art. 5. Les articles d'origine ou de manufacture belge énumérés dans le tableau A annexé à la présente Convention, et importés directement par terre ou par mer sous pavillon français ou belge, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif, décimes compris.

Art. 6. Les toiles dites *ardoisées*, importées de Belgique en France et conformes aux types qui seront établis d'un commun accord entre les deux Gouvernements, seront admises aux droits fixés par le Traité du 1^{er} mai 1861 pour les toiles écruës.

Art. 7. Prenant en considération les propositions faites par la Belgique pour régler d'un commun accord la capitalisation du péage de l'Escaut, la France consentira à contribuer à cette capitalisation sous les conditions suivantes :

a. Le capital n'excéderait pas une somme de trente-six millions de francs.

b. La Belgique prendrait à sa charge le tiers de ce capital.

c. Le reste sera réparti entre les autres États dans la proportion de leur navigation dans l'Escaut.

d. La quote-part de la France devant être fixée d'après cette règle ne pourrait s'élever au-dessus d'une somme de un million cinq cent quarante-deux mille sept cent vingt francs.

e. Le paiement de ladite quote-part serait effectué en cinq annuités qui comprendront le capital et les intérêts à quatre pour cent des parties du capital non échues. Le Gouvernement français se réserve toutefois d'opérer l'extinction anticipée de sa quote-part.

Les conditions ci-dessus énoncées pour la capitalisation du péage de l'Escaut seront insérées dans un Traité général qui sera conclu entre tous les États maritimes intéressés, dans une conférence à laquelle la France se fera représenter.

Art. 8. Les paragraphes 4 et 5 de l'article 15 de la Convention de navigation du 1^{er} mai 1861, entre la France et la Belgique, seront remplacés par les dispositions suivantes :

Les marins déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, qui, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent ou les renverront dans leur pays sur un navire de la même ou de toute autre nation, ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique, à la réquisition et aux frais des agents précités, qui devront, à cet effet, s'adresser aux autorités compétentes.

Si, dans les deux mois à compter du jour de leur arrestation, les marins déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou s'ils n'étaient pas bien rapatriés par la voie de mer ou de terre, ou enfin si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation aura été opérée, lesdits marins déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Art. 9. La présente Convention additionnelle aura la même force et la même durée que le Traité de commerce et la Convention de navigation conclus entre les Hautes Parties contractantes le 1^{er} mai 1861.

Les ratifications en seront échangées dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double et signé à Bruxelles, le douzième jour du mois de mai 1863.

(L. S.) Signé : MALARET.

(L. S.) Signé : CHARLES ROGIER.

Tableau A.

Annexé à la Convention additionnelle, signée le 12 mai 1863, entre la France et la Belgique.

DROITS A L'ENTRÉE EN FRANCE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Or en feuilles.	Le kilogr.	25 fr.
Argent en feuilles	Id.	20
Peaux préparées :		
Vernies, teintes ou maroquinées.	Les 100 k	80
de mouton, teintes.	Id.	45
autres de toute espèce.	Id.	10
Gants.	La valeur.	5 p. 1
Chapeaux de paille.	Les 100 kil.	10 r
Fromages de pâte dure.	Id.	4
Bois feuillards.	»	Exempt
Merrains.	Id.	Id.
Cidres.	L'hectolitre.	0 fr. 25 c
Huiles essentielles autres que de roses.	Les 100 kil.	100 fr.
Mules et mulets.	Par tête.	5
Poissons de mer marinés ou à l'huile.	Les 100 kil.	10
Safran.	»	Exempt.
Sumac moulu.	»	Id.
Pâtes d'Italie.	Les 100 kil.	3 fr.
Fruits secs ou tapés.	Id.	8
Viande fraîche.	»	Exempte

Tableau B.

*Annexé à la Convention additionnelle conclue, le 12 mai 1863,
entre la France et la Belgique.*

DROITS A L'ENTRÉE EN BELGIQUE.

DÉNOMINATION DES ARTICLES.	BASE.	TAUX DES DROITS.
Gobeletterie.	La valeur.	10 p. 100.
Bouteilles et autres objets en verre à bouteilles. . .	Les 100 kil.	1 fr.
Parchemins.	»	Exempts.
Imagerie.	»	Id.
Conserves alimentaires à l'eau de-vie ou au sucre.	Les 100 kil.	60 fr.
— — — — — autres.	Id.	10
(Le Gouvernement belge se réserve la faculté de taxer séparément le sel contenu dans les conserves alimentaires lorsque la quantité dépasse vingt-cinq pour cent du poids total.)		
Moutarde en graines.	»	Exempte.
Graines oléagineuses.	»	Id.
Tourteaux.	»	Id.
Graisses.	»	Id.
Huiles d'olive pour fabriques.	»	Id.
Huiles d'olive alimentaires.	»	Id.
Jus de réglisse.	Les 100 kil.	10 fr.
Safran.	La valeur.	15 p. 100.
Poisson frais et morue.	Les 100 kil.	4 fr.
Poisson de toute autre espèce (à l'exception des homards, huîtres et autres coquillages).	Id.	1
(Les nouveaux droits sur le poisson seront ap- plicable au 1 ^{er} janvier 1864.)		
Caractères d'imprimerie.	»	Exempts.
Houblon.	»	Id.
Laines peignées ou teintés.	»	Id.
Couleurs préparées à l'huile.	»	Id.
Fruits non spécialement tarifés.	La valeur.	10 p. 100.
Peaux de chevreaux mégies en croûte.	Les 100 kil.	5 fr.
Pelleteries apprêtées.	Id.	30
Levûre.	»	Exempte.
Drogueries.	»	Id.

Sont compris dans cette classe les articles suivants:

Agaric (amadou), aloès, ambre gris, anis étoilé et anis vert, baies de genièvre et baies de laurier, bois pour la médecine, de réglisse, etc., camphre brut ou raffiné, cantharides, cascarilla, cassia fistula, castoreum, civettes, colle de poisson et colle forte, coloquinte, corne de cerf, crème et cristal de tartre, eaux minérales, écorces de citron et d'orange non confites, éponges de toutes sortes, extrait de quinquina, fruits à distiller, gingembre non confit, glaces (eaux congelées), gomme du Sénégal, de la Barbarie et autres, herbes, fleurs, feuilles et écorces médicinales, ipécacuana, jalap, jus de citron et de limon, kermès minéral, kino et autres suc végétaux desséchés, magnésie, manne, marc de raisin, musc, opium, preiss, quinquina jaune et autres, racines médicinales de toute espèce, rhubarbe, salsepareille, sarcocolle, séné, storax et styrax, tartre de vin et tous autres produits assimilés aux drogueries.

**Résultat des délibérations de la Commission internationale
des postes.**

Les Délégués des Administrations des Postes d'Autriche, de Belgique, de Costa-Rica, de Danemark, d'Espagne, des États-Unis, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Prusse, des îles Sandwich, de Suisse et des villes hanséatiques, à la suite des délibérations qui ont eu lieu entre eux, à l'Hôtel des Postes de Paris, du 11 mai au 8 juin 1863, ont adopté¹ dans les séances des 11, 13, 16, 23, 27 et 30 mai, et des 2, 5 et 8 juin 1863, les principes généraux ci-après, comme étant de nature à faciliter les relations de peuple à peuple, par la voie de la poste, et pouvant servir de base aux conventions internationales destinées à régler ces relations.

§ 1^{er}. Les objets dont la transmission de peuple à peuple doit ou peut s'effectuer par la voie de la poste, se divisent en six classes.

1^{re} classe. Lettres ordinaires. — 2^e classe. Lettres chargées sans déclaration de valeurs. — 3^e classe. Lettres chargées contenant des valeurs déclarées. — 4^e classe. Épreuves corrigées, papiers d'affaires et autres manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle. — 5^e classe. Échantillons de marchandises (y compris ceux de grains ou graines) d'un poids limité et n'ayant par eux-mêmes aucune valeur marchande. — 6^e classe. Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés, papiers de musique, gravures, lithographies, photographies, dessins, cartes et plans.

§ 2. Il y a lieu d'accorder aux expéditeurs la faculté de payer d'avance jusqu'à destination ou de laisser à la charge des destinataires le port entier des lettres ordinaires, toutes les fois que cela est possible ; mais, en cas d'affranchissement facultatif, les lettres non affranchies doivent être frappées d'une surtaxe modérée.

§ 3. Les lettres insuffisamment affranchies, au moyen de timbres-poste vendus par l'Administration des postes du pays d'origine, doivent être taxées comme non affranchies, sauf déduction du prix desdits timbres.

§ 4. Les lettres chargées avec ou sans déclaration de valeur, doivent toujours être affranchies jusqu'à destination.

§ 5. Pour être admis à jouir du bénéfice d'une modération de taxe, les objets sous bande doivent être affranchis.

§ 6. Les correspondances internationales de toute nature, régulièrement affranchies jusqu'à destination, ne doivent, sous aucun prétexte, être frappées d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

1. Les réserves exprimées par divers commissaires, sur certaines questions, sont insérées aux procès-verbaux.

§ 7. La taxation, en raison du poids, des correspondances échangées entre deux États doit être opérée de part et d'autre d'après le même étalon de poids.

§ 8. Le système métrique décimal étant de tous les systèmes de poids celui qui satisfait le mieux aux exigences du service des postes, il y a lieu de l'adopter pour les relations de poste internationales, à l'exclusion de tout autre système.

§ 9. La taxe applicable aux lettres internationales, en raison de leur poids, doit être perçue, pour chaque lettre, sur le pied d'un port simple par quinze grammes ou fraction de quinze grammes.

§ 10. La taxe applicable aux épreuves corrigées, aux documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, aux échantillons de marchandises sous bande, doit être perçue d'après le poids de chaque paquet portant une adresse particulière à raison d'un port simple par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

§ 11. Les bases d'après lesquelles doit être établie la taxe applicable aux objets sous bandes, formant la sixième classe des objets dénommés au premier paragraphe précédent, ne peuvent être fixées d'une manière satisfaisante que par des conventions spéciales en harmonie avec les besoins particuliers de chacune des parties contractantes.

§ 12. La taxe des lettres doit être établie d'après le poids constaté par le bureau d'origine, à moins d'erreur manifeste.

§ 13. Les lettres chargées, sans déclaration de valeurs, doivent supporter, en sus de la taxe applicable aux lettres ordinaires affranchies du même poids, un droit fixe modéré.

§ 14. Les lettres chargées contenant des valeurs déclarées doivent supporter, en sus de la taxe et du droit fixe applicable aux lettres chargées sans déclaration de valeur, du même poids, un droit proportionnel basé sur le montant des valeurs déclarées.

§ 15. En cas de perte d'un chargement sans déclaration de valeurs, et de perte ou de spoliation d'un chargement contenant des valeurs déclarées, chaque office doit être rendu responsable des faits accomplis sur son territoire et dans le service par lequel il a perçu une prime d'assurance à son profit. Il y a lieu d'allouer à la personne qui a expédié le chargement 50 fr. par chaque chargement, sans déclaration de valeurs, perdu; et la somme déclarée pour chaque chargement, contenant des valeurs déclarées, perdu ou spolié.

§ 16. Les taxes applicables aux correspondances échangées entre deux États, par différentes voies, doivent être les mêmes pour chaque nature de correspondances, sans égard pour la voie employée, lorsque les prix de port, revenant aux offres intermédiaires, rendent cette combinaison praticable.

§ 17. Les correspondances doivent être dirigées conformément aux vœux des expéditeurs, toutes les fois que ce vœu est exprimé, soit par une indication portée sur l'adresse, soit par la taxe d'affranchissement acquittée, lorsqu'il s'agit de correspondances affranchies et qu'il existe une taxe spéciale pour chaque voie. A défaut d'indications de cette nature, l'office expéditeur est libre de choisir la voie qui lui paraît la plus avantageuse dans l'intérêt du public.

§ 18. Les lettres livrées comme non affranchies par une administration à une autre administration, pour un pays à l'égard duquel l'affranchissement est obligatoire, doivent être renvoyées à l'office expéditeur comme mal dirigées.

§ 19. Les objets sous bande admis au bénéfice d'une modération de taxe moyennant affranchissement obligatoire doivent, en cas d'affranchissement insuffisant, être dirigés sur leur destination grevés d'une surtaxe convenable.

Quant aux objets de même nature non affranchis, ils doivent être mis au rebut.

§ 20. Les comptes d'échange ne peuvent être supprimés, d'une manière générale, pour les correspondances internationales; mais ils doivent être simplifiés le plus possible. A cet effet, il importe que les bureaux d'échange ne soient tenus de fournir des accusés de réception pour les dépêches qu'ils reçoivent, qu'autant que la vérification des feuilles d'avis accompagnant ces dépêches donne lieu de relever des erreurs imputables aux bureaux expéditeurs.

§ 21. Le décompte des taxes ou droits dont deux offices ont à tenir réciproquement compte pour les correspondances qu'ils échangent entre eux, tant à découvert qu'en dépêches closes, doit, autant que possible, être établi à la pièce pour les correspondances échangées à découvert, et d'après le poids net des correspondances pour celles transportées en dépêches closes.

§ 22. Les correspondances réexpédiées, par suite du changement de résidence des destinataires, ne doivent pas, à raison de cette réexpédition, être soumises à une taxe supplémentaire en faveur des offices qui ont déjà perçu une taxe à leur profit sur lesdites correspondances.

§ 23. Les lettres chargées, adressées à des destinataires partis pour un pays étranger qui n'a aucune part dans les taxes payées par les expéditeurs, doivent être dirigées sur la nouvelle résidence des destinataires, grevées d'une taxe additionnelle et d'un droit de chargement supplémentaire à la charge des destinataires.

§ 24. Les correspondances internationales tombées au rebut doivent être rendues, sans frais, à l'Office expéditeur.

§ 25. Une taxe élevée sur le transit de la correspondance étant un obstacle invincible à l'établissement d'un système international de

correspondance à des conditions avantageuses dans l'intérêt public, la taxe de transit, pour chaque pays, ne doit jamais être supérieure à la moitié du port interne du pays traversé; et, pour les pays dont le territoire est peu étendu, cette taxe de transit doit être moindre encore.

§ 26. Le prix des transports par mer à réclamer d'un autre État ne doit, dans aucun cas, être supérieur à la taxe dont sont frappées les correspondances à destination du pays par les navires duquel le transport est effectué.

§ 27. Il est désirable que les administrations qui ont entre elles des comptes, servent d'intermédiaires pour l'envoi des sommes d'argent, d'un pays à un autre, au moyen de mandats de poste internationaux, lorsque cela peut avoir lieu sans créer des complications hors de toute proportion avec les avantages que procurerait l'adoption de cette mesure.

§ 28. En cas de non paiement de solde résultant de la balance de chaque compte international, dans le délai fixé par la convention aux termes de laquelle le compte a été établi, le montant de ce solde doit être productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai.

Ces intérêts doivent être calculés d'après des bases à fixer par des conventions.

§ 29. Il y a lieu de comprendre, dans une même zone, dans le rapport des taxes postales, le plus grand nombre de pays possible.

§ 30. Il est convenable d'accorder à chaque administration de poste un transport libre pour ses communications officielles avec d'autres administrations de poste.

§ 31. Il y a lieu de créer une catégorie de lettres dites *urgentes*, à remettre à domicile par exprès, moyennant paiement d'une taxe supplémentaire.

Fait en l'Hôtel des Postes, à Paris, et signé le 9 juin 1863.

Pour l'Autriche :	LOEWENTHAL.
Pour la Belgique :	FASSIAUX, THINISTER.
Pour le Costa-Rica :	LAFOND.
Pour le Danemark :	EM. SICK.
Pour l'Espagne :	LE COMTE DE NAVA DE TAJO.
Pour les États-Unis :	JOHN A. KASSON.
Pour la France :	ED. VANDAL, E. MAURIN.
Pour la Grande-Bretagne :	FRÉDÉRIC HILL.
Pour l'Italie :	GIUS, PAGNI.
Pour les Pays-Bas :	HOFSTEDE.
Pour le Portugal :	D'ANTAS.
Pour la Prusse :	METZNER.
Pour les îles Sandwich :	JOHN BOWRING.
Pour la Suisse :	JEANRENAUD.
Pour les villes hanséatiques :	JOHANNES ROESIEG.

C'est à la demande du gouvernement de Washington qu'une commission internationale, composée des représentants de plusieurs États, s'est réunie à Paris à l'effet d'y discuter les mesures les plus propres à faciliter les relations postales entre l'Amérique et l'Ancien Monde, et de poser les bases des conventions spéciales, qui devront être plus tard négociées individuellement par les voies diplomatiques ordinaires.

Avant de se séparer, les membres de la Commission ont consigné dans le protocole ci-dessus les résultats de la Conférence.

Protocoles des séances de la Conférence pour le rachat du péage de l'Escaut.

PROTOCOLE N° 1.

Séance du 15 juillet 1863.

Présents: MM. les Représentants de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, du Chili, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, du Hanovre, de l'Italie, de l'Oldenbourg, du Pérou, du Portugal, de la Prusse, de la Russie, de la Suède et de la Norwége, de la Turquie, des villes libres et hanséatiques de Lubeck, Brème et Hambourg.

Messieurs les Plénipotentiaires des États ci-dessus dénommés se sont réunis aujourd'hui à l'hôtel des Affaires Étrangères.

M. le Représentant de la Turquie prend la parole :

« Messieurs, réunis en vertu des pleins pouvoirs de nos Gouvernements pour constituer une Conférence appelée à accomplir une œuvre de progrès, notre premier devoir est de procéder à la nomination du Président de cette assemblée. Me prévalant de l'honneur que vous avez bien voulu me faire de me permettre de prendre la parole à cette occasion, je vous propose, Messieurs, de vous joindre à moi pour prier Son Excellence Monsieur Rogier d'accepter cette présidence, autant en considération de ses fonctions de Ministre des Affaires Étrangères de S. M. l'Auguste et Illustre Souverain dans la capitale duquel la Conférence se réunit, qu'à raison des efforts éclairés qu'il a voués au succès de cette œuvre, et des qualités éminentes qui le distinguent, qualités qui, à elles seules, seraient à nos yeux un titre suffisant pour lui décerner cet honneur. »

MM. les Membres de la Conférence adhèrent unanimement à cette proposition, et M. Rogier ayant pris la Présidence, s'exprime en ces termes :

« Je vous remercie, Messieurs, de la courtoisie avec laquelle vous avez bien voulu me confier l'honorable mission de présider à vos délibérations.

« Je tâcherai de me rendre digne de cette marque de confiance par mon zèle et mon impartialité.

« Ma tâche d'ailleurs sera facilitée par le cordial concours que j'ose attendre de tous les membres de la Conférence.

« Je remercie M. le Représentant de la Turquie de l'hommage éclatant qu'il a rendu aux éminentes qualités de mon Auguste Souverain, et je suis très-reconnaissant des paroles si bienveillantes qu'il a dites pour le Ministre des Affaires Étrangères. »

M. Rogier ajoute :

« M. le baron Lambermont, muni des pleins pouvoirs de Sa Majesté pour prendre part aux délibérations de la Conférence, voudra bien se charger, si vous le trouvez bon, de la rédaction des protocoles de nos séances.

« Il serait aidé dans ce travail par M. Léopold Orban, premier secrétaire de légation, attaché au Ministère des Affaires Étrangères. »

La proposition est approuvée. M. Léopold Orban est introduit.

MM. les Plénipotentiaires présentent leurs pouvoirs qui sont déposés aux actes de la Conférence. — La Conférence étant constituée, M. Rogier prononce les paroles suivantes :

« Le Gouvernement du Roi se félicite de voir les Représentants des divers États maritimes réunis dans cette Conférence pour consacrer solennellement et faire entrer pour toujours dans le domaine des faits accomplis un grand principe en harmonie avec les besoins nouveaux des peuples et les progrès du droit public moderne.

« Je veux parler de la liberté des grandes voies navigables destinées à devenir désormais le bien commun de toutes les nations.

« Après l'affranchissement du Sund en 1857, après l'affranchissement de l'Elbe en 1861, celui de l'Escaut ne pouvait être qu'une question de date.

« La navigation de ce beau fleuve supprimée, à partir de 1648, pendant un siècle et demi, puis devenue libre temporairement, s'est vue assujettie, en 1839, à une taxe qui constituait pour le commerce une entrave sérieuse. Cette taxe imposée à tous les pavillons, la Belgique la prit spontanément à sa charge, et ne cessa pendant vingt-quatre ans de payer une dette qui n'incombait pas à elle seule.

« Cette substitution toute volontaire avait fini par entraîner pour le trésor belge des conséquences très-onéreuses. Il n'était pas juste qu'il continuât d'en supporter seul tout le poids.

« Après avoir obtenu l'adhésion du Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas au principe du rachat du péage par voie de capitalisation, le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges s'adressa aux divers États intéressés, pour obtenir, sur des bases équitables, leur participation à ce rachat.

« Les négociations entamées avec chacun des Gouvernements ont successivement amené, grâce à leur intelligent et libéral concours, des conventions particulières qu'il s'agit aujourd'hui de consacrer dans un traité général.

« Tel est, Messieurs, l'objet de votre mission et le but de cette réunion.

« Permettez-moi de vous remercier cordialement, au nom du Roi, mon Auguste Souverain, du concours qu'a rencontré, auprès des divers États, l'appel du Gouvernement Belge, et de vous exprimer la satisfaction qu'éprouve Sa Majesté de l'heureuse issue de cette négociation qu'elle n'a cessé d'entourer de sa haute sollicitude.

« Animée du désir de faciliter et de hâter ce résultat, la Belgique n'a pas hésité à s'imposer le tiers du prix du rachat, deux tiers seulement restant à répartir entre les autres États, dans la proportion de leur navigation sur l'Escaut.

« En outre, afin d'assurer la liberté complète du fleuve, la Belgique a fait le sacrifice des droits de tonnage qu'elle recevait pour son propre compte. De plus, elle a réduit, de concert avec les Pays-Bas, les droits de pilotage, de manière qu'ils ne soient plus en quelque sorte que la compensation des frais nécessités par le service. Enfin, la ville d'Anvers a renoncé à une partie des taxes qu'elle est autorisée à percevoir pour l'entretien de ses quais et de ses bassins.

« De leur côté, les Pays-Bas renoncent à jamais au péage sur la navigation de l'Escaut, et s'engagent à ne le rétablir sous aucune forme.

« La Belgique et les Pays-Bas déclarent qu'il n'est porté aucune atteinte aux stipulations du traité de 1839, qui concernent le régime de la navigation de l'Escaut.

« C'est sur ces bases libérales, Messieurs, que repose le traité soumis à vos délibérations et à votre haute sanction.

« Puisse cet acte international être le point de départ et le signal de nouveaux progrès dans la voie des réformes économiques ; puisse le commerce du monde en ressentir les heureux effets ; puisse-t-il contribuer à rendre de plus en plus intimes et fécondes nos relations réciproques, et constituer un nouveau gage d'alliance pacifique entre les peuples, aussi bien qu'entre les Gouvernements. »

Ces paroles reçoivent l'assentiment unanime de MM. les Plénipotentiaires.

M. Rogier continue :

« Dans le but de faciliter les délibérations de la Conférence, le Gouvernement du Roi avait communiqué un avant-projet de traité général aux États intéressés. Ce projet a donné lieu, de la part de quelques Gouvernements, à deux observations principales, relatives l'une aux obligations de la Belgique, l'autre à celles des Pays-Bas.

« On a demandé au Gouvernement du Roi d'insérer dans le traité général l'article de nos traités spéciaux, qui stipule la suppression ou la réduction des taxes maritimes perçues dans nos ports. Nous avons déféré à ce vœu, ainsi que vous pouvez en juger d'après le projet de traité général placé sous vos yeux.

« Quant au Cabinet de la Haye, j'ai lieu de croire qu'il est, de son côté, animé des meilleures dispositions, et que M. le Ministre des Pays-Bas, si la Conférence en exprimait le désir, serait prêt à fournir des explications de nature à la satisfaire. »

La Conférence décide que M. le Ministre des Pays-Bas sera invité à vouloir bien assister à la séance de ce jour.

M. le baron Gericke d'Herwynen, ayant accepté cette invitation, prend place dans la Conférence et s'exprime ainsi :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'ai l'honneur de déposer entre les mains de Votre Excellence les lettres royales m'autorisant à venir dans cette assemblée faire, au nom du Roi, mon Auguste Souverain, une déclaration relative aux conséquences qui, de la part des Pays-Bas, résulteront du péage de l'Escaut, pour chacune des Puissances intéressées.

« Le Roi, Messieurs, a volontiers déféré au vœu manifesté par plusieurs des Gouvernements qui se trouvent ici représentés. En déclarant la pensée dans laquelle les négociations pour le rachat du péage ont, du côté des Pays-Bas, été poursuivies et heureusement accomplies, le Roi se félicite surtout de pouvoir être agréable à des Souverains et à des Gouvernements amis et alliés. »

M. le Ministre des Pays-Bas donne ensuite lecture de la déclaration suivante :

« Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire « de S. M. le Roi des Pays-Bas, déclare, en vertu des pouvoirs spéciaux « qui lui ont été délivrés, que la suppression du péage de l'Escaut, « consentie par son Auguste Souverain, dans le traité du 12 mai, s'ap- « plique à tous les pavillons; que ce péage ne pourra être rétabli sous « une forme quelconque et que cette suppression ne portera aucune « atteinte aux autres dispositions du traité du 19 avril 1839.

« Bruxelles, le 15 juillet 1863.

« BARON GERIQUE D'HERWYNEN. »

M. le Ministre des Pays-Bas dépose cette déclaration, ainsi que les lettres royales qui constituent ses pleins pouvoirs.

M. le baron Lambermont propose de constater la remise de la déclaration par un protocole spécial qui serait signé par le Ministre des Pays-Bas et par tous les Plénipotentiaires et qui serait ensuite annexé au traité général.

M. le baron de Hodenberg, Représentant du Hanovre, appuie cette proposition, qui aura pour effet de constater en même temps l'acceptation de la déclaration par la Conférence.

Il est donné lecture d'un projet de protocole rédigé à cet effet.

M. le baron de Malaret, Plénipotentiaire de la France, demande si le traité de 1839 contient toutes les stipulations qui concernent la navigation de l'Escaut. Il semble que des dispositions relatives au même objet ont été également insérées dans le traité de 1842.

M. le baron Lambermont fait remarquer que la question des garanties à stipuler pour la navigation de l'Escaut, a déjà été examinée par la Conférence réunie à Londres en 1839. On arrêta les bases qui peuvent être regardées comme essentielles : telles sont les clauses du traité de 1839, qui imposent au Gouvernement belge et au Gouvernement néerlandais l'obligation de conserver les passes navigables du fleuve et de ses embouchures, d'y placer et entretenir les balises et boués nécessaires; de n'assujettir les navires à aucune visite, ni à aucun retard ni entrave quelconque dans les rades hollandaises, etc. Quant aux mesures d'exécution, on décida qu'elles seraient réglées par des commissaires. C'est ainsi qu'ont été préparés les actes réglementaires postérieurs au traité de 1839, actes qui, par leur objet même et dans l'intérêt du commerce, ne peuvent avoir de caractère immuable.

M. le Représentant de la France répond qu'il n'avait pas en vue les règlements, mais seulement le traité conclu le 5 novembre 1842 entre la Belgique et les Pays-Bas. Il désirait surtout s'assurer si, depuis la conclusion du traité de 1839, l'expérience n'a pas fait sentir la nécessité de nouvelles précautions.

M. le baron Lambermont fait un court historique des négociations qui ont conduit à la conclusion du traité du 5 novembre 1842 et des règlements du 20 mai 1843.

M. Rogier fait observer que la Belgique est la première intéressée à la bonne exécution des règlements qui concernent la navigation de l'Escaut.

Le protocole spécial est adopté par la Conférence. Il reçoit la signature de M. le Ministre des Pays-Bas et de MM. les autres Plénipotentiaires.

M. le baron Gericke d'Herwyne, considérant sa mission comme terminée, se retire.

M. Sanford, Représentant des États-Unis, déclaré qu'ayant pris connaissance du projet de traité général sur le péage soumis à la Conférence, il y donne son adhésion. — Après la signature par MM. les Plénipotentiaires présents, il y accédera par un acte spécial avec la Belgique, suivant les usages diplomatiques de son Gouvernement,

et conformément aux antécédents suivis dans les circonstances analogues.

Il est donné lecture du projet de traité général, complété par une disposition empruntée à la déclaration de M. le Ministre des Pays-Bas.

M. le Plénipotentiaire du Hanovre présente quelques observations au sujet de la manière de constater l'existence des pouvoirs de M. le Ministre des Pays-Bas.

M. le baron Lambermont fait remarquer que la déclaration remise par M. le baron Gericke d'Herwynen, mentionne expressément qu'elle est délivrée en vertu de pouvoirs spéciaux ; il ajoute que le protocole de la séance constatera le dépôt de ces pouvoirs, qui resteront annexés aux actes de la Conférence.

Le préambule du traité est adopté.

Il en est de même de l'art. 1^{er} et de l'art. 2.

La Conférence passe à la discussion de l'art. 3.

M. le baron de Hügel, Représentant de l'Autriche, en rapprochant la rédaction du § 2 de l'art. 2, qui porte que le péage de l'Escaut ne pourra être rétabli sous une forme quelconque, du texte de l'art. 3 qui supprime le droit de tonnage en Belgique, demande s'il ne devrait pas être stipulé que ce dernier ne pourra non plus être rétabli sous aucune forme.

M. le baron Lambermont répond que la clause concernant la suppression du droit de tonnage perçu dans les ports belges figure dans la plupart des traités spéciaux récemment conclus par la Belgique ; la rédaction du traité général va même au delà des termes de ces arrangements.

M. le baron de Malaret est d'avis que les Plénipotentiaires ne sont pas liés par la rédaction des arrangements dont il s'agit. Il entre dans les attributions de la Conférence de rechercher et de discuter toutes les stipulations qui seraient reconnues nécessaires ou utiles.

Lord Howard, Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, dit que son Gouvernement a demandé l'insertion dans le traité général de la clause concernant le droit de tonnage, parce que, d'après le traité spécial entre la Grande-Bretagne et la Belgique, cette disposition n'aurait eu qu'une durée limitée.

M. Rogier donne lecture du texte de l'art. 21 du traité du 23 juillet 1862 entre la Belgique et l'Angleterre, qui se borne à stipuler que le droit de tonnage sera supprimé ; le traité général porte, de plus, que ce droit ne pourra être rétabli.

Après quelques explications échangées entre Musurus-Bey, Représentant de la Turquie, M. le baron de Hoderberg et M. le baron de Malaret, l'article est adopté.

Au sujet de l'art. 4, M. Coello de Portugal, Plénipotentiaire de l'Espagne, exprime le désir de savoir s'il est encore des États qui n'ont pas souscrit l'engagement de contribuer à la capitalisation du péage de l'Escaut.

M. le baron Lambermont fait connaître qu'un arrangement n'est pas encore conclu avec la Cour de Rome, qui s'est d'ailleurs montrée favorable au principe du rachat. Les négociations se poursuivent avec le Mecklembourg; on n'est plus séparé que par une différence de chiffre. Le Gouvernement de la République Argentine attend l'approbation de la Législature pour adhérer à nos propositions. Les événements politiques n'ont pas permis de terminer les négociations avec la Grèce.

Les art. 4, 5, 6, 7 et 8 sont adoptés.

M. le Représentant de la France demande à quelle époque aura lieu la mise à exécution des clauses concernant le droit de tonnage, les droits de pilotage et les taxes locales.

M. le baron Lambermont rappelle que d'après l'art. 3 du traité général, ces dispositions sont exécutoires à partir du jour où le péage de l'Escaut cessera d'être perçu. Il donne lecture du procès-verbal de l'échange des ratifications du traité du 12 mai dernier entre la Belgique et les Pays-Bas. Les Cabinets de Bruxelles et de la Haye sont convenus par une disposition insérée dans ce procès-verbal, de fixer au 1^{er} août prochain l'époque de la suppression du péage de l'Escaut.

Sur une observation de M. le Plénipotentiaire de la France, il est décidé que les tarifs des droits de pilotage, réduits ainsi qu'il est stipulé par le traité général, seront communiqués à la Conférence dans sa prochaine séance.

Tous les articles ayant été adoptés, M. Rogier se félicite que les travaux de la Conférence aient marché avec autant de célérité, et il exprime toute sa reconnaissance à MM. les Plénipotentiaires dont le bienveillant concours a permis d'atteindre un résultat aussi prompt et aussi satisfaisant.

MM. les Plénipotentiaires paraphent les articles du traité.

La prochaine réunion aura lieu demain, à 4 heures, pour la signature du traité.

Bruxelles, le 15 juillet 1863.

Signé : baron CH. HUGEL, CH. ROGIER, baron LAMBERMONT, J.-F. do AMARAL, M. CARVALLO, P. BILLE BRAHE, D. COELLO DE PORTUGAL, baron de MALARET, HOWARD DE WALDEN ET SEAFORD, VON HODENBERG, comte de MONTALTO, MANUEL YRIGOYEN, vicomte de SEISAL, SAVIGNY, ORLOFF, ADALBERT MANSBACH, C. MUSURUS, GEFFCKEN.

PROTOCOLE N° II.

Séance du 16 juillet 1863.

Présents : MM. les Représentants de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, du Chili, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, du Hanovre, de l'Italie, de l'Oldenbourg, du Pérou, du Portugal, de la Prusse, de la Russie, de la Suède et de la Norvège, de la Turquie, des villes libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg.

Il est donné lecture du protocole de la séance précédente.

M. le Plénipotentiaire de la France émet l'opinion que la participation de M. le Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à la négociation en conférence d'un traité qu'il se réserve de ne point signer, ne lui paraît pas exactement conforme aux traditions diplomatiques. Il demande en conséquence qu'il soit bien établi que l'intervention de M. le Ministre des États-Unis dans les actes de la Conférence de Bruxelles ne pourra jamais être invoquée comme un précédent en d'autres circonstances.

Le protocole est approuvé.

Le tarif des droits de pilotage réduits conformément aux stipulations du traité général est déposé.

Au moment de procéder à la signature du traité général, M. le Ministre des Affaires Étrangères fait observer que ce traité ayant un caractère exclusivement commercial, doit avoir pour effet de faciliter les relations réciproques des divers États, sans préjudicier en rien, au point de vue politique, à l'attitude respective des Gouvernements entre eux.

MM. les Plénipotentiaires collationnent le traité sur l'instrument paraphé dans la précédente séance, et ils y apposent leur signature.

M. Rogier témoigne à MM. les Plénipotentiaires toute sa gratitude pour la grande bienveillance dont ils ont fait preuve à son égard et pour le cordial concours qu'ils n'ont cessé de lui prêter.

La Conférence vote à l'unanimité des remerciements à M. Rogier.

Le présent protocole est lu et approuvé.

Bruxelles, le 16 juillet 1863.

Ont signé : baron CH. HUGEL, CH. ROGIER, baron LAMBERMONT, J.-F. do AMARAL, M. CARVALLO, P. BILLE BRAHE, D. COELLO DE PORTUGAL, MALARET, HOWARD DE WALDEN ET SEAFORD, VON HODENBERG, comte de MONTALTO, M. YRIGOYEN, vicomte de SEISAL, SAVIGNY, ORLOFF, ADALBERT MANSBACH, C. MUSURUS, GEFFCKEN.

**Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut,
le 16 juillet 1863.**

S. M. le Roi des Belges, S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, S. M. l'Empereur du Brésil, S. E. le Président de la République du Chili, S. M. le Roi de Danemark, S. M. la Reine d'Espagne, S. M. l'Empereur des Français, S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi de Hanovre, S. M. le Roi d'Italie, S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, S. E. le Président de la République du Pérou, S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, S. M. le Roi de Prusse, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, S. M. le Roi de Suède et de Norwège, S. M. l'Empereur des Ottomans et les Sénats des villes libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, également animés du désir de libérer à jamais la navigation de l'Escaut du péage qui la grève, d'assurer la réforme des taxes maritimes perçues en Belgique, et de faciliter par là le développement du commerce et de la navigation de leurs États respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges,

Le sieur Charles Rogier, grand officier de son ordre de Léopold, décoré de la croix de Fer, grand cordon de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de l'Étoile polaire, grand-croix de l'ordre de la Branche Ernestine de la maison de Saxe, grand-croix de l'ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa, grand-croix de l'ordre de l'Aigle Blanc, grand-croix de l'ordre de Charles III, grand-croix de l'ordre de l'Aigle Rouge, son Ministre des affaires étrangères ;

Et le sieur Auguste baron Lambermont, officier de son ordre de Léopold, grand cordon de l'ordre de Saint-Stanislas, grand officier de la Légion d'honneur, chevalier de 1^{re} classe de l'ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne, etc., secrétaire général du Ministère des affaires étrangères.

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême,

Le sieur Charles baron de Hügel, chevalier de l'ordre impérial et royal de la couronne de Fer de première classe, chevalier de l'ordre impérial et royal de Léopold d'Autriche, officier de l'ordre royal de Léopold de Belgique, grand-croix de l'ordre de Saint-Joseph de Toscane, grand cordon de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, sénateur grand-croix de l'ordre Constantin de Saint-George de Parme, chevalier de l'ordre papal du Christ, commandeur de l'ordre royal de Dannebrog de Danemark et de l'ordre royal de Wasa de Suède, chevalier de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, etc., docteur en droit de l'uni-

versité d'Oxford, membre effectif des académies impériales des sciences de Vienne et de Léopoldino Carolina, président de la société impériale d'agriculture de Vienne, membre honoraire et effectif de beaucoup de sociétés savantes, Son Conseiller intime actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi des Belges.

S. M. l'Empereur du Brésil.

Le sieur Joaquim Thomaz do Amaral, commandeur de son ordre impérial de la Rose, commandeur de l'ordre de François I^{er} de Naples, son Ministre résident près S. M. le Roi des Belges.

S. Ex. le Président de la République du Chili,

Don Manuel Carvallo, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi des Belges,

S. M. le Roi de Danemark,

Le sieur François Preben, baron de Bille-Brahe, chevalier de son ordre du Danebrog, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, chevalier des ordres de l'Étoile polaire de Suède et de l'Aigle Rouge de Prusse, Chambellan et Veneur de Sa Cour, Son Ministre résident près S. M. le Roi des Belges.

S. M. la Reine d'Espagne.

Don Diego Coello de Portugal y Quesada, grand cordon de son ordre d'Isabelle la Catholique, commandeur de son ordre de Charles III, grand-cordon de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, grand cordon de l'ordre de Saint-Georges de Parme, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, Député aux Cortès, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi des Belges et près la Confédération suisse.

S. M. l'Empereur des Français,

Le sieur Joseph-Alphonse-Paul baron de Malaret, officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre des Guelphes de Hanovre, grand-croix de l'Ordre de Henri le Lion de Brunswick, commandeur de nombre extraordinaire de l'Ordre de Charles III d'Espagne, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Belges,

S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Charles-Auguste lord Howard de Walden et Seaford, pair du Royaume-Uni, chevalier grand-croix du très-honorable Ordre du Bain, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Belges,

S. M. le roi de Hanovre,

Le sieur Bodo, baron de Hodenberg, décoré de la quatrième classe de l'Ordre des Guelphes de Hanovre, commandeur de l'Ordre du

Lion Néerlandais, ministre résident de S. M. le roi de Hanovre près LL. MM. le roi des Belges et le roi des Pays-Bas.

S. M. le roi d'Italie,

Le sieur Albert Lupi, comte de Montalto, grand cordon de son Ordre des Saints Maurice et Lazare, grand cordon de l'Ordre du Lion Néerlandais, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Belges,

S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg,

Le sieur Geffcken, chevalier de seconde classe avec plaque de l'Ordre de la couronne de Prusse, officier de l'Ordre impérial de la Rose du Brésil, chevalier de la Légion d'honneur, docteur en droit, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Belges,

S. Ex. le Président de la République du Pérou,

Don Manuel Yrigoyen, son chargé d'affaires près le Gouvernement de S. M. le roi des Belges,

S. M. le roi de Portugal et des Algarves,

Le sieur Joseph-Maurice Corrêa Henriques, vicomte de Seisal, membre de son conseil, grand-croix de son Ordre du Christ, commandeur de son Ordre de Notre-Dame de la Conception de Villa-Vieosa, grand-croix de l'Ordre de Léopold de Belgique, grand-croix de l'Ordre du Lion Néerlandais des Pays-Bas, grand-croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare d'Italie, grand-croix des Ordres de Sainte-Anne et de Saint-Stanislas de Russie, grand-croix de l'Ordre de la Couronne de Fer d'Autriche, grand-croix de l'Ordre d'Albert le Valeureux, de Saxe, commandeur de l'Ordre du Danebrog de Danemark, décoré de l'Ordre impérial Ottoman du Nichan-Iftihar de première classe, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Belges et près S. M. le roi des Pays-Bas,

S. M. le roi de Prusse,

Le sieur Charles-Frédéric de Savigny, chevalier de son Ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe avec la plaque, grand-croix de l'Ordre du Lion de Zaehringen de Bade, grand-croix de l'Ordre d'Albert de la Saxe-Royale, grand cordon des Ordres de la branche Ernestine de la Maison de Saxe, d'Anhalt, etc., son chambellan et conseiller privé actuel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Belges,

S. M. l'Empereur de toutes les Russies,

Le prince Nicolas Orlov, chevalier de son Ordre de Saint-Wladimir de troisième classe avec les glaives, chevalier de son Ordre de Sainte-Anne de seconde classe, chevalier de son Ordre de Saint-George de quatrième classe, chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de troisième classe,

chevalier de l'Ordre de la Couronne de Wurtemberg de troisième classe, chevalier de l'Ordre de la Maison de Saxe Ernestine de troisième classe, chevalier de l'Ordre de Léopold d'Autriche de seconde classe, chevalier de l'Ordre de la Couronne de Fer d'Autriche de seconde classe, commandeur de l'Ordre du Faucon Blanc de Saxe-Weimar, son aide de camp général, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. le roi des Belges,

S. M. le roi de Suède et de Norvège,

Le sieur Aldalbert de Mansbach, chevalier de son Ordre de Saint-Olaf de Norvège, chevalier de l'Ordre du Danebiog de Danemark, chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de troisième classe, chevalier de l'Ordre du Mérite Civil du royaume de Saxe, son chambellan, son ministre résident près S. M. le roi des Belges,

S. M. l'Empereur des Ottomans,

Murad s-Bey, fonctionnaire du rang de Bala de son Gouvernement impérial, décoré de l'Ordre impérial de l'Osmanié de la seconde classe, décoré de l'Ordre impérial du Medjidié de la première classe, grand cordon de l'Ordre de Léopold de Belgique, grand cordon de l'Ordre de la Croix du Sud du Brésil, grand-croix de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, grand-croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, grand commandeur de l'Ordre du Sauveur de Grèce, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. le roi des Belges,

Et les Senats des villes libres et hanséatiques de Lubeck, Brème et Hambourg,

Le sieur Geffcken, chevalier de seconde classe avec plique de l'Ordre de la Couronne de Prusse, officier de l'Ordre impérial de la Rose du Brésil, chevalier de la Légion d'honneur, docteur en droit, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire desdites villes près S. M. le roi des Belges,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. — Les hautes parties contractantes prennent acte :

1° Du traité conclu le 12 mai 1863 entre la Belgique et les Pays-Bas, qui restera annexé au présent traité et par lequel S. M. le roi des Pays-Bas renonce à jamais au péage établi sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures par le § 3 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, et S. M. le roi des Belges s'engage à payer le capital de rachat de ce péage, fixé à 17 141 640 florins ;

2° De la déclaration faite au nom de S. M. le roi des Pays-Bas, le 15 juillet 1863, aux plénipotentiaires des hautes parties contractantes et portant que la suppression du péage de l'Escaut consentie par Sa dite Majesté s'applique à tous les pavillons, que ce péage ne pourra

être rétabli sous une forme quelconque et que cette suppression ne portera aucune atteinte aux autres dispositions du traité du 19 avril 1839, déclaration qui sera considérée comme insérée au présent traité, auquel elle restera également annexée.

Art. 2 — S. M. le roi des Belges fait, pour ce qui la concerne, la même déclaration que celle qui est mentionnée au § 2 de l'article précédent.

Art. 3. — S. M. le roi des Belges prend encore envers les autres parties contractantes les engagements suivants, qui deviendront exécutoires à partir du jour où le péage de l'Escaut cessera d'être perçu :

1° le droit de tonnage prélevé dans les ports belges sera supprimé;
2° Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut seront réduits :

De 20 pour 100 pour les navires à voiles;

De 25 pour 100 pour les navires remorqués;

De 30 pour 100 pour les navires à vapeur;

3° Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera dans son ensemble dégrevé.

Il est bien entendu que le droit de tonnage ainsi supprimé ne pourra être rétabli, et que les droits de pilotage et les taxes locales ainsi réduits ne pourront être relevés.

Le tarif des droits de pilotage et celui des taxes locales à Anvers, abaissés comme il est dit ci-dessus, seront inscrits dans les protocoles de la conférence qui a arrêté le présent traité.

Art. 4. — En considération des dispositions qui précèdent, S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, S. M. l'Empereur du Brésil, S. Ex. le Président de la République du Chili, S. M. le Roi de Danemark, S. M. la Reine d'Espagne, S. M. l'Empereur des Français, S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le roi de Hanovre, S. M. le roi d'Italie, S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, S. E. le Président de la République du Pérou, S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, S. M. le Roi de Prusse, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, S. M. le Roi de Suède et de Norvège, S. M. l'Empereur des Ottomans et les Sénats des Villes Libres et Hanseatiques de Lubeck, Brême et Hambourg s'engagent à payer à S. M. le Roi des Belges, pour leurs quotes-parts dans le capital de rachat du péage de l'Escaut, que Sa dite Majesté s'est obligée à compter en entier à S. M. le Roi des Pays-Bas, les sommes indiquées ci-après savoir :

Pour la quote-part de l'Autriche	549 360
— — Brême.....	190 320
— — Brésil.....	1 680
— — Chili.....	13 920

Pour la quote-part du	Danemark.....	1 096 800
—	Espagne.....	431 520
—	France.....	1 542 720
—	Grande-Bretagne.....	8 782 320
—	Hambourg.....	667 680
—	Hanovre.....	948 720
—	Italie.....	487 200
—	Lubeck.....	25 680
—	Norwége.....	1 560 720
—	Oldenbourg.....	121 200
—	Pérou.....	4 320
—	Portugal.....	23 280
—	Prusse.....	1 670 640
—	Russie.....	428 400
—	Suède.....	543 600
—	Turquie.....	4 800

Il est convenu que les hautes parties contractantes ne seront éventuellement responsables que pour la part contributive mise à la charge de chacune d'elles.

Art. 5. — En ce qui regarde le mode, le lieu et l'époque du payement des différentes quotes-parts, les hautes parties contractantes se réfèrent aux arrangements particuliers qui sont ou seront conclus entre chacune d'elles et le Gouvernement belge.

Art. 6. — L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent traité est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des hautes parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 7. — Il est bien entendu que les dispositions de l'art. 3 ne seront obligatoires qu'à l'égard des puissances qui ont pris part ou qui adhéreront au traité de ce jour, S. M. le Roi des Belges se réservant expressément le droit de régler le traitement fiscal et douanier des navires appartenant aux puissances qui sont restées ou resteront en dehors de ce traité.

Art. 8. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles, avant le 1^{er} août 1863, ou aussitôt que possible après ce terme.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bruxelles; le seizième jour du mois de juillet de l'an mil huit cent soixante-trois.

(L. S.) CH. ROGIER.

(L. S.) J. F. DO AMARAL.

(L. S.) B^{on} LAMBERMONT.

(L. S.) M. CARVALLO.

(L. S.) B^{on} DE HÜGEL.

(L. S.) P. BILLE BRAHE.

(L. S.) D. COELLO DE PORTUGAL.

(L. S.) V^{te} DE SEISAL.

(L. S.) MALARET.

(L. S.) SAVIGNY.

(L. S.) HOWARD DE WALDEN ET SEAFORD.

(L. S.) ORLOFF.

(L. S.) VON HODENBERG.

(L. S.) ADALBERT MANSBACH.

(L. S.) C^{te} DE MONTALTO.

(L. S.) C. MUSURUS.

(L. S.) MAN. YRIGOYEN.

(L. S.) GEFFCKEN.

 ANNEXE N° 1.

**Traité du 12 mai 1863, entre la Belgique et les Pays-Bas,
annexé au Traité général du 16 juillet 1863.**

S. M. le roi des Belges et S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, s'étant mis d'accord sur les conditions du rachat, par voie de capitalisation, du péage établi sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures par le § 3 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, ont résolu de conclure un traité spécial à ce sujet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

S. M. le roi des Belges, le sieur Aldefonse-Alexandre-Félix baron du Jardin, commandeur de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix de Fer, commandeur du Lion Néerlandais, chevalier grand-croix de la Couronne de chêne, grand-croix et commandeur de plusieurs autres Ordres, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. le roi des Pays-Bas ;

S. M. le roi des Pays-Bas, Messire Paul Van der Maesen de Sombreff, chevalier grand-croix de l'Ordre du Nichan Iftihar de Tunis, son ministre des Affaires étrangères ;

Le sieur Jean-Rudolphe Thorbecke, chevalier grand-croix de l'Ordre du Lion Néerlandais, grand-croix de l'Ordre de Léopold de Belgique et de plusieurs autres Ordres, son ministre de l'Intérieur ;

Et le sieur Gérard-Henri Betz, son ministre des Finances ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1. — S. M. le roi des Pays-Bas renonce à jamais, moyennant une somme de dix-sept millions cent quarante et un mille six cent quarante florins des Pays-Bas, au droit perçu sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures en vertu du § 3 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839.

Art 2. — Cette somme sera payée au Gouvernement néerlandais par le Gouvernement belges à Anvers et Amsterdam, au choix de ce dernier, le franc calculé à 47 1/4 cents des Pays-Bas, savoir :

Un tiers sitôt après l'échange des ratifications, et les deux autres tiers en trois termes égaux échéant le 1^{er} mai 1864, le 1^{er} mai 1865 et le 1^{er} mai 1866.

Il sera loisible au Gouvernement belge d'anticiper les susdites échéances.

Art. 3. — A dater du paiement du premier tiers, le péage cessera d'être perçu par le Gouvernement des Pays-Bas.

Les sommes non immédiatement soldées porteront intérêt à 4 pour 100 l'an au profit du Trésor néerlandais.

Art. 4. — Il est entendu que la capitalisation du péage ne portera aucune atteinte aux engagements qui résultent, pour les deux États, des traités en vigueur en ce qui concerne l'Escaut.

Art. 5. — Les droits de pilotage actuellement perçus sur l'Escaut sont réduits :

de 20 pour 100	pour les navires à voiles,
de 25	— remorqués, et
de 30	— à vapeur.

Il reste d'ailleurs convenu que les droits de pilotage sur l'Escaut ne pourront jamais être plus élevés que les droits de pilotage perçus aux embouchures de la Meuse.

Art. 6. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à la Haye dans le délai de quatre mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susdits l'ont signé et y ont opposé leur cachet.

Fait la Haye, le 2 mai 1863.

(L. S.) B^{on} DU JARDIN.

(L. S.) P. VAN DER MAESEN DE SOMBREFF.

(L. S.) THORBECKE.

(L. S.) G. H. BETZ.

ANNEXE N° 2.

Protocole annexé au traité du 16 juillet 1863.

Les Plénipotentiaires soussignés, s'étant mis en conférence pour arrêter le traité général relatif au péage de l'Escaut et ayant jugé utile, avant de formuler cet arrangement, de s'éclairer sur la portée du traité conclu le 12 mai 1863 entre la Belgique et les Pays-Bas, ont résolu d'inviter le Ministre des Pays-Bas à prendre place, à cet effet, dans la conférence.

Le Plénipotentiaire des Pays-Bas a bien voulu se rendre à cette invitation et a fait la déclaration suivante :

« Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, déclare, en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été délivrés, que la suppression du péage de l'Escaut, consentie par Son Auguste Souverain dans le traité du 12 mai, s'applique à tous les pavillons, que ce péage ne pourra être rétabli sous une forme quelconque et que cette suppression ne portera aucune atteinte aux autres dispositions du traité du 19 avril 1839.

« Bruxelles, le 15 juillet 1863.

« B^{on} GERICKE D'HERWYNEN. »

Il a été pris acte de cette déclaration, qui sera insérée ou annexée au traité général.

Fait à Bruxelles, le 15 juillet 1863.

(L. S.) B ^{on} GERICKE D'HERWYNEN.	(L. S.) B ^{on} DE HUGEL.
(L. S.) J -F. DO AMARAL.	(L. S.) M. CARVALHO.
(L. S.) P. BILLE BRAHE.	(L. S.) D. COELLO DE PORTUGAL.
(L. S.) H.-S. SANFORD.	(L. S.) MALARET.
(L. S.) HOWARD DE WALDEN ET SEAFORD.	(L. S.) VON HODENBERG.
(L. S.) Cte DE MONTALTO.	(L. S.) MAN YRIGOYEN.
(L. S.) Vte DE SEISAL.	(L. S.) SAVIGNY.
(L. S.) ORLOFF.	(L. S.) ADALBERT MANSBACH.
(L. S.) C. MUSURUS.	(L. S.) GEFFCKEN.
(L. S.) CH. ROGIER.	(L. S.) B ^{on} LAMBERMONT.

ANNEXE N° 3.

Délibération de l'Administration communale d'Anvers, en date du 22 juin 1864, concernant la réduction des taxes locales de navigation.

Art. 1^{er}. Les navires de mer à voiles et les bateaux à vapeur de mer qui entreront dans les bassins ou les canaux, payeront à la ville un droit unique suivant le tarif ci-après :

Tonnage des navires. (tonneau de jauge de la douane belge.)	Droit principal par tonnage. (non compris les additionnels.)
De 100 tonneaux et au-dessous.....	40 centimes.
De 101 à 150 tonneaux.....	45 —
De 151 à 200 —	50 —
De 201 à 250 —	55 —
De 251 à 300 —	65 —
De 301 et au-dessus.....	70 —

Art. 2. Les navires de mer à voiles qui resteront en rade et y opéreront un chargement ou un déchargement payeront la moitié du droit ci-dessus.

S'ils n'y font aucune opération, ils seront exempts de tout droit ; seront également exempts les navires en destination du haut de la rivière qui seront obligés d'alléger, pourvu que les allèges montent également la rivière.

Art. 3. Les navires de mer à voiles qui, dans le courant de l'année (commençant au premier voyage), feront plus de deux voyages au port d'Anvers, obtiendront une diminution de droit d'un quart pour le troisième voyage, de la moitié pour le quatrième voyage, des trois quarts pour le cinquième et les suivants.

Les bateaux à vapeur de mer qui, dans une même année, entreront plus de deux fois dans les bassins, jouiront des mêmes diminutions.

Art. 4. Les bateaux à vapeur de mer qui chargeront ou déchargeront en rade, aux embarcadères ou à un quai du fleuve, payeront, par tonneau :

Pour chacun des dix premiers voyages.....	22 centimes.
— dix voyages suivants.....	15 —
Pour chaque voyage ultérieur	10 —

Pour jouir d'une diminution de droit, les voyages devront avoir lieu dans le courant de l'année, après la date de la première arrivée.

Art. 5. Les bateaux à voiles et les steamers de l'intérieur, y compris les remorqueurs, qui entreront dans les bassins, payeront :

Ceux de moins de 50 tonneaux.....	10 centimes par tonneau.
Ceux de 50 tonneaux et plus.....	30 — —

Eu égard à la modicité du droit de 10 centimes, les bateaux de moins de 50 tonneaux payeront le droit de 10 centimes intégralement à chaque voyage.

Ceux de 50 tonneaux et plus jouiront des diminutions allouées par l'art. 3 ci-dessus.

Art. 6. Les bateaux à voiles et les steamers de l'intérieur, y compris les remorqueurs, qui chargeront ou déchargeront en rade, à un embarcadère ou à un quai du fleuve ou des canaux, payeront à chaque voyage :

Ceux de moins de 30 mètres cubes.	4 centimes par mètre cube.
Ceux de 30 mètres cubes et plus. .	6 — —

sans que le total puisse dépasser 3 francs.

Art. 7. Les barques et steamers faisant le service journalier sur Tamise, Boom, etc., payeront, quelle que soit leur capacité, 50 centimes par voyage, s'ils n'en font qu'un par jour. S'ils en font plusieurs dans la même journée, ils ne payeront que 50 centimes pour tous.

Art. 8. Les bateaux pêcheurs de mer et de l'intérieur, les bateaux dragueurs et lesteurs, seront exempts de tous droits tant dans les bassins qu'aux quais du fleuve.

Art. 9. Les bâtiments qui, à un même voyage, feront des opérations en rade et dans les bassins, ne seront passibles que du droit de bassin.

Art. 10. Moyennant les droits à payer respectivement pour séjour dans les bassins, les bâtiments pourront y rester durant trois mois. Après ce terme, ils payeront 5 centimes par tonneau et par mois. Le mois commencé sera payé en entier.

Art. 11. Les droits seront respectivement applicables à tous les bâtiments, qu'ils soient placés au premier ou au deuxième rang ou à tout autre.

Art. 12. Les droits devront être payés avant le départ des bâtiments. Ceux qui se trouvent dans les bassins ne pourront en sortir que sur l'exhibition de la quittance au chef-éclusier.

PIÈCES ACCESSOIRES.

Exposé des motifs du projet de loi portant approbation du traité conclu, le 12 mai 1863, entre la Belgique et les Pays-Bas, pour le rachat du péage de l'Escaut.

Messieurs,

On se rappelle que le commerce belge et le port d'Anvers en particulier étaient parvenus, au seizième siècle, à un haut degré de prospérité. La crise politique et religieuse survenue à cette époque réagit sur le commerce et la navigation. Lorsque la paix revint définitivement en 1648, l'Escaut n'est plus libre. L'article 14 du traité de Munster est ainsi conçu :

« Les rivières de l'Escaut, comme aussi les canaux du Sas, Swin « et autres bouches de mer y aboutissant, seront tenues closes du « côté des seigneurs états généraux. »

En 1715, une nouvelle dynastie règne sur les provinces belges. Le sort de l'Escaut ne change pas. « L'art. 20 du traité de la Barrière « porte que le commerce des Pays-Bas autrichiens et tout ce qui en « dépend restera sur le pied établi par le traité de Munster en 1648, « qui est confirmé. »

Cependant le commerce belge ne pouvait respirer sans issue vers la mer. La compagnie d'Ostende sous le règne de l'empereur Charles VI et la tentative de l'empereur Joseph II en faveur de l'Escaut témoi-

gnèrent que le gouvernement du pays n'avait pas entièrement oublié cette loi de notre situation, mais notre intérêt dut céder, dans l'un et l'autre cas, devant des considérations qui lui étaient étrangères.

L'empereur Charles VI s'obligea par le traité de Vienne, en 1731, « à faire à jamais cesser le commerce des Pays-Bas autrichiens aux Indes orientales, de manière qu'il ne fût plus exercé ni par la compagnie d'Ostende ni par aucune autre compagnie. »

Et l'empereur Joseph II admit dans le traité de Fontainebleau, en 1786, une clause portant que « la partie du fleuve dont la souveraineté continuerait d'appartenir aux États-Généraux, serait tenue close de leur côté, ainsi que les canaux du Sas, du Swyn et autres bouches de mer y aboutissant, conformément au traité de Munster. »

L'Escaut resta fermé durant un siècle et demi. Le commerce maritime de la Belgique n'était plus qu'un souvenir.

Ouverte de nouveau à la fin du siècle dernier, la navigation du fleuve, sauf dans quelques cas passagers, demeura jusqu'en 1839 parfaitement libre.

Le traité du 19 avril 1839 est venu créer pour l'Escaut un régime spécial et en quelque sorte mixte. L'accès du fleuve n'est plus interdit comme autrefois. Des stipulations réciproques, complétées plus tard par le traité du 5 novembre 1842 et les conventions du 20 mai 1843, règlent le pilotage, la surveillance commune, l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures; mais l'usage du fleuve est grevé d'une redevance; le § 3 de l'art. 9 du traité est ainsi conçu :

« Il sera perçu par le gouvernement des Pays-Bas, sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, un droit unique de fl. 1-50 par tonneau, savoir : fl. 1-12 pour les navires qui, arrivant de la pleine mer, remonteront l'Escaut occidental pour se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuze, et de fl. 0,38 par tonneau des navires qui arrivant de la Belgique par l'Escaut ou le canal de Terneuze descendront l'Escaut occidental pour se rendre dans la pleine mer. »

Le péage est établi, non sur le trajet entier de la mer à Anvers, mais sur la partie néerlandaise de l'Escaut, laquelle forme le bras de mer connu, de temps immémorial sous le nom de Hondt.

La clause du traité est générale. Elle frappe tout pavillon naviguant dans l'Escaut. Le pavillon belge est tenu comme les autres, d'acquitter le péage; mais, cela fait, les prescriptions du traité sont remplies quant à la Belgique.

Il dépendait de la Belgique de laisser, dès le début, le péage de l'Escaut à la charge des pavillons étrangers. Elle prit un autre parti. Le 5 juin 1839 la loi suivante fut promulguée :

« Art. 1^{er}. Le péage à percevoir par le gouvernement des Pays-Bas sur la navigation de l'Escaut, pour se rendre de la mer en Belgique

ou de la Belgique à la mer, par l'Escaut ou le canal de Terneuze, sera remboursé par l'État aux navires de toutes les nations. Toutefois, s'il se présente à l'égard de l'un des pavillons étrangers des motifs graves et spéciaux, le gouvernement est autorisé à suspendre à son égard l'effet de la présente disposition.

« Art. 2. Avant le 1^{er} juin 1843, il sera examiné si le bénéfice de l'article précédent doit être maintenu en faveur des pays avec lesquels il ne sera pas intervenu d'arrangements commerciaux de douane ou de navigation. »

En se décidant à rembourser pour compte d'autrui le péage de l'Escaut, la législature et le gouvernement belge obéirent à la même impression. L'Escaut était complètement libre quand fut conclu le traité du 19 avril 1839. On ne voulait pas qu'une charge imposée à la navigation vînt, en alarmant le commerce, détourner les affaires et ajouter ainsi aux épreuves que notre jeune nationalité avait à traverser.

De telles préoccupations étaient assurément légitimes, mais il était dans leur nature même qu'elles fussent temporaires.

Librement présentée, librement votée, la loi du 5 juin 1839 pouvait toujours être rapportée. En fait, le bénéfice en fut retiré à plusieurs pavillons. Pour attacher à une loi qui n'était qu'un acte spontané d'administration intérieure la portée internationale qu'elle n'avait point par elle-même, les puissances, même celles qui avaient signé le traité du 19 avril 1839, demandèrent l'insertion dans leurs traités de commerce avec la Belgique d'une clause par laquelle le remboursement du péage eût été assuré à leurs navires. Cette garantie leur fut généralement accordée, moyennant compensation, et, bien entendu, pour la durée des traités de commerce.

L'année 1843 se passa sans que la loi de 1839 fût soumise à une révision législative; elle se trouva ainsi tacitement et indéfiniment prorogée.

Cependant les faits venaient singulièrement modifier les supputations primitives. Dans la discussion parlementaire, on avait évalué à 508 000 francs au maximum le sacrifice qu'aurait annuellement à s'imposer le trésor belge. Or, la rente (annexe n° 1) était successivement montée.

En 1840. à	612 313
En 1845.	972 832
En 1852.	1 117 469
En 1856.	1 499 054

Était-il juste que la Belgique continuât indéfiniment à porter seule une charge qui s'aggravait sans cesse et qui, aux termes mêmes des traités, aurait dû peser sur tous les États maritimes?

En 1856, les délégués des Puissances européennes discutaient à Copenhague les conditions auxquelles les péages du Sund et des Belts pourraient être abolis. La Belgique saisit cette occasion pour rappeler publiquement que le remboursement du péage de l'Escaut n'était pour personne un droit acquis, et, joignant le fait au principe, elle demanda au Danemark de la dispenser du paiement de sa part contributive dans le rachat des droits du Sund et des Belts, promettant de son côté de rembourser le péage de l'Escaut au pavillon danois et d'acquitter la quote-part danoise dans la capitalisation ultérieure de ce péage. C'est sur ces bases simples, justes et fermement maintenues par le cabinet de Bruxelles, que fut conclue la convention du 14 mars 1857.

La même question se représenta lorsqu'il s'agit de capitaliser le péage de Stade. Le gouvernement du Roi se plaça à Hanovre dans la position qu'il avait prise à Copenhague, et le résultat ne trompa point son attente. La Convention du 18 février 1861 constata de nouveau que le remboursement du péage de l'Escaut n'était pas une faveur banale, et, comme la convention de 1857, elle énonça en termes exprès le cas où le péage de l'Escaut serait à son tour racheté par les États maritimes.

La Belgique, toutefois, restait liée par ses traités de commerce. De 1856 à 1861, d'incessantes négociations se poursuivirent avec la plupart des États étrangers. Nos traités de commerce, arrivés à leur échéance ou dénoncés, firent place, l'un après l'autre, à de nouveaux arrangements qui ne nous empêchaient plus de mettre un terme au remboursement du péage de l'Escaut.

La capitalisation future du péage de l'Escaut avait été deux fois annoncée dans des conventions conclues, discutées, promulguées sous les yeux de l'Europe entière.

Notre liberté d'action, jadis aliénée par nos traités de commerce nous l'avons récupérée dans une suffisante mesure.

La redevance annuelle avait atteint, en 1861 le chiffre de 2 184 105 francs. Le péage avait coûté à la Belgique, depuis 1839, plus de 25 millions ¹.

Le moment était venu d'appeler les nations maritimes à faire pour l'Escaut ce qu'elles avaient fait pour le Sund et l'Elbe.

Permettez-moi, messieurs, de jeter un rapide coup d'œil sur les négociations diverses et complexes entamées, à partir de là, par le

1. Il faut aujourd'hui ajouter à cette somme :

Pour 1862.....	1 946 438
Pour les six premiers mois de 1863, approximativement.....	973 219

Du 5 juin 1839 au 1^{er} juin 1863, la Belgique aura donc remboursé 28 302 032 fr.

Gouvernement du Roi. Elles ont conduit à la conclusion d'une série d'arrangements, parmi lesquels figure le traité avec les Pays-Bas, qui stipule le rachat, par voie de capitalisation, du péage de l'Escaut.

La suppression du péage de l'Escaut se combine avec la suppression ou la réduction des taxes perçues dans les ports belges. J'indiquerai le système adopté pour cette réforme.

La portée des arrangements conclus ou en voie de conclusion ne s'arrête pas aux résultats purement financiers ou commerciaux; j'envisagerai ces transactions diplomatiques à un autre point de vue, qui ne semble pas moins digne de votre sollicitude.

Enfin, messieurs, il me restera à vous entretenir des mesures qui auront pour objet d'assurer la prompte et complète exécution du programme que nous nous sommes tracé.

I

Dans son respect pour les clauses mêmes défavorables des traités de 1839, le Gouvernement du Roi voulut s'assurer d'abord si la capitalisation du péage de l'Escaut serait admise, en principe, par les Pays-Bas. Cette démarche reçut l'accueil que l'on devait attendre des dispositions éclairées du cabinet de La Haye.

Le Gouvernement s'adressa ensuite à la Grande-Bretagne, la Puissance étrangère qui navigue le plus dans l'Escaut et qui, à ce titre, semblait appelée avant toute autre à concourir à la capitalisation du péage. Tout en n'admettant aucune connexité entre la question de l'Escaut et les négociations commerciales poursuivies à la même époque entre les deux pays, le cabinet de Londres saisit le vrai caractère de notre proposition et il souscrivit au principe de rachat. La Chambre connaît les incidents de cette partie importante de l'affaire.

Ce qui était arrivé à Londres, arriva ailleurs. Engagées partout à la fois et se compliquant de questions multiples et souvent très-épineuses, les négociations conduisirent enfin à la reconnaissance du principe du rachat par la grande majorité des États maritimes.

Le principe accepté, il restait, ce qui était plus essentiel encore, à en déterminer l'application.

Quel serait le capital de rachat? Comment le répartirait-on entre les États chargés de le fournir?

Pendant cette dernière période, les négociations s'engagèrent en quelque sorte parallèlement, d'une part avec les Puissances tierces, d'autre part avec les Pays-Bas. Il n'en pouvait être autrement.

Nous avons à demander aux États maritimes jusqu'où irait leur

concours financier. Nous avons à discuter avec eux non-seulement leur contingent, mais le nôtre.

Avec les Pays-Bas, nous avons surtout à nous mettre d'accord sur le chiffre de la somme totale moyennant laquelle ils renonceraient au péage.

Le péage de l'Escaut étant établi non sur les marchandises, mais sur le tonnage, le mode de répartition était naturellement indiqué. Chaque Etat aurait à contribuer au prorata de sa navigation dans l'Escaut.

Strictement, la Belgique aurait pu se renfermer pour elle-même dans l'application de cette règle. Elle ne le fit pas. A l'exemple de Hambourg, en semblable conjoncture, elle résolut de prendre, dès l'ouverture du débat sur les chiffres, une position qui facilitât la solution générale ; elle inscrivit à sa charge, non la part qui lui eût incombé d'après la formule commune, mais le tiers du capital entier. Le reste devait être divisé entre les autres Etats proportionnellement à leur navigation dans l'Escaut.

Ce mode de répartition obtint l'assentiment du cabinet de Londres, et, en l'appliquant à un capital éventuel de 36 millions, on fixa la quote-part de l'Angleterre à 3 782 320 francs. Les parts contributives des autres Puissances tierces furent calculées de la même manière. On arriva ainsi à former le tableau de répartition suivant :

Pavillons.	Parts contributives. fr.
Anglais.....	8 782 320
Américain.....	2 779 200
Prussien.....	1 670 640
Norvégien.....	1 560 720
Français.....	1 562 720
Danois.....	1 098 800
Mecklembourgeois.....	1 036 320
Hanovrien.....	948 720
Hambourgeois.....	667 680
Autrichien.....	549 360
Suédois.....	543 600
Italien.....	487 200
Espagnol.....	431 520
Russe.....	428 400
Brémois.....	190 320
Oldenbourgeois.....	121 200
Lubeckois.....	25 680
Portugais.....	23 280
Grec.....	23 280
Argentin.....	19 680
Chilien.....	13 920
Romain.....	5 760
Ottoman.....	4 800
Péruvien.....	4 330
Brésilien.....	1 680
Équatorien.....	1 440
	<hr/> 22 960 560 <hr/>

Il fut entendu que les tiers ne seraient point tenus au delà de cette somme globale de 22 960 560 francs, ou en chiffre rond, de 23 millions, la Belgique restant seule chargée du surplus vis-à-vis des Pays-Bas.

Les négociations avec le cabinet de La Haye étaient complètement distinctes et indépendantes de ce qui se passait entre les tiers et nous. Elles n'avaient pas pour objet unique de fixer le capital du rachat du péage de l'Escaut. La Belgique et les Pays-Bas avaient en outre à régler leurs relations commerciales et à s'entendre définitivement sur le régime des prises d'eau à la Meuse. Dans ce cadre plus étendu, les questions devaient se multiplier et, avec elles, les difficultés. Les points de départ étaient éloignés, les appréciations parfois divergentes, et chaque partie apportait à la défense de ses droits ou de ses intérêts une égale persistance. On se rencontra néanmoins dans le désir commun de cimenter les bonnes relations entre les deux pays, et on finit par tomber d'accord sur tous les points.

Trois actes ont été signés à La Haye, le 12 de ce mois.

Le premier et le plus important pour nous prononce la suppression du péage de l'Escaut.

Le second règle, à la satisfaction commune, le régime des prises d'eau à la Meuse.

Le troisième assure au commerce et à la navigation des deux pays une situation stable et réciproquement avantageuse.

Les deux derniers arrangements, c'est-à-dire le traité relatif à la Meuse et la convention commerciale, feront l'objet d'exposés séparés.

Je n'ai donc à m'occuper ici que des clauses du traité qui concerne le péage de l'Escaut.

L'art. 1^{er} domine tout le reste. Il consacre la renonciation perpétuelle des Pays-Bas au péage perçu sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, en vertu du § 3 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839.

Il fixe le capital de rachat à 17 141 640 florins, au pair de 47 1/4 cents par francs.	
Cette somme représente.....	36 278 566
Nous avons vu plus haut que les quotes-parts réunies des puis-	
sances tierces se montaient à.....	22 950 560
La part contributive de la Belgique sera donc de.....	13 328 006
Si le capital avait été réparti d'après le mouvement proportion-	
nel de la navigation, la part de la Belgique eût été de.....	3 083 160
Nous faisons, en définitive, pour racheter le péage de l'Escaut,	
un sacrifice d'environ.....	10 080 000

L'art. 2 s'occupe du mode de paiement. Plusieurs des Puissances imposées ayant stipulé qu'elles acquitteraient leurs quotes-parts au 1^{er} avril 1864, et au 1^{er} avril 1856, et l'intérêt du commerce demandant

que l'Escaut soit le plus tôt possible affranchi, nous nous sommes chargés de payer directement le capital au gouvernement néerlandais.

Le paiement s'effectuera en quatre termes.

Le premier versement, qui comprendra un tiers du capital et correspondra à peu près à la part contributive de la Belgique, aura lieu immédiatement après l'échange des ratifications. L'état du trésor permettra de faire face à cette dépense sans recourir à aucun moyen extraordinaire.

Les autres versements seront faits au 1^{er} mai 1864, au 1^{er} mai 1865 et au 1^{er} mai 1866, c'est-à-dire alors que les cotisations des Puissances tierces seront successivement rentrées, du moins pour une grande partie.

Le péage cessera d'être perçu à dater du paiement du premier terme. (Art. 3.)

La capitalisation du péage ne portera aucune atteinte aux engagements qui résultent pour les deux pays des traités en vigueur en ce qui concerne l'Escaut. On sait que le traité de 1839 et les arrangements postérieurs ont minutieusement réglé tout ce qui tient à la navigation du fleuve. Il n'y avait donc qu'à maintenir à cet égard les obligations respectives, et c'est à quoi il est pourvu par l'article 4.

Messieurs, l'histoire de l'Escaut a passé par des phases diverses, mais les nouveaux arrangements créeront pour la navigation de ce fleuve un régime et des garanties qui n'ont existé à aucune autre époque.

Les Pays-Bas, par un accord volontairement consenti, renoncent à jamais au péage établi en 1839.

L'immunité complète de l'Escaut ne sera pas simplement un fait; elle sera un droit reconnu et consacré par un contrat exprès et international.

Ce libre régime ne sera pas sanctionné pour un temps limité; il le sera pour toujours.

La franchise de l'Escaut sera désormais le bien commun du monde maritime.

II

En vous présentant le traité conclu en 1861, avec la France, le Gouvernement vous a rappelé l'origine et les vicissitudes de notre système commercial; il a particulièrement fait ressortir comment, les tendances une fois fixées, on a marché de progrès en progrès jusqu'à la réforme douanière que vous avez unanimement votée.

De même que nos tarifs de douane, notre régime de navigation

remonte à l'époque où la Belgique et les Pays-Bas étaient réunis. Le droit de tonnage, la principale de nos taxes maritimes, a été établi par la loi du 26 août 1822. D'autres charges générales ou locales étant venues s'ajouter à celle-là, Anvers a été regardé comme l'un des ports qui font à la navigation étrangère l'accueil le moins libéral.

Cette opinion s'accusa plus vivement, lorsque, dans les derniers temps, on vit les autres nations déblayer à l'envi l'accès de leurs ports.

Il était dès lors évident que nous aurions à opérer dans la sphère maritime la réforme que nous avons accomplie dans nos tarifs douaniers.

Mais la réforme maritime se présentait en Belgique dans des conditions qui ne se rencontraient point ailleurs. Si le Gouvernement belge percevait un million de francs sur les navires étrangers, il en sacrifiait deux pour leur épargner une dépense qu'il pouvait laisser à leur charge. Renonçant à recevoir, l'équité voulait qu'il ne continuât pas de donner. Cette corrélation absolue entre la suppression de nos taxes maritimes et la capitalisation du péage de l'Escaut, le Gouvernement du Roi l'a établie dès le début, et nous l'avons invariablement défendue aussi bien contre les impatiences de l'intérieur que contre les résistances du dehors. Admise dans le traité que nous avons signé avec l'Angleterre en 1862, elle a été inscrite dans les propositions que nous avons adressées à tous les États maritimes, et elle est enfin consacrée par la série d'actes diplomatiques successivement présentés à votre approbation.

La réforme maritime comprend, en premier lieu, l'abolition du droit de tonnage. Aux termes des articles 293 et 294 de la loi de 1822, les navires belges et les navires étrangers assimilés acquittent un droit de fr. 0-95 40 pour 100 par tonneau, à leur première sortie, et pareille somme, à leur première entrée pendant la même année, soit, en tout, fr. 1-90 80 pour 100 par tonneau et par année. Les navires non assimilés sont assujettis à une taxe de fr. 2-22 60 pour 100 par tonneau, chaque fois qu'ils entrent dans un port du royaume.

Le droit de tonnage a rapporté au trésor.

En 1860.....	836 089
En 1861.....	1 010 944
En 1862.....	854 740

Ce qui rendait cet impôt onéreux pour le commerce maritime, ce n'était pas seulement son chiffre, c'était encore le mode d'après lequel il était établi. N'étant perçu qu'une fois par année, il pesait de tout son poids sur les navires au long cours qui ne faisaient qu'un voyage

en Belgique, et il s'évanouissait, en quelque sorte, pour les bâtiments qui, venant de moins loin, pouvaient en une année multiplier leurs apparitions dans nos ports. Bref, c'était une prime au cabotage, allant ainsi directement à l'encontre du projet de développer nos relations directes avec les contrées transatlantiques.

Les droits de pilotage ne sont pas supprimés, mais ils sont ramenés au taux des frais d'exploitation. On peut évaluer approximativement à 177 000 fr. par an la réduction que subira la recette totale.

En 1852, les droits de pilotage aux embouchures de la Meuse avaient été abaissés.

De 20	pour 100	pour les navires à voiles;
De 25	—	— remorqués;
De 30	—	— à vapeur.

Le pilotage de l'Escaut est dégrevé dans les mêmes proportions et pour les navires de toute capacité.

On a stipulé, en outre, que le tarif du pilotage sur l'Escaut ne pourra jamais être supérieur à celui qui s'appliquera aux bouches de la Meuse.

Il ne sera pas sans intérêt de vous faire remarquer que le droit de tonnage sera aboli et les droits de pilotage réduits sur notre littoral maritime aussi bien que dans l'Escaut.

Les navires de toutes les nations étaient frappés, dans le port d'Anvers, d'une série de taxes prélevées au profit de l'autorité locale. Les unes s'appelaient droits de quai; d'autres, droits de bassin; d'autres encore, droits de cuisine. C'était un des principaux griefs des navigateurs étrangers.

On a commencé par fondre ces taxes en un seul droit et ce droit unique va être lui-même révisé de manière à produire pour la navigation une économie qui ne sera sans doute pas la dernière, mais qu'on évalue dès maintenant à 30 000 ou 40 000 fr. par an.

Toutes ces mesures prendront cours le jour même où le péage de l'Escaut cessera d'être perçu. La réforme de nos taxes maritimes accompagnera et complètera l'émancipation du fleuve.

III

En poursuivant les négociations dont vous avez à juger les résultats, le Gouvernement du Roi ne bornait point ses vues à l'allègement que pourraient éprouver nos finances ou même à la situation meilleure qui serait faite à notre commerce maritime. Il était guidé encore par des considérations d'un autre ordre.

Quelques garanties que le traité de 1839 ait stipulées en faveur de l'Escaut, le parcours du fleuve restait frappé d'une redevance. Ce fait, on l'avait apprécié, au début, d'après la situation que l'on avait sous les yeux; mais le cours du temps, le développement du commerce, le progrès des idées en avaient depuis lors fait mieux sentir la pensée.

Le péage de l'Escaut, disons-le avec franchise, pesait sur les relations entre les deux pays.

N'était-il aucun moyen de le faire disparaître sans blesser aucun intérêt, aucun droit, voire même aucune susceptibilité?

Le rachat sur des bases équitables était la seule combinaison qui pût remplir les conditions. Touchant sous forme de capital ce qu'ils avaient jusque-là perçu sous forme d'arrérages, les Pays-Bas n'éprouveraient aucun préjudice. Quant à des difficultés d'une autre nature, elles n'étaient pas à prévoir. La marche de la civilisation et de plus saines notions économiques ont fait justice des idées qui ont longtemps prévalu dans les relations commerciales des peuples. La Belgique et les Pays-Bas sont d'importants marchés de consommation et de production. Chacun des deux États est intéressé à la prospérité de l'autre. C'est là, croyons-nous, la règle vraie de leurs rapports.

Opérée amialement et équitablement, la suppression du péage de l'Escaut devait détruire jusqu'à la trace des anciens souvenirs et rendre les deux nations à la tendance commune et naturelle qui les porte vers un rapprochement de plus en plus intime.

Dans le même ordre d'idées, il était désirable qu'un terme définitif fût mis aux difficultés qui se sont élevées au sujet des prises d'eau pratiquées à la Meuse.

Enfin, les relations douanières des deux pays demeuraient en quelque sorte en souffrance; les produits néerlandais n'étaient pas traités chez nous comme ceux des nations les plus favorisées.

Ces trois questions, nous les avons abordées, nous les avons résolues avec le même esprit. Dans l'ensemble des actes diplomatiques qui viennent d'être signés à la Haye, nous avons vu le gage certain d'une cordiale et durable amitié entre les deux peuples. En dirigeant vers ce but nos négociations avec les Pays-Bas, nous avons la confiance d'avoir fait ce qu'indiquait la raison politique et nous sommes en même temps assurés d'avoir fidèlement traduit votre pensée et celle de la Belgique tout entière.

Mais, messieurs, la portée politique des résultats obtenus se limite-t-elle à nos relations avec les Pays-Bas? Au delà de cet intérêt prochain et d'ailleurs si important, n'est-il pas permis d'en entrevoir un autre d'un caractère plus général? En 1839, les grandes puissances européennes se réunissaient pour garantir notre indépendance et notre neutralité. Bientôt nous convoquerons les représen-

tants, non-seulement des puissances qui ont signé les traités de 1839 mais de tous les États qui entretiennent des relations maritimes avec la Belgique. En prêtant son concours au rachat du péage de l'Escaut, la conférence fera sans doute un acte utile au commerce général; elle complétera au profit de tous les pavillons, l'œuvre commencée dans le Sund et poursuivie sur l'Elbe; mais aussi, en secondant la Belgique dans une entreprise qu'on savait être l'objet de ses justes vœux, les nations étrangères donneront à ce pays et à son chef vénéré une marque éclatante de sympathie, et en venant sanctionner par leur coopération l'immunité désormais parfaite de l'Escaut, elles apporteront comme une consécration nouvelle à l'établissement de notre nationalité et lui attacheront en quelque sorte l'empreinte d'une solidarité universelle.

IV

Je n'ai plus à vous parler, messieurs, que des mesures complémentaires que le Gouvernement soumet à votre approbation.

La convention entre la Belgique et les Pays-Bas aura pour corollaire un traité auquel seront appelés à prendre part tous les États intéressés à la libre navigation de l'Escaut. Jusqu'à ce qu'il ait été arrêté par la conférence, le texte de ce traité général ne peut naturellement être produit, mais le fond des stipulations n'est plus douteux.

La renonciation des Pays-Bas au péage de l'Escaut, ce qui est le point fondamental, résulte de la convention du 12 mai.

Le chiffre du capital de rachat est inscrit dans le même arrangement.

Les bases de Londres, successivement adoptées par le plus grand nombre des États maritimes, ont déterminé le mode de répartition.

Nous sommes assurés de la participation financière de l'Angleterre, des États-Unis, de la Prusse, de la France, du Danemark, de l'Autriche, de l'Italie, de l'Espagne, de la Russie, des villes de Brême et de Lubeck, du Portugal, du Chili, des États romains, de la Turquie, du Pérou et du Brésil.

Les négociations ne sont pas terminées avec le Mecklembourg, l'Oldenbourg, le Hanovre et la ville libre de Hambourg; elles portent, non sur le principe qui est admis, mais sur les taux des cotes assignées à ces États ou sur le mode de paiement.

Le cabinet de Stockholm est le seul qui ne se soit encore lié ni sur le principe, ni sur les chiffres. Des négociations sont toutefois

engagées avec lui et nous conservons l'espoir qu'elles mèneront à une entente que réclament à la fois l'intérêt des deux pays et leurs sympathies réciproques.

Quant aux obligations qu'auraient à s'imposer les Pays-Bas ou la Belgique à l'égard de la navigation de l'Escaut, elles sont déjà tracées par les traités existants et elles viennent d'être confirmées par la convention signée à La Haye.

Il n'est donc pas à prévoir, messieurs, que la négociation du Traité général soulève de graves difficultés. Or, il importe, pour des raisons qui ne sauraient vous échapper, que cet arrangement soit conclu et ratifié prochainement et, d'un autre côté, la session parlementaire touche à son terme. Dans cette situation des choses, le Gouvernement croit remplir un devoir en vous demandant d'autoriser le Roi à conclure le traité général sous telles clauses, conditions et réserves que Sa Majesté pourra juger nécessaires ou utiles dans l'intérêt du pays. Le projet de loi qui vous est présenté à cet effet reproduit textuellement le texte de la loi qui a conféré au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour négocier et signer l'acte qui est devenu le traité du 19 avril 1839. (Annexe n° 2.)

Il était nécessaire de prévoir le cas où, malgré l'équité de nos propositions et notre sincère désir d'amener un accord unanime, quelques États ne croiraient pas devoir, du moins quant à présent, s'associer aux autres puissances maritimes. On ne peut demander de la Belgique qu'elle traite de la même manière les pays qui auront acquitté leur quote-part dans la capitalisation du péage de l'Escaut, et ceux qui lui auront laissé le soin de la payer en leur lieu et place. Le Danemark et le Hanovre, en pareil cas, ont établi des distinctions qu'on retrouve sous une autre forme dans notre projet de loi. Un droit de 5 fr. par tonneau sera perçu des navires appartenant aux États qui ne figureront pas dans l'arrangement général. Cette taxe représente à peu près le péage de l'Escaut qui cessera d'être perçu et le droit de tonnage qui va être supprimé. Elle sera exigible à chaque voyage. Ai-je besoin d'ajouter que si notre intention est d'appliquer cette mesure avec fermeté, nous nous empresserons de la rapporter dès que les États, restés en demeure, sortiront de leur isolement

Vous connaissez maintenant, messieurs, dans son ensemble, l'œuvre que vous avez à apprécier. L'Escaut libre et franc de tout péage, ce fut, dans tous les temps, l'une des aspirations les plus légitimes de la Belgique. C'est, en quelque sorte, le complément de la nationalité Belge. Nous touchons à ce résultat, d'autant plus précieux, d'autant mieux assuré qu'il se produira du plein gré de tous les intéressés et sans dommage pour personne. J'aime à penser que vous donnerez

vosre approbation et au but que nous avions en vue et aux voies que nous avons suivies pour y atteindre.

Le Ministre des affaires étrangères,

CH. ROGIER.

Suppression du droit de tonnage.

LÉOPOLD, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Vu l'article 2 de la loi du 13 juin 1863, portant :

« Le Gouvernement est autorisé à supprimer le chapitre XXV de la loi générale du 26 août 1822, et à réglementer à nouveau le jaugeage des navires pour la délivrance des lettres de mer et pour la perception des taxes de navigation. »

Sur la proposition de notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le chap. XXV de la loi générale de perception du 26 août 1822 est abrogé.

Art. 2. Les propriétaires, armateurs, capitaines ou patrons des bâtiments ou navires de mer sont tenus d'en faire constater la capacité tous les deux ans par les employés à ce commis, dans le port belge où le bâtiment ou navire se trouve.

La capacité est calculée en tonneaux. Le tonneau est estimé à 1,000 kilog., représentés par un mètre cube et demi.

Art. 3. Dans les calculs de mesurage, les fractions du quart de mètre cube ne sont pas comptées, tandis que celles d'un quart de mètre et au-dessus sont prises pour un demi-mètre.

Art. 4. Les employés délivrent au capitaine ou patron un certificat de jaugeage en double, dûment signé et indiquant la longueur, la largeur et la profondeur du navire, le nombre de tonneaux qu'il jauge, son nom, son pavillon, et tout ce qui est nécessaire pour en faire reconnaître l'identité.

Ce certificat est valable pour deux ans, à partir de sa date, et doit être renouvelé avec le jaugeage à l'expiration de ce terme.

Art. 5. Dans les trois fois vingt-quatre heures après la délivrance du certificat de jaugeage, le propriétaire, armateur, capitaine ou patron peut exiger qu'aux dépens de la partie mal fondée, il soit de nouveau procédé au mesurage du bâtiment ou navire par deux autres employés ou par deux autres tierces personnes compétentes.

Art. 6. Lorsque les bâtiments ou navires ne sont pas chargés, tout

employé commis au jaugeage est autorisé à vérifier par un nouveau mesurage ou autrement, et sans frais pour les capitaines ou intéressés, tous les jaugeages opérés par d'autres, et s'il découvre une différence, il est tenu de la mentionner sur le certificat de jaugeage.

La faculté accordée aux propriétaires, armateurs, capitaines ou patrons par l'article 5 s'étend à ces vérifications.

Art. 7. Il ne pourra être délivré aucun acte effectif ou négatif de décompte, ni d'acte d'expédition à la sortie, qu'après la production du certificat de jaugeage au bureau de paiement. Le certificat sera visé à ce bureau pour prouver qu'il a été exhibé.

Art. 8. Le certificat de jaugeage et l'acte d'expédition à la sortie, dûment visés, doivent toujours se trouver à bord des bâtiments ou navires sortants, pour être représentés aux employés de la douane, et ce sous peine d'une amende de cinquante francs.

Art. 9. Après le déchargement, les bâtiments ou navires pour lesquels des taxes de navigation restent dues, seront retenus jusqu'à ce qu'elles aient été acquittées ou cautionnées.

Art. 10. Le présent arrêté sera obligatoire le jour où cessera d'être perçu le péage établi sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, par le n° 3 de l'article 9 du traité du 19 avril 1839.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 1863.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

FRÈRE-ORBAN.

Réduction des droits de pilotage.

LÉOPOLD, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Sont approuvés :

1° La convention du 15 juillet 1863, modifiant les articles 36, 39, 42, 47 et 48 du chapitre III du règlement du 20 mai 1843 pour l'exécution de l'article 9 du traité du 19 avril 1839, conclue entre les commissaires belges et néerlandais :

2° Les tarifs y annexés fixant les nouveaux droits de pilotage sur l'Escaut en aval d'Anvers.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 1863.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,
CH. ROGIER.

Convention pour régler les droits de pilotage sur l'Escaut, conclue, entre la Belgique et les Pays-Bas, à Anvers le 15 juillet 1863.

Le Gouvernement belge et le Gouvernement néerlandais voulant mettre à exécution les dispositions de l'article 5 du traité conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, le 12 mai 1863, pour le rachat du péage de l'Escaut, stipulant que les droits de pilotage actuellement perçus sur l'Escaut sont réduits de :

20	pour 100	pour les navires à voiles :
25	—	— remorqués ;
30	—	— à vapeur.

Et de plus, que les droits de pilotage sur l'Escaut ne pourront jamais être plus élevés que ceux perçus aux embouchures de la Meuse, ont désigné à cette fin, le Gouvernement belge, MM. J. Van Haverbeke et F. Donnet, commissaires permanents pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut, et le Gouvernement néerlandais, M. H.-P. de Kock, commissaire permanent pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut, et M. H.-P.-F. Hooft, inspecteur des finances au pilotage, lesquels s'étant réunis à Anvers, en vertu des pouvoirs respectifs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Le tarif actuel des droits de pilotage annexé au règlement sur le pilotage et la surveillance commune, faisant partie de la convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas, le 20 mai 1843, est et demeure abrogé et sera remplacé par le tarif ci-annexé, dressé conformément aux dispositions de l'article 5 du traité du 12 mai 1863.

Art. 2. Les articles 36, 39, 42, 43, 47 et 48 du chapitre III du règlement du 20 mai 1843, mentionné ci-dessus, relatifs au paiement des droits de pilotage, ne s'accordant plus avec la disposition de l'article 5 du traité du 12 mai 1863, stipulant que les droits de pilotage sur l'Escaut ne pourront jamais être plus élevés que ceux perçus aux embouchures de la Meuse, sont modifiés comme suit :

« Art. 36. Le droit de pilotage, sauf les cas exceptionnels, prévus au règlement, sera payé conformément au nouveau tarif ci-annexé, en raison du tirant d'eau des navires et d'après les saisons d'hiver et d'été.

« La saison d'hiver commence au 1^{er} octobre, et celle d'été au 1^{er} avril, de manière que le pilotage d'été sera payé pour une course commencée avant le 1^{er} octobre, et celui d'hiver pour une course entreprise avant le 1^{er} avril.

« Le tarif des bâtiments remorqués est applicable à tout navire qui emploiera un remorqueur sur une distance quelconque du parcours dans l'Escaut et à ses embouchures. Toutefois, les bâtiments qui se feront simplement remorquer pour la sortie ou l'entrée d'un port ou d'un bassin, allant en rade ou en venant, ne jouiront point de la réduction accordée aux navires remorqués.

« Les bâtiments qui, se trouvant dans la Manche ou le Pas-de-Calais, prendront un pilote pour être conduits aux stations de l'Escaut de l'un ou de l'autre pilotage, auront à payer moitié en sus du droit de pilotage ordinaire de la mer à Flessingue, plus 24 florins ou 50 fr. 79 centimes pour un navire à voiles, 22 florins 50 cents ou 47 francs 62 centimes pour un navire remorqué et 21 florins ou 44 francs 44 centimes pour un navire à vapeur, quel que soit le tirant d'eau du navire.

« Les droits de pilotage seront les mêmes pour les navires de toutes les nations.

« Art. 39. Les capitaines ou patrons de navires, prenant des pilotes hors des bouques, payeront le droit de pilotage entier. S'ils sont parvenus en deçà de la bouée extérieure sans avoir rencontré un pilote, et qu'ensuite ils en prennent un à leur service, ils ne payeront que la moitié du droit total; le droit sera réduit au quart, si le pilote n'est rencontré qu'en dedans des relèvements suivants, pris dans chacune des passes extérieures savoir :

« Dans la passe dite Wielingen :

« Bruges, par la tour de Knocke.

« Dans la passe dite Deurloo :

« La tour de Domburg, par le phare de West-Kapelle.

« Dans la passe dite Oostgat :

« Le moulin de Zoutelande, par la tour de cette commune.

« S'il ne se trouve point de pilote en-dehors des bouques, ni en dedans dans la bouée extérieure, ni en deçà des lignes de relèvement mentionnées ci-dessus, ou s'il est prouvé que le capitaine a été dans l'impossibilité de s'en servir, aucun droit ne sera dû.

« Toutefois, si le capitaine, dans un des cas mentionnés ci-dessus, ne fait point usage d'un pilote qu'il a pu se procurer, il n'en sera

pas moins tenu de payer le droit entier ou la partie du droit qui sera due.

« Art. 42. Les bâtiments entrant en relâche pour prendre des ordres, par suite de détresse ou d'un cas de force majeure, ou pour hiverner, et qui reprendront la mer sans avoir chargé ou embarqué des marchandises, ne payeront que la moitié des droits de pilotage, tant à l'entrée qu'à la sortie.

« Art. 43. Si un bateau pilote, soit par le mauvais temps, soit par d'autres circonstances, n'a pu faire passer de pilote à bord d'un bâtiment, mais l'a néanmoins piloté en naviguant avec lui, le droit de pilotage en entier sera dû.

« Tout navire qui, n'ayant pas de pilote à bord, est cependant piloté par un bâtiment à bord duquel se trouve un pilote, ne payera que la moitié du droit de pilotage.

« Art. 47. En cas de charriage de glaces, le droit de pilotage sera augmenté d'une moitié.

« Il est bien entendu que charriage de glaces signifie, non pas l'existence de quelques glaçons flottants, mais d'une quantité de glace assez considérable pour que la marche des navires en soit sensiblement entravée, et qu'il en résulte quelque danger pour la course de pilote.

« Le droit de pilotage sera également augmenté d'une moitié pour les navires très-difficiles à gouverner, faute d'une quantité suffisante de lest, ou par quelque avarie au gouvernail ou aux agrès, laquelle, sans compromettre sérieusement le navire, rend le pilotage beaucoup plus dangereux.

« L'appréciation des cas dont il s'agit au présent article, est laissée à l'arbitrage de l'administration du pilotage auquel appartient le pilote.

« Art. 48. Ne seront pas soumis à l'obligation de prendre un pilote :

« 1° Les bâtiments de guerre :

« 2° Les yachts ou bâtiments de plaisances appartenant à des clubs nautiques ;

« 3° Les navires ou bâtiments de mer sur lest, dont le tirant d'eau n'atteint pas 19 décimètres ;

« 4° Les navires faisant le cabotage dans le fleuve ;

« 5° Les navires ou bateaux des deux nations faisant la pêche du hareng, de la morue ou du poisson frais, ou servant au transport de la marée fraîche ou du poisson salé :

« Si les patrons des bâtiments de cette dernière catégorie préféraient se servir d'un pilote, ils payeront la moitié du droit fixé. »

Art. 3. La présente convention ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les Gouvernements respectifs.

Fait en double à Anvers, le 15 juillet 1863, dont un en français et l'autre en néerlandais.

J. VANHAVERBEKE.

H. DE KOCK.

F. DONNET.

H. HOOFT.

Correspondance échangée entre le Ministre d'État à Madrid et le Ministre plénipotentiaire de Belgique, au sujet de la participation de l'Espagne au rachat du péage de l'Escaut et à une modification réciproque des tarifs en vigueur entre la Belgique et l'Espagne.

A M. le Ministre plénipotentiaire de Belgique.

Palais, le 7 janvier 1863.

Excellence,

En réponse à la Note qu'a bien voulu m'adresser, le 11 octobre 1861, le chargé d'affaires intérimaire de Belgique, dans laquelle il me faisait connaître le projet, conçu par le Gouvernement, d'arriver à la capitalisation du péage de l'Escaut, perçu par le Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas, et par laquelle il me demandait si le Gouvernement de S. M. la Reine, mon auguste souveraine, était disposé à accepter en principe cette pensée ; j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, dans le cas où il se réunirait une conférence, dans le but de s'occuper de ce sujet, et dans le cas où toutes les puissances intéressées ou au moins les principales s'y feraient représenter, le Gouvernement de Sa Majesté se fera également représenter dans cette conférence, et son délégué exprimera, dans le sein de cette dernière, l'opinion de son Gouvernement sur cette affaire ainsi que la résolution qu'adoptera Sa Majesté relativement aux propositions qui lui seront soumises¹.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma considération la plus distinguée.

Signé : CALDERON-COLLANTES.

A M. le Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges.

Palais, le 24 février 1863.

Excellence,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence un

1. Par une communication officielle, le gouvernement de S. M. Catholique a fait connaître son adhésion aux bases adoptées à Londres pour la capitalisation du péage de l'Escaut. La quote-part de l'Espagne est de 431 530 fr.

exemplaire des tarifs des douanes publiés par le Ministre des finances pour être mis en vigueur à partir du 1^{er} janvier de cette année d'après les dispositions du décret royal du 27 novembre dernier.

Comme Votre Excellence pourra le voir, les nouveaux tarifs sont adaptés au système métrique décimal, ce qui en facilitera l'emploi aux étrangers, en leur épargnant les difficultés existant jusqu'à présent dans la réduction des anciens poids et mesures d'Espagne aux bases modernes du système décimal généralement adoptées par les autres nations. Le Ministère des finances a révisé également les évaluations des marchandises et, suivant ces nouvelles évaluations, a rectifié les droits, en introduisant en même temps les diminutions qu'il s'est cru dans la faculté d'effectuer dans la limite du minimum fixé par la loi du 17 juillet 1849.

Pendant ce Ministère a dû tenir compte des considérations exposées par les fabricants de fer et de sucre raffiné, et par décret royal du 27 décembre dernier a limité à la moitié, mais seulement jusqu'au 1^{er} mars 1864, la diminution relative à ces deux articles; bien que d'un autre côté, en compensation par une loi sanctionnée le 20 de ce mois, le droit sur le papier d'impression sans colle ou avec demi-colle ait été réduit à 10 p. 100 *ad valorem* sous pavillon national et à 12 p. 100 sous pavillon étranger.

Le Gouvernement de Sa Majesté, désirant en outre étendre au delà de ce que lui permettent ses pouvoirs, la réforme douanière destinée à favoriser le développement des échanges, et imitant le mouvement libéral commencé par les principales puissances, a présenté aux Cortès du royaume, le 2 janvier dernier, les bases à établir pour la réforme douanière prémentionnée. Ces bases ont été publiées dans la *Gazette de Madrid*, le 16 du même mois; je m'empresse d'en envoyer un exemplaire à Votre Excellence.

Les actes susmentionnés du Gouvernement de Sa Majesté, auxquels se joint l'offre faite par la Note adressée par mon prédécesseur à Votre Excellence, le 7 janvier dernier, de se faire représenter aux conférences qui doivent se réunir pour traiter du péage de l'Escaut, à la condition que toutes les puissances intéressées ou au moins les principales d'entre elles y envoient leurs délégués, prouveront au Gouvernement que Votre Excellence représente dignement le vif désir du Gouvernement de la Reine, mon auguste souveraine, de contribuer par tous les moyens qui sont à sa portée à l'augmentation des relations commerciales avec tous les pays, et spécialement avec la Belgique, dont les produits pourront à l'avenir entrer en Espagne moyennant le paiement de droits plus modiques que ceux qui ont été en vigueur jusqu'à présent. Je me flatte donc que cette ligne de

conduite, en favorisant les intérêts légitimes des deux peuples, contribuera à consolider les liens d'amitié qui les unissent si heureusement.

Je saisis, etc., etc.

Signé : J. SERRANO.

A S. Exc. le maréchal Serrano, duc de la Torre, ministre d'État de Sa Majesté Catholique.

Madrid, le 25 février 1869.

Monsieur le duc,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence la réception de la Note qu'elle a bien voulu m'adresser, en date du 24 courant, pour appeler l'attention du Gouvernement du Roi sur les mesures récentes du Gouvernement de Sa Majesté Catholique dont le résultat doit être de favoriser les rapports commerciaux des divers États avec l'Espagne.

Le décret du 27 décembre 1862, qui a fait l'application des prévisions libérales de la loi du 17 juillet 1849, ainsi que le décret du 2 janvier 1863, qui a soumis aux Cortès un projet d'ample réforme du tarif de douane et de navigation, décret dont le texte officiel accompagne la note de Votre Excellence, doivent en effet exercer une influence heureuse sur l'expansion des transactions et industries espagnoles et étrangères dans les pays respectifs.

Aussi, malgré la restriction que le décret du 27 novembre 1862 devait subir partiellement jusqu'au 1^{er} mars 1864 par l'ordonnance du 27 décembre 1862, la mission du Roi s'était-elle empressée dès la publicité donnée aux décrets du 27 novembre 1862 et du 2 janvier suivant, de porter à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté ces actes d'une politique commerciale libérale, et elle s'était crue autorisée à y trouver la preuve des intentions du Gouvernement de Sa Majesté Catholique de profiter d'une satisfaction donnée aux exigences des nouveaux intérêts de l'Espagne pour répondre aux dispositions et à la sollicitude avec laquelle le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges n'a pas cessé de rechercher les moyens d'étendre les échanges entre la Belgique et l'Espagne.

C'est également aux mêmes inspirations de la part du Gouvernement de Sa Majesté Catholique que la mission du Roi avait rattaché la résolution de faire participer l'Espagne aux négociations du rachat du péage de l'Escaut, adhésion dont la note de Votre Excellence joint la mention à celle des décrets relatifs aux modifications du régime de douane et de navigation.

En conséquence de ces résolutions du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, dont la note de Votre Excellence confirme l'appréciation

que la mission du Roi en a transmise à son Gouvernement, je m'empresse, monsieur le duc, d'informer Votre Excellence, conformément à mes instructions, que le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges prend l'engagement de soumettre aux Chambres législatives, dans le courant de la présente session, un projet de loi ayant pour objet d'étendre à l'Espagne le régime de douane que la Belgique a concédé à l'Angleterre par le traité du 23 juillet 1862.

Je me félicite bien particulièrement d'être appelé à faire connaître cet arrangement à Votre Excellence. Elle y verra, je n'en doute pas, le plus manifeste témoignage des intentions du Gouvernement du Roi, mon auguste souverain, de répondre en toute circonstance aux dispositions du Gouvernement de S. M. la Reine d'Espagne de rechercher les moyens de favoriser entre les deux pays des relations commerciales qui consolident les rapports d'amitié qui les unissent si heureusement.

Je saisis cette occasion, monsieur le duc, pour avoir l'honneur de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Signé : Comte VANDER STRATEN-PONTHOZ.

A M. le Ministre plénipotentiaire de Belgique.

Palais, le 28 février.

Excellence,

J'ai eu l'honneur de recevoir la Note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser sous la date du 25 de ce mois, par laquelle elle me fait connaître qu'en conséquence des réformes libérales introduites déjà dans les tarifs des douanes, et de celles projetées par le Gouvernement de la Reine, mon auguste souveraine, ainsi que de son intention de se faire représenter aux conférences relatives au rachat du péage de l'Escaut, le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges s'engage de soumettre aux Chambres, durant la présente législature un projet de loi ayant pour but d'étendre à l'Espagne le régime douanier que la Belgique a accordé à l'Angleterre par le traité du 23 juillet 1862.

Aujourd'hui même, j'annonce une nouvelle aussi satisfaisante à M. le Ministre des finances et je remplis un devoir bien agréable en faisant connaître à Votre Excellence la reconnaissance sincère avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté a vu cette nouvelle preuve des dispositions amicales du Gouvernement belge, ainsi que la pensée élevée qui le guide. Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut que désirer que les Chambres secondent ces intentions éclairées et adoptent

une mesure qui développera en même temps les intérêts matériels des deux pays et sera, sous tous les rapports, aussi avantageuse pour l'un que pour l'autre.

Je saisis, etc.

Signé : SERRANO.

F. AMYOT.

TABLES DES MATIÈRES

DU QUATRIÈME VOLUME DE LA TROISIÈME ANNÉE.

(1863)

I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
(a) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.	449
(b) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc.	450

II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.	457
(d) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémoires, etc., etc.	462

I

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

(a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

	1856	Pages.
Décembre 9. Grande-Bretagne, Maroc. Traité général.		115
— 9. Grande-Bretagne, Maroc. Traité de commerce et de navigation.		127

1861

Janvier... 4. Belgique, Maroc. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre la Belgique et le Maroc, précédé de l'exposé des motifs, et suivi comme annexes des traités conclus entre la Grande-Bretagne et le Maroc, et entre l'Espagne et le Maroc.	112
Juillet... 24. Belgique, Mexique. Traité d'amitié, de commerce et de navigation.	357
Décembre. 20. Espagne, Maroc. Traité de commerce.	135

1862

Juin.... 16. Autriche, Turquie, Serbie, Principautés-Unies. Convention pour régler le service international télégraphique.	155
Août.... 9. France, Paraguay. Convention à l'effet de renouveler et confirmer le traité d'amitié, de commerce et de navigation, du 4 mars 1853.	156
Octobre.. 14. Grande-Bretagne, Paraguay. Convention mettant fin aux différends entre les deux pays.	157

IV—1863

4818

29

	1863	Pages.
Février...	27. Espagne, France. Convention additionnelle au Traité de délimitation du 14 avril 1862.....	368
Mai.....	9. France, Bavière. Convention de poste.....	397
—	12. Belgique, Pays-Bas. Traité pour le rachat du péage de l'Escaut avec l'exposé des motifs.....	422
—	12. France, Belgique. Convention additionnelle au Traité de commerce et à la Convention de navigation du 1 ^{er} mai 1861.....	399
—	16. France, Grande-Bretagne, Russie. Protocole de la Conférence sur les affaires de Grèce.....	273
—	27. France, Grande-Bretagne, Russie. Protocole de la Conférence sur les affaires de Grèce.....	274
Juin.....	5. France, Grande-Bretagne, Russie. Protocole de la Conférence sur les affaires de Grèce.....	274
Juillet....	7. France, Uruguay. Arrangement confirmant la Convention du 8 avril 1856.....	159
—	13. Danemark, France, Grande-Bretagne, Russie. Convention pour l'accession du roi Georges I ^{er} au trône de Grèce.....	274
—	15. Belgique, Pays-Bas. Convention pour régler le tarif des droits de pilotage sur l'Escaut.....	441
—	16. Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
—	21. Belgique. Décret de suppression du droit de tonnage sur l'Escaut.....	439
—	21. Belgique. Décret de réduction des droits de pilotage sur l'Escaut.....	440
Août.....	1. France, Grande-Bretagne, Russie. Protocole de la Conférence sur les affaires de Grèce.....	275
—	3. France, Grande-Bretagne, Russie. Protocole de la Conférence sur les affaires de Grèce.....	275
Octobre ..	13. France, Grande-Bretagne, Russie. Protocole de la Conférence sur les affaires de Grèce.....	275

(b) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

	1861	
Mars.....	3. États-Unis. Lettre du général Scott, écrite au début de la rupture de l'Union sur les divers partis à suivre à l'égard des sécessionnistes.....	27
Novembre	11. Italie. Arrêt rendu par le tribunal de commerce de Marseille sur l'affaire des frégates napolitaines vendues par François II et revendiquées par Victor-Emmanuel II.....	79
	1862	
Mai....	2-5. États-Unis. Dépêches de M. Seward, relatives à la levée partielle du blocus.....	29
—	10. Grande-Bretagne. Note du comte Russell à M. Adams touchant l'interprétation de l'acte d'enrôlement à l'étranger.....	100
—	12. États-Unis. Réponse de M. Adams à la Note du comte Russell du 10 mai.....	101
—	17. Grande-Bretagne. Note du comte Russell à M. Adams en réponse à sa Note du 12 mai.....	102

	1862	Pages.
Mai.....	28. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, au sujet de la position des parties belligérantes.	30
Juin.....	1. Serbie. Résumé historique des événements de Belgrade en juin 1862.....	87
—	27. Serbie. Rapport sur la participation de troupes serbes aux événements des 3, 4, 5 juin.....	92
Juillet...	21. États-Unis. Correspondance entre le général Butler et le sénateur Reverdy Johnson, au sujet du commerce de la Nouvelle-Orléans.	36
Août.....	8. États-Unis. Circulaire de M. Seward, pour inviter les agriculteurs et les artisans à se rendre aux États-Unis.....	38
—	11. États-Unis. Circulaires aux commandants militaires des États-Unis, au sujet du service militaire.....	37
—	12. États-Unis. Correspondance entre M. Méjan, consul de France à la Nouvelle-Orléans, et le général Butler, à la suite de l'ordre du général du désarmement général.....	39
—	31. Espagne. Lettre de soumission de l'infant don Juan à la Reine..	13
Septembre	20. Espagne. Lettre de l'infant don Juan au ministre d'Espagne à Londres, rappelant sa lettre du 31 août et la confirmant.....	14
—	24. États-Unis. Proclamation du général Butler, relative au serment d'allégeance à prêter aux États-Unis, et aux mesures de sûreté à prendre.....	41
—	24. États-Unis. Adresse adoptée dans un meeting de gouverneurs des États loyaux réunis à Alloone pour prendre des mesures en faveur du soutien plus actif du gouvernement.....	42
Octobre..	16. Grande-Bretagne. Correspondance relative au commerce anglais avec les Circassiens le long de la côte de la mer Noire....	67
Novembre	13. Grande-Bretagne. Réponse du comte Russell à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 30 octobre 1862.....	68

1863

Janvier...	7. Espagne. Note de M. Calderon Collantès au comte Van der Straten Ponthoz, au sujet du rachat du péage de l'Escaut.....	444
—	9. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier sur le mode à suivre pour la pacification des États-Unis.....	276
—	17. Grande-Bretagne. Dépêche du comte Russell à propos de la proclamation d'émancipation du président Lincoln.....	71
—	18. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Lyons au comte Russell, au sujet des dispositions du Nord quant à la guerre.....	70
—	23. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier sur les affaires d'Amérique.....	276
Février...	5. États-Unis. Note de M. Seward à lord Lyons, au sujet de l'interruption et du rétablissement du blocus de Galveston.....	54
—	6. États-Unis. Dépêches de M. Seward à M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris, en réponse à la Note du 9 janvier de M. Drouyn de Lhuys.....	45
—	8. États-Unis. Circulaire de M. Seward aux agents diplomatiques et consulaires des États-Unis, relativement à la colonisation.....	51
—	10. États-Unis. Pièces relatives à la prétendue interruption du blocus de Charleston, consistant en un rapport du commandant du blocus et en celui des autorités militaires de Charleston.....	55
—	10. Grande-Bretagne. Réponse du comte Russell à M. Mason, agent des États-Confédérés à Londres, en suite des réclamations de M. Mason, au sujet de la manière de la Grande-Bretagne d'entendre le blocus.....	73
—	11. États-Unis. Message adressé au Président et transmis par lui au Sénat, touchant le voyage à Richmond de M. Mercier, ministre de France.....	5

	1863	Pages.
Février...	13. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, à Londres, au sujet de Madagascar.....	297
—	24. Espagne. Note du maréchal Serrano au comte Van der Straten Ponthoz, au sujet du rachat du péage sur l'Escaut.....	444
—	25. États-Unis. Acte du Congrès autorisant le Président à délivrer des lettres de marque.....	58
—	25. Belgique. Réponse du comte Van der Straten Ponthoz à la Note du 24 du maréchal Serrano.....	446
—	26. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier sur la réponse du cabinet de Washington à la proposition de la France.	277
—	28. Espagne. Note du maréchal Serrano au comte Van der Straten Ponthoz, au sujet du rachat du péage de l'Escaut.....	447
Mars.....	4. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, à Londres, sur les affaires de Pologne.....	189
—	7. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, au sujet de la Pologne.....	190
—	8. Italie. Dépêche du comte Pasolini au marquis Pepoli, à Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne.....	348
—	8. Italie. Dépêche du comte Pasolini au marquis d'Azeglio, à Londres, sur les affaires de Pologne.....	349
—	9. États-Unis. Dépêche-circulaire de M. Seward transmettant les résolutions du Congrès touchant l'intervention étrangère, suivie du texte de ces résolutions.....	58
—	9. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello sur les affaires de Pologne.....	191
—	15. Pologne. Lettre de l'archevêque de Varsovie à l'empereur Alexandre, en donnant sa démission de membre du conseil d'Etat....	317
—	16. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello sur les affaires de Pologne.....	191
—	21. Italie. Dépêche du comte Pasolini au chevalier Nigra, à Paris, sur les affaires de Pologne.....	351
—	23. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Gabriac, à Munich, au sujet du Zollverein.....	292
—	24. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros sur les affaires de Pologne.....	192
—	24. France. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger [au sujet des affaires de Pologne.....	194
Avril.....	3. Grande-Bretagne. Lettre du comte Russell aux propriétaires du <i>Peterhoff</i> en suite de la réclamation de protection adressée par eux au gouvernement anglais.....	105
—	3. France. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys, au sujet des sentiments de M. Seward dans l'affaire du Mexique.....	278
—	4. États-Confédérés. Résolution du Congrès de Richmond au sujet des représailles.....	18
—	7. France. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger sur les affaires de Pologne....	198
—	7. Suède. Dépêche du comte de Manderstroem au baron de Wedel-Jarlsberg, à Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne....	301
—	8. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Gramont, à Vienne, au sujet des affaires de Pologne.....	194
—	9. États-Unis. Lettre de M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, à l'amiral fédéral Dupont, lui recommandant les négociants anglais Howell et Lizman, comme faisant un commerce loyal.....	110
—	10. États-Confédérés. Message du président Jefferson Davis aux États-Confédérés.....	19

1863

Pages.

Avril....	10. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello sur les affaires de Pologne.....	195
—	10. Grande-Bretagne. Dépêche du comte Russell à lord Napier, à Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne.....	196
—	12. Autriche. Dépêche du comte de Rechberg à M. de Thun, à Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne.....	196
—	16. Grande-Bretagne. Note du comte Russell à M. Adams, réclamant contre l'enrôlement de sujets britanniques dans l'armée fédérale..	103
—	16. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello sur les affaires de Pologne.....	196
—	18. États-Unis. Réponse de M. Adams à la Note du comte Russell du 16 avril.....	104
—	18. Grande-Bretagne. Avis du ministère des affaires étrangères aux armateurs du <i>Sea-Queen</i> , portant que les navires à destination de Matamoras ne seront plus chargés de la malle.....	111
—	Russie. Dépêche du prince Gortschakoff à M. Daschkoff, à Stockholm, en réponse à la dépêche du 7 avril du comte de Manderstroem sur la Pologne.....	302
—	19. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au comte de Stackelberg, à Turin, en réponse à la dépêche du comte Visconti Venesta du 25 avril.....	354
—	20. Grande-Bretagne. Note du comte Russell à M. Adams au sujet de l'enrôlement de sujets anglais dans l'armée et la marine fédérales.....	103
—	22. États-Unis. Déclaration de M. Adams aux propriétaires du <i>Sea-Queen</i> portant qu'il n'a pas autorité pour donner des certificats au sujet de la loyauté du commerce des navires anglais.....	111
—	23. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier au sujet de la Note de M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, au commandant de la flotte fédérale pour l'inviter à laisser passer les envois d'armes expédiés d'Angleterre à Matamoras.....	27
—	23. France. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys au sujet de l'intention du gouvernement des États-Unis de revenir sur les engagements qu'il a pris vis-à-vis des neutres au sujet de l'acquisition des cotons sur le territoire confédéré.....	281
—	23. Portugal. Note du duc de Loulé à M. de Comminges Guitaut, ministre de France à Lisbonne, en réponse à la communication faite par ce dernier au Portugal sur les affaires de Pologne.....	303
—	23. Italie. Dépêche du comte Visconti Venesta au ministre d'Italie à Saint-Petersbourg sur les affaires de Pologne.....	352
—	26. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris, en réponse à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 10 avril sur les affaires de Pologne.....	199
—	26. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunow, à Londres, en réponse à la dépêche du comte Russell du 10 avril sur les affaires de Pologne.....	199
—	26. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine, à Vienne, en réponse à la dépêche du comte de Rechberg du 12 avril sur les affaires de Pologne.....	199
—	27. Grande-Bretagne. Discours du comte Russell sur la capture du <i>Peterhoff</i>	107
—	28. Pays-Bas. Dépêche de M. Van der Maesen de Sombreff au baron Gevers, à Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne... ..	305
—	30. Italie. Dépêche du marquis de Pepoli au comte Visconti Venesta sur les affaires de Pologne.....	354
Mai.....	1. Portugal. Dépêche du duc de Loulé au vicomte de Moira, à Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne.....	304

	1863	Pages.
Mal.	1. Oldenbourg. Lettre de M. de Roessing à M. Cintrat, ministre de France à Hambourg, en réponse à sa communication sur les affaires de Pologne.....	306
—	3. Italie. Dépêche du comte Visconti Venesta à M. Nigra, à Paris, sur les affaires de Pologne.....	353
—	4. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros et au duc de Gramont sur les affaires de Pologne.....	199
—	5. France. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys portant assurance du droit des neutres dans l'acquisition des cotons sur le territoire confédéré.....	281
—	6. Turquie. Hatt adressé au Grand Vizir au retour du Sultan de son voyage d'Egypte.....	97
—	8. États-Unis. Proclamation du président Lincoln, concernant la naturalisation forcée pour les besoins de la conscription.....	61
—	8. France. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys au sujet de l'incident Adams.....	284
—	8. Danemark. Dépêche de M. Hall au baron de Plessen, à Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne.....	307
—	11. États-Unis. Dépêche de M. Seward à M. Dayton, à Paris, communiquée au cabinet de Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne.....	309
—	14. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier au sujet des achats de cotons par les neutres dans le Sud.....	282
—	16. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au général Mansouroff, à la Haye, en réponse à la dépêche du 28 avril de M. Van der Maesen de Sombreff sur les affaires de Pologne.....	306
—	16. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au baron Nicolay, à Copenhague, en réponse à la dépêche du 8 mai de M. Hall sur les affaires de Pologne.....	308
—	19. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron de Talleyrand au sujet du Zollverein.....	294
—	20. Espagne. Lettre de l'infant don Juan au marquis de Miraflores, ministre des affaires étrangères, confirmant sa lettre du 31 août 1862 et protestant contre la loi de bannissement qui le frappe... 15	15
—	21. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff à M. Ozeroff, à Lisbonne, en réponse à la dépêche du duc de Loulé du 1 ^{er} mai sur les affaires de Pologne.....	309
—	22. Russie. Note du prince Gortschakoff à M. Clay, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne....	312
—	29. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros sur les affaires de Pologne.....	201
—	31. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff à M. Ozeroff, à Lisbonne, sur les affaires de Pologne.....	314
—	Turquie. Dépêche adressée par la Porte-Ottomane à Khalil-Bey, à Saint-Petersbourg, sur les affaires de Pologne.....	313
Juin.	1. France. Rapport de M. Drouyn de Lhuys à l'Empereur au sujet de l'exercice de la juridiction consulaire dans les Échelles du Levant.....	298
—	4. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier au sujet de l'incident Adams.....	284
—	6. États-Confédérés. Dépêche de M. Benjamin, secrétaire d'État des États-Confédérés, à l'occasion du retrait d'exéquatur du consul anglais à Richmond, adressée à M. Mason, à Londres.....	23
—	6. Russie. Décret de convocation de la Diète de Finlande.....	85
—	8. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Reculot, à Munich, au sujet du Zollverein.....	296
—	12. France. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diploma-	

1863

Pages.

	tiques de l'Empereur à l'étranger au sujet de l'établissement d'une nouvelle dynastie en Grèce.....	271
Juin.....	12. Russie. Circulaire du prince Gortschakoff aux agents de la Russie à l'étranger au sujet de Mgr Felinski, archevêque de Varsovie..	315
—	12. Pologne. Protestation de l'archevêque de Varsovie contre l'exécution du P. Agripin Konarski.....	318
—	16. France. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux représentants de l'Empereur à Londres, Saint-Petersbourg, Berlin, Vienne et Copenhague, sur l'union des îles Ioniennes à la Grèce.....	272
—	17. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 26 avril sur les affaires de Pologne.....	202
—	17. Grande-Bretagne. Dépêche du comte Russell à lord Napier, en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 26 avril, sur les affaires de Pologne.....	204
—	18. Autriche. Dépêche du comte de Rechberg au comte de Thun, en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 26 avril, sur les affaires de Pologne.....	207
—	20. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros et au duc de Gramont sur les affaires de Pologne.....	211
—	22. Suède et Norwège. Discours prononcé par S. M. Charles XV à la clôture du Storthing à Christiania.....	96
—	24. Autriche. Passages principaux de l'Adresse de la Chambre haute en réponse au discours du Trône.....	8
—	25. Bavière. Discours du Roi à l'ouverture de la session des Chambres.....	9
—	29. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger sur les affaires de Pologne.....	210
—	30. Portugal. Discours prononcé par le Roi à la clôture de la session des Cortès.....	82
—	30. Autriche. Adresse de la seconde chambre du Reichsrath en réponse au discours du Trône.....	5
—	Turquie. Hatt impérial contre la coutume de vendetta en Albanie.....	98
J illet...	2. Grande-Bretagne. Correspondance échangée entre M. Edwards, chargé d'affaires britanniques à Madrid, et M. le marquis de Miraflores, ministre des affaires étrangères, au sujet du délai de sortie d'un port neutre des vaisseaux belligérants.....	74
—	2. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier au sujet du commerce des neutres.....	285
—	13. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris, en réponse à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 17 juin sur les affaires de Pologne.....	213
—	13. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunnow, à Londres, en réponse à la dépêche du comte Russell du 17 juin sur les affaires de Pologne.....	217
—	13. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine, à Vienne, en réponse à la dépêche du comte de Rechberg du 18 juin sur les affaires de Pologne.....	223
—	18. Grande-Bretagne. Dépêche de lord Napier au comte Russell sur les affaires de Pologne.....	321
—	18. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris, sur les affaires de Pologne.....	324
—	19. Autriche. Dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich sur les intentions de l'Autriche au sujet des affaires de Pologne..	226
—	20. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros sur une réponse identique à la Russie.....	227

	1863	Pages.
Juillet....	27. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Knorring, à Vienne, sur les affaires de Pologne.....	330
—	28. Grande-Bretagne. Discours royal lu par le lord-chancelier à la clôture du Parlement.....	75
—	28. Grande-Bretagne. Dépêche du comte Russell à lord Lyons sur l'attitude de la Grande-Bretagne vis-à-vis des États-Unis.....	77
—	30. États-Unis. Ordre de représailles donné par le président Lincoln.....	62
Août....	1. États-Confédérés. Proclamation de M. Jefferson Davis pour rappeler sous les drapeaux les soldats confédérés disséminés dans l'intérieur du pays.....	25
—	3. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Gramont sur les affaires de Pologne.....	228
—	3. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello, en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 31 juillet, sur les affaires de Pologne.....	228
—	7. États-Unis. Réponse du président Lincoln à M. Seymour, gouverneur de New-York, à sa lettre du 3 août, demandant qu'avant de continuer les opérations de la conscription, la constitutionnalité de la loi fût soumise à la Cour suprême.....	63
—	11. Grande-Bretagne. Dépêche du comte Russell à lord Napier, en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 13 juillet, sur les affaires de Pologne.....	237
—	12. États-Unis. Circulaire de M. Seward aux consuls des États-Unis en Europe, touchant la situation des belligérants.....	64
—	12. Autriche. Dépêche du comte de Rechberg au comte de Thun, en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 13 juillet, sur les affaires de Pologne.....	242
—	14. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine approuvant le vote de l'Assemblée des notables à Mexico.....	287
—	15. Pologne. Lettre du gouvernement national polonais au prince L. Czartoryski.....	332
—	17. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine sur la pensée dont s'inspire le gouvernement de l'Empereur dans les affaires du Mexique.....	288
—	19. Grande-Bretagne. Avis transmis par le Ministère des affaires étrangères au sujet du mode de vivre adopté pour la navigation du Mississippi.....	78
—	25. Danemark. Réponse à la résolution de la Diète du 7 juillet....	11
Septembre.	2. Prusse. Décret de dissolution de la Chambre des députés.....	83
—	7. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, en réponse à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 3 août, sur les affaires de Pologne.....	246
—	7. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunow, en réponse à la dépêche du comte Russell du 11 août, sur les affaires de Pologne.....	247
—	7. Russie. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Knorring, à Vienne, en réponse à la dépêche du comte de Rechberg du 12 août, sur les affaires de Pologne.....	248
—	7. Russie. Mémorandum adressé à la France, la Grande-Bretagne et l'Autriche sur les affaires de Pologne.....	249
—	13. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier rapportant une conversation avec M. Dayton.....	285
—	20. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au marquis de Cadore, à Londres, sur les affaires de Pologne.....	269
Octobre..	15. France. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine au sujet de l'indemnité de guerre à réclamer du Mexique.....	291

1863

Pages.

Octobre... 20.	Grande-Bretagne. Dépêche du comte Russell à lord Napier en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 7 septembre.....	347
Novembre. 4.	France. Lettre de l'Empereur aux souverains de l'Europe pour les inviter au Congrès.....	188
— 5.	France. Exposé de la situation de l'Empire. Affaires étrangères..	166
— 5.	France. Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session législative.....	161

II

TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

Pages.

1862, Juin	16. Turquie, Serbie, Principautés-Unies. Convention pour régler le service international télégraphique.....	155
1863, Juillet....	16. Belgique, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408

BAVIÈRE.

1863, Mai.....	9. France. Convention de poste.....	397
----------------	--	-----

BELGIQUE.

1861, Janvier...	4. Maroc. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, précédé de l'exposé des motifs, et suivi comme annexes des Traités conclus entre la Grande-Bretagne et le Maroc, et entre l'Espagne et le Maroc.....	112
—	24. Mexique. Traité d'amitié, de commerce et de navigation..	357
1863, Mai.....	12. Pay-Bas. Traité pour le rachat du péage de l'Escaut avec l'exposé des motifs.....	422
—	12. France. Convention additionnelle au Traité de commerce et à la Convention de navigation du 1 ^{er} mai 1861.....	399
Juillet...	15. Pays-Bas. Convention pour régler le tarif des droits de pilotage sur l'Escaut.....	441
—	16. Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
—	21. Décret de suppression du droit de tonnage sur l'Escaut....	439
—	21. Décret de réduction des droits de pilotage sur l'Escaut....	440

BRÉSIL.

Pages.

- 1863, Juillet... 16. **Belgique, Autriche, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Turquie, Villes Hanséatiques.** Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs..... 408

CHILI.

- 1863, Juillet... 16. **Belgique, Autriche, Brésil, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques.** Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé ces motifs..... 408

DANEMARK.

- 1863, Juillet... 13. **France, Grande-Bretagne, Russie.** Convention pour l'accession du roi Georges I^{er} au trône de Grèce 274
 — 16. **Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques.** Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs..... 408

ESPAGNE.

- 1861, Décembre. 29. **Maroc.** Traité de commerce..... 135
 1863, Février... 27. **France.** Convention additionnelle au Traité de délimitation du 14 avril 1862..... 368
 Juillet... 16. **Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques.** Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs..... 408

FRANCE.

- 1862, Août.... 9. **Paraguay.** Convention à l'effet de renouveler et confirmer le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, du 4 mars 1853..... 156
 1863, Février.. 27. **Espagne.** Convention additionnelle au Traité de délimitation du 14 avril 1862..... 368
 Mai.... 9. **Bavière.** Convention de poste 397
 — 12. **Belgique.** Convention additionnelle au Traité de commerce et à la Convention de navigation du 1^{er} mai 1861..... 399
 — 16. **Grande-Bretagne, Russie.** Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce..... 274
 — 27. **Grande-Bretagne, Russie.** Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce..... 274
 Juin.... 5. **Grande-Bretagne, Russie.** Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce..... 274
 Juillet... 7. **Uruguay.** Arrangement confirmant la convention du 8 avril 1856..... 159

		Pages.
Juillet...	13. Danemark, Grande-Bretagne, Russie. Convention pour l'accession du roi Georges I ^{er} au trône de Grèce....	274
—	16. Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
Août....	1. Grande-Bretagne, Russie. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce	275
—	3. Grande-Bretagne, Russie. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	275
Octobre...	13. Grande-Bretagne, Russie. Protocole de la conférence des affaires de Grèce.....	275

GRANDE-BRETAGNE.

1856, Décembre	9. Maroc. Traité général.....	115
—	9. Maroc. Traité de commerce et de navigation.....	127
1862, Octobre...	14. Paraguay. Convention mettant fin aux différends entre les deux pays.....	157
1863, Mai.....	16. France, Russie. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	273
—	27. France, Russie. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	274
Juin....	5. France, Russie. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	274
Juillet...	13. Danemark, France, Russie. Convention pour l'accession du roi Georges I ^{er} au trône de Grèce.....	274
—	16. Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.	006
Août....	1. France, Russie. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	275
—	3. France, Russie. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	275
Octobre..	13. France, Russie. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	275

HANOVRE.

1863, Juillet....	16. Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
-------------------	--	-----

ITALIE.

1863, Juillet....	16. Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, Prusse, Grande-Bretagne, Hanovre, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
-------------------	---	-----

MAROC.

		Pages.
1856, Décembre.	9. Grande-Bretagne. Traité de commerce et de navigation.	127
—	9. Grande-Bretagne. Traité général.....	115
1861, Janvier...	4. Belgique. Traité d'amitié, de commerce et de navigation, précédé de l'exposé des motifs, et suivi comme annexes des Traités conclus entre la Grande-Bretagne et le Maroc, et entre l'Espagne et le Maroc.....	112
Décembre.	20. Espagne. Traité de commerce.....	135

MEXIQUE.

1861, Juillet....	24. Belgique. Traité d'amitié, de commerce et de navigation.	357
-------------------	---	-----

OLDENBOURG.

1863, Juillet....	16. Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
-------------------	---	-----

PARAGUAY.

1862, Août.....	9. France. Convention à l'effet de renouveler et infirmer le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 4 mars 1853.....	156
Octobre...	14. Grande-Bretagne. Convention mettant fin aux différends entre les deux pays.....	157

PAYS-BAS.

1863, Mai.....	12. Belgique. Traité pour le rachat du péage de l'Escaut, avec l'exposé des motifs.....	422
Juillet....	15. Belgique. Convention pour régler le tarif des droits de pilotage sur l'Escaut.....	441

PÉROU.

1863, Juillet....	16. Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Oldenbourg, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
-------------------	--	-----

PORTUGAL.

1863, Juillet...	16. Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
------------------	---	-----

PRINCIPAUTÉS UNIES.

1862, Juin.....	16. Autriche, Turquie, Serbie. Convention pour régler le service international télégraphique.....	155
-----------------	--	-----

PRUSSE.

1863, Juillet....	16. Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark,	
-------------------	---	--

Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Russie, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat général du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.	408
--	-----

RUSSIE.

1863, Mai.....	16.	France, Grande-Bretagne. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	273
—	27.	France, Grande-Bretagne. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	274
Juin.....	5.	France, Grande-Bretagne. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	274
Juillet....	13.	Danemark, France, Grande-Bretagne. Convention pour l'accession du roi Georges I ^{er} au trône de Grèce....	274
—	16.	Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
Août.....	1.	France, Grande-Bretagne. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce	275
—	3.	France, Grande-Bretagne. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	275
Octobre..	13.	France, Grande-Bretagne. Protocole de la conférence sur les affaires de Grèce.....	275

SERBIE.

1862, Juin.....	16.	Autriche, Turquie, Principautés-Unies. Convention pour régler le service international télégraphique.....	155
-----------------	-----	--	-----

SUÈDE ET NORWÈGE.

1863, Juillet....	16.	Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408
-------------------	-----	--	-----

TURQUIE.

1862, Juin.....	16.	Autriche, Serbie, Principautés-Unies. Convention pour régler le service international télégraphique.....	155
Juillet....	16.	Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Turquie, Villes Hanséatiques. Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs.....	408

URUGUAY.

1863, Juillet...	7.	France. Arrangement confirmant la convention du 8 avril 1836.....	159
------------------	----	--	-----

VILLES HANSEATIQUES.

Pages.

- 1863, Juillet.... 16. **Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Suède, Turquie.** Traité général pour le rachat du péage de l'Escaut, avec les protocoles, les annexes et l'exposé des motifs..... 408

(d) CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

- 1863, Avril.... 12. **Pologne.** Dépêche du comte de Rechberg à M. de Thun, à Saint-Petersbourg..... 196
 Juin.... 18. **Pologne.** Dépêche du comte de Rechberg au comte de Thun, en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 26 avril..... 207
 — 24. Passages principaux de l'Adresse de la Chambre haute en réponse au discours du Trône..... 8
 Juin..... fin. Adresse de la seconde chambre du Reichsrath en réponse au discours du Trône..... 5
 Juillet... 19. **Pologne.** Dépêche du comte de Rechberg au prince de Metternich sur les intentions de l'Autriche..... 226
 Août.... 12. **Pologne.** Dépêche du comte de Rechberg au comte de Thun, en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 13 juillet..... 242

BAVIÈRE.

- 1863, Juin.... 25. Discours du Roi à l'ouverture de la session des Chambres... 9

BELGIQUE.

- 1863, Février.. 25. **Espagne.** Réponse du comte Vander Straten Ponthoz à la Note du 24 du maréchal Serrano, sur le rachat du péage de l'Escaut..... 446

DANEMARK.

- 1863, Mai....., 8. **Pologne.** Dépêche de M. Hall au baron de Plessen, à Saint-Petersbourg..... 307
 Août.... 25. Réponse à la résolution de la Diète du 7 juillet..... 11

ESPAGNE.

- 1862, Août... 31. Lettre de soumission de l'infant don Juan à la Reine..... 13
 Septembre 20. Lettre de l'infant don Juan au ministre d'Espagne à Londres, rappelant sa lettre du 31 août et la confirmant..... 14
 1863, Janvier... 7. **Belgique.** Note de M. Calderon Collantes au comte Van der Straten Ponthoz, au sujet du rachat du péage de l'Escaut. 444
 Février... 24. **Belgique.** Note du maréchal Serrano au comte Van der Straten Ponthoz, au sujet du rachat du péage de l'Escaut. 444
 — 28. **Belgique.** Note du maréchal Serrano au comte Van der Straten Ponthoz, au sujet du rachat du péage de l'Escaut. 447
 Mai..... 20. Lettre de l'infant don Juan au marquis de Miraflores, ministre des affaires étrangères, confirmant sa lettre du 31 août 1862 et protestant contre la loi de bannissement qu'il le frappe..... 15

ÉTATS-CONFÉDÉRÉS.

- 1863, Avril.... 4. Résolution du Congrès de Richmond au sujet de représailles. 18

1863, Avril....	10. Message du président Jefferson Davis aux États-Confédérés.	19
Mai.....	11. Pologne. Dépêche de M. Seward à M. Dayton à Paris, communiquée au cabinet de Saint-Petersbourg.....	309
Juin.....	16. Dépêche de M. Benjamin, secrétaire d'État des États-Confédérés, à l'occasion du retrait d'exéquatur du consul anglais à Richmond, adressée à M. Mason, à Londres.....	23
Août.....	1. Proclamation de M. Jefferson Davis pour rappeler sous les drapeaux les soldats confédérés disséminés dans l'intérieur du pays.....	25

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

1861, Mars.....	2. Lettre du général Scott, écrite au début de la rupture de l'Union sur les divers partis à suivre à l'égard des sécessionnistes	27
1862, Mai.. 2 et 5.	Dépêches M. Seward, relatives à la levée partielle du blocus.....	29
—	12. Réponse de M. Adams à la Note du comte Russell du 10 mai.	101
—	28. Dépêches de M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, au sujet de la position des parties belligérantes	30
Juillet... 21.	Correspondance entre le général Butler et le sénateur Reverdy Johnson, au sujet du commerce de la Nouvelle-Orléans...	36
Août..... 8.	Circulaire de M. Seward, pour inviter les agriculteurs et les artisans à se rendre aux États-Unis.	38
—	11. Circulaires aux commandants militaires des États-Unis, au sujet du service militaire.	37
—	12. Correspondance entre M. Méjan, consul de France à la Nouvelle-Orléans, et le général Butler, à la suite de l'ordre général du désarmement général.....	39
Septembre 24.	Proclamation du général Butler, relative au serment d'allégeance à prêter aux États-Unis, et aux mesures de sûreté à prendre.....	41
—	24. Adresse adoptée dans un meeting de gouverneurs des États loyaux réunis à Alloone pour prendre des mesures en faveur du soutien plus actif du gouvernement.....	42
1863, Février... 5.	Note de M. Seward à lord Lyons, au sujet de l'interruption et du rétablissement du blocus de Galveston.....	54
—	6. Dépêches de M. Seward à M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris, en réponse à la Note du 9 janvier de M. Drouyn de Lhuys.....	45
—	8. Circulaire de M. Seward aux agents diplomatiques et consulaires des États-Unis, relativement à la colonisation.....	51
—	10. Pièces relatives à la prétendue interruption du blocus de Charleston, consistant en un rapport du commandant du blocus et en celui des autorités militaires de Charleston..	55
—	11. Message adressé au Président et transmis par lui au Sénat, touchant le voyage à Richmond de M. Mercier, ministre de France	52
—	25. Acte du Congrès autorisant le Président à délivrer des lettres de marque.....	58
Mars..... 9.	Dépêche circulaire de M. Seward transmettant les résolutions du Congrès touchant l'intervention étrangère, suivie du texte de ces résolutions.....	58
Avril..... 9.	Lettre de M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, à l'amiral fédéral Dupont, lui recommandant les négociants anglais Howell et Lizman, comme faisant un commerce loyal.....	110

		Pages.
1863, Avril.....	18. Réponse de M. Adams à la Note du comte Russell du 16 avril.	104
—	22. Déclaration de M. Adams aux propriétaires du <i>Sea-Queen</i> portant qu'il n'a pas autorité pour donner des certificats au sujet de la loyauté du commerce des navires anglais...	111
Mai.....	8. Proclamation du président Lincoln, concernant la naturalisation forcée pour les besoins de la conscription.....	61
Juillet....	30. Ordre de représailles donné par le président Lincoln.....	62
Août.....	7. Réponse du président Lincoln à M. Seymour, gouverneur de New-York, à sa lettre du 3 août, demandant qu'avant de continuer les opérations de la conscription, la constitutionnalité de la loi fût soumise à la Cour suprême.....	63
—	12. Circulaire de M. Seward aux consuls des Etats-Unis en Europe, touchant la situation des belligérants.....	64

FRANCE.

1863, Janvier...	9. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier sur le mode à suivre pour la pacification des États-Unis..	276
—	23. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier.	276
Février...	13. Madagascar. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, au sujet de la charte de Radama II à M. Lambert..	297
—	26. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier, sur la réponse du cabinet de Washington à la proposition de la France	277
Mars.....	4. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros, à Londres.....	189
—	7. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros.	190
—	9. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello à Saint-Petersbourg.....	191
—	16. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello	191
—	23. Commerce. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Gabriac, à Munich, au sujet du Zollverein.....	292
—	24. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros.....	192
—	24. Pologne. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger.....	194
Avril.....	3. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys, au sujet des sentiments de M. Seward dans l'affaire du Mexique	278
—	7. Pologne. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger.....	198
—	8. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Gramont, à Vienne	194
—	10. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello	195
—	16. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello.....	196
—	23. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier, au sujet de la Note de M. Adams, ministre des États-Unis à Londres, au commandant de la flotte fédérale, pour l'inviter à laisser passer les envois d'armes d'Angleterre à Matamoras.....	278
—	23. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys, au sujet de l'intention de M. Seward de revenir sur les engagements pris par le gouvernement des États-Unis vis-à-vis des neutres, au sujet de l'acquisition des cotons sur le territoire confédéré.....	281

		Pages.
1863, Mai.....	4. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros et au duc de Gramont.....	199
—	5. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys portant les assurances de M. Seward dans la question du droit des neutres pour l'acquisition des cotons sur le territoire confédéré.....	281
—	8. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys au sujet de l'incident Adams.....	284
—	14. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier au sujet des achats de cotons par les neutres dans le Sud..	282
—	19. Commerce. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron de Talleyrand, à Berlin, au sujet du Zollverein.....	294
—	29. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros.	201
Juin.....	1. Rapport de M. Drouyn de Lhuys à l'Empereur sur l'exercice de la juridiction consulaire dans les Echelles du Levant...	298
—	4. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier au sujet de l'incident Adams.....	284
—	8. Commerce. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Reculot, à Munich, au sujet du Zollverein.....	296
—	12. Grèce. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger au sujet de l'établissement d'une nouvelle dynastie en Grèce.....	271
—	16. Grèce. Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux représentants de l'Empereur à Londres, Saint-Petersbourg, Berlin, Vienne et Copenhague, sur l'union des îles Ioniennes à la Grèce.....	272
—	17. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 26 avril.....	202
—	20. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros et au duc de Gramont.....	211
—	29. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger.....	210
Juillet...	2. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier au sujet du commerce des neutres.....	285
—	20. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au baron Gros sur une réponse identique à la Russie.....	227
Août.....	3. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Montebello en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 13 juillet.....	228
—	3. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au duc de Gramont.	228
—	14. Mexique. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine approuvant le vote de l'Assemblée des notables à Mexico.....	287
—	17. Mexique. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine sur la pensée dont s'inspire le gouvernement de l'Empereur dans les affaires du Mexique.....	288
Septembre	13. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier rapportant une conversation avec M. Dayton.....	285
—	20. Pologne. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au marquis de Cadore, à Londres.....	269
Octobre..	15. Mexique. Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au général Bazaine au sujet de l'indemnité de guerre à réclamer du Mexique.....	291
Novembre	4. Lettres de l'Empereur aux souverains de l'Europe pour les inviter au Congrès.....	188
—	5. Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session législative.....	161

1863, Novembre.. 5. Exposé de la situation de l'Empire. Affaires étrangères..... 166

GRANDE-BRETAGNE.

1862, Mai.....	10. États-Unis. Note du comte Russell à M. Adams touchant l'interprétation de l'acte d'enrôlement à l'étranger.....	100
—	17. États-Unis. Note du comte Russell à M. Adams en réponse à sa Note du 12 mai.....	102
Octobre..	16. Circassie. Correspondance relative au commerce anglais avec les Circassiens le long de la côte de la mer Noire....	67
Novembre	13. Réponse de lord Russell à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 30 octobre 1862.....	68
1863, Janvier...	17. États-Unis. Dépêche du comte Russell à propos de la proclamation d'émancipation du président Lincoln.....	71
—	18. États-Unis. Dépêche de lord Lyons à lord Russell au sujet des dispositions du Nord quant à la guerre.....	70
Février...	10. États-Confédérés. Réponse du comte Russell à M. Mason, agent des États-Confédérés à Londres, en suite des réclamations de M. Mason au sujet de la manière de la Grande-Bretagne d'entendre le blocus.....	73
Avril.....	3. Lettre du comte Russell aux propriétaires du <i>Peterhoff</i> en suite de la réclamation de protection adressée par eux au gouvernement anglais.....	105
—	10. Pologne. Dépêche du comte Russell à lord Napier, à Saint-Pétersbourg.	196
—	16. États-Unis. Note du comte Russell à M. Adams réclamant contre l'enrôlement de sujets britanniques dans l'armée fédérale.	103
—	18. Avis du Ministère des affaires étrangères aux armateurs du <i>Sea-Queen</i> , portant que les navires à destination de Matamoros ne seront plus chargés de la malle.....	111
—	20. États-Unis. Note du comte Russell à M. Adams au sujet de l'enrôlement de sujets anglais dans l'armée et la marine fédérales.....	103
—	27. Discours du comte Russell sur la capture du <i>Peterhoff</i>	107
Juin.....	17. Pologne. Dépêche du comte Russell à lord Napier en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 26 avril ...	204
Juillet...	2. Espagne. Correspondance échangée entre M. Edwards, chargé d'affaires britanniques à Madrid, et M. le marquis de Miraflores, ministre des affaires étrangères, au sujet du délai de sortie d'un port neutre des vaisseaux belligérants.....	74
—	18. Pologne. Dépêche de lord Napier au comte Russell.....	321
—	28. Discours royal lu par le lord-chancelier à la clôture du Parlement.....	75
—	28. États-Unis. Dépêche du comte Russell à lord Lyons sur l'attitude de la Grande-Bretagne vis-à-vis des États-Unis.	77
Août.....	11. Pologne. Dépêche du comte Russell à lord Napier en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 13 juillet....	237
—	19. Avis transmis par le Ministère des affaires étrangères au sujet du mode de vivre adopté pour la navigation du Mississippi.....	78
Octobre...	20. Pologne. Dépêche du comte Russell à lord Napier en réponse à la dépêche du prince Gortschakoff du 7 septembre	347

ITALIE.

		Pages.
1861, Novembre	11. Arrêt rendu par le tribunal de commerce de Marseille sur l'affaire des frégates napolitaines vendues par François II et revendiquées par Victor-Emmanuel II.....	79
1863, Mars.....	8. Pologne. Dépêche du comte Pasolini au marquis Pepoli, à Saint-Petersbourg.....	348
—	8. Pologne. Dépêche du comte Pasolini au marquis d'Azeglio, à Londres.....	349
—	19. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au comte de Stackelberg, à Turin, en réponse à la dépêche du comte Visconti Venesta du 25 avril.....	354
—	21. Pologne. Dépêche du comte Pasolini au chevalier Nigra, à Paris.....	351
Avril.....	23. Pologne. Dépêche du comte Visconti Venesta au ministre d'Italie à Saint-Petersbourg.....	352
—	30. Pologne. Dépêche du marquis Pepoli, à Saint-Petersbourg, au comte Visconti Venesta.....	354
Mai.....	3. Pologne. Dépêche du comte Visconti Venesta à M. Nigra, à Paris.....	353

OLDENBOURG.

1863, Mai.....	1. Pologne. Lettre de M. de Roessing à M. Cintrat, ministre de France à Hambourg, en réponse à sa communication sur les affaires de Pologne.....	306
----------------	---	-----

PAYS-BAS.

1863, Avril.....	25. Pologne. Dépêche de M. Van der Maesen de Sombreff au baron Gevers, à Saint-Petersbourg.....	305
------------------	--	-----

PORTUGAL.

1863, Avril.....	23. Pologne. Note du duc de Loulé à M. de Comminges-Guitaut, ministre de France à Lisbonne, en réponse à la communication faite par ce dernier au gouvernement portugais.....	303
Mai.....	1. Pologne. Dépêche du duc de Loulé au vicomte de Moira, à Saint-Petersbourg.....	304
Juin.....	30. Discours prononcé par le Roi à la clôture de la session des Cortès.....	82

PRUSSE.

1863, Septembre	2. Décret de dissolution de la Chambre des députés.....	83
-----------------	---	----

RUSSIE.

1863, Mars.....	15. Pologne. Lettre de l'archevêque de Varsovie à l'empereur Alexandre en donnant sa démission de membre du conseil d'État.....	317
Avril.....	Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff à M. Daschkoff, à Stockholm, en réponse à la dépêche du 7 avril du comte de Manderstroem.....	302 <
—	26. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine, à Vienne, en réponse à la dépêche du comte de Rechberg du 12 avril.....	199 <
	26. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au baron Bru-	

		Pages.
	now, à Londres, en réponse à la dépêche du comte Russell du 10 avril.....	199
1863, Avril.....	26. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris, en réponse à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 10 avril.....	199
Mai.....	16. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au général Mansouroff, à la Haye, en réponse à la dépêche du 28 avril de M. Van der Maesen de Sombreff.....	306
—	16. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au baron Nicolay, à Copenhague, en réponse à la dépêche du 8 mai de M. Hall.....	308
—	21. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff à M. Ozeroff, à Lisbonne, en réponse à la dépêche du duc de Loulé du 1 ^{er} mai.....	309
—	22. Pologne. Note du prince Gortschakoff à M. Clay, ministre des États-Unis à Saint-Petersbourg.....	312
—	31. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff à M. Ozeroff, à Lisbonne.....	314
Juin.....	6. Décret de convocation de la Diète de Finlande.....	85
—	12. Circulaire du prince Gortschakoff aux agents diplomatiques de la Russie à l'étranger au sujet de Mgr Felinski, archevêque de Varsovie.....	315
—	12. Pologne. Protestation de l'archevêque de Varsovie contre l'exécution du Pere Agripin Konarski.....	318
Juillet...	13. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris, en réponse à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 17 juin.....	213
—	13. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunow, à Londres, en réponse à la dépêche du comte Russell du 17 juin.....	217
—	13. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Balabine, à Vienne, en réponse à la dépêche du comte de Rechberg du 18 juin.....	223
—	18. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg, à Paris.....	324
—	27. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Knorring, à Vienne.....	330
Août.....	15. Pologne. Lettre du gouvernement national polonais au prince Ladislas Czartoryski.....	332
Septembre	7. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Budberg en réponse à la dépêche de M. Drouyn de Lhuys du 3 août.....	246
—	7. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff au baron de Brunnow en réponse à la dépêche du comte Russell du 11 août.....	247
—	7. Pologne. Dépêche du prince Gortschakoff à M. de Knorring, à Vienne, en réponse à la dépêche du comte de Rechberg du 12 août.....	248
—	7. Pologne. Mémoire adressé à la France, la Grande-Bretagne et l'Autriche.....	249

SERBIE.

1862, Juin.....	1. Résumé historique des événements de Belgrade en juin 1862.	87
—	27. Rapport sur la participation de troupes serbes aux événements des 3, 4, 5 juin.....	92

SUEDE ET NORWÈGE.

	Pages.
1863, Juin..... 22. Discours prononcé par S. M. Charles XV à la clôture du Storthing à Christiania.....	96

SUEDE.

1863, Avril..... 7. Pologne. Dépêche du comte de Manderstroem au baron de Wedel-Jarlsberg, à Saint-Petersbourg.....	301
---	-----

TURQUIE.

Mai..... 6. Hatt adressé au Grand Vizir au retour du Sultan de son voyage d'Égypte.....	97
— Pologne. Dépêche adressée à Khalil-Bey, à Saint-Peters- bourg.....	313
Juin..... Hatt impérial contre la coutume de vendetta en Albanie.....	98

FIN DES TABLES DES MATIÈRES DU QUATRIÈME VOLUME.

 F. AMYOT.

